DOSSIER: REQ

RECUEIL DES NOTES TECHNIQUES DÉTAILLÉES

PROJET DE LOI N° 87

(Version sanctionnée)

Loi sur la publicité légale des entreprises

TOME

Préparé par la Direction générale
de la législation, des enquêtes et
du registraire des entreprises
Ministère du Revenu
23 novembre 2010

NOTES EXPLICATIVES

Cette loi refond en une seule loi la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et la Loi sur le registraire des entreprises tout en en reprenant plusieurs dispositions, notamment celles qui sont relatives à la désignation et aux fonctions du registraire des entreprises, à la tenue du registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales, aux règles relatives aux noms pouvant être déclarés et utilisés par les assujettis, ainsi qu'à l'immatriculation de ces derniers et à l'obligation qui leur est faite de maintenir à jour les informations les concernant.

La loi simplifie les formalités liées à la mise à jour des informations inscrites au registre, notamment en prolongeant le délai pour déclarer un changement et en harmonisant les informations qui doivent être mentionnées dans les diverses déclarations. De plus, elle propose d'exempter les assujettis de certaines obligations dans des cas particuliers et accorde une discrétion au registraire dans le traitement et la correction d'un document qui lui est produit. Elle permet aussi au registraire de restreindre la consultation de certaines informations contenues au registre lorsque la sécurité d'une personne est menacée.

La loi prévoit des règles pour faciliter la transmission électronique des documents à produire au registraire en vertu de diverses lois.

Elle valorise le contenu du registre en y ajoutant des informations, telles que la date de prise d'effet des changements

d'administrateurs d'un assujetti, le fait qu'il soit en faillite ainsi que la date limite de production de sa mise à jour annuelle.

La loi contient de nouvelles dispositions visant à assurer son respect, notamment en prévoyant la radiation de l'immatriculation d'un assujetti en défaut de se conformer aux obligations qu'elle impose et l'annulation du dépôt d'une déclaration lorsque les informations qu'elle contient n'ont pas été déclarées conformément à la loi. De plus, des pouvoirs accrus sont accordés au registraire pour assurer la conformité des noms déclarés.

Cette loi détermine dans une même loi l'ensemble des droits qui sont payables au registraire et prévoit leur indexation.

Enfin, elle remplace, par cohérence avec ce que prévoient d'autres lois, le droit d'appel à la Cour du Québec des décisions du registraire par un recours devant le Tribunal administratif du Québec et prévoit des dispositions de concordance, transitoires et finales.

LOIS MODIFIÉES PAR CETTE LOI :

– Code civil du Québec ;

– Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) ;

– Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) ;

– Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q., chapitre A-33.2) ;

– Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22) ;

– Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23) ;

– Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ;

– Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) ;

– Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40) ;

– Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63) ;

– Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) ;

– Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) ;

– Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) ;

– Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) ;

– Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16) ;

– Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (L.R.Q., chapitre P-30.3) ;

– Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) ;

– Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ;

– Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (L.R.Q., chapitre S-25.01) ;

– Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01) ;

– Loi sur le tabac (L.R.Q., chapitre T-0.01) ;

– Loi modifiant la Loi sur le registraire des entreprises et d'autres dispositions législatives (2006, chapitre 38) ;

– Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52).

LOIS REMPLACÉES PAR CETTE LOI :

– Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) ;

– Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1).

RÈGLEMENTS MODIFIÉS PAR CETTE LOI :

– Règlement d'application de la Loi sur les assurances (Décret nº 887-2009, 2009, G.O. 2, 4471) ;

– Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (Décret nº 1856-93, 1993, G.O. 2, 9039) ;

– Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (Décret nº 719-88, 1988, G.O. 2, 2833).

PROJET DE LOI N° 87

(2010, chapitre 7)

Loi sur la publicité légale des entreprises

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

CHAPITRE I

REGISTRAIRE DES ENTREPRISES

1. Le ministre du Revenu désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 prévoit la désignation du registraire des entreprises par le ministre du Revenu et précise que le registraire est un officier public.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 1° al. L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

2. Le registraire exerce les fonctions prévues par la présente loi et assume les responsabilités qui lui sont confiées par d'autres lois.

Il s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ces fonctions et de ces responsabilités.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2 introduit le champ de compétence du registraire.

Le premier alinéa de cet article précise que le registraire des entreprises exerce les fonctions prévues par la présente loi et assume les responsabilités qui lui sont confiées par différentes lois (voir notamment les lois mentionnées à l'annexe III).

Le second alinéa précise par ailleurs que le registraire doit s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ces fonctions et de ces responsabilités.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 1° al. L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Le registraire des entreprises.*

63. Le registraire des entreprises est chargé de tenir le registre, de le garder et d'en assurer la publicité.

• *Exemplaires.*

Le registraire des entreprises peut reproduire tout ou partie du registre en autant d'exemplaires qu'il le juge nécessaire aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

1993, c. 48, a. 63 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 634 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

3. Le registraire est notamment chargé :

1° de tenir le registre visé au chapitre II, de le garder, de recevoir les documents destinés à y être déposés et d'en assurer la publicité ;

2° d'immatriculer les personnes physiques qui exploitent une entreprise individuelle, les sociétés de personnes, les personnes morales ainsi que les groupements de personnes ;

3° de conférer, dans les cas prévus par la loi, l'existence légale aux personnes morales, de la constater et ou de dresser les certificats appropriés pour reconnaître les modifications à leur acte constitutif.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 3 vise à décrire la mission du registraire des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 63, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a. : Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

4. Le ministre désigne les fonctionnaires qui assistent le registraire dans ses fonctions. Ceux-ci s'occupent exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 4 confère au ministre du Revenu le pouvoir de désigner les fonctionnaires chargés d'assister le registraire et prévoit que ces derniers doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 2° al. L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

5. En cas d'absence ou d'empêchement du registraire, le ministre peut désigner parmi les fonctionnaires visés à l'article 4 une personne pour agir en ses lieu et place.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 5 confère au ministre du Revenu le pouvoir de désigner une personne pour agir en lieu et place du registraire en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Il précise que cette personne doit en outre être choisie parmi les fonctionnaires visés à l'article 4.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 1, 3° al. L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Délégation de pouvoirs.*

23. Le registraire des entreprises peut, avec l'accord du ministre, déléguer aux fonctionnaires qui l'assistent certains de ses pouvoirs.

_____
1982, c. 52, a. 23 ;1983, c. 55, a. 161 ;1983, c. 54, a. 44 ;1997, c. 35, a. 3 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

6. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer certains de ses pouvoirs aux fonctionnaires visés à l'article 4. L'arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec.*

NOTE EXPLICATIVE

L'article 6 confère au registraire le pouvoir de déléguer, avec l'accord du ministre du Revenu, certains de ses pouvoirs aux fonctionnaires qui l'assistent. Il prévoit par ailleurs que cette délégation de pouvoir doit être publiée dans la Gazette officielle du Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 23 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

7. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer à d'autres fonctionnaires ou employés que ceux visés à l'article 4, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, le pouvoir d'immatriculer, de procéder aux corrections prévues aux articles 93 à 95 ainsi que le pouvoir de délivrer des copies, des extraits ou des attestations ou de certifier conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 105 à 108. L'arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

La délégation doit, lorsqu'elle implique des fonctionnaires ou employés autres que ceux sous la responsabilité du ministre, faire l'objet d'une entente.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 7 permet au registraire de déléguer certains de ses pouvoirs, tels le pouvoir d'immatriculer, à d'autres fonctionnaires ou employés que ceux visés à l'article 4.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 2° al. L.R.E.

* Réf. d.a : Date fixée par le gouvernement.

• *Signature.*

24. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire des entreprises ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un fonctionnaire visé au deuxième alinéa de l'article 1 et autorisé par le registraire des entreprises.

• *Fac-similé.*

Un fac-similé de la signature d'une personne visée au premier alinéa a la même valeur que la signature elle-même.

_____

1982, c. 52, a. 24 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un fonctionnaire visé à l'article 4 et autorisé par le registraire.

Une reproduction de la signature d'une personne visée au premier alinéa, effectuée au moyen d'un fac-similé, d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique a la même valeur que la signature elle-même.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 8 prévoit qu'un document engage le registraire et ne peut lui être attribué que s'il est signé par lui ou par un fonctionnaire autorisé.

Le deuxième alinéa vise à permettre qu'une signature, du registraire ou d'un fonctionnaire autorisé, soit apposée au moyen d'un fac-similé, d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique sans qu'il soit nécessaire qu'une personne autorisée contresigne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 24 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Document authentique.*

25. Un document provenant du registraire des entreprises ou d'un fonctionnaire qui l'assiste, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie certifiée par une personne visée au premier alinéa de l'article 24.

_____

1982, c. 52, a. 25 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

9. Un document provenant du registraire ou d'un fonctionnaire visé à l'article 4, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie est certifiée conforme par une personne visée au premier alinéa de l'article 8.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 9 prévoit qu'un document provenant du registraire ou de son personnel, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie certifiée conforme par une personne visée au premier alinéa de l'article 8.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Contenu de la déclaration.*

17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

2° être dressée en double exemplaire ;

3° être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 17 ;1997, c. 89, a. 3 ;2005, c. 14, a. 3 ;[Cet article sera remplacé par l'article 604 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Droit de surveillance.*

18. Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du Code de procédure civile (chapitre C-25) ne s'applique pas au registraire des entreprises agissant en sa qualité officielle.

_____

1982, c. 52, a. 18 ;2002, c. 45, a. 528.

• *Annulation de procédures.*

19. Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref délivré et toute ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre des articles 17 et 18.

_____

1982, c. 52, a. 19.

10. Sauf sur une question de compétence, aucun des recours en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ou recours extraordinaires au sens de ce code ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre le registraire ou les personnes qu'il a autorisées à enquêter ou à agir comme inspecteur.

Tout juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement toute décision rendue, ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre du premier alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 10 empêche qu'un recours prévu par l'article 33 du Code de procédure civile ou qu'un recours extraordinaire prévu au titre VI de ce Code ne soit exercé contre le registraire agissant en sa qualité officielle ou contre les personnes qu'il a autorisées à enquêter ou à agir comme inspecteur. Il empêche également qu'une injonction ne soit accordée à leur encontre quand ils agissent en cette qualité.

Enfin, il prévoit au deuxième alinéa que toute décision rendue, ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre du premier alinéa peut être annulée par une procédure simple.

RÉFÉRENCES

* Réf : 17, 18, 19 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Immunité.*

20. Le registraire des entreprises ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

_____
1982, c. 52, a. 20 ;1997, c. 35, a. 2 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 10.

11. Le registraire ou une personne visée à l'un des articles 4 ou 7 ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 11 confère au registraire ainsi qu'aux fonctionnaires chargés de l'assister une immunité contre les poursuites en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 20 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Le registraire des entreprises.*

63. Le registraire des entreprises est chargé de tenir le registre, de le garder et d'en assurer la publicité.

• *Exemplaires.*

Le registraire des entreprises peut reproduire tout ou partie du registre en autant d'exemplaires qu'il le juge nécessaire aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

1993, c. 48, a. 63 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 634 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

CHAPITRE II

REGISTRE DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET DES PERSONNES MORALES

12. Le registraire tient le registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 prévoit que le registraire tient le registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 63, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Composition.*

60. Le registre est composé de l'ensemble des informations qui y sont inscrites ainsi que des documents qui y sont déposés et, relativement à chaque personne, société ou groupement immatriculé ou qui l'a déjà été, d'un index des documents, d'un état des informations et d'un index des noms.

_____
1993, c. 48, a. 60.

13. Le registre est composé de l'ensemble des informations qui y sont inscrites ainsi que des documents qui y sont déposés et, relativement à chaque personne, société de personnes ou groupement de personnes immatriculé ou qui l'a déjà été, d'un index des documents, d'un état des informations et d'un index des noms.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 13 prévoit que le registre des entreprises est composé des informations qui y sont inscrites, des documents qui y sont déposés et, relativement à chaque assujetti, d'un index des documents qu'il a produits au registraire, d'un état des informations qu'il a déclarées ainsi que d'un index des noms qu'il a déclaré utiliser au Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 60 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Mise à jour des index.*

65. L'index des documents déposés, l'état des informations et l'index des noms sont préparés par le registraire des entreprises selon tout procédé qu'il juge adéquat. Ils doivent être régulièrement mis à jour à partir des documents déposés et être datés.

• *Index des documents.*

L'index des documents regroupe les documents par catégories, permet de reconstituer l'ordre chronologique de leur dépôt et contient une mention permettant de les retrouver.

• *État des informations.*

L'état des informations est établi suivant les éléments prescrits par règlement.

• *Index des noms.*

L'index des noms contient le nom qu'un assujetti a déjà déclaré n'apparaissant plus à l'état des informations et celui qui permet de l'identifier.

_____
1993, c. 48, a. 65 ;2002, c. 45, a. 551.

14. L'index des documents, l'état des informations et l'index des noms sont dressés par le registraire. Ils doivent être régulièrement mis à jour à partir des documents déposés et indiquer la date de leur dernière mise à jour.

L'index des documents regroupe les documents par catégories, permet de reconstituer l'ordre chronologique de leur dépôt et contient une mention permettant de les retrouver.

L'état des informations contient les éléments déterminés par règlement du ministre.

L'index des noms contient tout nom qu'un assujetti a déjà déclaré et celui qui permet de l'identifier.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 14 précise les éléments qui composent les différents index qui se retrouvent au registre des entreprises.

Il prévoit également les éléments qui composent l'état des informations ainsi que l'index des noms.

Cet article prévoit par ailleurs l'obligation pour le registraire de mettre à jour régulièrement les index ainsi que l'état des informations à partir des documents déposés au registre et d'indiquer la date où il a procédé à leur dernière mise à jour.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 65 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Le registraire des entreprises.*

63. Le registraire des entreprises est chargé de tenir le registre, de le garder et d'en assurer la publicité.

• *Exemplaires.*

Le registraire des entreprises peut reproduire tout ou partie du registre en autant d'exemplaires qu'il le juge nécessaire aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

1993, c. 48, a. 63 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 634 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

15. Le registraire peut reproduire tout ou partie du registre aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 15 autorise le registraire à reproduire tout ou partie du registre aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

RÉFÉRENCES

* Réf : 63, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Tenue du registre.*

64. Le registraire des entreprises tient le registre sur les supports d'information qu'il détermine.

_____

1993, c. 48, a. 64 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 635 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

16. Le ministre détermine le support ainsi que la technologie utilisée pour la tenue du registre.

NOTE EXPLICATIVE

Cet article confère au ministre le choix du support et de la technologie utilisée pour la tenue du registre.

RÉFÉRENCES

* Réf : 64 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Interdiction quant au nom.*

13. L'assujetti ne peut déclarer ni utiliser au Québec un nom qui :

1° n'est pas conforme aux dispositions de la Charte de la langue française (chapitre C-11) ;

2° comprend une expression que la loi ou les règlements réservent à autrui ou dont ils lui interdisent l'usage ;

3° comprend une expression qui évoque une idée immorale, obscène ou scandaleuse ;

4° indique incorrectement sa forme juridique ou omet de l'indiquer lorsque la loi le requiert, en tenant compte notamment des normes relatives à la composition des noms déterminées par règlement ;

5° laisse faussement croire qu'il est un groupement sans but lucratif ;

6° laisse faussement croire qu'il est une autorité publique mentionnée au règlement ou qu'il est lié à celle-ci ;

7° laisse faussement croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement, notamment dans les cas et en tenant compte des critères déterminés par règlement ;

8° prête à confusion avec un nom utilisé par une autre personne, une autre société ou un autre groupement au Québec, en tenant compte notamment des critères déterminés par règlement ;

9° est de toute autre manière de nature à induire les tiers en erreur.

• *Langue autre que française.*

L'assujetti dont le nom est dans une langue autre que le français doit déclarer la version française du nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque.

• *Exception.*

Le deuxième alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui s'immatricule volontairement et qui, à cette fin, ne déclare que ses nom de famille et prénom.

_____

1993, c. 48, a. 13.

CHAPITRE III

NOM

17. L'assujetti ne peut déclarer ni utiliser au Québec un nom :

1° qui n'est pas conforme aux dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) ;

2° qui comprend une expression que la loi réserve à autrui ou dont elle lui interdit l'usage ;

3° qui comprend une expression qui évoque une idée immorale, obscène ou scandaleuse ;

4° qui indique incorrectement sa forme juridique ou omet de l'indiquer lorsque la loi le requiert, en tenant compte notamment des normes relatives à la composition des noms déterminées par règlement du gouvernement ;

5° qui laisse faussement croire qu'il est un groupement sans but lucratif ;

6° qui laisse faussement croire qu'il est une autorité publique visée au règlement du gouvernement ou qu'il est lié à celle-ci ;

7° qui laisse faussement croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société de personnes ou à un autre groupement de personnes, notamment dans les cas et en tenant compte des critères déterminés par règlement du gouvernement ;

8° qui prête à confusion avec un nom utilisé par une autre personne, une autre société de personnes ou un autre groupement

de personnes au Québec, en tenant compte notamment des critères déterminés par règlement du gouvernement ;

9° qui est de toute autre manière de nature à induire les tiers en erreur.

L'assujetti dont le nom est dans une langue autre que le français doit déclarer la version française de ce nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, incluant l'exploitation de son entreprise, ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui est immatriculée sous un nom comprenant uniquement son nom de famille et son prénom.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 17 énonce les critères que doivent respecter le nom de l'assujetti ainsi que ses autres noms qu'il déclare et utilise au Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 13 L.P.L.

* Réf. : d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Personne ou société visée.*

1. La présente loi s'applique à toute personne ou société à qui l'obligation d'immatriculation s'impose ainsi qu'à celle dont l'immatriculation n'est pas radiée.

• *Groupement.*

Elle s'applique également à la personne ou au groupement qui s'immatricule volontairement, jusqu'à la radiation de son immatriculation.

_____

1993, c. 48, a. 1.

18. Pour l'application de la présente loi, l'expression « assujetti » signifie la personne ou le groupement de personnes qui est immatriculé volontairement ou toute personne ou société de personnes qui est tenue de l'être.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 18 définit le terme « assujetti » aux fins de l'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Droit sur un nom.*

14. L'assujetti n'acquiert aucun droit sur un nom du seul fait de son inscription au registre ou du dépôt qui y est fait d'un document qui le contient.

_____
1993, c. 48, a. 14.

19. Le seul fait de l'inscription d'un nom au registre ou du dépôt qui y est fait d'un document qui le contient ne confère pas à l'assujetti un droit sur ce nom.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 19 énonce le principe que l'inscription d'un nom au registre des entreprises ne crée pas de droit sur celui-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 14 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

20. Le registraire peut demander à un assujetti de remplacer ou de modifier un nom qu'il déclare s'il n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

À défaut par l'assujetti de se conformer à la demande dans les 60 jours de celle-ci, le registraire peut, selon le cas :

1° radier son immatriculation lorsqu'il s'agit du nom de l'assujetti ;

2° annuler le nom lorsqu'il s'agit d'un autre nom que l'assujetti déclare en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33.

Le registraire porte une mention au registre que le nom est refusé et en informe l'assujetti.

L'information relative à ce nom figurant dans une déclaration est réputée non écrite.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 20 permet au registraire de radier une immatriculation ou d'annuler un nom qui ne respecte pas les critères prévus à l'article 17.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Immatriculation obligatoire.*

2. Est assujettie à l'obligation d'immatriculation :

1° la personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec, qu'elle soit ou non à caractère commercial, sous un nom ne comprenant pas son nom de famille et son prénom ;

2° la société en nom collectif ou la société en commandite qui est constituée au Québec ;

3° la société qui n'est pas constituée au Québec, si elle y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise, ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

• ***Non en vigueur.***

4° la personne morale de droit privé qui est constituée au Québec, sauf si elle continue son existence sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec et qu'aucune des circonstances visées au paragraphe 5° ne lui est applicable ;

5° la personne morale de droit privé qui n'est pas constituée au Québec, si elle y a son domicile, y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

6° la personne morale visée au paragraphe 4° ou 5° qui est issue d'une fusion, autre qu'une fusion simplifiée, ou d'une scission, lorsque cette opération est prévue par la loi.

• *Présomption.*

Est réputé assujetti la personne ou le groupement qui s'immatricule volontairement.

_____

1993, c. 48, a. 2 ;2006, c. 38, a. 47 ;2009, c. 52, a. 598 ;[Le paragraphe 4° du premier alinéa entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Dispositions applicables.*

39. La Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) s'applique à une société d'économie mixte.

_____

1997, c. 41, a. 39.

• *Obligation d'immatriculation.*

20.1. Malgré le paragraphe 1° de l'article 2 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), une personne physique qui exploite un point de vente de tabac, sous un nom comprenant son nom de famille et son prénom, est assujettie à l'obligation d'immatriculation.

_____

2005, c. 29, a. 24.

CHAPITRE IV

IMMATRICULATION, MISE À JOUR ET RADIATION

SECTION I

IMMATRICULATION

21. Est soumise à l'obligation d'immatriculation :

1° la personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec, qu'elle soit ou non à caractère commercial, sous un nom ne comprenant pas son nom de famille et son prénom ;

2° la société en nom collectif ou la société en commandite, qui est constituée au Québec ;

3° la société qui n'est pas constituée au Québec, si elle y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise, ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

4° la personne morale de droit privé qui est constituée au Québec ;

5° la personne morale de droit privé qui n'est pas constituée au Québec, ou celle constituée au Québec qui a continué son existence sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec, si elle y a son domicile, y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise, ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

6° la personne morale de droit privé visée au paragraphe 4° ou 5° qui est issue d'une fusion, autre qu'une fusion simplifiée au sens de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) ;

7° la société d'économie mixte constituée en vertu de la Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (L.R.Q., chapitre S-25.01).

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, une personne physique qui exploite un point de vente de tabac au sens de la Loi sur le tabac (L.R.Q., chapitre T-0.01), sous un nom comprenant son nom de famille et son prénom, est également soumise à l'obligation d'immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 21 regroupe l'ensemble des cas où une personne est tenue à l'obligation d'immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2 L.P.L. / 39 L.S.E.M. / 20.1 L.T.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Personne ou société visée.*

1. La présente loi s'applique à toute personne ou société à qui l'obligation d'immatriculation s'impose ainsi qu'à celle dont l'immatriculation n'est pas radiée.

• *Groupement.*

Elle s'applique également à la personne ou au groupement qui s'immatricule volontairement, jusqu'à la radiation de son immatriculation.

1993, c. 48, a. 1.

• *Immatriculation obligatoire.*

2. Est assujettie à l'obligation d'immatriculation :

1° la personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec, qu'elle soit ou non à caractère commercial, sous un nom ne comprenant pas son nom de famille et son prénom ;

2° la société en nom collectif ou la société en commandite qui est constituée au Québec ;

3° la société qui n'est pas constituée au Québec, si elle y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise, ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

• ***Non en vigueur.***

4° la personne morale de droit privé qui est constituée au Québec, sauf si elle continue son existence sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec et qu'aucune des circonstances visées au paragraphe 5° ne lui est applicable ;

5° la personne morale de droit privé qui n'est pas constituée au Québec, si elle y a son domicile, y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

6° la personne morale visée au paragraphe 4° ou 5° qui est issue d'une fusion, autre qu'une fusion simplifiée, ou d'une scission, lorsque cette opération est prévue par la loi.

• *Présomption.*

Est réputé assujetti la personne ou le groupement qui s'immatricule volontairement.

1993, c. 48, a. 2 ;2006, c. 38, a. 47 ;2009, c. 52, a. 598 ;[Le paragraphe 4° du premier alinéa entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

22. Toute personne physique ou groupement de personnes qui n'est pas soumis à l'obligation d'immatriculation peut demander d'être immatriculé. Il est alors un assujetti jusqu'à la radiation de son immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 22 prévoit la possibilité pour une personne ou un groupement de personnes qui n'est pas tenu à l'obligation d'immatriculation de demander d'être immatriculé.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 2° al. et 2, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Activité culturelle.*

3. Le seul fait qu'une personne physique utilise un pseudonyme pour l'exercice d'une activité culturelle, qu'elle soit à caractère artistique, littéraire ou autre, ne constitue pas un nom d'emprunt aux fins de l'application du paragraphe 1° de l'article 2.

1993, c. 48, a. 3.

23. Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 21, une personne physique n'est pas soumise à l'obligation d'immatriculation du seul fait qu'elle utilise un pseudonyme pour l'exercice d'une activité culturelle à caractère artistique, littéraire ou autre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 23 est à l'effet que même si la personne utilise un pseudonyme pour l'exercice d'une activité culturelle à caractère artistique, littéraire ou autre, elle n'est pas tenue à l'obligation d'immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 3 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Suspension de l'instruction.*

100. L'instruction d'une demande présentée par un assujetti non immatriculé, devant un tribunal ou un organisme exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires, peut être suspendue jusqu'à ce que cet assujetti s'immatricule, lorsqu'un intéressé le requiert avant l'audition.

• *Restriction.*

Toutefois, cette suspension ne peut être accordée si la demande présentée par une personne physique ne concerne pas l'activité en raison de laquelle elle est assujettie.

_____

1993, c. 48, a. 100.

24. Lorsqu'une demande est présentée par un assujetti non immatriculé devant un tribunal ou un organisme exerçant une fonction juridictionnelle, un intéressé peut, avant l'audition, requérir la suspension de l'instruction jusqu'à ce que l'assujetti obtienne son immatriculation.

Toutefois, cette suspension ne peut être accordée si la demande présentée par une personne physique ne concerne pas l'activité en raison de laquelle elle est soumise à l'obligation d'immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 24 permet à toute personne intéressée de demander la suspension d'une audition devant un tribunal ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles lorsque le demandeur est tenu à l'obligation d'immatriculation et qu'il n'est pas immatriculé.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 100 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Exercice d'une activité au Québec.*

6. Aux fins de l'application de l'article 2, la personne ou la société qui possède une adresse au Québec ou qui, par elle-même ou par l'entremise de son représentant agissant en vertu d'un mandat général, possède un établissement ou un casier postal au Québec, y dispose d'une ligne téléphonique ou y accomplit un acte dans le but d'en tirer un profit, est présumée exercer une activité ou exploiter une entreprise au Québec.

_____

1993, c. 48, a. 6.

25. Pour l'application de l'article 21, la personne ou la société de personnes qui possède une adresse au Québec ou qui, par elle-même ou par l'entremise de son représentant agissant en vertu d'un mandat général, possède un établissement ou une case postale au Québec, y dispose d'une ligne téléphonique ou y accomplit un acte dans le but d'en tirer un profit, est présumée exercer une activité ou exploiter une entreprise au Québec.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 établit une présomption qu'il y a exercice d'une activité ou exploitation d'une entreprise au Québec dans les circonstances qui y sont prévues.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 6 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Fondé de pouvoir.*

4. L'assujetti qui n'a ni domicile ni établissement au Québec doit désigner un fondé de pouvoir qui y réside, à moins qu'il n'en soit dispensé par règlement.

• *Fondé de pouvoir.*

L'assujetti qui, conformément à une dispense établie par règlement, ne déclare pas les informations visées au paragraphe 4° du premier alinéa et aux paragraphes 1° et 6° du deuxième alinéa de l'article 10, est considéré comme n'ayant ni domicile, ni établissement au Québec aux fins du présent article et doit également désigner un tel fondé de pouvoir.

• *Responsabilité.*

Le fondé de pouvoir représente l'assujetti aux fins de l'application de la présente loi et toute procédure exercée contre l'assujetti en vertu d'une loi peut, même après la radiation de son immatriculation, être signifiée au fondé de pouvoir.

_____

1993, c. 48, a. 4 ; 1995, c. 56, a. 1 ;2001, c. 20, a. 1.

• *Normes et critères.*

97. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer :

1° les normes relatives à la composition des noms pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 ;

2° les autorités publiques visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 13 ;

3° les cas où le nom d'un assujetti laisse croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement ;

4° les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa de l'article 13 ;

5° les normes quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé pour les documents déposés au registre et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu ;

6° la période du dépôt des déclarations annuelles ;

7° les éléments que doit contenir l'état des informations.

• *Réciprocité avec une autre province.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser, à l'égard d'une province du Canada et à condition qu'il y ait réciprocité avec celle-ci, certains assujettis de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir prévue à l'article 4. Ce règlement peut notamment être pris pour donner suite à une entente intergouvernementale.

• *Dispense.*

Le gouvernement peut de plus, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser une catégorie d'assujettis de l'obligation de déclarer certaines informations visées à l'article 10.

_____

1993, c. 48, a. 97 ;1995, c. 56, a. 2 ;2001, c. 20, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 643 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

25.1. Sont dispensés de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir conformément à l'article 4 de la loi, les assujettis établis en Ontario, dont le domicile est situé au Canada, qui sont des entrepreneurs en construction visés par l'Entente Québec-Ontario sur les achats gouvernementaux et la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction du 24 décembre 1993 où par

toute entente subséquente conclue entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario en matière de mobilité dans l'industrie de la construction, à l'exception des sociétés en commandite.

_____

D. 661-96, a. 1.

26. L'assujetti qui n'a ni domicile ni établissement au Québec doit désigner un fondé de pouvoir qui y réside, à moins qu'il n'en soit dispensé par règlement du ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 26 prévoit que l'assujetti doit désigner un représentant qui réside au Québec s'il n'a pas de domicile ou d'établissement au Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 4, 1° al. et 97, 2° al. L.P.L. / 25.1 R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Fondé de pouvoir.*

4. L'assujetti qui n'a ni domicile ni établissement au Québec doit désigner un fondé de pouvoir qui y réside, à moins qu'il n'en soit dispensé par règlement.

• *Fondé de pouvoir.*

L'assujetti qui, conformément à une dispense établie par règlement, ne déclare pas les informations visées au paragraphe 4° du premier alinéa et aux paragraphes 1° et 6° du deuxième alinéa de l'article 10, est considéré comme n'ayant ni domicile, ni établissement au Québec aux fins du présent article et doit également désigner un tel fondé de pouvoir.

• *Responsabilité.*

Le fondé de pouvoir représente l'assujetti aux fins de l'application de la présente loi et toute procédure exercée contre l'assujetti en vertu d'une loi peut, même après la radiation de son immatriculation, être signifiée au fondé de pouvoir.

_____

1993, c. 48, a. 4 ; 1995, c. 56, a. 1 ;2001, c. 20, a. 1.

25.2. Sont dispensés de déclarer les informations visées au paragraphe 4 du premier alinéa et aux paragraphes 1 et 6 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi, les assujettis dont les activités consistent à offrir des services d'hébergement pour des personnes victimes de violence.

Les assujettis visés au premier alinéa sont également dispensés de déclarer le domicile des personnes visées aux paragraphes 2 et 3 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi.

_____

D. 430-2002, a. 1 ;D. 548-2004, a. 1.

27. L'assujetti doit également désigner un fondé de pouvoir lorsqu'il se prévaut d'une dispense, établie par règlement du ministre, de déclarer les informations visées au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 33 et aux paragraphes 1° et 8° du deuxième alinéa de cet article.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 27 prévoit que l'assujetti qui se prévaut de la dispense établie par règlement de communiquer certaines informations, doit désigner un fondé de pouvoir.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 4, 2° al. L.P.L. / 25.2 R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Fondé de pouvoir.*

4. L'assujetti qui n'a ni domicile ni établissement au Québec doit désigner un fondé de pouvoir qui y réside, à moins qu'il n'en soit dispensé par règlement.

• *Fondé de pouvoir.*

L'assujetti qui, conformément à une dispense établie par règlement, ne déclare pas les informations visées au paragraphe 4° du premier alinéa et aux paragraphes 1° et 6° du deuxième alinéa de l'article 10, est considéré comme n'ayant ni domicile, ni établissement au Québec aux fins du présent article et doit également désigner un tel fondé de pouvoir.

• *Responsabilité.*

Le fondé de pouvoir représente l'assujetti aux fins de l'application de la présente loi et toute procédure exercée contre l'assujetti en vertu d'une loi peut, même après la radiation de son immatriculation, être signifiée au fondé de pouvoir.

_____

1993, c. 48, a. 4 ; 1995, c. 56, a. 1 ;2001, c. 20, a. 1.

28. Le fondé de pouvoir représente l'assujetti aux fins de l'application de la présente loi.

Toute procédure exercée contre l'assujetti en vertu d'une loi peut, même après la radiation de son immatriculation, être signifiée au fondé de pouvoir.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 28 énonce que le fondé de pouvoir représente l'assujetti aux fins de cette loi et toute procédure exercée contre ce dernier peut, même après la radiation de l'immatriculation, lui être signifiée.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 4, 3° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Bien d'autrui.*

5. La personne qui, à titre d'administrateur du bien d'autrui, est chargée d'administrer l'ensemble des biens d'un assujetti a les droits et obligations que la présente loi confère à l'assujetti.

_____
1993, c. 48, a. 5.

• *Déclaration modificative.*

36. La personne visée à l'article 5 doit déclarer ses nom, adresse et qualité en produisant une déclaration qui modifie les informations concernant l'assujetti dont elle administre l'ensemble des biens.

_____
1993, c. 48, a. 36.

29. La personne qui, à titre d'administrateur du bien d'autrui, est chargée d'administrer l'ensemble des biens d'un assujetti, a les droits et obligations que la présente loi confère à l'assujetti.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 29 prévoit que l'administrateur du bien d'autrui a les droits et les obligations conférés par la loi à l'assujetti.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 5 et 36 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Procédé d'immatriculation.*

8. L'immatriculation d'une personne physique, d'une société, d'un groupement ou d'une personne morale s'effectue, par le registraire des entreprises, sur présentation de sa déclaration d'immatriculation ou, dans le cas d'une personne morale constituée au Québec en vertu de la loi applicable à son espèce, sur dépôt de son acte constitutif au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

_____

1993, c. 48, a. 8 ; 1997, c. 89, a. 1 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Confection de l'acte constitutif.*

16. Sauf dans la mesure prévue par la loi, l'acte constitutif déposé au registre est dressé, quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu, suivant les normes déterminées par règlement.

• *Copie certifiée.*

Si l'original de l'acte constitutif n'est pas disponible, le registraire des entreprises peut en accepter une copie certifiée conforme par une personne autorisée.

_____

1993, c. 48, a. 16 ;2002, c. 45, a. 551 ;Cet article sera abrogé par l'article 603 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

30. Le registraire procède à l'immatriculation de l'assujetti sur production de sa déclaration d'immatriculation ou, dans le cas d'une personne morale constituée au Québec, sur dépôt de son acte constitutif au registre conformément à la loi applicable à son espèce.

Si l'original de l'acte constitutif n'est pas disponible, le registraire dépose au registre une copie certifiée conforme de celui-ci.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 30 établit deux modes d'immatriculation de l'assujetti à savoir, sur production d'une déclaration d'immatriculation par l'assujetti ou, sur dépôt de l'acte constitutif de l'assujetti au registre lorsque la loi particulière qui constitue l'assujetti prévoit le dépôt de l'acte au registre.

Le deuxième alinéa de cet article prévoit que si l'original de l'acte constitutif n'est pas disponible, le registraire dépose au registre une copie certifiée conforme de celui-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 8 et 16, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

31. Pour l'application de la présente loi, l'expression « personne morale constituée au Québec » désigne une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec et, sauf pour l'application du deuxième alinéa de l'article 36, une personne morale constituée sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec qui a continué son existence sous le régime d'une loi du Québec.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 31 définit l'expression «personne morale constituée au Québec» pour l'application de la loi. Cette expression désigne une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec et, sauf exception, une personne morale constituée ailleurs qu'au Québec qui a continué son existence sous le régime d'une loi du Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Délai de présentation.*

9. La déclaration d'immatriculation est présentée au registraire des entreprises au plus tard 60 jours après la date à laquelle l'obligation d'immatriculation s'impose.

• *Personne morale.*

L'acte constitutif et, le cas échéant, les documents visés par la loi sont déposés au registre par le registraire des entreprises lorsqu'il constitue une personne morale ou lorsqu'il reçoit d'une autre autorité l'acte constitutif d'une personne morale qu'elle a constituée.

• ***Copie certifiée.***

Non en vigueur.

Si l'original de l'acte constitutif n'est pas disponible, le registraire des entreprises dépose au registre une copie certifiée conforme de celui-ci.

_____

1993, c. 48, a. 9 ;1997, c. 89, a. 2 ;2002, c. 45, a. 551 ;2009, c. 58, a. 600 ;[Le troisième alinéa entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

32. La déclaration d'immatriculation doit être produite au registraire au plus tard 60 jours après la date à laquelle l'obligation d'immatriculation s'impose et être accompagnée des droits prévus par la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 32 prévoit le délai pour produire la déclaration d'immatriculation. Il accorde à l'assujetti 60 jours pour produire sa déclaration d'immatriculation. Ce délai court à compter du moment où l'assujetti est tenu d'être immatriculé.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 9, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Contenu de la déclaration.*

10. À moins d'une dispense établie par règlement, la déclaration d'immatriculation de l'assujetti contient :

1° son nom et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque, s'il y a lieu ;

3° une mention à l'effet qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile.

• *Contenu.*

Elle contient en outre, le cas échéant :

1° le domicile qu'il élit aux fins de l'application de la présente loi avec mention du nom du destinataire ;

• *Non en vigueur.*

2° le nom et le domicile de chaque administrateur avec mention de la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

3° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

4° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

5° le nom, l'adresse et la qualité de la personne visée à l'article 5 ;

6° l'adresse des établissements qu'il possède au Québec en précisant celle du principal, le nom qui les désigne et les deux principaux secteurs d'activités qui y sont exercés, ainsi que toute autre activité qui y est exercée et qui doit être déclarée en vertu d'une loi ;

7° par ordre d'importance, les deux principaux secteurs dans lesquels il exerce son activité ou exploite son entreprise ;

8° le nombre de salariés dont le lieu de travail est situé au Québec, selon la tranche correspondante déterminée par le registraire des entreprises ;

9° la date à laquelle il prévoit cesser d'exister.

1993, c. 48, a. 10 ; 2001, c. 20, a. 2 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 1 ;2005, c. 29, a. 65 ;2009, c. 58, a. 601 ;[Le paragraphe 2° du deuxième alinéa entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

33. À moins d'une dispense établie par règlement du ministre, la déclaration d'immatriculation de l'assujetti contient :

1° son nom et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise du Québec ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, incluant l'exploitation de son entreprise, ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque, s'il y a lieu ;

3° une mention indiquant qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte et précisant la loi, avec référence exacte, en vertu de laquelle il a été constitué ainsi que la date de sa constitution ;

4° son domicile.

Elle contient en outre, le cas échéant :

1° le domicile que l'assujetti élit avec mention du nom de la personne qu'il mandate pour recevoir les documents, aux fins de l'application de la présente loi ;

2° les nom et domicile de chaque administrateur avec mention de la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada, les nom et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

3° la date de l'entrée en fonction des personnes visées au paragraphe 2° ou, s'il y a lieu, la date de la fin de leur charge ;

4° les nom et domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

5° les nom et adresse du fondé de pouvoir de l'assujetti ;

6° les nom, adresse et qualité de la personne qui agit à titre d'administrateur du bien d'autrui de l'assujetti ;

7° par ordre d'importance, les deux principales activités de l'assujetti ainsi que le code correspondant à chacune d'elles selon le système de classification établi par règlement du ministre ;

8° l'adresse des établissements au Québec de l'assujetti en précisant celle du principal, le nom qui les désigne, les deux principales activités qui y sont exercées ainsi que le code correspondant à chacune d'elles selon le système de classification établi par règlement du ministre ;

9° l'activité qui doit être déclarée en vertu d'une loi et le code correspondant selon le système de classification établi par règlement du ministre ainsi que l'adresse de l'établissement dans lequel l'assujetti exerce cette activité ;

10° le nombre de salariés de l'assujetti dont le lieu de travail est situé au Québec, selon la tranche correspondante déterminée par le ministre ;

11° la date à laquelle l'assujetti prévoit cesser d'exister ;

12° toute autre information déterminée par règlement du ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 33 dresse la liste des informations qui doivent apparaître à la déclaration d'immatriculation de tout assujetti lorsqu'elles lui sont applicables.

Sont de droit nouveau par rapport aux éléments déclarés actuellement, les mentions apparaissant aux paragraphes 2° et 3° du deuxième alinéa visant à connaître, d'une part, les nom et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument les pouvoirs retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada et, d'autre part, la date de l'entrée en fonction ou, s'il y a lieu, la date de la fin de la charge des administrateurs ou des actionnaires ou des tiers qui assument les pouvoirs des administrateurs.

Est également une nouvelle donnée demandée à l'assujetti le code correspondant aux activités exercées par l'assujetti selon le système de classification établi par règlement du ministre.

Enfin, est ajoutée par le paragraphe 12° du deuxième alinéa la possibilité de prévoir, par règlement du ministre, la communication de toute autre information.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 10 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration d'une société.*

11. La déclaration d'une société contient de plus, le cas échéant :

1° le nom et le domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société en distinguant, dans le cas d'une société en commandite, les commandités des commanditaires connus lors de la conclusion du contrat et en précisant celui qui fournit le plus grand apport ;

2° l'objet poursuivi par la société ;

3° une mention indiquant que la responsabilité de certains ou de l'ensemble de ses associés est limitée lorsque la société en nom collectif est à responsabilité limitée ou lorsque la société n'est pas constituée au Québec ;

4° la date à laquelle une société en nom collectif devient ou cesse d'être à responsabilité limitée.

_____

1993, c. 48, a. 11 ; 2001, c. 34, a. 21.

34. La déclaration d'immatriculation d'une société de personnes contient de plus, le cas échéant :

1° les nom et domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société de personnes ou, s'il s'agit d'une société en commandite, les nom et domicile de chaque commandité ainsi que ceux des trois commanditaires ayant fourni le plus grand apport ;

2° l'objet poursuivi par la société ;

3° une mention indiquant que la responsabilité de certains ou de l'ensemble de ses associés est limitée lorsque la société en nom collectif est à responsabilité limitée ou lorsque la société n'est pas constituée au Québec ;

4° la date à laquelle une société en nom collectif devient ou cesse d'être à responsabilité limitée.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 34 complète les informations demandées à l'article 33 en ce qui concerne une société de personnes.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 11 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration d'une personne morale.*

12. La déclaration d'une personne morale contient de plus, le cas échéant :

• *Non en vigueur.*

1° le nom de l'État, de la province ou du territoire où elle a été constituée et la date de sa constitution ;

• *Non en vigueur.*

2° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont elle est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que le nom, le domicile et le numéro d'entreprise de toute personne morale partie à cette fusion ou scission ;

3° la date de sa continuation ou autre transformation ;

4° le nom et le domicile des trois actionnaires qui détiennent le plus de voix, par ordre d'importance, avec mention de celui qui en détient la majorité absolue.

• *Non en vigueur.*

5° une mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52).

_____

1993, c. 48, a. 12 ; 2005, c. 14, a. 2 ;2009, c. 52, a. 602 ;[Les insertions apportées à cet article entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

35. La déclaration d'immatriculation d'une personne morale contient de plus, le cas échéant :

1° le nom de l'État, de la province ou du territoire où elle a été constituée ;

2° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont elle est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que le nom, le domicile et le numéro d'entreprise du Québec de toute personne morale partie à cette fusion ou scission ;

3° la date de sa continuation ou autre transformation ;

4° la loi, avec référence exacte, en vertu de laquelle la fusion, la scission, la continuation ou autre transformation s'est réalisée ;

5° les nom et domicile des trois actionnaires qui détiennent le plus de voix, par ordre d'importance, avec mention de celui qui en détient la majorité absolue ;

6° une mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada, et ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 35 complète les informations demandées à l'article 33 en ce qui concerne une personne morale.

Sont de droit nouveau, par rapport aux éléments déclarés actuellement, la déclaration de l'existence d'une convention unanime des actionnaires. Il en est de même de l'information

relative à la loi en vertu de laquelle la fusion, la scission, la continuation ou autre transformation de la personne morale aura été réalisée s'il y a lieu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Refus d'immatriculer.*

18. Le registraire des entreprises refuse d'immatriculer l'assujetti lorsque sa déclaration d'immatriculation :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ou 17.

• *Refus d'immatriculer.*

Il doit également refuser d'immatriculer l'assujetti qui est déjà immatriculé ou, s'il s'agit d'une société constituée au Québec, dont l'immatriculation a été radiée d'office.

_____

1993, c. 48, a. 18 ;1997, c. 89, a. 4 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 48 ;[Le paragraphe 3° du premier alinéa de cet article sera modifié par l'article 605 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus d'immatriculer.*

19. Le registraire des entreprises refuse d'immatriculer la personne morale constituée au Québec en vertu de la loi particulière applicable à son espèce lorsque son acte constitutif :

1° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

2° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 16.

• *Refus d'immatriculer.*

Il doit également refuser d'immatriculer la personne morale qui est déjà immatriculée ou, s'il s'agit d'une personne morale constituée au Québec, dont l'immatriculation a été radiée d'office.

_____

1993, c. 48, a. 19 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 49 ;[Le paragraphe 3° du premier alinéa de cet article sera modifié par l'article 606 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus.*

20. Le registraire des entreprises, lorsqu'il refuse d'immatriculer un assujetti en vertu de l'article 18 ou 19, informe celui-ci des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 20 ;1997, c. 89, a. 5 ;2002, c. 45, a. 551.

36. Le registraire doit refuser d'immatriculer l'assujetti :

1° lorsque son nom n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17 ;

2° lorsque sa déclaration d'immatriculation est incomplète, inexacte ou ne respecte pas les dispositions de l'article 68 ou les exigences déterminées par le ministre en vertu de l'un des articles 109, 112 ou 114.

Le registraire doit également refuser d'immatriculer l'assujetti qui est déjà immatriculé ou, s'il s'agit d'une société de personnes constituée au Québec ou d'une personne morale constituée au Québec, dont l'immatriculation a été radiée d'office.

Il informe l'assujetti des motifs de son refus.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 36 énonce les cas où le registraire refuse d'immatriculer la personne ou le groupement de personnes tenus à l'obligation d'immatriculation ou qui demandent à être immatriculés.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 18, 19, 20 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Inscription au registre.*

Non en vigueur.

21. Le registraire des entreprises immatricule l'assujetti dont la déclaration d'immatriculation ou l'acte constitutif est conforme aux dispositions de la présente loi en inscrivant au registre la date de l'immatriculation ainsi que les informations le concernant et en lui attribuant son numéro d'entreprise du Québec.

• *Apposition du numéro d'entreprise.*

Il appose le numéro d'entreprise et la date de l'immatriculation sur chaque exemplaire de la déclaration d'immatriculation ou, le cas échéant, sur l'acte constitutif.

_____

1993, c. 48, a. 21 ; 1997, c. 89, a. 6 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 4 ;[Cet article sera modifié par l'article 607 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Exemplaire.*

22. Le registraire des entreprises remet à l'assujetti qu'il a immatriculé sur présentation de sa déclaration d'immatriculation un exemplaire de sa déclaration et dépose le second exemplaire au registre.

_____

1993, c. 48, a. 22 ;1997, c. 89, a. 7 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera remplacé par l'article 608 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

37. Le registraire immatricule l'assujetti en lui attribuant un numéro d'entreprise du Québec et en inscrivant au registre la date de l'immatriculation ainsi que les informations le concernant.

Il appose le numéro d'entreprise du Québec et la date de l'immatriculation à la déclaration d'immatriculation ou, le cas échéant, à l'acte constitutif.

Le registraire dépose la déclaration au registre et informe l'assujetti de son immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 37 prévoit essentiellement l'attribution du numéro d'entreprise du Québec et l'inscription au registre des informations pertinentes.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 21, 22 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Transmission du numéro d'entreprise.*

23. Le registraire des entreprises transmet à l'assujetti qu'il a immatriculé sur dépôt au registre de son acte constitutif une déclaration initiale qui est dressée en simple exemplaire suivant la forme et la teneur prévue pour la déclaration d'immatriculation et sur laquelle sont transcrites les informations visées au premier alinéa de l'article 10, le numéro d'entreprise qui a été attribué à l'assujetti et la date de son immatriculation.

_____

1993, c. 48, a. 23 ;2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 5 ;[Cet article sera remplacé par l'article 609 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être complétée par l'assujetti ou une personne autorisée ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

• *Non en vigueur.*

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

2005, c. 14, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 610 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

38. Lorsque l'immatriculation s'effectue sur dépôt au registre de son acte constitutif, la personne morale doit produire au registraire, dans les 60 jours de la date de l'immatriculation, une déclaration initiale suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation.

De plus, lorsque cette déclaration est produite après ce délai, elle doit être accompagnée du paiement de la pénalité prévue à l'article 86.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 38 prévoit que lorsque l'immatriculation s'effectue par le registraire au moment du dépôt au registre de l'acte constitutif, l'assujetti doit produire une déclaration initiale qui contiendra les mêmes informations que celles demandées à la personne qui est immatriculée sur production d'une déclaration d'immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23, 23.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Vérification.*

61. Il appartient à l'assujetti de vérifier la légalité et l'exactitude du contenu des déclarations et des documents transférés au registraire en vertu des articles 72, 72.1 et 73 qu'il produit.

1993, c. 48, a. 61 ;2005, c. 14, a. 27 ;[Cet article sera modifié par l'article 632 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

SECTION II

MISE À JOUR DES INFORMATIONS

39. Il incombe à l'assujetti de vérifier la légalité et l'exactitude du contenu des déclarations produites au registraire et des documents qui lui sont transférés en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 39 prévoit qu'il appartient à l'assujetti de s'assurer de la légalité et de l'exactitude du contenu des déclarations produites au registraire et des documents qu'il a complétés et qui sont transmis au registraire aux termes d'une entente.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 61 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration modificative.*

33. Lorsque l'assujetti constate ou est informé qu'une déclaration qu'il a produite ou qu'un document qu'il a produit et qui a été transféré en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73 est incomplet ou contient une information inexacte, il doit y apporter la correction appropriée en produisant une déclaration modificative.

• *Prise d'effet.*

La correction est, selon le cas, réputée avoir pris effet à compter de la date du dépôt de la déclaration ou de celle du document qui est corrigé.

• *Acte de régularisation.*

L'assujetti qui est une société est exempté de l'obligation de produire une telle déclaration modificative lorsque sa déclaration a été rectifiée par un acte de régularisation conformément à l'article 2191 du Code civil.

_____

1993, c. 48, a. 33 ;2005, c. 14, a. 15 ;[Cet article sera modifié par l'article 617 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

40. L'assujetti qui constate ou est informé qu'une déclaration produite ou qu'un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 est incomplet ou contient une information inexacte doit y apporter la correction appropriée en produisant sans délai une déclaration de mise à jour.

La correction est réputée avoir pris effet à la date du dépôt de la déclaration ou du document que l'on corrige.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 40 prévoit que l'assujetti doit corriger une déclaration ou un document qui est incomplet ou contient une information inexacte et ce, dès sa connaissance.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 33 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Contenu de la déclaration.*

10. À moins d'une dispense établie par règlement, la déclaration d'immatriculation de l'assujetti contient :

1° son nom et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque, s'il y a lieu ;

3° une mention à l'effet qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile.

• *Contenu.*

Elle contient en outre, le cas échéant :

1° le domicile qu'il élit aux fins de l'application de la présente loi avec mention du nom du destinataire ;

• *Non en vigueur.*

2° le nom et le domicile de chaque administrateur avec mention de la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

3° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

4° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

5° le nom, l'adresse et la qualité de la personne visée à l'article 5 ;

6° l'adresse des établissements qu'il possède au Québec en précisant celle du principal, le nom qui les désigne et les deux principaux secteurs d'activités qui y sont exercés, ainsi que toute autre activité qui y est exercée et qui doit être déclarée en vertu d'une loi ;

7° par ordre d'importance, les deux principaux secteurs dans lesquels il exerce son activité ou exploite son entreprise ;

8° le nombre de salariés dont le lieu de travail est situé au Québec, selon la tranche correspondante déterminée par le registraire des entreprises ;

9° la date à laquelle il prévoit cesser d'exister.

1993, c. 48, a. 10 ; 2001, c. 20, a. 2 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 1 ;2005, c. 29, a. 65 ;2009, c. 58, a. 601 ;[Le paragraphe 2° du deuxième alinéa entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration d'une société.*

11. La déclaration d'une société contient de plus, le cas échéant :

1° le nom et le domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société en distinguant, dans le cas d'une société en commandite, les commandités des

commanditaires connus lors de la conclusion du contrat et en précisant celui qui fournit le plus grand apport ;

2° l'objet poursuivi par la société ;

3° une mention indiquant que la responsabilité de certains ou de l'ensemble de ses associés est limitée lorsque la société en nom collectif est à responsabilité limitée ou lorsque la société n'est pas constituée au Québec ;

4° la date à laquelle une société en nom collectif devient ou cesse d'être à responsabilité limitée.

1993, c. 48, a. 11 ; 2001, c. 34, a. 21.

• *Déclaration d'une personne morale.*

12. La déclaration d'une personne morale contient de plus, le cas échéant :

• *Non en vigueur.*

1° le nom de l'État, de la province ou du territoire où elle a été constituée et la date de sa constitution ;

• *Non en vigueur.*

2° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont elle est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que le nom, le domicile et le numéro d'entreprise de toute personne morale partie à cette fusion ou scission ;

3° la date de sa continuation ou autre transformation ;

4° le nom et le domicile des trois actionnaires qui détiennent le plus de voix, par ordre d'importance, avec mention de celui qui en détient la majorité absolue.

• *Non en vigueur.*

5° une mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52).

1993, c. 48, a. 12 ; 2005, c. 14, a. 2 ;2009, c. 52, a. 602 ;[Les insertions apportées à cet article entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Mise à jour des informations.*

34. L'assujetti doit aussi produire une déclaration modificative pour mettre à jour les informations suivantes :

1° son nom ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque, s'il y a lieu ;

3° la mention à l'effet qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile ;

5° le domicile qu'il élit aux fins de l'application de la présente loi en précisant le nom du destinataire ;

• *Non en vigueur.*

6° le nom et le domicile de chaque administrateur en mentionnant la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

7° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, en précisant les fonctions qu'ils occupent ;

8° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

9° le nom, l'adresse et la qualité de la personne visée à l'article 5 ;

10° l'adresse des établissements qu'il possède au Québec en précisant celle du principal ;

11° la date à laquelle il prévoit cesser d'exister ;

12° le nom et le domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société en distinguant, dans le cas d'une société en commandite, les commandités des commanditaires connus lors de la conclusion du contrat ;

13° l'objet poursuivi par la société ;

14° la date de sa continuation ou autre transformation.

• *Non en vigueur.*

15° la mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs en vertu de la Loi sur les sociétés par actions.

_____

1993, c. 48, a. 34 ;2009, c. 52, a. 618 ;[Les paragraphes 6° et 15° entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration modificative.*

35. La personne morale issue d'une fusion simplifiée au sens de l'article 123.129 ou 123.130 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) doit produire une déclaration modificative pour mettre à jour au registre les informations concernant l'assujetti dont elle conserve le numéro d'entreprise. Cette déclaration contient, outre les informations qui font l'objet d'un changement, celles visées au paragraphe 2° de l'article 12.

_____

1993, c. 48, a. 35 ;2005, c. 14, a. 16 ;[Cet article sera modifié par l'article 619 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

41. L'assujetti doit mettre à jour les informations visées aux articles 33 à 35 le concernant, contenues au registre, en produisant une déclaration de mise à jour dans les 30 jours de la date où survient un changement, à moins que la loi ne prévoie un délai plus court.

Il en est de même de la personne morale issue d'une fusion simplifiée au sens de la Loi sur les sociétés par actions quant aux informations concernant l'assujetti dont elle conserve le numéro d'entreprise du Québec.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 41 crée l'obligation pour l'assujetti de mettre à jour les informations demandées aux articles 33 à 35 inscrites au registre, dans les 30 jours de la survenance d'un changement, à moins que la loi ne prévoie un délai plus court.

La personne morale issue d'une fusion simplifiée doit également produire une déclaration modificative dans les 30 jours de la fusion et à l'égard de tout changement aux informations concernant l'assujetti dont elle conserve le numéro d'entreprise du Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 10 à 12, 34, 35 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Mention de liquidation.*

37. La personne morale immatriculée qui a décidé de se liquider ou de demander sa liquidation, de se dissoudre ou de demander sa dissolution, doit produire une déclaration qui fait mention de ce fait.

• *Exemption.*

La personne morale est exemptée de produire une telle déclaration lorsque l'avis prévu à l'article 9 ou 25.1 de la Loi sur la liquidation des compagnies (chapitre L-4) a été produit.

_____

1993, c. 48, a. 37 ;[Cet article sera modifié par l'article 620 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

42. La personne morale immatriculée qui a décidé de procéder à sa liquidation ou à sa dissolution ou de la demander doit produire sans délai une déclaration qui fait mention de ce fait.

La personne morale est exemptée de produire une telle déclaration lorsque, en application d'une autre loi, un avis à cet effet a été transmis au registraire.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 42 prévoit l'obligation pour la personne morale d'aviser le registraire de sa liquidation ou de sa dissolution.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 37 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

43. L'assujetti qui devient un failli au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Lois révisées du Canada (1985), chapitre B-3) doit produire sans délai une déclaration qui fait mention de ce fait.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 43 oblige l'assujetti qui devient un failli à aviser le registraire de cet état de fait.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Exemption.*

39. La personne morale immatriculée sur dépôt de son acte constitutif au registre est exemptée de l'obligation de produire une déclaration modificative lorsque le changement doit être effectué, en vertu de la loi particulière applicable à son espèce, par un document modifiant son acte constitutif.

• *Dispositions applicables.*

Les dispositions de l'article 16 s'appliquent au document modifiant l'acte constitutif de la personne morale immatriculée.

• *Dépôt au registre.*

Le registraire des entreprises dépose le document qui modifie l'acte constitutif de la personne morale immatriculée au registre.

_____

1993, c. 48, a. 39 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 621 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Exemption.*

40. L'assujetti qui a produit un document contenant une information qui donne lieu à une déclaration modificative et dont le dépôt au registre est effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72 ou 73, est exempté de l'obligation de produire une telle déclaration.

_____

1993, c. 48, a. 40 ;2005, c. 14, a. 17 ;2006, c. 38, a. 55.

44. La personne morale immatriculée sur dépôt de son acte constitutif au registre est exemptée de l'obligation prévue à l'article 41 lorsque le changement doit être effectué, en vertu de la loi particulière applicable à son espèce, par un document modifiant son acte constitutif.

Il en est de même lorsque le changement est effectué par l'assujetti dans un document déposé au registre à la suite de son transfert en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 44 prévoit qu'une personne morale ayant produit au registraire un acte modificatif en vertu de la loi qui la régit, n'a pas à déposer une déclaration modificative constatant le changement effectué par cet acte.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 39, 40 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Déclaration annuelle.*

26. L'assujetti doit mettre à jour les informations le concernant contenues au registre en produisant au registraire des entreprises une déclaration annuelle, durant la période déterminée par règlement.

• *Première déclaration.*

Cette obligation naît à compter de l'année suivant celle au cours de laquelle l'assujetti a été immatriculé.

1993, c. 48, a. 26 ; 2001, c. 20, a. 3 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 8.

45. L'assujetti doit, une fois par année, durant la période déterminée par règlement du ministre, produire une déclaration de mise à jour dans laquelle il indique que les informations visées aux articles 33 à 35 le concernant, contenues au registre, sont exactes ou, le cas échéant, les changements qui devraient y être apportés.

Cette obligation naît à compter de l'année suivant celle au cours de laquelle l'assujetti a été immatriculé.

De plus, la déclaration de l'assujetti, autre que celui visé à l'article 46, doit être accompagnée des droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 45 impose à tout assujetti l'obligation de produire annuellement au registraire une déclaration pour, soit attester de l'exactitude des informations communiquées par lui et apparaissant au registre, soit signaler les changements qui devraient y être apportés. La période de l'année pour se faire est déterminée par règlement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 26 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Formulaire prescrit.*

26.1. L'assujetti qui est tenu de produire au ministre une déclaration de revenus en vertu de l'article 1000 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ou, s'il est une personne physique qui exploite une entreprise individuelle, serait tenu de la produire s'il avait un impôt à payer en vertu de la partie I de cette loi, peut, pendant la période de dépôt de la déclaration annuelle, mettre à jour les informations le concernant contenues au registre en produisant avec sa déclaration de revenus le formulaire prescrit et, le cas échéant, en indiquant sur ce formulaire les modifications apportées aux informations inscrites dans le document de référence transmis préalablement par le ministre.

• *Dispositions applicables.*

Le formulaire prévu au premier alinéa est prescrit par le ministre ou le sous-ministre du Revenu. Les articles 36.1, 37.1, 37.3 et 37.6 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31) s'appliquent à ce formulaire, compte tenu des adaptations nécessaires. L'article 89 de cette loi ne s'y applique pas.

_____

2005, c. 14, a. 9 ;2006, c. 38, a. 50 ;[Cet article sera remplacé par l'article 612 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

46. L'assujetti qui est tenu de produire au ministre une déclaration de revenus en vertu de l'article 1000 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) ou, s'il est une personne physique qui exploite une entreprise individuelle, serait tenu de la produire s'il avait un impôt à payer en vertu de la partie I de cette loi, peut, pendant la période déterminée par règlement, déclarer dans sa déclaration de revenus que les informations visées aux articles 33 à 35 le concernant, contenues au registre, sont ou non à jour.

Lorsque l'assujetti déclare que ces informations sont à jour, le registraire inscrit à l'état des informations qu'il a satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année en cours.

Lorsqu'il déclare que ces informations ne sont pas à jour, l'assujetti doit produire une déclaration de mise à jour conformément à l'article 45.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 46 permet à l'assujetti de s'acquitter de son obligation de mise à jour annuelle auprès du registraire en même temps qu'il produit sa déclaration de revenus. La manière de procéder est toutefois modifiée.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 26.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Période de dépôt modifiée.*

26.2. Lorsque l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) a pour effet de modifier la période de dépôt de la déclaration annuelle d'un assujetti visé à l'article 26.1 qui est une personne morale, celui-ci n'est tenu de satisfaire à l'obligation prévue à l'article 26 qu'une seule fois au cours d'une même année civile.

_____

2005, c. 14, a. 9.

47. Lorsque l'application de la Loi sur les impôts a pour effet de modifier la période déterminée par règlement d'un assujetti visé à l'article 46 qui est une personne morale, celui-ci n'est tenu de satisfaire à l'obligation de mise à jour annuelle qu'une seule fois au cours d'une même année civile.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 47 vient limiter l'obligation de mise à jour annuelle des personnes morales qui sont tenues de produire une déclaration de revenus à une seule mise à jour par année civile même si l'application de la Loi sur les impôts a pour effet de modifier la période de mise à jour annuelle de l'entreprise au cours d'une même année civile.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 26.2 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Présomption.*

26.3. Une personne morale dont la période de dépôt de la déclaration annuelle touche deux années civiles et qui, conformément à l'article 26 ou 26.1, met à jour les informations la concernant pendant la partie de la période qui touche la deuxième année civile sans qu'une telle mise à jour n'ait été effectuée pendant l'année civile précédente, est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année civile précédente.

• *Inscription à l'état des informations.*

Le registraire des entreprises inscrit à l'état des informations de la personne morale chaque année pour laquelle elle est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle en application du premier alinéa.

_____

2005, c. 14, a. 9.

48. Une personne morale dont la période déterminée par règlement chevauche deux années civiles et qui, conformément à l'un des articles 45 ou 46, met à jour les informations la concernant pendant la partie de la période comprise dans la deuxième année civile, sans qu'une telle mise à jour n'ait été effectuée pendant l'année civile précédente, est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année civile précédente.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 48 crée une fiction pour prévoir l'année à l'égard de laquelle une personne morale est considérée avoir produit sa déclaration annuelle lorsque sa période de mise à jour annuelle touche deux années civiles et que la mise à jour annuelle a été effectuée pendant la deuxième année civile.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 26.3, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Exemption.*

28. L'assujetti qui a produit, durant la période déterminée pour produire une déclaration annuelle, un document contenant les mêmes informations que celles visées dans la déclaration annuelle et dont le dépôt au registre est effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72 ou 73, est exempté de l'obligation de produire une déclaration annuelle pour l'année en cours.

• *Exemption.*

Est également exempté de cette même obligation l'assujetti qui produit en application de l'article 26.1 un document transféré en vertu de l'article 72.1 et dont le dépôt au registre est effectué avec le document de référence transmis préalablement par le ministre.

_____

1993, c. 48, a. 28 ; 2005, c. 14, a. 10 ;2006, c. 38, a. 51 ;[Le deuxième alinéa de cet article sera supprimé par l'article 613 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

49. L'assujetti qui a produit, durant la période déterminée par règlement, un document contenant les mêmes informations que celles visées aux articles 33 à 35 qui est déposé au registre à la suite de son transfert en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118, est exempté de l'obligation de produire une déclaration de mise à jour pour l'année visée.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 49 prévoit l'exemption de l'obligation de produire une mise à jour annuelle lorsqu'un document contenant les mêmes informations que celles demandées dans une mise à jour annuelle est produit par un assujetti pendant la période de production de la mise à jour annuelle, soit auprès du registraire des entreprises en application d'une autre loi, soit auprès d'un autre ministère ou organisme d'un gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 28 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

50. L'assujetti qui est une personne morale constituée au Québec, à l'égard duquel une déclaration a été produite conformément à l'article 43, est exempté de l'obligation de produire une déclaration de mise à jour pour toute année qui suit celle de la production de la déclaration visée à l'article 43 au cours de laquelle il ne fait que des activités propres à sa liquidation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 50 propose qu'une personne morale constituée au Québec soit exemptée de l'obligation de produire une mise à jour annuelle pour toute année qui suit celle de la production d'une déclaration qui fait mention de sa faillite lorsque, au cours de cette année, cette personne ne fait que des activités propres à sa liquidation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Exemption.*

27. La personne morale issue d'une fusion simplifiée qui a présenté une déclaration modificative à la suite de cette fusion, durant la période déterminée pour produire une déclaration annuelle, est exemptée de cette obligation pour l'année en cours.

_____
1993, c. 48, a. 27 ; 2001, c. 20, a. 4.

51. L'assujetti qui a produit une déclaration de mise à jour en application de l'article 41, durant la période déterminée par règlement et qui, dans le cas d'un assujetti visé à l'article 46, a payé les droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi pour l'année, est réputé avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle conformément à l'article 45 pour l'année visée.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 51 prévoit l'exemption de produire une déclaration de mise à jour annuelle lorsque, durant la période déterminée par règlement pour produire une telle mise à jour annuelle, l'assujetti a produit une déclaration de mise à jour suite à un changement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau; 27 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

52. L'assujetti qui a omis de produire une déclaration en application de l'un des articles 45 ou 46 est réputé avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année à l'égard de laquelle il est en défaut s'il produit, avant le début de la période déterminée par règlement qui suit celle à l'égard de laquelle il est en défaut, une déclaration en application de l'article 41 et paie la pénalité prévue à l'article 87 ainsi que, le cas échéant, les droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi et la pénalité prévue à l'article 88 qui sont exigibles pour cette année.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 52 prévoit une règle de régularisation du défaut de produire une déclaration de mise à jour pour une année. Ainsi, l'assujetti qui a omis de produire une mise à jour annuelle est réputé avoir satisfait à son obligation si, avant le début de la période déterminée par règlement pour produire la prochaine mise à jour annuelle, il produit une mise à jour courante en raison d'un changement survenu et paie les droits annuels d'immatriculation et les pénalités applicables du fait de son retard.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Présomption.*

26.3. Une personne morale dont la période de dépôt de la déclaration annuelle touche deux années civiles et qui, conformément à l'article 26 ou 26.1, met à jour les informations la concernant pendant la partie de la période qui touche la deuxième année civile sans qu'une telle mise à jour n'ait été effectuée pendant l'année civile précédente, est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année civile précédente.

• *Inscription à l'état des informations.*

Le registraire des entreprises inscrit à l'état des informations de la personne morale chaque année pour laquelle elle est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle en application du premier alinéa.

_____

2005, c. 14, a. 9.

53. Pour l'application des articles 48, 51 et 52, le registraire inscrit à l'état des informations que l'assujetti a satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année visée.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 53 crée l'obligation, pour le registraire des entreprises, d'inscrire au registre chaque année où l'obligation de mise à jour annuelle est réputée avoir été satisfaite.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 26.3, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration de radiation.*

47. La déclaration de radiation doit :

1° être dressée en double exemplaire sur la formule fournie à cette fin ou autorisée par le registraire des entreprises, suivant les normes déterminées par règlement ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

3° indiquer le numéro d'entreprise de l'assujetti ;

4° lorsqu'elle concerne un assujetti autre que celui visé à l'article 57.5 ou à l'article 57.6, être accompagnée des droits annuels d'immatriculation, s'ils sont exigibles et, le cas échéant, de la pénalité prévue à l'article 57.3.

_____

1993, c. 48, a. 47 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 22 ;[Le paragraphe 4° de cet article sera supprimé par l'article 57 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Les paragraphes 1° et 2° de cet article seront remplacés par l'article 626 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

SECTION III

RADIATION DE L'IMMATRICULATION

§1. — *Radiation sur production d'une déclaration*

54. L'immatriculation d'un assujetti est radiée sur production d'une déclaration de radiation dans les cas prévus par la présente sous-section.

De plus, la déclaration de radiation d'un assujetti doit être accompagnée de tout montant exigible dont il est redevable en vertu de la présente loi à l'exception des montants auxquels s'applique l'article 85.

Le registraire informe l'assujetti de la radiation de son immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 54 prévoit que l'immatriculation est radiée sur production d'une déclaration dans les cas prévus dans cette sous-section. La déclaration doit de plus être accompagnée des droits et pénalités exigibles à l'exception des montants fiscalisés en application de l'article 85.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 47 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration de radiation.*

45. Lorsque l'obligation d'immatriculation ne s'impose plus, l'assujetti doit sans délai produire une déclaration de radiation, sauf s'il est sujet à une radiation d'office.

• *Personnes responsables.*

La déclaration est présentée par les derniers administrateurs, les associés, le fondé de pouvoir ou la personne visée à l'article 5, lorsque l'assujetti a cessé d'exister.

_____

1993, c. 48, a. 45.

55. Lorsque l'obligation d'immatriculation ne s'impose plus, l'assujetti doit produire sans délai une déclaration de radiation.

La déclaration est produite par les derniers administrateurs, les associés, le fondé de pouvoir ou l'administrateur du bien d'autrui, lorsque l'assujetti a cessé d'exister.

NOTE EXPLICATIVE

L'article reprend l'article 45 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Si l'assujetti n'est plus soumis à l'obligation d'immatriculation, il doit produire sans délai une déclaration de radiation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 45 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Personne décédée.*

44. L'immatriculation d'une personne décédée doit être radiée sur présentation d'une déclaration de radiation par le liquidateur de la succession, à moins que l'activité ayant donné lieu à l'immatriculation ne soit continuée au bénéfice de la succession et que la déclaration modificative visée à l'article 36 n'ait été produite.

• *Délai de présentation.*

La déclaration doit être présentée au plus tard six mois après le décès.

_____

1993, c. 48, a. 44.

56. Le liquidateur de la succession d'une personne décédée doit produire, au plus tard six mois après le décès de l'assujetti, une déclaration de radiation, à moins que l'activité ayant donné lieu à l'immatriculation ne soit continuée au bénéfice de la succession.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 56 prévoit qu'advenant le décès de l'assujetti, le liquidateur de la succession doit produire une déclaration de radiation sauf si l'activité pour laquelle le défunt était immatriculé est continuée au bénéfice de la succession.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 44 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

57. Lorsqu'une personne morale constituée au Québec est un failli au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, le syndic de faillite doit produire une déclaration de radiation après avoir obtenu, au terme de l'administration de l'actif de cette personne, la libération de ses obligations par le tribunal.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 57 oblige le syndic de faillite à produire une déclaration de radiation de l'immatriculation du failli au terme de son administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Déclaration de radiation.*

46. La personne ou le groupement qui s'est immatriculé volontairement, peut en tout temps présenter une déclaration de radiation.

_____
1993, c. 48, a. 46.

58. La personne ou le groupement de personnes qui est immatriculé sans y être tenu, peut, en tout temps, produire une déclaration de radiation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 58 permet à toute personne ou groupement de personnes qui est immatriculé au registre sans être assujetti à l'obligation d'immatriculation de demander, en tout temps, la radiation de son immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 46 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Avis d'omission.*

29. Avant le début de la période déterminée pour produire une déclaration annuelle, le registraire des entreprises expédie un avis à l'assujetti immatriculé qui a omis de présenter sa déclaration annuelle pour l'année précédente.

• *Radiation.*

L'avis indique que son immatriculation pourra être radiée s'il ne remédie pas à son défaut et s'il omet de déposer la prochaine déclaration annuelle qu'il est tenu de produire.

• *Dépôt.*

Un exemplaire de cet avis est déposé au registre.

_____

1993, c. 48, a. 29 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 11.

• *Déclaration modificative.*

38. L'assujetti doit, sur demande du registraire des entreprises, mettre à jour l'information le concernant contenue au registre, en produisant une déclaration modificative.

• *Radiation.*

La demande, qui est déposée au registre, indique que l'immatriculation de l'assujetti sera radiée si l'information demandée n'est pas produite dans les 60 jours de la date du dépôt de la demande au registre.

_____

1993, c. 48, a. 38 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Assujetti en défaut.*

50. Le registraire des entreprises peut radier d'office l'immatriculation de l'assujetti qui est en défaut de déposer deux déclarations annuelles consécutives ou qui ne se conforme pas à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38, en déposant un arrêté à cet effet au registre. Il transmet une copie de cet arrêté à l'assujetti.

• *Dissolution.*

La radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec emporte sa dissolution.

• *Présomption.*

Cette personne morale est toutefois réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

_____

1993, c. 48, a. 50 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 24.

§2. — *Radiation d'office*

59. Le registraire peut, après avoir avisé l'assujetti conformément à l'article 73, radier d'office son immatriculation si celui-ci est en défaut de produire, à l'égard de deux années consécutives, ses déclarations de mise à jour conformément à l'un des articles 45 ou 46.

Il peut également radier l'immatriculation de l'assujetti qui ne se conforme pas à toute autre demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.

Le registraire dépose un arrêté à cet effet au registre et en informe l'assujetti.

La radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec emporte sa dissolution.

Cette personne morale est toutefois réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 59 permet au registraire de radier d'office l'immatriculation de l'assujetti qui ne se conforme pas à une obligation prévue par cette loi, après avis préalable en ce sens à l'assujetti. Si l'assujetti est une personne morale, la radiation de son immatriculation emporte sa dissolution.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 29, 38 et 50 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Inscription au registre.*

51. Le registraire des entreprises radie d'office l'immatriculation de toute personne morale fusionnée ou scindée, visée dans la déclaration produite par la personne morale issue de la fusion ou de la scission, en inscrivant une mention à cet effet au registre.

_____
1993, c. 48, a. 51;2002, c. 45, a. 551.

60. Le registraire radie d'office l'immatriculation de toute personne morale fusionnée qui est visée dans la déclaration produite par la personne morale issue de la fusion. Il inscrit une mention à cet effet au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 60 prévoit que le registraire radie d'office l'immatriculation de toute personne morale fusionnée qui est visée dans la déclaration produite par la personne morale issue de la fusion. Est radiée d'office l'immatriculation de toute personne morale qui a fait l'objet d'une fusion.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 51 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Inscription au registre.*

52. Le registraire des entreprises radie d'office l'immatriculation d'une société ou d'une personne morale lorsque la date à laquelle elle doit cesser d'exister est atteinte, en inscrivant une mention à cet effet au registre.

_____

1993, c. 48, a. 52 ;2002, c. 45, a. 551.

61. Le registraire radie d'office l'immatriculation d'une société de personnes ou d'une personne morale lorsque la date à laquelle elle doit cesser d'exister est atteinte. Il inscrit une mention à cet effet au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 61 prévoit la radiation d'office de l'immatriculation d'une société de personnes ou d'une personne morale lorsque la date où elle doit cesser d'exister est atteinte.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 52 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Avis de clôture ou de liquidation.*

53. Le registraire des entreprises radie d'office l'immatriculation de la personne morale dissoute sur dépôt de l'acte de dissolution ou d'un avis à cet effet au registre. Il radie également l'immatriculation de la société ou de la personne morale qui a fait l'objet d'une liquidation en déposant, selon le cas, l'avis de clôture ou l'avis de liquidation au registre.

• *Radiation d'une immatriculation.*

Non en vigueur.

Lorsque la dissolution de la personne morale s'effectue en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le registraire des entreprises radie d'office son immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution ou du jugement prononçant la dissolution. Toutefois, lorsque ce jugement prononce également la liquidation, il radie l'immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution.

1993, c. 48, a. 53 ;2002, c. 45, a. 551 ;2009, c. 52, a. 628 ;[Le deuxième alinéa de cet article entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

62. Le registraire radie d'office l'immatriculation de la personne morale dissoute sur dépôt de l'acte de dissolution ou d'un avis à cet effet au registre. Il radie également l'immatriculation de la société de personnes ou de la personne morale qui a fait l'objet d'une liquidation en déposant, selon le cas, l'avis de clôture ou l'avis de liquidation au registre.

Lorsque la dissolution de la personne morale s'effectue en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, le registraire radie d'office son immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution ou du jugement prononçant la dissolution. Toutefois, lorsque ce jugement prononce également la liquidation, il radie l'immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution.

Il radie également l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec lorsqu'en vertu de la loi particulière applicable à son espèce, elle a autrement cessé d'exister.

Le registraire inscrit une mention à cet effet au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 62 prévoit qu'est radiée d'office l'immatriculation de la personne morale ou de la société de personnes qui a fait l'objet d'une liquidation et celle de la personne morale dissoute.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 53 L.P.L. et droit nouveau.

* Réf. d.a : Date fixée par le gouvernement.

• *Révocation d'office.*

54. Le registraire des entreprises peut, sur demande et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50.

• *Paiement des droits.*

La demande de révocation doit être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 54 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Demande de révocation de radiation.*

57.4. Malgré les articles 57.2 et 57.3, lorsque l'assujetti ou son représentant présente une demande de révocation de radiation en vertu de l'article 54, il doit aussi payer au registraire des entreprises les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement pour l'année en cours, ceux à l'égard des années écoulées depuis la radiation jusqu'à la présentation de cette demande ainsi que la pénalité correspondante prévue au deuxième alinéa de l'article 57.3.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera remplacé par l'article 62 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

§3. — *Révocation de la radiation*

63. Le registraire peut, à la demande de l'assujetti, révoquer la radiation qu'il a effectuée en vertu de l'article 59.

L'assujetti doit accompagner sa demande de la déclaration initiale et de toute déclaration de mise à jour annuelle qu'il était en défaut de produire avant sa radiation ainsi que des mises à jour annuelles visant les années écoulées depuis sa radiation.

De plus, il doit accompagner sa demande de révocation du paiement :

1° des droits prévus par la présente loi pour cette demande ;

2° des droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi pour toute année précédant la radiation où il était en défaut, pour l'année en cours et pour les années écoulées depuis la radiation, à l'exception des droits auxquels s'applique l'article 85 ;

3° de la pénalité prévue aux articles 87 et 88 pour chacune des années visées au paragraphe 2°.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 63 oblige l'assujetti à accompagner sa demande de révocation de la radiation d'office effectuée par le registraire des entreprises en application de l'article 59, de tous les droits impayés et pénalités afférentes pour les années antérieures. L'assujetti doit aussi joindre les déclarations de mise à jour annuelle manquantes et le cas échéant, la déclaration initiale qui n'aurait pas été produite.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 54 et 57.4 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Révocation d'office.*

54. Le registraire des entreprises peut, sur demande et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50.

• *Paiement des droits.*

La demande de révocation doit être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 54 ;2002, c. 45, a. 551.

64. Le registraire peut, à la demande d'une personne intéressée autre que l'assujetti et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation qu'il a effectuée en vertu de l'article 59.

La demande doit être accompagnée des droits prévus par la présente loi pour cette demande.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 64 permet à une personne intéressée autre que l'assujetti de demander la révocation de la radiation d'office de l'immatriculation d'un assujetti effectuée par le registraire en vertu de l'article 59.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 54 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Reprise d'existence.*

55. Le registraire des entreprises révoque la radiation de l'immatriculation de la personne morale constituée au Québec qui a repris son existence en vertu de la loi particulière applicable à son espèce.

_____

1993, c. 48, a. 55 ;2002, c. 45, a. 551.

65. Le registraire révoque la radiation de l'immatriculation de la personne morale constituée au Québec qui a repris son existence en vertu de la loi particulière applicable à son espèce.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 65 permet au registraire de révoquer la radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée en vertu des lois du Québec qui a repris son existence en vertu de la loi qui la régit.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 55 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Dépôt d'un arrêté.*

56. Le registraire des entreprises révoque la radiation de l'immatriculation d'un assujetti en déposant un arrêté à cet effet au registre. Il transmet une copie de cet arrêté à l'assujetti.

• *Date de la reprise d'existence.*

La révocation de la radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec a pour effet de lui faire reprendre son existence à la date du dépôt de l'arrêté.

1993, c. 48, a. 56 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 25.

66. Le registraire révoque la radiation de l'immatriculation d'un assujetti en déposant un arrêté à cet effet au registre.

Il en informe l'assujetti.

La révocation de la radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec, dont la radiation a été effectuée en vertu de l'article 59, a pour effet de lui faire reprendre son existence à la date du dépôt de l'arrêté.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 66 prévoit la procédure suivie par le registraire lorsqu'il révoque la radiation de l'immatriculation d'un assujetti ainsi que l'effet juridique relié à la révocation de la radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec.

Si la révocation concerne une personne morale constituée au Québec, cela a pour effet de lui faire reprendre son existence à la date du dépôt de l'arrêté, pour autant, précise le nouvel article, que la radiation ait été effectuée en vertu de l'article 59.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 56 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Protection des droits acquis.*

57. Sous réserve des droits acquis par une personne ou par un groupement, l'immatriculation d'un assujetti est réputée n'avoir jamais été radiée et la personne morale constituée au Québec est réputée n'avoir jamais été dissoute.

_____
1993, c. 48, a. 57.

67. Sous réserve des droits acquis par un tiers, l'immatriculation d'un assujetti est réputée n'avoir jamais été radiée et la personne morale constituée au Québec visée à l'article 59 est réputée n'avoir jamais été dissoute.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 67 précise les effets juridiques reliés à la révocation de la radiation de l'immatriculation d'un assujetti.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Contenu de la déclaration.*

17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

2° être dressée en double exemplaire ;

3° être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 17 ;1997, c. 89, a. 3 ;2005, c. 14, a. 3 ;[Cet article sera remplacé par l'article 604 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être complétée par l'assujetti ou une personne autorisée ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

• *Non en vigueur.*

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

2005, c. 14, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 610 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration annuelle.*

30. La déclaration annuelle est dressée en simple exemplaire suivant la forme et la teneur prévue pour la déclaration d'immatriculation.

• *Droits.*

Lorsque la déclaration est produite après la période déterminée, elle doit, de plus, être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 30 ; 2001, c. 20, a. 8 ;2005, c. 14, a. 12 ;[Le deuxième alinéa de cet article sera supprimé par l'article 52 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 614 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration modificative.*

41. La déclaration modificative doit être présentée au registraire des entreprises dans les 15 jours suivant le changement. Elle doit :

1° être dressée en double exemplaire sur la formule fournie à cette fin ou autorisée par le registraire des entreprises, suivant les normes déterminées par règlement ;

2° indiquer le numéro d'entreprise de l'assujetti ainsi que le changement intervenu ;

3° être conforme aux dispositions de l'article 57.1.

• *Entente.*

Non en vigueur.

De même, un document transféré en application de l'un des articles 72 ou 73 doit être dressé suivant les normes établies aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa.

_____

1993, c. 48, a. 41 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 18 ;2009, c. 52, a. 622 ;[Cet article sera modifié par l'article 622 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration de radiation.*

47. La déclaration de radiation doit :

1° être dressée en double exemplaire sur la formule fournie à cette fin ou autorisée par le registraire des entreprises, suivant les normes déterminées par règlement ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

3° indiquer le numéro d'entreprise de l'assujetti ;

4° lorsqu'elle concerne un assujetti autre que celui visé à l'article 57.5 ou à l'article 57.6, être accompagnée des droits annuels d'immatriculation, s'ils sont exigibles et, le cas échéant, de la pénalité prévue à l'article 57.3.

_____

1993, c. 48, a. 47 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 22 ;[Le paragraphe 4° de cet article sera supprimé par l'article 57 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Les paragraphes 1° et 2° de cet article seront remplacés par l'article 626 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

SECTION IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCLARATIONS

68. Une déclaration doit être signée par l'assujetti ou son représentant.

Elle n'est recevable qu'après le paiement des droits, des frais et des pénalités, lorsque la présente loi le requiert.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 68 prévoit qu'une déclaration doit être signée par l'assujetti ou son représentant. Elle n'est recevable qu'après paiement des droits, des frais et des pénalités exigés par la loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 17, 23.1, 30, 41 et 47 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Exemplaire.*

22. Le registraire des entreprises remet à l'assujetti qu'il a immatriculé sur présentation de sa déclaration d'immatriculation un exemplaire de sa déclaration et dépose le second exemplaire au registre.

_____

1993, c. 48, a. 22 ;1997, c. 89, a. 7 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera remplacé par l'article 608 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Dépôt au registre.*

25. Le registraire des entreprises dépose au registre la déclaration initiale qui est conforme aux dispositions de la présente loi, lorsqu'elle lui est présentée.

_____

1993, c. 48, a. 25 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Dépôt au registre.*

32. Le registraire des entreprises dépose au registre la déclaration annuelle qui est conforme aux dispositions de la présente loi, lorsqu'elle lui est présentée ou, le cas échéant, le document visé à l'article 28.

_____

1993, c. 48, a. 32 ; 2002, c. 45, a. 551.

• *Dépôt au registre.*

43. Le registraire des entreprises dépose au registre un exemplaire de la déclaration modificative qui est conforme aux dispositions de la présente loi, lorsqu'elle lui est présentée, et remet le second exemplaire à l'assujetti ou, s'il s'agit d'un document visé à l'article 40, procède à son dépôt.

• *Dépôt des avis.*

Le registraire des entreprises dépose également au registre les avis prévus aux articles 306, 358 et 359 du Code civil.

_____

1993, c. 48, a. 43 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 21 ;[Cet article sera modifié par l'article 625 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Dépôt au registre.*

49. Le registraire des entreprises dépose au registre un exemplaire de la déclaration de radiation qui est conforme aux dispositions de la présente loi, lorsqu'elle lui est présentée, et remet le second exemplaire à l'assujetti dont l'immatriculation a été radiée.

_____

1993, c. 48, a. 49 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 627 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Entente avec un ministère.*

72. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre le dépôt au registre d'un document qui a été produit par un assujetti auprès de ce ministère ou organisme en vertu d'une autre loi et qui contient les mêmes informations qu'une déclaration annuelle ou modificative.

• *Transfert de document.*

Tout ministère ou organisme est habilité à conclure une telle entente et à transférer au registraire des entreprises pour dépôt au registre le document visé au premier alinéa.

• *Informations non requises.*

Lorsque le document contient des informations qui ne sont pas requises pour les fins du registre, le ministère ou l'organisme ne transfère au registraire des entreprises qu'un document contenant les informations requises.

• *Information préalable.*

Le ministère ou l'organisme doit informer l'assujetti avant de transférer un document qui comporte des informations le concernant.

_____

1993, c. 48, a. 72 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 34 ;2006, c. 38, a. 66.

69. Le registraire dépose au registre la déclaration ou le document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69 prévoit qu'une déclaration ou un document transféré en application d'une entente est déposé au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 22, 25, 32, 43, 49 et 72 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Refus de déposer.*

24. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration initiale lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 24 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 7 ;[Les paragraphes 3° et 4° de cet article seront remplacés par l'article 611 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus de déposer.*

31. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration annuelle lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

• *Refus de déposer.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 28 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article ou aux dispositions de l'article 30.1, ou, s'il s'agit du document produit par un assujetti et transféré en vertu de l'article 72.1, lorsque le document n'indique pas le numéro du document de référence transmis au préalable par le ministre.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 31 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 14 ;2006, c. 38, a. 53(2°) ;[Cet article sera modifié par l'article 53 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 616 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

TEXTE ACTUEL

• *Refus de déposer.*

42. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration modificative lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

• *Non en vigueur.*

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 3° de l'article 41.

• *Document visé.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 40 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, à celles du paragraphe 2° de l'article 41 ou à celles de l'article 41.1.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 42 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 20 ;2009, c. 52, a. 624 ;[Cet article sera modifié par l'article 624 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

70. Le registraire peut refuser de déposer au registre une déclaration ou un document qui lui est transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 lorsque celui-ci est incomplet, inexact ou ne respecte pas les dispositions de l'article 68 ou les exigences déterminées par le ministre en vertu de l'un des articles 109, 112 ou 114.

Le registraire informe l'assujetti des motifs de son refus.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 70 prévoit que le registraire peut refuser de déposer une déclaration ou un document transféré en application d'une entente si certaines exigences ne sont pas satisfaites.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 24, 31 et 42 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Refus d'immatriculer.*

18. Le registraire des entreprises refuse d'immatriculer l'assujetti lorsque sa déclaration d'immatriculation :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ou 17.

• *Refus d'immatriculer.*

Il doit également refuser d'immatriculer l'assujetti qui est déjà immatriculé ou, s'il s'agit d'une société constituée au Québec, dont l'immatriculation a été radiée d'office.

_____

1993, c. 48, a. 18 ;1997, c. 89, a. 4 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 48 ;[Le paragraphe 3° du premier alinéa de cet article sera modifié par l'article 605 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus de déposer.*

24. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration initiale lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 24 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 7 ;[Les paragraphes 3° et 4° de cet article seront remplacés par l'article 611 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus de déposer.*

31. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration annuelle lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

TEXTE ACTUEL

• *Refus de déposer.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 28 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article ou aux dispositions de l'article 30.1, ou, s'il s'agit du document produit par un assujetti et transféré en vertu de l'article 72.1, lorsque le document n'indique pas le numéro du document de référence transmis au préalable par le ministre.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 31 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 14 ;2006, c. 38, a. 53(2°) ;[Cet article sera modifié par l'article 53 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 616 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Refus de déposer.*

42. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration modificative lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

• *Non en vigueur.*

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 3° de l'article 41.

• *Document visé.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 40 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, à celles du paragraphe 2° de l'article 41 ou à celles de l'article 41.1.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 42 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 20 ;2009, c. 52, a. 624 ;[Cet article sera modifié par l'article 624 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

71. Le registraire doit refuser de déposer au registre une déclaration ou un document qui lui est transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 lorsque le nom de l'assujetti n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

Le registraire informe l'assujetti des motifs de son refus.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71 oblige le registraire à refuser de déposer au registre une déclaration ou un document qui lui est transféré lorsque le nom de l'assujetti ne satisfait pas les critères mentionnés.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 18, 24, 31 et 42 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

72. Le registraire doit refuser d'inscrire au registre tout autre nom que l'assujetti déclare en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33 lorsqu'un tel nom n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

Il porte une mention au registre que le nom est refusé et en informe l'assujetti.

L'information relative à ce nom figurant dans la déclaration est réputée non écrite.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72 prévoit que le registraire refuse d'inscrire au registre un nom d'emprunt qui n'est pas conforme aux critères prévus à l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Avis d'omission.*

29. Avant le début de la période déterminée pour produire une déclaration annuelle, le registraire des entreprises expédie un avis à l'assujetti immatriculé qui a omis de présenter sa déclaration annuelle pour l'année précédente.

• *Radiation.*

L'avis indique que son immatriculation pourra être radiée s'il ne remédie pas à son défaut et s'il omet de déposer la prochaine déclaration annuelle qu'il est tenu de produire.

• *Dépôt.*

Un exemplaire de cet avis est déposé au registre.

_____

1993, c. 48, a. 29 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 11.

• *Déclaration modificative.*

38. L'assujetti doit, sur demande du registraire des entreprises, mettre à jour l'information le concernant contenue au registre, en produisant une déclaration modificative.

• *Radiation.*

La demande, qui est déposée au registre, indique que l'immatriculation de l'assujetti sera radiée si l'information demandée n'est pas produite dans les 60 jours de la date du dépôt de la demande au registre.

_____

1993, c. 48, a. 38 ;2002, c. 45, a. 551.

73. L'assujetti qui ne se conforme pas à toute obligation prévue par la présente loi, notamment celle de produire une déclaration ou un avis, est tenu de remédier à son défaut dans les 60 jours de la demande faite par le registraire.

La demande indique, le cas échéant, que l'immatriculation de l'assujetti pourra être radiée s'il ne s'y conforme pas.

Une copie de cette demande est déposée au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 73 prévoit que l'assujetti en défaut quant à l'une ou l'autre des obligations que lui impose la loi est tenu d'y remédier dans les 60 jours de la demande qui lui est faite par le registraire. Son immatriculation pourra être radiée s'il ne s'y conforme pas.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 29 et 38 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Renonciation.*

57.1.1. Le registraire des entreprises peut, aux conditions qu'il détermine, renoncer à la production d'une déclaration, d'un formulaire, d'un renseignement, d'une pièce ou d'un autre document qui serait par ailleurs à produire.

• *Révocation de la renonciation.*

Toutefois, le registraire des entreprises conserve le droit de révoquer sa renonciation et peut exiger d'une personne la production d'une déclaration, d'un formulaire, d'un renseignement, d'une pièce ou d'un document visé au premier alinéa dans le délai qu'il fixe.

_____

2006, c. 38, a. 59.

74. Le registraire peut, aux conditions qu'il détermine, renoncer à la communication d'une information ou à la production d'un document exigées en vertu du présent chapitre.

Une mention de cette renonciation est portée au registre.

Toutefois, le registraire conserve le droit de révoquer sa renonciation et peut exiger d'une personne la communication d'une telle information ou la production d'un tel document dans le délai qu'il fixe.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 74 permet au registraire des entreprises de renoncer à la production d'un document ou d'un renseignement qui serait à produire en vertu de la loi. Le registraire des entreprises conserve toutefois le droit de révoquer sa renonciation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.1.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

CHAPITRE V

DROITS, FRAIS ET PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

75. Les droits exigibles en application de la présente loi pour un objet donné sont, sauf disposition contraire, ceux prévus à l'annexe I pour cet objet.

De même, les droits prévus par renvoi à la présente loi pour un objet donné sont ceux mentionnés à l'annexe II pour cet objet.

Peuvent s'ajouter à ces droits les frais prescrits par règlement du gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 75 introduit les annexes I et II de la Loi. L'annexe I dresse la liste des droits exigibles en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises. L'annexe II contient la liste des droits payables en application de lois connexes qui renvoient à la Loi sur la publicité légale des entreprises. Les frais exigibles seront prévus par règlement du gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

• *Droits prescriptibles.*

98. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer pour :

1° l'immatriculation des assujettis ainsi que pour le dépôt de documents au registre, autre que celui d'un acte constitutif, d'une déclaration modificative ou d'une déclaration de radiation ;

2° la production de la déclaration initiale et de la déclaration annuelle après le délai prescrit ;

3° la révocation de la radiation effectuée d'office ;

4° la consultation, la manutention et l'expédition des documents déposés au registre ;

5° la consultation du registre ou l'envoi de documents qui y sont déposés, par un moyen de télécommunication ;

6° la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et pour leur certification ;

7° la délivrance d'attestations ;

8° la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises ;

9° une demande visée à l'un des articles 83 à 85.

• *Droits à payer.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement, prescrire les droits annuels d'immatriculation à payer ainsi que les droits à payer pour qu'un document produit soit, sur demande, traité de façon prioritaire.

_____

1993, c. 48, a. 98 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 40 ;[Cet article sera modifié par l'article 79 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 644 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

14. Les droits pour le dépôt de tout autre document sont de 20 $.

_____

D. 1856-93, a. 14.

76. Sauf si la loi prévoit déjà un droit payable au registraire, la production d'un document à déposer au registre en vertu d'une loi, autre qu'un acte constitutif, une déclaration initiale, une déclaration de mise à jour ou une déclaration de radiation, doit être accompagnée des droits prévus à l'annexe I pour le dépôt de tout autre document.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 76 prévoit que lorsqu'un document doit être déposé au registre et que la loi ne prévoit aucun droit spécifique pour le dépôt de ce document, la production de celui-ci doit être accompagnée du paiement des droits prévus à l'annexe I de la présente loi pour le dépôt de tout autre document.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 98, 1° al, (1°) L.P.L. / 14 R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Droits prescriptibles.*

98. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer pour :

1° l'immatriculation des assujettis ainsi que pour le dépôt de documents au registre, autre que celui d'un acte constitutif, d'une déclaration modificative ou d'une déclaration de radiation ;

2° la production de la déclaration initiale et de la déclaration annuelle après le délai prescrit ;

3° la révocation de la radiation effectuée d'office ;

4° la consultation, la manutention et l'expédition des documents déposés au registre ;

5° la consultation du registre ou l'envoi de documents qui y sont déposés, par un moyen de télécommunication ;

6° la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et pour leur certification ;

7° la délivrance d'attestations ;

8° la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises ;

9° une demande visée à l'un des articles 83 à 85.

• *Droits à payer.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement, prescrire les droits annuels d'immatriculation à payer ainsi que les droits à payer pour qu'un document produit soit, sur demande, traité de façon prioritaire.

_____

1993, c. 48, a. 98 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 40 ;[Cet article sera modifié par l'article 79 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 644 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

77. Les droits ainsi que les frais prescrits par règlement du gouvernement sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

Lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé à l'égard d'un document pouvant être déposé sans frais au registre, les droits correspondent à 50 % des droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 77 prévoit que des droits et frais additionnels seront exigés pour qu'un traitement prioritaire soit accordé à une demande.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 98, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Contenu de la déclaration.*

17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

2° être dressée en double exemplaire ;

3° être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 17 ;1997, c. 89, a. 3 ;2005, c. 14, a. 3 ;[Cet article sera remplacé par l'article 604 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être complétée par l'assujetti ou une personne autorisée ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

• *Non en vigueur.*

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

2005, c. 14, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 610 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration annuelle.*

30. La déclaration annuelle est dressée en simple exemplaire suivant la forme et la teneur prévue pour la déclaration d'immatriculation.

• *Droits.*

Lorsque la déclaration est produite après la période déterminée, elle doit, de plus, être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 30 ; 2001, c. 20, a. 8 ;2005, c. 14, a. 12 ;[Le deuxième alinéa de cet article sera supprimé par l'article 52 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 614 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Déclaration de radiation.*

47. La déclaration de radiation doit :

1° être dressée en double exemplaire sur la formule fournie à cette fin ou autorisée par le registraire des entreprises, suivant les normes déterminées par règlement ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

3° indiquer le numéro d'entreprise de l'assujetti ;

4° lorsqu'elle concerne un assujetti autre que celui visé à l'article 57.5 ou à l'article 57.6, être accompagnée des droits annuels d'immatriculation, s'ils sont exigibles et, le cas échéant, de la pénalité prévue à l'article 57.3.

_____

1993, c. 48, a. 47 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 22 ;[Le paragraphe 4° de cet article sera supprimé par l'article 57 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Les paragraphes 1° et 2° de cet article seront remplacés par l'article 626 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Révocation d'office.*

54. Le registraire des entreprises peut, sur demande et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50.

• *Paiement des droits.*

La demande de révocation doit être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 54 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Paiement des droits.*

57.3. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au registraire des entreprises au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période durant laquelle il doit produire sa déclaration annuelle ;

2° celle de la présentation d'une déclaration de radiation, d'un document visé à l'article 53 ou de tout autre document entraînant la radiation de son immatriculation.

• *Pénalité.*

L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation conformément au premier alinéa doit payer en plus une pénalité équivalant à 50 % de ces droits.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera modifié par l'article 61 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

• *Demande de révocation de radiation.*

57.4. Malgré les articles 57.2 et 57.3, lorsque l'assujetti ou son représentant présente une demande de révocation de radiation en vertu de l'article 54, il doit aussi payer au registraire des entreprises les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement pour l'année en cours, ceux à l'égard des années écoulées depuis la radiation jusqu'à la présentation de cette demande ainsi que la pénalité correspondante prévue au deuxième alinéa de l'article 57.3.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera remplacé par l'article 62 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

78. Les droits, les frais et les pénalités administratives sont exigibles au moment de la production des documents qui s'y rapportent et sont, sauf si la loi y pourvoit autrement, payables au registraire.

Sauf à l'égard des situations visées aux articles 83 et 84 pour lesquelles l'article 27.3 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) s'applique, le recouvrement des droits, des frais et des pénalités dus au registraire en vertu de la loi se prescrit par 10 ans à compter de leur exigibilité.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 78 introduit le principe que les droits, les frais et les pénalités administratives sont exigibles au moment de la production des documents qui s'y rapportent et sont, sauf si la loi y pourvoit autrement, payables au registraire.

Le deuxième alinéa prévoit que le recouvrement des droits, des frais et des pénalités dus se prescrit par 10 ans.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 17, 23.1, 30, 47, 54, 57.3 et 57.4 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

• *Indexation.*

8.2. Le montant visé au paragraphe *f* de l'article 8 qui doit être utilisé pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 2007 doit être indexé annuellement de façon que ce montant utilisé pour cette année d'imposition soit égal au total du montant utilisé pour l'année d'imposition précédente et de celui obtenu en multipliant ce dernier montant par le facteur déterminé selon la formule suivante :

(A / B) − 1.

• *Interprétation de la formule.*

Dans la formule prévue au premier alinéa :

a) la lettre A représente l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées et les produits du tabac pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre de l'année d'imposition qui précède celle pour laquelle un montant doit être indexé ;

b) la lettre B représente l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées et les produits du tabac pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre de l'année d'imposition antérieure à l'année qui précède celle pour laquelle le montant doit être indexé.

• *Facteur rajusté.*

Si le facteur déterminé selon la formule prévue au premier alinéa a plus de quatre décimales, seules les quatre premières sont retenues et la quatrième est augmentée d'une unité si la cinquième est supérieure au chiffre 4.

• *Montant rajusté.*

Le montant qui résulte de l'indexation prévue au premier alinéa, s'il n'est pas un multiple de 5 $, doit être rajusté au multiple de 5 $ le plus près ou, s'il en est équidistant, au multiple de 5 $ supérieur.

_____

2009, c. 5, a. 25.

79. Les montants des droits prévus aux annexes I et II et des frais prescrits par règlement du gouvernement sont indexés, le 1er janvier de chaque année, de façon qu'un montant applicable pour une année soit égal au total du montant applicable pour l'année précédente et de celui obtenu en multipliant ce dernier montant par le facteur déterminé selon la formule suivante :

(A / B) − 1.

Dans la formule prévue au premier alinéa :

1° la lettre A représente l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées et les produits du tabac pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre de l'année qui précède celle pour laquelle un montant doit être indexé ;

2° la lettre B représente l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées et les produits du tabac pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre de l'année antérieure à l'année qui précède celle pour laquelle le montant doit être indexé.

Lorsque le facteur déterminé selon la formule prévue au premier alinéa est un nombre inférieur à zéro, il est réputé égal à zéro.

Le montant qui résulte de l'indexation prévue au premier alinéa est diminué au dollar le plus près s'il comprend une fraction de dollar inférieure à 0,50 $, ou il est augmenté au dollar le plus près s'il comprend une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 $.

Le ministre rend accessible au public, par tout moyen qu'il juge approprié, les montants ainsi indexés avant le 1er janvier de l'année de leur application.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 79 prévoit l'indexation annuelle du montant des droits et des frais prévus par la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 8.2 L.I.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Droits annuels d'immatriculation.*

57.2. L'assujetti qui est immatriculé le 1er janvier de chaque année doit payer les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement qui sont applicables à la forme juridique de l'assujetti à cette date.

• *Obligation.*

Cette obligation naît à compter de la deuxième année suivant celle de la première immatriculation de l'assujetti.

• *Exemption.*

Malgré le premier alinéa, l'assujetti dont l'immatriculation est radiée après le 31 décembre d'une année est exempté de payer les droits annuels d'immatriculation pour l'année suivante si le document dont le dépôt au registre a entraîné la radiation de son immatriculation a été présenté dûment complété au registraire des entreprises avant le 1er janvier de cette année suivante.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;2006, c. 38, a. 60.

SECTION II

DROITS ANNUELS D'IMMATRICULATION

80. L'assujetti qui est immatriculé le 1er janvier de l'année doit payer les droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi qui sont applicables à sa forme juridique à cette date.

Cette obligation naît à compter de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle l'assujetti a été immatriculé pour la première fois.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 80 prévoit des droits annuels d'immatriculation à payer par la personne immatriculée au registre.

Le montant de ces droits est prévu à l'annexe I.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.2, 1° et 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

81. L’assujetti qui est une personne morale constituée au Québec et à l’égard duquel une déclaration a été produite conformément à l’article 43 est exempté de l’obligation de payer les droits annuels d’immatriculation pour toute année qui suit celle de la production de cette déclaration au cours de laquelle il ne fait que des activités propres à sa liquidation.

NOTE EXPLICATIVE

L’article 81 exempte la personne morale constituée au Québec qui est un failli de payer les droits annuels d’immatriculation lorsqu’elle ne poursuit que des activités propres à sa liquidation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Paiement des droits.*

57.3. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au registraire des entreprises au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période durant laquelle il doit produire sa déclaration annuelle ;

2° celle de la présentation d'une déclaration de radiation, d'un document visé à l'article 53 ou de tout autre document entraînant la radiation de son immatriculation.

• *Pénalité.*

L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation conformément au premier alinéa doit payer en plus une pénalité équivalant à 50 % de ces droits.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera modifié par l'article 61 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

82. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période déterminée par règlement pour satisfaire à son obligation de mise à jour annuelle en vertu de la section II du chapitre IV ;

2° celle à laquelle il produit un document entraînant la radiation de son immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 82 prévoit le moment où les droits annuels d'immatriculation sont exigibles.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.3 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Droits annuels d'immatriculation.*

57.5. Malgré l'article 57.3, la personne physique qui exploite une entreprise individuelle et à laquelle s'applique l'article 26.1 paie au ministre les droits annuels d'immatriculation au plus tard à la date d'échéance du solde déterminée à son égard aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) à l'égard de l'année d'imposition précédente.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;2006, c. 38, a. 63.

83. Malgré l'article 82, l'assujetti visé à l'article 46 qui est une personne physique paie au ministre les droits annuels d'immatriculation au plus tard à la date d'échéance du solde déterminée à son égard aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts relativement à l'année d'imposition précédente.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 83 prévoit la date limite du paiement des droits annuels d'immatriculation d'un assujetti qui est une personne physique exploitant une entreprise individuelle visée par les règles du jumelage, en l'occurrence, celui qui serait tenu de produire une déclaration de revenus conformément à la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) s'il avait un impôt à payer.

Cet assujetti doit payer ses droits annuels d'immatriculation au ministre du Revenu plutôt qu'au registraire. Il dispose pour ce faire du même délai que pour payer son solde d'impôt au Québec à l'égard de l'année précédente, c'est-à-dire jusqu'au 30 avril de l'année en cours.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.5 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Droits annuels d'immatriculation.*

57.6. Malgré l'article 57.3, la personne morale à laquelle s'applique l'article 26.1 paie au ministre les droits annuels d'immatriculation applicables pour une année au plus tard à la date d'échéance du solde déterminée à son égard aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) à l'égard de l'année d'imposition qui comprend le 1er janvier de cette année.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;2006, c. 38, a. 64.

84. Malgré l'article 82, l'assujetti visé à l'article 46 qui est une personne morale paie au ministre les droits annuels d'immatriculation au plus tard à la date d'échéance du solde déterminée à son égard aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts relativement à l'année d'imposition qui comprend le 1er janvier de cette année.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 84 prévoit la date limite du paiement des droits annuels d'immatriculation d'un assujetti qui est une personne morale visée par les règles du jumelage, en l'occurrence, celle qui est tenue de produire une déclaration de revenus conformément à la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

Cet assujetti doit payer ses droits annuels d'immatriculation au ministre du Revenu plutôt qu'au registraire. Il dispose pour ce faire du même délai que pour payer son solde d'impôt au Québec relativement à l'année d'imposition qui comprend le 1er janvier de l'année donnée, c'est-à-dire dans les deux mois qui suivent la fin de son exercice financier.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.6 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Loi fiscale.*

57.7. Les articles 57.5 et 57.6 constituent une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31).

• *Dispositions applicables.*

Les articles 1000 à 1010, 1037, 1045 et 1052 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux articles 57.5 et 57.6.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera abrogé par l'article 65 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

85. L'article 80, relativement à un assujetti visé à l'article 46 ainsi que les articles 83 et 84 constituent une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

Les articles 1000 à 1010, 1037, 1045 et 1052 de la Loi sur les impôts s'appliquent aux articles 83 et 84 compte tenu des adaptations nécessaires.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 85 prévoit que l'article 80 relativement à un assujetti visé par les règles du jumelage et les articles 83 et 84 constituent une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu. Ces droits deviennent donc fiscalisés. Les articles 1000 à 1010, 1037, 1045 et 1052 de la Loi sur les impôts ainsi que les règles prévues par la Loi sur le ministère du Revenu leur sont applicables.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.7 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être complétée par l'assujetti ou une personne autorisée ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

• *Non en vigueur.*

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

2005, c. 14, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 610 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

SECTION III

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

86. L'assujetti qui omet de produire sa déclaration initiale dans le délai prévu à l'article 38 doit payer une pénalité égale aux droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de ce délai.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 86 prévoit une pénalité administrative lorsque la personne morale immatriculée sur dépôt de son acte constitutif au registre fait défaut de produire une déclaration initiale dans les 60 jours de la date de son immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Déclaration annuelle.*

30. La déclaration annuelle est dressée en simple exemplaire suivant la forme et la teneur prévue pour la déclaration d'immatriculation.

• *Droits.*

Lorsque la déclaration est produite après la période déterminée, elle doit, de plus, être accompagnée des droits prescrits par règlement.

1993, c. 48, a. 30 ; 2001, c. 20, a. 8 ;2005, c. 14, a. 12 ;[Le deuxième alinéa de cet article sera supprimé par l'article 52 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 614 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

87. L'assujetti qui omet de satisfaire à son obligation de mise à jour annuelle dans la période déterminée par règlement doit payer une pénalité égale à 50 % des droits annuels d'immatriculation prévus par la présente loi applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de cette période.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un assujetti visé à l'article 46 qui a déclaré dans sa déclaration de revenus que les informations le concernant sont à jour.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 87 impose une pénalité lorsque la déclaration de mise à jour annuelle est produite tardivement. La pénalité ne s'applique pas à la personne qui aurait produit tardivement sa mise à jour annuelle au moyen de sa déclaration de revenus si celle-ci a déclarée que les informations contenues au registre sont exactes.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 30, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Paiement des droits.*

57.3. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au registraire des entreprises au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période durant laquelle il doit produire sa déclaration annuelle ;

2° celle de la présentation d'une déclaration de radiation, d'un document visé à l'article 53 ou de tout autre document entraînant la radiation de son immatriculation.

• *Pénalité.*

L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation conformément au premier alinéa doit payer en plus une pénalité équivalant à 50 % de ces droits.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;[cet article sera modifié par l'article 61 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.].

88. L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation dans le délai prévu à l'article 82 doit payer une pénalité égale à 5 % des droits impayés et une pénalité additionnelle de 1 % de ces droits pour chaque mois entier de retard, jusqu'à concurrence de 12 mois.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un assujetti visé à l'un des articles 83 ou 84.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 88 prévoit que le défaut pour un assujetti, autre que celui tenu de produire une déclaration de revenus en vertu de la Loi sur les impôt (L.R.Q., c. I-3) (« LI »), de payer les droits annuels d'immatriculation dans le délai prévu par la loi entraîne l'application d'une pénalité administrative.

Cette pénalité est semblable à celle imposée pour retard à payer le solde d'impôt à échéance en matière fiscale.

Le deuxième alinéa crée une exception compte tenu que l'assujetti devra, suivant l'application de l'article 85, payer plutôt la pénalité fiscale sur le solde d'impôt impayé. Les droits annuels d'immatriculation font partie du calcul de son solde d'impôt.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.3, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

89. Le ministre peut renoncer en tout ou en partie à une pénalité exigible en vertu de la présente loi, sauf celle imposée en application de l'article 85, lorsque l'assujetti démontre qu'il a été dans l'impossibilité de se conformer à ses obligations dans le délai en raison de situations exceptionnelles hors de son contrôle.

Il peut également, pour les mêmes motifs, annuler en tout ou en partie une pénalité exigée en application de la présente loi, sauf si celle-ci a été imposée en application de l'article 85.

La décision du ministre est sans appel.

Le ministre fait état des renonciations ou annulations dans le sommaire statistique qu'il doit déposer à l'Assemblée nationale en vertu de l'article 94.1 de la Loi sur le ministère du Revenu.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 89 confère au ministre le pouvoir de renoncer à l'imposition d'une pénalité ou d'annuler une pénalité, en tout ou en partie, dans le cas de circonstances exceptionnelles.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Dépôt de document.*

66. Lorsque le registraire des entreprises dépose un document au registre, il doit y apposer la date du dépôt, l'inscrire à l'index des documents et ajouter son contenu à l'état des informations ou y inscrire la mention appropriée.

• *Mise à jour des informations.*

Ce dépôt opère mise à jour des informations contenues au registre.

1993, c. 48, a. 66 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 29.

CHAPITRE VI

PUBLICITÉ

90. Le registraire doit, lorsqu'il dépose un document au registre, enregistrer la date du dépôt, l'inscrire à l'index des documents et ajouter son contenu à l'état des informations ou, le cas échéant, y inscrire la mention appropriée.

Ce dépôt opère mise à jour des informations contenues au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 90 décrit les actes que doit poser le registraire lorsqu'il dépose un document au registre et prévoit qu'un tel dépôt opère mise à jour des informations contenues au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 66 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Mention de dépôt.*

67. Lorsque le registraire des entreprises ne peut, dès le dépôt d'un document, faire la mise à jour corrélative à l'état des informations et, le cas échéant, à l'index des noms, il doit y inscrire une mention à l'effet qu'un document a été déposé et que son contenu n'a pas encore été ajouté.

• *Inscription à l'état des informations.*

Lorsque le registraire des entreprises reçoit une demande en vertu de l'article 83, 84 ou 85, il doit inscrire à l'état des informations une mention à cet effet.

1993, c. 48, a. 67 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 30.

91. Le registraire doit, s'il n'a pu intégrer les informations d'un document dès son dépôt au registre, inscrire une mention à l'état des informations et, le cas échéant, à l'index des noms, que le document a été déposé mais que son contenu n'y a pas encore été ajouté.

NOTE EXPLICATIVE

L' article 91 décrit les actes que doit poser le registraire lorsqu'il ne peut intégrer les informations d'un document dès son dépôt au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 67, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

92. Le registraire inscrit, à l'état des informations de l'assujetti, la date à laquelle se termine la période déterminée par règlement du ministre pour satisfaire à son obligation de mise à jour annuelle.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 92 prévoit l'obligation pour le registraire d'inscrire à l'état des informations la date à laquelle se termine la période déterminée par règlement pour que l'assujetti satisfasse à son obligation de mise à jour annuelle.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Correction.*

68. Le registraire des entreprises peut, d'office ou sur demande, corriger un index des documents, un état des informations ou un index des noms qui n'est pas conforme aux informations déclarées par l'assujetti ou la personne visée à l'article 5.

• *Rectification.*

Il peut de plus rectifier, à l'état des informations, une adresse qui s'avère incomplète ou inexacte.

• *Correction substantielle.*

Lorsque la correction est substantielle, il l'effectue en déposant au registre un avis à cet effet dont il remet un exemplaire à l'assujetti.

_____

1993, c. 48, a. 68 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 31.

93. Le registraire peut, d'office ou sur demande, corriger un index des documents, un état des informations ou un index des noms qui n'est pas conforme aux informations déclarées par l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui.

Il peut, de plus, rectifier à l'état des informations une adresse qui s'avère incomplète ou inexacte.

Lorsque la correction est substantielle, il l'effectue en déposant au registre un avis à cet effet. Il en informe l'assujetti.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 93 permet au registraire de corriger, de sa propre initiative ou sur demande, une information inscrite au registre.

Le deuxième alinéa prévoit le pouvoir du registraire de corriger d'office toute adresse déclarée qui s'avère inexacte.

Le troisième alinéa prévoit une mesure de publicité des corrections importantes effectuées par le registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 68 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Correction.*

69. Le registraire des entreprises peut, d'office ou sur demande, corriger un document qu'il a dressé s'il est incomplet ou s'il comporte une erreur d'écriture ou quelque autre erreur matérielle.

• *Correction.*

Le registraire des entreprises peut, pour les mêmes motifs, corriger un document dressé par une autre autorité, à la demande de cette dernière.

• *Dépôt d'un avis.*

Lorsque la correction est substantielle, il l'effectue en déposant au registre un avis à cet effet dont il remet un exemplaire à l'assujetti.

• *Rétroactivité.*

La correction rétroagit à la date du dépôt du document qui en fait l'objet.

_____

1993, c. 48, a. 69 ;2002, c. 45, a. 551.

483. Le registraire des entreprises peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, corriger les certificats, avis et autres documents qu'il a dressés s'ils sont incomplets ou comportent une erreur. Il peut également, avec l'autorisation de leur signataire et dans les mêmes circonstances, corriger les documents, autres que ceux produits conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, qui lui sont transmis en vertu de la présente loi.

La correction rétroagit à la date du document qui en fait l'objet ou à la date qui devait y figurer, le cas échéant.

_____

2009, c. 52, a. 483.

484. Lorsqu'il corrige un certificat, le registraire des entreprises dépose le certificat corrigé au registre des entreprises et, s'il s'agit d'une correction substantielle, il en transmet un exemplaire à la société.

_____

2009, c. 52, a. 484.

94. Sauf si la loi y pourvoit autrement, le registraire peut, d'office ou sur demande, corriger un document qu'il a dressé s'il est incomplet ou s'il comporte une erreur d'écriture. Il en est de même à l'égard d'un document dressé par une autre autorité, sur demande de cette dernière.

Lorsque la correction est substantielle, il l'effectue en déposant au registre un avis à cet effet. Il en informe l'assujetti.

La correction rétroagit à la date du dépôt du document qui en fait l'objet.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 94 confère au registraire le pouvoir de corriger un document qu'il a lui-même dressé ou qui a été dressé par une autre autorité, s'il est incomplet ou comporte une erreur d'écriture.

Le deuxième alinéa prévoit que lorsqu'une correction substantielle doit être effectuée, le registraire doit procéder par voie d'avis déposé au registre.

Le troisième alinéa confère un caractère rétroactif à la correction en ce sens qu'elle prend effet à la date à laquelle le document original a été déposé, comme s'il n'y avait pas eu d'erreur.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 69 L.P.L.; 483, 484 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

483. Le registraire des entreprises peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, corriger les certificats, avis et autres documents qu'il a dressés s'ils sont incomplets ou comportent une erreur. Il peut également, avec l'autorisation de leur signataire et dans les mêmes circonstances, corriger les documents, autres que ceux produits conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, qui lui sont transmis en vertu de la présente loi.

La correction rétroagit à la date du document qui en fait l'objet ou à la date qui devait y figurer, le cas échéant.

_____

2009, c. 52, a. 483.

95. Le registraire peut, avec l'autorisation de l'assujetti, corriger un document que celui-ci a produit s'il est incomplet ou s'il comporte une erreur d'écriture.

Il peut également y supprimer une information, lorsqu'en vertu de la loi, il doit refuser de l'inscrire au registre.

En ces cas, il appose au document une mention de l'information corrigée ou supprimée et en informe l'assujetti.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 95 confère au registraire le pouvoir de corriger un document produit par un assujetti, avec son autorisation.

Le second alinéa confère au registraire le pouvoir de supprimer d'un tel document une information que la loi lui interdit d'inscrire au registre.

Enfin, le troisième alinéa prévoit qu'une mention de l'information corrigée ou supprimée doit être apposée au document et que l'assujetti doit en être informé.

RÉFÉRENCES

*Réf. : Droit nouveau; 483 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Annulation d'office.*

70. Le registraire des entreprises peut d'office annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration, d'un avis effectué en vertu du deuxième alinéa de l'article 43, d'un avis de clôture ou de liquidation effectué en vertu de l'article 53 ou d'un document effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73 lorsque la présentation de la déclaration, de l'avis ou du document qui y a donné lieu a été faite sans droit.

_____

1993, c. 48, a. 70 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 32 ;[Cet article sera modifié par l'article 636 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

96. Le registraire peut d'office annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration ou d'un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 lorsque la production de la déclaration ou du document qui y a donné lieu a été faite sans droit.

Il en est de même à l'égard de l'inscription ou du dépôt d'un avis de clôture ou de liquidation visé au premier alinéa de l'article 62, d'un avis visé à l'un des articles 306, 358 ou 359 du Code civil ou d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions.

Le registraire en informe l'assujetti.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 96 permet au registraire d'annuler d'office une inscription ou le dépôt de tout document dont la présente loi prévoit le dépôt au registre lorsque la production d'un tel document a été faite sans droit.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 70 L.P.L.

* Réf. d.a. : Date fixée par le gouvernement.

97. Le registraire peut annuler d'office le dépôt d'une déclaration lorsque les informations qu'elle contient n'ont pas été déclarées conformément à la loi.

Il en informe l'assujetti.

La déclaration est réputée n'avoir jamais été produite par l'assujetti.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 97 permet au registraire d'annuler, de sa propre initiative, le dépôt d'une déclaration lorsque les informations qu'elle contient n'ont pas été déclarées conformément à la loi. Le registraire doit alors en informer l'assujetti et la déclaration est réputée, dans un tel cas, n'avoir jamais été produite.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a. : Date fixée par le gouvernement.

• *Force probante.*

62. Les informations relatives à chaque assujetti font preuve de leur contenu en faveur des tiers de bonne foi à compter de la date où elles sont inscrites à l'état des informations. Les tiers peuvent par tout moyen contredire les informations contenues dans une déclaration ou dans un document transféré au registraire en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73.

• *Informations.*

Ces informations sont les suivantes :

1° le nom de l'assujetti ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec ;

3° la mention à l'effet qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile ;

5° le domicile qu'il élit aux fins de l'application de la présente loi avec mention du nom du destinataire ;

• *Non en vigueur.*

6° le nom et le domicile de chaque administrateur avec mention de la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

7° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

8° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

9° le nom, l'adresse et la qualité de la personne visée à l'article 5 ;

10° l'adresse des établissements qu'il possède au Québec en précisant celle du principal ;

11° la date à laquelle il prévoit cesser d'exister ;

12° le nom et le domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société en distinguant, dans le cas d'une société en commandite, les commandités des commanditaires connus lors de la conclusion du contrat ;

13° l'objet poursuivi par la société ;

• *Non en vigueur.*

14° le nom de l'État, de la province ou du territoire où il a été constitué et la date de sa constitution ;

• *Non en vigueur.*

15° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont la personne morale est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que le nom, le domicile et le numéro d'entreprise de toute personne morale partie à cette modification ;

16° la date de sa continuation ou de toute autre transformation.

• *Restriction.*

L'assujetti dont l'immatriculation a été radiée d'office ne peut mettre en question les informations visées au premier alinéa et contenues à l'état des informations.

1993, c. 48, a. 62 ;2005, c. 14, a. 28 ;[Cet article sera modifié par l'article 633 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

• *Opposabilité.*

82. Les informations relatives à chaque assujetti sont opposables aux tiers à compter de la date où elles sont inscrites à l'état des informations. Les tiers peuvent par tout moyen contredire les informations contenues dans une déclaration ou dans un document transféré au registraire en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73.

• *Informations.*

Ces informations sont les suivantes :

1° le nom de l'assujetti et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec ;

3° la mention à l'effet qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile ;

5° le domicile qu'il élit aux fins de l'application de la présente loi avec mention du nom du destinaire ;

• *Non en vigueur.*

6° le nom et le domicile de chaque administrateur en mentionnant la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

7° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

8° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

9° le nom, l'adresse et la qualité de la personne visée à l'article 5 ;

10° l'adresse du principal établissement qu'il possède au Québec ;

TEXTE ACTUEL

11° le nom et le domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société en distinguant, dans le cas d'une société en commandite, les commandités des commanditaires connus lors de la conclusion du contrat ;

12° l'objet poursuivi par la société ;

• *Non en vigueur.*

13° le nom de l'État, de la province ou du territoire où il a été constitué en personne morale et la date de sa constitution ;

• *Non en vigueur.*

14° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont la personne morale est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que le nom, le domicile et le numéro d'entreprise de toute personne morale partie à cette modification ;

15° la date de sa continuation ou de toute autre transformation.

• *Application de a. 2195 C.c.*

Seules les informations visées au deuxième alinéa font l'objet de la déclaration de société et de la déclaration modificative, aux fins de l'application de l'article 2195 du Code civil.

1993, c. 48, a. 82 ;2005, c. 14, a. 38 ;2009, c. 52, a. 639 ;[Cet article sera modifié par l'article 639 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

98. Sont opposables aux tiers à compter de la date où elles sont inscrites à l'état des informations et font preuve de leur contenu en faveur des tiers de bonne foi les informations suivantes relatives à l'assujetti :

1° le nom de l'assujetti et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise du Québec ;

2° tout autre nom qu'il utilise au Québec ;

3° la mention selon laquelle il est une personne physique qui exploite une entreprise ou, le cas échéant, la forme juridique qu'il emprunte en précisant la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

4° son domicile ;

5° le domicile qu'il élit avec mention du nom de la personne qu'il mandate pour recevoir les documents, aux fins de l'application de la présente loi ;

6° les nom et domicile de chaque administrateur en mentionnant la fonction qu'il occupe ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada, les nom et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ;

7° la date de l'entrée en fonction des personnes visées au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 33 et s'il y a lieu, la date de la fin de leur charge ;

8° les nom et domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, avec mention des fonctions qu'ils occupent ;

9° les nom et adresse de son fondé de pouvoir ;

10° les nom, adresse et qualité de la personne qui agit à titre d'administrateur du bien d'autrui ;

11° l'adresse des établissements qu'il possède au Québec ;

12° les nom et domicile de chaque associé avec mention qu'aucune autre personne ne fait partie de la société de personnes ou, s'il s'agit d'une société en commandite, les nom et domicile de chaque commandité ainsi que ceux des trois commanditaires ayant fourni le plus grand apport ;

13° l'objet poursuivi par la société de personnes ;

14° le nom de l'État, de la province ou du territoire où il a été constitué en personne morale et la date de sa constitution ;

15° le nom de l'État, de la province ou du territoire où la fusion ou la scission dont la personne morale est issue s'est réalisée, la date de cette fusion ou scission ainsi que les nom, domicile et numéro d'entreprise du Québec de toute personne morale partie à cette fusion ou scission ;

16° la date de sa continuation ou de toute autre transformation.

Les tiers peuvent, par tout moyen, contredire les informations contenues dans un document qui est produit au registraire ou lui est transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118.

Toutefois, l'assujetti dont l'immatriculation a été radiée d'office ne peut mettre en question les informations qu'il a déclarées et qui sont contenues à l'état des informations.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 98 prévoit les éléments contenus au registre qui sont opposables aux tiers à compter de la date de leur inscription à l'état des informations. Ces éléments font preuve de leur contenu à l'égard des tiers de bonne foi.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 62, 82 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Consultation.*

74. Toute personne peut consulter le registre.

• *Lieu.*

Non en vigueur.

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le ministre. Elle peut aussi se faire à distance.

• *Gratuité.*

La consultation est gratuite lorsqu'elle porte sur l'index des documents, sur l'état des informations ou sur l'index des noms. Elle est sujette aux droits prescrits par règlement lorsqu'elle porte sur les documents déposés.

_____

1993, c. 48, a. 74 ;1997, c. 89, a. 9 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 72 ;2009, c. 52, a. 638 ;[Le deuxième alinéa de cet article entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

99. Toute personne peut consulter le registre.

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le ministre. Elle peut aussi se faire à distance, au moyen des technologies qu'il détermine.

La consultation est gratuite. Toutefois, elle est sujette aux frais prescrits par règlement du gouvernement dans les cas qui y sont déterminés.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 99 établit les modes de consultation du registre, soit sur place, aux endroits et heures désignés par le ministre, soit à distance au moyen des technologies de l'information. Il établit également le principe de la gratuité des consultations, hormis dans les cas déterminés par règlement du gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 74 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

100. Le registraire peut, pour la période qu'il détermine, empêcher la consultation d'une information personnelle concernant un assujetti, inscrite au registre, s'il a des motifs raisonnables de croire que la diffusion de cette information représente une menace sérieuse à la sécurité de cet assujetti.

Il en est de même d'une information personnelle inscrite au registre qu'un assujetti a déclarée à l'égard d'une autre personne.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 100 confère au registraire le pouvoir d'empêcher, pour la période qu'il détermine, la consultation d'une information personnelle inscrite au registre concernant un assujetti ou une personne à l'égard de laquelle l'assujetti a déclaré une telle information, s'il a des motifs raisonnables de croire que la diffusion de cette information représente une menace sérieuse à la sécurité de cet assujetti ou de cette personne.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Transmission d'informations.*

77. Le registraire des entreprises peut fournir à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des frais que le ministre détermine avec l'approbation du gouvernement, un regroupement d'informations contenues aux états des informations.

• *Restriction.*

Les nom et adresse d'une personne physique ne peuvent toutefois faire partie d'un regroupement ni lui servir de base, sauf lorsque le regroupement est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

1993, c. 48, a. 77 ;1994, c. 14, a. 33 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 75.

101. Le registraire peut fournir à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des droits prévus par la présente loi, un regroupement d'informations contenues aux états des informations.

Les nom et adresse d'une personne physique ne peuvent toutefois faire partie d'un regroupement ni lui servir de base, sauf lorsque le regroupement est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement aux fins prévues à l'un des paragraphes 1° à 3°, 5° et 8° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 101 confère au registraire le pouvoir de fournir à toute personne qui en fait la demande, un regroupement d'informations contenues aux états des informations.

Le deuxième alinéa prévoit que les nom et adresse d'une personne physique ne peuvent faire partie d'un regroupement ni lui servir de base, sauf si le regroupement est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement pour les fins qui y sont autorisées.

RÉFÉRENCES

*Réf. : 77 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Interprétation.*

73.4. Pour l'application de la présente loi, un organisme du gouvernement comprend tout organisme visé au premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) et une entreprise du gouvernement comprend toute entreprise du gouvernement visée au troisième alinéa de cet article.

• *Interprétation.*

En outre, sont assimilées à un organisme du gouvernement les personnes désignées par l'Assemblée nationale pour exercer une fonction en relevant.

_____

2005, c. 14, a. 37.

102. Pour l'application de la présente loi, un organisme du gouvernement comprend tout organisme visé au premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) et une entreprise du gouvernement comprend toute entreprise du gouvernement visée au troisième alinéa de cet article.

Sont assimilées à un organisme du gouvernement les personnes désignées par l'Assemblée nationale pour exercer une fonction en relevant.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 102 précise le sens que doivent recevoir les expressions « organisme du gouvernement » et « entreprise du gouvernement » pour l'application de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 73.4 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

103. Malgré le premier alinéa de l'article 101, le registraire peut fournir gratuitement un regroupement d'informations lorsque celui-ci est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement ou par un établissement d'enseignement aux fins de ses recherches.

On entend par « établissement d'enseignement » un établissement d'enseignement situé au Québec qui est désigné par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'application du Programme de prêts et bourses institué en vertu de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., chapitre A-13.3).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 103, de droit nouveau, confère au registraire le pouvoir de fournir gratuitement un regroupement d'informations lorsque celui-ci est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement ou par un établissement d'enseignement aux fins de ses recherches.

Le deuxième alinéa définit l'expression « établissement d'enseignement » pour l'application de cette disposition.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Regroupement d'informations.*

77.1. La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher le ministre d'effectuer un regroupement d'informations à partir des informations provenant du registre comme si celles-ci lui avaient été fournies par le registraire des entreprises en vertu de l'article 71 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31).

_____
2006, c. 38, a. 76.

104. Malgré le deuxième alinéa de l'article 101, le ministre peut effectuer un regroupement d'informations à partir des informations provenant du registre pour l'exercice des responsabilités qui lui sont confiées par la loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 104 précise que le ministre peut effectuer un regroupement d'informations à partir des informations provenant du registre pour l'exercice de ses responsabilités.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 77.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Transmission gratuite.*

78. Le registraire des entreprises doit délivrer gratuitement à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un index des documents, d'un état des informations ou d'un index des noms.

_____
1993, c. 48, a. 78 ;1997, c. 89, a. 10 ;2002, c. 45, a. 551.

105. Le registraire doit délivrer gratuitement à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un index des documents, d'un état des informations ou d'un index des noms.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 105 prévoit l'obligation pour le registraire de délivrer gratuitement à toute personne qui le demande une copie ou un extrait d'un index des documents, d'un état des informations ou d'un index des noms.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 78 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Paiement de droits.*

79. Sur paiement des droits prescrits par règlement, le registraire des entreprises doit délivrer à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un document déposé au registre.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre relativement à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié conformément à l'article 80 est réputé conforme.

_____

1993, c. 48, a. 79 ;2001, c. 20, a. 5 ;2002, c. 45, a. 551.

106. Sur paiement des frais prescrits par règlement du gouvernement, le registraire doit délivrer à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un document déposé au registre.

Lorsqu'il s'agit d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre relativement à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement du ministre en vertu du paragraphe 2° de l'article 149, le registraire supprime de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet.

Il en est de même de toute information personnelle dont le registraire empêche la consultation en application de l'article 100 durant la période qui y est visée.

NOTE EXPLICATIVE

Sur paiement des frais prescrits par règlement du gouvernement, le registraire doit délivrer à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un document déposé au registre.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 106 prévoient que le registraire supprime de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations faisant l'objet d'une dispense établie par règlement ainsi que toute information dont le registraire empêche la consultation en application de l'article 100.

R? 15/06/2010 15h26T?
V? DOSSIER: REQ
NIN P-45.1.-106

RÉFÉRENCES

* Réf. : 79 L.P.L

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Copie certifiée.*

80. Le registraire des entreprises doit aussi, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, certifier conforme la copie ou l'extrait qu'il délivre.

_____

1993, c. 48, a. 80 ;1997, c. 89, a. 11 ;2002, c. 45, a. 551.

107. Le registraire doit également, sur demande et sur paiement des frais prescrits par règlement du gouvernement, certifier conforme la copie ou l'extrait qu'il délivre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 107 permet au registraire de certifier, sur demande et sur paiement des frais prescrits par règlement du gouvernement, la conformité avec l'original des copies ou extraits du registre qu'il délivre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 80 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Attestation.*

81. Le registraire des entreprises doit, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, attester qu'une personne, une société ou un groupement est ou n'est pas :

1° immatriculé ;

2° en défaut de déposer une déclaration annuelle ;

3° en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38 ;

4° en voie de dissolution ;

5° radié.

• *Période de dépôt de la déclaration annuelle.*

Dans le cas d'une personne morale visée à l'article 26.1, l'attestation prévue au paragraphe 2° du premier alinéa est délivrée en considérant que la période de dépôt de la déclaration annuelle pour l'année en cours est la même que celle de l'année précédente sauf si la personne morale confirme, par écrit, au registraire des entreprises, sa période de dépôt de la déclaration annuelle pour cette année.

_____

1993, c. 48, a. 81 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 77.

108. Le registraire doit, sur demande et sur paiement des droits prévus par la présente loi, délivrer une attestation selon laquelle une personne, une société de personnes ou un groupement de personnes est ou n'est pas :

1° immatriculé ;

2° en défaut de se conformer à son obligation de mise à jour annuelle ;

3° en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73 ;

4° radié.

De plus, il doit, aux mêmes conditions, attester qu'un assujetti est en voie de liquidation ou de dissolution lorsqu'une déclaration, un avis ou un jugement à cet effet lui a été transmis.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, l'attestation à l'égard d'une personne morale visée à l'article 46 est délivrée en considérant que la période déterminée par règlement pour sa mise à jour annuelle applicable pour l'année en cours demeure inchangée, sauf si la personne morale confirme par écrit au registraire une nouvelle période applicable pour cette année.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 108 prévoit l'obligation pour le registraire de délivrer, sur demande et sur paiement des droits prévus par la présente loi, une attestation permettant de prouver à un tiers qu'une personne, une société de personnes ou un

groupement de personnes est ou n'est pas immatriculé, radié, en voie de dissolution ou de liquidation, ou en défaut de respecter certaines obligations prévues par la Loi.

Le troisième alinéa prévoit une présomption selon laquelle la période pour produire une déclaration de mise à jour annuelle d'une personne morale demeure inchangée, sauf avis contraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 81 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

6. Tout document produit sur support papier, même s'il s'agit d'une annexe à une formule fournie ou autorisée, doit respecter les conditions de forme suivantes :

1° être constitué de feuilles de papier de qualité Bond numéro 7, de format 216 mm sur 280 mm ou de format 216 mm sur 355 mm et dont la masse varie entre 75 et 90 g/m2 à la rame ;

2° contenir une marge minimale de 25 mm en haut et en bas ainsi qu'une marge minimale de 15 mm à gauche et à droite.

_____

D. 1856-93, a. 6 ;D. 939-94, a. 2 ;D. 1186-2005, a. 3.

7. Tout document sur support papier doit être lisible et propre à être photocopié et microfilmé. Il doit être dactylographié ou imprimé, à l'exception de celui produit par une personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec ou par une société. Tous les espaces pertinents doivent être remplis et contenir un maximum de 6 caractères au centimètre, si le texte est dactylographié ou imprimé.

Il doit aussi contenir une rubrique pour chaque sujet traité.

Les requêtes, les lettres patentes, les statuts ou leurs annexes sur support papier doivent être rédigés uniquement au recto.

Les déclarations, les copies des jugements et les autres documents sur support papier peuvent être rédigés au recto et au verso.

_____

D. 1856-93, a. 7 ;D. 939-94, a. 3 ;D. 1186-2005, a. 4.

8. Un document ne peut contenir que :

1° des lettres en caractères latins sans accent, à l'exclusion des lettres doubles, hormis la lettre double « Æ » ;

1.1° des lettres en caractères latins avec accent ou signe diacritique parmi les suivantes : À Â Á Å Ã Ä É È Ê Ë Î Ï Ì Í Ô Ó Ò Ö Õ Ù Û Ü Ú Ý Ç Ñ ;

2° des chiffres en caractères arabes ou romains ;

3° des signes ou des symboles parmi les suivants : Ð Ø ! ¡ @ « » " # $ % & ' ( ) * + , . - _ / \ | : ; = [ ] { } ? < > ® ° ¢ ©.

_____

D. 1856-93, a. 8 ;D. 1186-2005, a. 5.

CHAPITRE VII

POUVOIRS DU MINISTRE ET ADMINISTRATION

SECTION I

GESTION DES DOCUMENTS

§1. — *Dispositions générales*

109. Malgré toute disposition législative inconciliable, la forme et les modalités de transmission des documents qui doivent être produits au registraire ou lui être transférés sont déterminées par le ministre en fonction du support ou de la technologie utilisé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 109 confère au ministre du Revenu le pouvoir de déterminer la forme et les modalités de transmission des documents qui doivent être produits au registraire ou lui être transférés, et ce, malgré toute disposition législative inconciliable.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 6, 7, 8 R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

110. Lorsqu'ils sont transmis séparément, un document annexé à un autre ou un document dont la loi exige qu'il soit joint à un autre, sont réputés avoir été reçus par le registraire au moment où il reçoit le dernier d'entre eux.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 110 prévoit une présomption de réception à un seul moment dans les cas où des documents se rapportant à une même demande sont transmis séparément.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

111. La forme et les modalités de transmission des documents dressés par le registraire en vertu de la loi sont déterminées par le ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L' article 111 confère au ministre du Revenu le pouvoir de déterminer la forme et les modalités de transmission des documents dressés par le registraire en vertu de la loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

§2. — *Transmission de documents technologiques*

112. Les modalités de signature des documents technologiques au sens de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.R.Q., chapitre C-1.1) produits au registraire, y compris ce qui peut en tenir lieu, sont déterminées par le ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 112 confère au ministre du Revenu le pouvoir de déterminer les modalités de signature des documents technologiques produits au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

113. Est présumé autorisé à dresser, à signer et à transmettre un document au nom d'une personne tenue de le produire et de le signer en vertu de la loi, celui qui transmet au registraire ce document sur un support faisant appel à la technologie et qui s'est assuré, préalablement à la transmission, de l'identité et du consentement de la personne pour qui il agit.

Lorsqu'un représentant de la personne tenue de produire et de signer un document confie à un tiers la transmission du document dans les circonstances décrites au premier alinéa, il appartient à ce représentant de procéder à la vérification d'identité et de s'assurer du consentement de la personne conformément à cet alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 113 établit une présomption ayant pour objet de permettre de relier la signature de la personne au document transmis et, par extension, aux déclarations contenues dans ce document.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

114. Le ministre peut exiger d'un intermédiaire qui transmet régulièrement des documents au registraire qu'un document à produire en vertu de la loi soit transmis sur un support ou par un mode de transmission spécifique, selon les modalités et conditions qu'il détermine.

On entend par « intermédiaire » une personne ou un groupement de personnes qui, dans le cadre de ses activités, agit pour le compte d'autrui pour dresser ou transmettre des documents relatifs aux personnes morales ou destinés à être déposés au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 114 prévoit que le ministre peut exiger d'un intermédiaire qui transmet régulièrement des documents au registraire, de les transmettre sur un support ou par un mode de transmission spécifique.

Le deuxième alinéa définit ce qu'on entend par « intermédiaire ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

115. Le ministre établit, en fonction du support et du mode de transmission utilisés, le moment à compter duquel un document technologique est considéré reçu par le registraire.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 115 confère au ministre du Revenu le pouvoir d'établir, en fonction du support et du mode de transmission utilisés, le moment de réception d'un document technologique par le registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Accord avec un ministère ou organisme.*

16. Le ministre peut conclure un accord avec un ministère ou un organisme du gouvernement en vue de favoriser l'exécution des fonctions du registraire des entreprises.

• *Accord avec un autre gouvernement.*

Le ministre peut, conformément à la loi et avec l'autorisation du gouvernement, conclure un accord avec tout ministère ou organisme d'un autre gouvernement en vue de favoriser l'exécution des fonctions du registraire des entreprises.

_____
1982, c. 52, a. 16 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 9.

SECTION II

CONCLUSION D'ENTENTES

116. Le ministre peut conclure une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement en vue de favoriser l'exécution des fonctions du registraire.

Le ministre peut, conformément à la loi, conclure une telle entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 116 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure une entente en vue de favoriser l'exécution des fonctions du registraire avec un ministère ou un organisme du gouvernement. Le deuxième alinéa permet par ailleurs au ministre de conclure une telle entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 16 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

117. Le ministre peut, aux fins de l'immatriculation d'un assujetti, conclure une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre la communication d'une information ou le transfert d'un document qu'une personne, une société de personnes ou un groupement de personnes a déclarée ou produit en vertu d'une autre loi.

Il peut également conclure une telle entente pour la mise à jour d'une information que l'assujetti doit déclarer en vertu de la présente loi.

Le ministère ou l'organisme ne communique au registraire que les informations exigées par la présente loi.

Le ministère ou l'organisme doit informer la personne, la société de personnes ou le groupement de personnes que l'information sera communiquée au registraire ou que le document lui sera transféré, le cas échéant.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 117 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure, aux fins de l'immatriculation d'un assujetti, une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre la communication d'une information déclarée ou le transfert d'un document produit en vertu d'une autre loi.

Le deuxième alinéa confère au ministre le pouvoir de conclure une telle entente pour la mise à jour d'une information que l'assujetti doit déclarer en vertu de la présente loi.

Les troisième et quatrième alinéas prévoient par ailleurs l'obligation pour le ministère ou l'organisme concerné de ne communiquer au registraire que les informations exigées par la présente loi ainsi que l'obligation d'informer la personne, la société de personnes ou le groupement de personnes, de la communication de l'information au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

118. Le ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente ayant le même objet que celle visée à l'article 117, avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 118 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure, aux fins de l'immatriculation d'un assujetti ou de la mise à jour d'une information à déclarer en vertu de la présente loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, pour permettre qu'une information déclarée ou qu'un document produit auprès de cette autre juridiction soit communiquée ou transféré au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Entente avec un ministère ou un organisme.*

73.1. Le ministre peut conclure des ententes écrites avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre à ce ministère ou à cet organisme d'exercer le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société, un groupement ou une personne morale. Ces ententes peuvent notamment porter sur l'exercice des attributions visées aux articles 74, 78 et 80.

• *Pouvoirs.*

Le ministère ou l'organisme partie à l'entente exerce, aux conditions et selon les limites convenues dans l'entente, tout ou partie des pouvoirs du registraire des entreprises.

• *Entente.*

Tout ministère ou organisme du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

_____

1997, c. 89, a. 8 ; 2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 69.

119. Le ministre peut, sur recommandation du registraire, conclure une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour lui permettre d'immatriculer une personne physique, une société de personnes, une personne morale ou un groupement de personnes. Cette entente peut également porter sur l'exercice des attributions visées aux articles 105 à 107.

Le ministère ou l'organisme exerce, aux conditions et selon les limites convenues dans l'entente, tout ou partie des pouvoirs du registraire.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 119 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure, sur recommandation du registraire, une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour lui permettre d'immatriculer une personne physique, une société de personnes, une personne morale ou un groupement de personnes.

Le deuxième alinéa prévoit par ailleurs que le ministère ou l'organisme concerné exerce, aux conditions et selon les limites convenues dans l'entente, tout ou partie des pouvoirs du registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 73.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Communication d'une information.*

73.2. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique une information contenue dans un document produit par un assujetti en vertu de la présente loi lorsque cette information doit également être communiquée par l'assujetti à ce ministère, à cet organisme ou à cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Information préalable.*

Le registraire des entreprises doit informer l'assujetti avant de transférer une information le concernant.

_____

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 70.

120. Le ministre peut conclure une entente avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour permettre au registraire de communiquer une information déclarée par un assujetti en vertu de la présente loi lorsqu'une telle information doit également être déclarée à ce ministère, cet organisme ou cette entreprise en vertu d'une autre loi.

Le ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente ayant le même objet avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

Le registraire informe l'assujetti que l'information sera communiquée au ministère, à l'organisme ou à l'entreprise du gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 120 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure une entente avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour permettre au registraire de communiquer une information déclarée par un assujetti en vertu de la présente loi lorsqu'une telle information doit également être déclarée à ce ministère, cet organisme ou cette entreprise en vertu d'une autre loi.

Le deuxième alinéa confère au ministre le pouvoir de conclure une telle entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

Le troisième alinéa prévoit par ailleurs l'obligation pour le registraire d'informer l'assujetti lorsqu'il procède à la communication d'une information en application du premier ou du deuxième alinéa.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 73.2 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Communication du registre.*

73.3. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique la totalité des informations contenues au registre et les modifications subséquentes qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Restrictions.*

Le ministère, l'organisme ou l'entreprise du gouvernement qui reçoit les informations contenues au registre conformément au premier alinéa ne peut, à partir de ces informations :

1° effectuer pour un tiers un regroupement d'informations ;

2° effectuer pour ses propres fins un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement d'informations est effectué aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

• *Avis.*

Une entente visée au premier alinéa doit être soumise à la Commission d'accès à l'information pour avis. L'article 70 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels s'applique à un telle entente compte tenu des adaptations nécessaires.

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 71.

121. Le ministre peut conclure une entente avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire lui communique tout ou partie des informations contenues au registre et les mises à jour qui y sont apportées.

Une telle entente ne peut être conclue que si cette communication est nécessaire aux attributions du ministère, de l'organisme ou de l'entreprise du gouvernement.

Le ministère, l'organisme ou l'entreprise du gouvernement qui reçoit les informations contenues au registre ne peut les utiliser :

1° pour effectuer un regroupement d'informations pour un tiers ;

2° pour effectuer pour ses propres fins un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement est effectué aux fins prévues à l'un des paragraphes 1° à 3°, 5° et 8° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

NOTE EXPLICATIVE

Les premier et deuxième alinéas de l'article 121 confèrent au ministre le pouvoir de conclure une entente avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour communiquer tout ou partie des informations contenues au registre et leurs mises à jour subséquentes lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise du gouvernement.

Le troisième alinéa interdit au ministère, à l'organisme ou à l'entreprise du gouvernement qui reçoit l'information, d'effectuer, à partir des informations communiquées par le registraire, un regroupement d'informations pour un tiers.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 73.3, 1° à 3° L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

122. Le ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente ayant le même objet que celle visée au premier alinéa de l'article 121 avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

Une telle entente doit prévoir les restrictions mentionnées aux paragraphes 1° et 2° du troisième alinéa de cet article.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 122 confère au ministre du Revenu le pouvoir de conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, pour que le registraire lui communique tout ou partie des informations contenues au registre et les mises à jour qui y sont apportées.

Le deuxième alinéa précise qu'une telle entente doit prévoir les restrictions mentionnées aux paragraphes 1° et 2° du troisième alinéa de l'article 121, relatives aux regroupements d'informations effectués à partir des informations communiquées.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Entente avec un ministère.*

72. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre le dépôt au registre d'un document qui a été produit par un assujetti auprès de ce ministère ou organisme en vertu d'une autre loi et qui contient les mêmes informations qu'une déclaration annuelle ou modificative.

• *Transfert de document.*

Tout ministère ou organisme est habilité à conclure une telle entente et à transférer au registraire des entreprises pour dépôt au registre le document visé au premier alinéa.

• *Informations non requises.*

Lorsque le document contient des informations qui ne sont pas requises pour les fins du registre, le ministère ou l'organisme ne transfère au registraire des entreprises qu'un document contenant les informations requises.

• *Information préalable.*

Le ministère ou l'organisme doit informer l'assujetti avant de transférer un document qui comporte des informations le concernant.

_____

1993, c. 48, a. 72 ; 2002, c. 45, a. 551 ; 2005, c. 14, a. 34 ;2006, c. 38, a. 66.

• *Entente avec un ministère ou un organisme.*

73.1. Le ministre peut conclure des ententes écrites avec un ministère ou un organisme du gouvernement pour permettre à ce ministère ou à cet organisme d'exercer le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société, un groupement ou une personne morale. Ces ententes peuvent notamment porter sur l'exercice des attributions visées aux articles 74, 78 et 80.

• *Pouvoirs.*

Le ministère ou l'organisme partie à l'entente exerce, aux conditions et selon les limites convenues dans l'entente, tout ou partie des pouvoirs du registraire des entreprises.

• *Entente.*

Tout ministère ou organisme du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

_____

1997, c. 89, a. 8 ; 2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 69.

• *Communication d'une information.*

73.2. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique une information contenue dans un document produit par un assujetti en vertu de la présente loi lorsque cette information doit également être communiquée par l'assujetti à ce ministère, à cet organisme ou à cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Information préalable.*

Le registraire des entreprises doit informer l'assujetti avant de transférer une information le concernant.

_____

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 70.

• *Communication du registre.*

73.3. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique la totalité des informations contenues au registre et les modifications subséquentes qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Restrictions.*

Le ministère, l'organisme ou l'entreprise du gouvernement qui reçoit les informations contenues au registre conformément au premier alinéa ne peut, à partir de ces informations :

1° effectuer pour un tiers un regroupement d'informations ;

2° effectuer pour ses propres fins un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement d'informations est effectué aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

• *Avis.*

Une entente visée au premier alinéa doit être soumise à la Commission d'accès à l'information pour avis. L'article 70 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels s'applique à un telle entente compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 71.

123. Pour l'application de la présente section, tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure avec le ministre les ententes qui y sont visées et à communiquer les informations ou à transmettre les documents au registraire.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 123 prévoit l'habilitation de tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement à conclure avec le ministre du Revenu les ententes qui y sont visées et à communiquer les informations ou à transmettre les documents au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 72, 2° al., 73.1, 3° al., 73.2, 2° al., 73.3, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Pouvoirs.*

8. Le registraire des entreprises peut, pour vérifier l'application d'une loi mentionnée à l'annexe I, ou d'un règlement ou d'une règle adopté en vertu d'une telle loi, entrer, à toute heure raisonnable, dans un lieu où s'exercent des activités régies par une telle loi, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce relatif à l'application d'une telle loi, d'un tel règlement ou d'une telle règle.

_____

1982, c. 52, a. 8 ;1986, c. 95, a. 157 ; 2002, c. 45, a. 527 ;2006, c. 38, a. 4.

• *Délégation de pouvoirs.*

11. Le registraire des entreprises peut, parmi les fonctionnaires qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces fonctionnaires à exercer tout ou partie des pouvoirs que lui confèrent les articles 8 à 10.

_____

1982, c. 52, a. 11 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 7.

• *Identification.*

13.1. Sur demande, le registraire des entreprises ou toute personne autorisée par lui à faire une inspection ou une enquête doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité.

_____

1986, c. 95, a. 160 ; 2002, c. 45, a. 540.

CHAPITRE VIII

INSPECTION ET ENQUÊTE

124. Le registraire ou tout fonctionnaire visé à l'article 4 qu'il autorise à cette fin peut faire toute inspection pour vérifier l'application de la présente loi ou d'une disposition d'une loi mentionnée à l'annexe III à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Lors d'une inspection, le registraire ou l'inspecteur s'identifie et, sur demande, exhibe un certificat attestant sa qualité.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 124 confère au registraire ainsi qu'à tout fonctionnaire autorisé, visé à l'article 4, le pouvoir de faire des inspections pour vérifier l'application de la présente loi ou d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Le deuxième alinéa prévoit l'obligation pour le registraire ou l'inspecteur de s'identifier et, sur demande, d'exhiber un certificat attestant sa qualité.

R? 23/03/2010 13h37T?
V? DOSSIER: REQ
NIN P-45.1.-124

RÉFÉRENCES

* Réf. : 8, 11, 13.1 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Pouvoirs.*

8. Le registraire des entreprises peut, pour vérifier l'application d'une loi mentionnée à l'annexe I, ou d'un règlement ou d'une règle adopté en vertu d'une telle loi, entrer, à toute heure raisonnable, dans un lieu où s'exercent des activités régies par une telle loi, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce relatif à l'application d'une telle loi, d'un tel règlement ou d'une telle règle.

1982, c. 52, a. 8 ;1986, c. 95, a. 157 ; 2002, c. 45, a. 527 ;2006, c. 38, a. 4.

125. Le registraire ou l'inspecteur autorisé peut, pour l'application de la présente loi ou d'une disposition d'une loi mentionnée à l'annexe III à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire :

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un lieu où s'exercent des activités régies par une telle loi et en faire l'inspection ;

2° exiger tout renseignement relatif à l'application d'une telle loi ou d'une telle disposition ;

3° demander d'avoir accès, à des heures raisonnables, aux objets qui portent des documents qu'il doit inspecter, de manière à pouvoir consulter ces documents et à en obtenir copie, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements relatifs à l'application d'une telle loi ou d'une telle disposition.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 125 délimite les pouvoirs du registraire ou de l'inspecteur autorisé en ce qui a trait à l'accès aux lieux faisant l'objet d'une inspection, aux renseignements qu'il peut exiger et aux documents qu'il peut consulter et dont il peut obtenir copie.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 8 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Acquiescement.*

43. Nul ne doit entraver ou tenter d'entraver de quelque façon que ce soit une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire.

1972, c. 22, a. 43.

• *Infraction et peine.*

61. Quiconque contrevient aux articles 38, 39, 43 ou à l'article 1015 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), aux articles 59 et 63 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou aux articles 60 et 62 de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), commet une infraction et, en outre de toute pénalité prévue par la présente loi, est passible d'une amende d'au moins 800 $ et d'au plus 10 000 $ ou, malgré l'article 231 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), à la fois de cette amende et d'un emprisonnement d'au plus six mois.

1972, c. 22, a. 61 ;1974, c. 17, a. 5 ;1976, c. 27, a. 12 ;1983, c. 43, a. 8 ;1986, c. 15, a. 214 ;1990, c. 4, a. 592 ;1990, c. 7, a. 228 ;1992, c. 31, a. 17 ;1992, c. 61, a. 407 ;D. 1018-93 ;1997, c. 85, a. 354 ;2000, c. 25, a. 21 ;2001, c. 9, a. 135 ;D. 984-2005 ;2004, c. 4, a. 27.

126. Il est interdit de nuire au registraire ou à l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, de l'induire en erreur ou de tenter de le faire, de négliger ou de refuser de lui obéir, de cacher ou de détruire un document utile à une inspection.

Toute personne faisant l'objet d'une inspection est tenue de prêter assistance au registraire ou à l'inspecteur. De même, toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle d'un document visé au paragraphe 3° de l'article 125 doit, sur demande, lui en donner communication et lui en faciliter l'examen.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 126 énumère les formes d'entrave au travail du registraire ou de l'inspecteur que la présente loi interdit.

Le deuxième alinéa prévoit l'obligation de leur prêter assistance ainsi que l'obligation de leur donner communication d'un document faisant l'objet d'une inspection et de leur en faciliter l'examen.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau ; 43, 61 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Immunité.*

20. Le registraire des entreprises ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

_____
1982, c. 52, a. 20 ;1997, c. 35, a. 2 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 10.

127. Le registraire ou l'inspecteur ne peut être poursuivi en justice pour les actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 127 confère au registraire ainsi qu'à l'inspecteur une immunité contre les poursuites qui pourraient être intentées en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 20 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Enquête.*

9.1. Le registraire des entreprises peut faire toute enquête afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à une loi mentionnée à l'annexe I ou à un règlement ou à une règle adopté en vertu d'une telle loi a été commis ou est sur le point de l'être.

_____

1986, c. 95, a. 159 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 6.

• *Délégation de pouvoirs.*

11. Le registraire des entreprises peut, parmi les fonctionnaires qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces fonctionnaires à exercer tout ou partie des pouvoirs que lui confèrent les articles 8 à 10.

_____

1982, c. 52, a. 11 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 7.

• *Identification.*

13.1. Sur demande, le registraire des entreprises ou toute personne autorisée par lui à faire une inspection ou une enquête doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité.

_____

1986, c. 95, a. 160 ; 2002, c. 45, a. 540.

128. Le registraire ou toute personne que le ministre autorise à cette fin peut faire toute enquête en vue de réprimer une infraction à la présente loi ou à une disposition d'une loi mentionnée à l'annexe III à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Lors d'une enquête, le registraire ou l'enquêteur s'identifie et, sur demande, exhibe un certificat attestant sa qualité.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 128 confère au registraire ainsi qu'à la personne autorisée à cette fin par le ministre, le pouvoir de faire des enquêtes en vue de réprimer une infraction à la présente loi ou à une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Le deuxième alinéa prévoit l'obligation pour le registraire ou l'enquêteur de s'identifier et, sur demande, d'exhiber un certificat attestant sa qualité.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 9.1, 11, 13.1 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Pouvoirs de commissaires.*

12. Pour ses enquêtes, le registraire des entreprises ou la personne qu'il autorise est investi des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37). Toutefois, il ne peut punir une personne pour mépris de cour.

• *Dispositions applicables.*

Les articles 307 à 309 du Code de procédure civile (chapitre C-25) s'appliquent aux témoins entendus lors d'une enquête.

1982, c. 52, a. 12 ; 2002, c. 45, a. 540.

129. Pour la conduite d'une enquête, le registraire ou l'enquêteur est investi des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 129 confère au registraire ainsi qu'à l'enquêteur les pouvoirs et l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sauf le pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 12 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Examen des biens saisis.*

13.2. Le registraire des entreprises doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, registre, livre, papier ou autre chose saisi par leur propriétaire ou par la personne qui les détenait lors de la saisie.

_____
1986, c. 95, a. 160 ; 2002, c. 45, a. 540.

130. Le registraire doit permettre l'examen de tout document, registre, livre, papier ou autres choses saisis dans le cadre d'une inspection ou d'une enquête, sur demande de leur propriétaire ou de la personne qui les détenait lors de la saisie.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 130 prévoit l'obligation pour le registraire de permettre l'examen des choses saisies dans le cadre d'une inspection ou d'une enquête sur demande de leur propriétaire ou de celui qui en avait la possession au moment de la saisie.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 13.2 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Confidentialité.*

14. Le registraire des entreprises et tout fonctionnaire visé à l'article 11 ne doivent communiquer ou permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un rapport fourni en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

• *Disposition applicable.*

Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

1982, c. 52, a. 14 ;1987, c. 68, a. 80 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 8.

131. Le registraire et toute personne autorisée à faire une inspection ou une enquête ne doivent communiquer ni permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue dans le cadre d'une inspection ou d'une enquête, ni permettre l'examen d'un rapport qui en résulte.

Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 131 interdit la communication d'une information obtenue dans le cadre d'une inspection ou d'une enquête de même que l'examen d'un rapport qui en résulte, à une personne autre que celle qui a été autorisée spécifiquement par le ministre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 14 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Demande d'annulation.*

84. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration, d'un avis effectué en vertu du deuxième alinéa de l'article 43, d'un avis de clôture ou de liquidation effectué en vertu de l'article 53 ou d'un document effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73 lorsque la présentation de la déclaration, de l'avis ou du document qui y a donné lieu a été faite sans droit.

_____

1993, c. 48, a. 84 ;2005, c. 14, a. 39 ;[Cet article sera modifié par l'article 641 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

CHAPITRE IX

RECOURS

SECTION I

RECOURS ADMINISTRATIFS

132. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par la présente loi, demander au registraire d'annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration ou d'un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 lorsque la production de la déclaration ou du document qui a donné lieu à l'inscription ou au dépôt a été faite sans droit.

Il en est de même à l'égard de l'inscription ou du dépôt d'un avis de clôture ou de liquidation visé au premier alinéa de l'article 62, d'un avis visé à l'un des articles 306, 358 ou 359 du Code civil ou d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 132 permet à un intéressé de demander l'annulation d'une inscription ou du dépôt au registre d'une déclaration, d'un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 ou de certains avis produits en vertu de la présente loi, du Code civil ou de la Loi sur les sociétés par actions,

lorsque la production du document qui a donné lieu à l'inscription ou au dépôt a été faite sans droit.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 84 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Rectification ou suppression.*

85. Un intéressé autre que l'assujetti peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises de rectifier ou de supprimer une information inexacte qui apparaît au registre.

_____

1993, c. 48, a. 85 ;2002, c. 45, a. 551.

133. Un intéressé autre que l'assujetti peut, sur paiement des droits prévus par la présente loi, demander au registraire de rectifier ou de supprimer une information inexacte qui figure au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 133 permet la rectification ou la suppression d'une information inexacte qui figure au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 85 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Demande de changement de nom.*

83. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'ordonner à un assujetti de changer le nom qu'il utilise aux fins de l'exercice de ses activités, autre que celui sous lequel il a été constitué, ou de cesser d'utiliser tout nom, s'il n'est pas conforme à la loi ou aux règlements.

• *Exception.*

Le premier alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui s'immatricule volontairement et qui, à cette fin, ne déclare que ses nom de famille et prénom.

_____

1993, c. 48, a. 83 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 640 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

25. Toute personne intéressée peut, sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement, demander au registraire des entreprises d'imposer à une société le remplacement ou la modification de son nom s'il n'est pas conforme aux dispositions de l'article 16.

Avant de rendre sa décision, le registraire des entreprises doit, conformément à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3), aviser les personnes visées et leur donner l'occasion de présenter leurs observations.

_____

2009, c. 52, a. 25.

134. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par la présente loi, demander au registraire d'imposer à un assujetti qu'il remplace ou modifie le nom qu'il utilise aux fins de l'exercice de son activité, autre que celui sous lequel il a été constitué, ou qu'il cesse d'utiliser tout nom, s'il n'est pas conforme à la présente loi.

Le premier alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui est immatriculée volontairement sous son nom.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 134 permet à un intéressé de demander au registraire qu'il impose à un assujetti qu'il remplace ou modifie le nom qu'il utilise aux fins de l'exercice de ses activités, autre que celui sous lequel il a été constitué, ou qu'il cesse d'utiliser tout nom, s'il n'est pas conforme à la présente loi.

Le deuxième alinéa prévoit que cette règle ne s'applique pas à une personne physique qui est immatriculée sous son nom.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 83 L.P.L; 25 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

135. Le registraire porte une mention au registre qu'une demande visée à l'un des articles 132 à 134 lui a été soumise.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 135 prévoit l'obligation pour le registraire de porter une mention au registre selon laquelle une demande visée à l'un des articles 132 à 134 lui a été soumise.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Observations.*

86. Le registraire des entreprises doit, avant de rendre une décision, permettre à toutes les parties intéressées de présenter leurs observations.

_____

1993, c. 48, a. 86 ;2002, c. 45, a. 551.

5. L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable:

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier.

• *Urgence.*

Il est fait exception à ces obligations préalables lorsque l'ordonnance ou la décision est prise dans un contexte d'urgence ou en vue d'éviter qu'un préjudice irréparable ne soit causé aux personnes, à leurs biens ou à l'environnement et que, de plus, la loi autorise l'autorité à réexaminer la situation ou à réviser la décision.

_____

1996, c. 54, a. 5.

136. Avant de rendre sa décision, le registraire doit, conformément à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3), aviser les personnes intéressées et leur donner l'occasion de présenter leurs observations.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 136 précise que le registraire doit, avant de rendre sa décision, se conformer à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative, en avisant les personnes intéressées par le recours et en leur donnant l'occasion de présenter leurs observations.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 86 L.P.L; 5 L.J.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Décision motivée.*

87. La décision du registraire des entreprises doit être écrite, motivée, signée et être déposée au registre. Un exemplaire de la décision est transmis sans délai à chacune des parties.

• *Décision exécutoire.*

Elle est exécutoire à l'expiration du délai d'appel prévu à l'article 91.

_____

1993, c. 48, a. 87 ;2002, c. 45, a. 551 ;[Cet article sera modifié par l'article 642 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

137. La décision du registraire doit être motivée. Elle est déposée au registre et une copie de celle-ci est transmise sans délai aux personnes intéressées.

La décision est exécutoire à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif du Québec.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 137 prévoit que la décision du registraire doit être motivée et déposée au registre et qu'une copie doit être transmise sans délai aux personnes intéressées.

Le deuxième alinéa précise que la décision devient exécutoire à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif du Québec.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 87 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Dépôt de l'ordonnance.*

88. À l'expiration du délai d'appel, le registraire des entreprises dépose l'ordonnance rendue en vertu de l'article 83 au greffe de la Cour supérieure du district du domicile de l'assujetti, de celui de l'adresse de son principal établissement au Québec ou de celle de son fondé de pouvoir.

• *Effet.*

Le dépôt de l'ordonnance lui confère alors la même force et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement de la Cour supérieure.

_____

1993, c. 48, a. 88 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Certificat.*

13. Lorsqu'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale n'est pas payé, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû; ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

• *Certificat.*

Ce certificat peut être délivré par le ministre en tout temps dès que la dette devient exigible.

• *Jugement.*

Lorsqu'un tel certificat est produit au greffe du tribunal compétent, le greffier inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur du sous-ministre pour le montant prévu au certificat et pour les dépens, contre la personne tenue au paiement de la dette en cause.

• *Effets.*

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets, sauf à l'égard des intérêts sur le montant accordé, lesquels se calculent au taux fixé à l'article 28 et se capitalisent quotidiennement.

_____

1972, c. 22, a. 13;1990, c. 7, a. 220;1991, c. 67, a. 560;1997, c. 3, a. 81;1997, c. 85, a. 337 ;2004, c. 21, a. 506.

138. À l'expiration du délai pour former le recours, le registraire dépose la décision rendue en vertu de l'article 137 au greffe de la Cour supérieure du district du domicile de l'assujetti, de celui de l'adresse de son principal établissement au Québec ou de celle de son fondé de pouvoir.

Le dépôt de la décision lui confère alors la même force et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement de la Cour supérieure.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 138 prévoit qu'à l'expiration du délai pour contester la décision du registraire devant le Tribunal administratif du Québec, le registraire doit déposer la décision qu'il a rendue en vertu de l'article 137 à la Cour supérieure. Le dépôt de la décision lui confère la même force et le même effet qu'un jugement de cette cour.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 88 L.P.L; 13 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Appel.*

90. Il peut être interjeté appel d'une décision du registraire des entreprises prise en vertu de l'article 70 ou de la section I.

• *Appel.*

Il peut également être interjeté appel du refus du registraire des entreprises d'immatriculer un assujetti ou de déposer au registre un document, au motif que le nom qu'il déclare n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13.

• *Exécution malgré l'appel.*

L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision prise en vertu de l'article 18, 19, 24, 31, 42 ou 48.

_____

1993, c. 48, a. 90 ;1997, c. 89, a. 12 ;2002, c. 45, a. 551.

485. Toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de sa notification, contester devant le Tribunal administratif du Québec une décision du registraire des entreprises rendue en application de la présente loi.

_____

2009, c. 52, a. 485.

SECTION II

RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

139. Toute personne intéressée peut contester devant le Tribunal administratif du Québec :

1° une décision du registraire rendue en vertu de la section I ou de l'un des articles 96 ou 97 ;

2° un refus du registraire d'immatriculer un assujetti ou de déposer au registre une déclaration ou un document, au motif que le nom qu'il déclare n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

De plus, l'assujetti peut contester devant ce tribunal une décision du registraire rendue en vertu de l'un des articles 20, 36, 63, 64, 70, 72 ou 86 à 88.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 139 confère à toute personne intéressée la possibilité de contester devant le Tribunal administratif du Québec certaines décisions du registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 90 L.P.L.; 485 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Transmission au greffe.*

92. Dès la signification de la requête, le registraire des entreprises transmet le dossier relatif à la décision qui fait l'objet de l'appel au greffe de la Cour du Québec.

• *Avis de signification.*

Dans le cas où l'appel porte sur une décision prise en vertu de la section I, le registraire des entreprises dépose un avis de la signification de la requête au registre.

1993, c. 48, a. 92 ;2002, c. 45, a. 551.

140. Le registraire dépose un avis de la contestation au registre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 140 précise que le registraire doit déposer un avis de la contestation au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 92, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Décision de la Cour.*

95. La Cour du Québec peut confirmer ou infirmer la décision qui fait l'objet de l'appel et décider toute mesure qu'elle juge utile. Le jugement doit être écrit, motivé et signé par le juge qui l'a rendu.

• *Jugement final.*

Le jugement est final et sans appel.

_____

1993, c. 48, a. 95.

• *Copie du jugement.*

96. Le greffier transmet une copie certifiée conforme du jugement à chacune des parties ainsi qu'au registraire des entreprises.

• *Modifications au registre.*

Le registraire des entreprises apporte, s'il y a lieu, les modifications nécessaires au registre et y inscrit une mention à l'effet que le jugement a été rendu.

_____

1993, c. 48, a. 96 ;1997, c. 89, a. 14 ;2002, c. 45, a. 551.

486. Malgré le deuxième alinéa de l'article 15 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3), le tribunal ne peut que confirmer ou infirmer la décision contestée.

_____

2009, c. 52, a. 486.

487. Dans le cas où la contestation porte sur une décision visée à l'article 26, le registraire des entreprises dépose un avis de la contestation au registre des entreprises.

Le registraire des entreprises apporte, s'il y a lieu, les modifications nécessaires au registre des entreprises et y inscrit une mention selon laquelle la décision du tribunal a été rendue.

_____

2009, c. 52, a. 487.

141. Malgré le deuxième alinéa de l'article 15 de la Loi sur la justice administrative, le Tribunal ne peut que confirmer ou infirmer la décision contestée.

Une copie de la décision du Tribunal doit être transmise à chacune des parties ainsi qu'au registraire.

Le registraire inscrit une mention que la décision du Tribunal a été rendue et apporte, s'il y a lieu, les modifications nécessaires au registre.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 141 circonscrit les pouvoirs du Tribunal administratif du Québec qui entend un recours en contestation d'une décision du registraire.

Le deuxième alinéa prévoit l'obligation de transmettre à chaque partie ainsi qu'au registraire une copie de la décision du tribunal.

Le troisième alinéa vise, enfin, à informer le public qui consulte le registre qu'une décision a été rendue par le Tribunal et prévoit qu'une fois la décision rendue, il appartient au registraire de modifier lui-même le registre pour le rendre conforme à la décision rendue.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 95, 96 L.P.L.; 486, 487 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Poursuites pénales ou civiles.*

28. Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), les poursuites et actions, pénales ou civiles, intentées en vertu des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises ainsi que tout appel interjeté en application d'une telle loi en vertu du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), le sont, malgré toute disposition inconciliable de cette loi, au nom du registraire des entreprises lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités.

_____

1982, c. 52, a. 28 ;1997, c. 35, a. 6 ;2002, c. 45, a. 531 ;2006, c. 38, a. 12.

SECTION III

PROCÉDURE ET PREUVE APPLICABLES À UN RECOURS ADMINISTRATIF, CIVIL OU PÉNAL

142. Les poursuites et actions, pénales ou civiles, intentées en vertu des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire ainsi que tout appel interjeté en application d'une telle loi en vertu du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), le sont au nom du registraire des entreprises lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés pour l'application de l'article 85 le sont au nom du sous-ministre du Revenu.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 142 a pour but de permettre au registraire d'intenter des poursuites et actions, pénales ou civiles, en vertu des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités lui sont confiées, lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Le deuxième alinéa précise par ailleurs que les poursuites et actions exercées pour l'application de l'articles 85 le sont au nom du sous-ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 28 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Poursuites pénales.*

29. Lorsqu'une poursuite pénale, visée à l'article 28, est intentée, il n'est pas nécessaire pour le registraire des entreprises de signer ou d'attester le constat d'infraction, ni de faire la preuve de sa désignation ou de son maintien en fonction.

• *Constat d'infraction.*

Le constat d'infraction est signé et délivré par une personne autorisée par le registraire des entreprises et il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation, sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve.

_____

1982, c. 52, a. 29 ;1997, c. 35, a. 7 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

143. Lorsqu'une poursuite pénale visée à l'article 142 est intentée, il n'est pas nécessaire pour le registraire de signer ou d'attester le constat d'infraction ni de faire la preuve de sa désignation ou de son maintien en fonction.

Le constat d'infraction est signé et délivré par une personne autorisée par le registraire et il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation, sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 143 prévoit qu'il n'est pas nécessaire pour le registraire de signer ou d'attester le constat d'infraction ni de faire la preuve de sa désignation ou de son maintien en fonction.

Le deuxième alinéa prévoit pour sa part que le constat d'infraction est signé et délivré par une personne autorisée par le registraire. Il prévoit de plus que sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation de cette personne.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 29 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Code de procédure pénale.*

30. Pour l'application du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), une personne visée à l'un des articles 8, 11 et 29 est une personne chargée de l'application d'une loi mentionnée à l'annexe I.

_____

1982, c. 52, a. 30 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

• *Code de procédure pénale.*

72.5.1. Pour l'application du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), une personne visée à l'un des articles 38 et 72.4 est une personne chargée de l'application d'une loi fiscale.

_____

2004, c. 4, a. 30.

144. Pour l'application du Code de procédure pénale, une personne visée à l'un des articles 124, 128 ou 143 est une personne chargée de l'application d'une loi mentionnée à l'annexe III.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 144 prévoit que pour l'application du Code de procédure pénale (CPP), une personne visée à l'un des articles 124, 128 ou 143 est une personne chargée de l'application d'une loi mentionnée à l'annexe III.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 30 L.R.E.; 72.5.1 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Désignation du registraire des entreprises.*

31. Le registraire des entreprises est suffisamment désigné par son titre d'office sans mention de son nom et une procédure où il est désigné par son nom peut être continuée par son successeur sans reprise d'instance ni modification de sa désignation.

• *Représentation par avocat.*

Le registraire des entreprises est à toutes fins représenté par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité à agir au nom du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 31 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

• *Désignation du sous-ministre.*

77. Le sous-ministre est suffisamment désigné par son titre d'office sans mention de son nom et une procédure où il est désigné par son nom peut être continuée par son successeur sans reprise d'instance ni modification de sa désignation.

• *Représentation par avocat.*

Le sous-ministre est à toutes fins représenté par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité à agir au nom du sous-ministre.

_____

1972, c. 22, a. 77;1990, c. 4, a. 600;1992, c. 61, a. 411;D. 1018-93.

145. Le registraire est suffisamment désigné par son titre d'office sans mention de son nom et une procédure où il est désigné par son nom peut être continuée par son successeur sans reprise d'instance ni modification de sa désignation.

Le registraire est à toutes fins représenté par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité à agir au nom du registraire.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 145 prévoit que le registraire est suffisamment désigné par son titre d'office sans mention de son nom et qu'une procédure où il est désigné par son nom peut être continuée par son successeur sans reprise d'instance ni modification de sa désignation.

Le deuxième alinéa prévoit pour sa part que le registraire est à toutes fins représenté par l'avocat qui comparaît en son nom et qu'un tel avocat n'a pas à faire la preuve de sa qualité à agir au nom du registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 31 L.R.E.; 77 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Recours contre le gouvernement.*

32. Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises doit le diriger contre le registraire des entreprises lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités.

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie le registraire des entreprises doit lui être signifiée ou transmise, selon le cas, au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Lorsque la procédure est signifiée, le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

_____

1982, c. 52, a. 32 ;2002, c. 45, a. 532 ;2006, c. 38, a. 12.

• *Recours contre le gouvernement.*

93. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une loi fiscale doit le diriger contre le sous-ministre, sauf si ce recours est exercé par suite de l'application, par la Régie, de la section II.11.2 du chapitre III.1 du titre III du livre IX de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3).

• *Signification des procédures.*

De plus, toute procédure à laquelle est partie le sous-ministre doit lui être signifiée au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

_____

1972, c. 22, a. 93 ;1977, c. 5, a. 14 ;1982, c. 56, a. 34 ;1997, c. 85, a. 357 ;1998, c. 16, a. 288 ;2004, c. 4, a. 35 ;2005, c. 1, a. 318.

146. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire doit le diriger contre le registraire lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés pour l'application de l'article 85 doivent l'être contre le sous-ministre du Revenu.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 146 a pour but de préciser que lorsqu'une personne intente un recours contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire, elle doit le diriger contre le registraire lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Le deuxième alinéa apporte une restriction en précisant que les recours exercés pour l'application de l'articles 85 doivent l'être contre le sous-ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 32, 1° al. L.R.E.; 93 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Recours contre le gouvernement.*

32. Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises doit le diriger contre le registraire des entreprises lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités.

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie le registraire des entreprises doit lui être signifiée ou transmise, selon le cas, au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Lorsque la procédure est signifiée, le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

1982, c. 52, a. 32 ;2002, c. 45, a. 532 ;2006, c. 38, a. 12.

• *Recours contre le gouvernement.*

93. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une loi fiscale doit le diriger contre le sous-ministre, sauf si ce recours est exercé par suite de l'application, par la Régie, de la section II.11.2 du chapitre III.1 du titre III du livre IX de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3).

• *Signification des procédures.*

De plus, toute procédure à laquelle est partie le sous-ministre doit lui être signifiée au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

1972, c. 22, a. 93 ;1977, c. 5, a. 14 ;1982, c. 56, a. 34 ;1997, c. 85, a. 357 ;1998, c. 16, a. 288 ;2004, c. 4, a. 35 ;2005, c. 1, a. 318.

94.4. La signification au procureur général se fait au bureau du directeur général du contentieux à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

1966, c. 21, a. 5 ;1975, c. 83, a. 9 ;1985, c. 29, a. 5.

147. Toute procédure à laquelle est partie le registraire doit lui être signifiée ou transmise, selon le cas, au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 147 prévoit que toute procédure à laquelle est partie le registraire doit lui être signifiée ou transmise au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu.

Le deuxième alinéa prévoit pour sa part que le nom de la personne à qui la copie de l'acte a été laissée doit être mentionné au procès-verbal de signification.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 32, 2° et 3° al. L.R.E.; 93 L.M.R.; 94.4 C.P.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Normes et critères.*

97. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer :

1° les normes relatives à la composition des noms pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 ;

2° les autorités publiques visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 13 ;

3° les cas où le nom d'un assujetti laisse croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement ;

4° les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa de l'article 13 ;

5° les normes quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé pour les documents déposés au registre et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu ;

6° la période du dépôt des déclarations annuelles ;

7° les éléments que doit contenir l'état des informations.

• *Réciprocité avec une autre province.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser, à l'égard d'une province du Canada et à condition qu'il y ait réciprocité avec celle-ci, certains assujettis de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir prévue à l'article 4. Ce règlement peut notamment être pris pour donner suite à une entente intergouvernementale.

• *Dispense.*

Le gouvernement peut de plus, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser une catégorie d'assujettis de l'obligation de déclarer certaines informations visées à l'article 10.

_____

1993, c. 48, a. 97 ;1995, c. 56, a. 2 ;2001, c. 20, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 643 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

CHAPITRE X

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

148. Le ministre peut, par règlement, déterminer :

1° les éléments que doit contenir l'état des informations ;

2° les systèmes de classification pour permettre de déclarer le code d'activité en application de l'un des paragraphes 7°, 8° ou 9° du deuxième alinéa de l'article 33 ;

3° toute autre information demandée en application du paragraphe 12° du deuxième alinéa de l'article 33 ;

4° la période de production de la déclaration de mise à jour de l'assujetti en application de l'article 45 ;

5° toute autre mesure nécessaire pour l'application de la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 148 propose de conférer au ministre, plutôt qu'au gouvernement, le pouvoir d'établir des règlements sur les sujets visés aux paragraphes 1° à 5° puisque ces sujets ont une portée gouvernementale limitée et ne requièrent donc pas une décision du Conseil des ministres.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 97, 1° al. (6°), (7°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Normes et critères.*

97. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer :

1° les normes relatives à la composition des noms pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 ;

2° les autorités publiques visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 13 ;

3° les cas où le nom d'un assujetti laisse croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement ;

4° les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa de l'article 13 ;

5° les normes quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé pour les documents déposés au registre et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu ;

6° la période du dépôt des déclarations annuelles ;

7° les éléments que doit contenir l'état des informations.

• *Réciprocité avec une autre province.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser, à l'égard d'une province du Canada et à condition qu'il y ait réciprocité avec celle-ci, certains assujettis de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir prévue à l'article 4. Ce règlement peut notamment être pris pour donner suite à une entente intergouvernementale.

• *Dispense.*

Le gouvernement peut de plus, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser une catégorie d'assujettis de l'obligation de déclarer certaines informations visées à l'article 10.

_____

1993, c. 48, a. 97 ;1995, c. 56, a. 2 ;2001, c. 20, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 643 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

25.1. Sont dispensés de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir conformément à l'article 4 de la loi, les assujettis établis en Ontario, dont le domicile est situé au Canada, qui sont des entrepreneurs en construction visés par l'Entente Québec-Ontario sur les achats gouvernementaux et la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction du 24 décembre 1993 où par toute entente subséquente conclue entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario en matière de mobilité dans l'industrie de la construction, à l'exception des sociétés en commandite.

_____

D. 661-96, a. 1.

25.2. Sont dispensés de déclarer les informations visées au paragraphe 4 du premier alinéa et aux paragraphes 1 et 6 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi, les assujettis dont les activités consistent à offrir des services d'hébergement pour des personnes victimes de violence.

Les assujettis visés au premier alinéa sont également dispensés de déclarer le domicile des personnes visées aux paragraphes 2 et 3 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi.

_____

D. 430-2002, a. 1 ;D. 548-2004, a. 1.

149. Le ministre peut également, par règlement et dans des circonstances particulières :

1° dispenser, à l'égard d'une province du Canada et à condition qu'il y ait réciprocité avec celle-ci, certains assujettis de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir conformément à l'article 26 ;

2° dispenser une catégorie d'assujettis de l'obligation de déclarer certaines informations visées aux articles 33 à 35.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 149 propose de conférer au ministre, plutôt qu'au gouvernement, le pouvoir d'établir des règlements sur les sujets visés aux paragraphes 1° et 2° puisque ces sujets ont une portée gouvernementale limitée et ne requièrent donc pas une décision du Conseil des ministres.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 97, 2° et 3° al. L.P.L. / 25.1, 25.2 R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Normes et critères.*

97. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer :

1° les normes relatives à la composition des noms pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 ;

2° les autorités publiques visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 13 ;

3° les cas où le nom d'un assujetti laisse croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement ;

4° les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa de l'article 13 ;

5° les normes quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé pour les documents déposés au registre et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu ;

6° la période du dépôt des déclarations annuelles ;

7° les éléments que doit contenir l'état des informations.

• *Réciprocité avec une autre province.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser, à l'égard d'une province du Canada et à condition qu'il y ait réciprocité avec celle-ci, certains assujettis de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir prévue à l'article 4. Ce règlement peut notamment être pris pour donner suite à une entente intergouvernementale.

• *Dispense.*

Le gouvernement peut de plus, par règlement et dans des circonstances particulières, dispenser une catégorie d'assujettis de l'obligation de déclarer certaines informations visées à l'article 10.

_____

1993, c. 48, a. 97 ;1995, c. 56, a. 2 ;2001, c. 20, a. 6 ;[Cet article sera modifié par l'article 643 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

150. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer :

1° les normes relatives à la composition des noms pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 17 ;

2° les autorités publiques visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 17 ;

3° les cas où un nom d'un assujetti laisse faussement croire qu'il est lié à une autre personne, à une autre société de personnes ou à un autre groupement de personnes pour l'application du paragraphe 7° du premier alinéa de l'article 17 ;

4° les critères devant être pris en compte pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa de l'article 17.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 150 propose de conférer au gouvernement le pouvoir d'établir des règlements pour déterminer certaines normes relatives aux noms.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 97, 1° al. (1° à 4°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Droits prescriptibles.*

98. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer pour :

1° l'immatriculation des assujettis ainsi que pour le dépôt de documents au registre, autre que celui d'un acte constitutif, d'une déclaration modificative ou d'une déclaration de radiation ;

2° la production de la déclaration initiale et de la déclaration annuelle après le délai prescrit ;

3° la révocation de la radiation effectuée d'office ;

4° la consultation, la manutention et l'expédition des documents déposés au registre ;

5° la consultation du registre ou l'envoi de documents qui y sont déposés, par un moyen de télécommunication ;

6° la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et pour leur certification ;

7° la délivrance d'attestations ;

8° la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises ;

9° une demande visée à l'un des articles 83 à 85.

• *Droits à payer.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement, prescrire les droits annuels d'immatriculation à payer ainsi que les droits à payer pour qu'un document produit soit, sur demande, traité de façon prioritaire.

_____

1993, c. 48, a. 98 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 40 ;[Cet article sera modifié par l'article 79 du chapitre 38 des lois de 2006 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2006, c. 38, a. 99.] ;[Cet article sera modifié par l'article 644 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

151. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les frais relatifs :

1° à la consultation du registre dans les cas qui y sont déterminés ;

2° à la transmission de documents qui y sont déposés par un moyen de télécommunication ;

3° à la manutention et à la transmission des documents déposés au registre selon le support requis par le demandeur ;

4° à la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et leur certification ;

5° à un service que le registraire fournit à la demande d'un assujetti ou de toute autre personne.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 151 propose de conférer au gouvernement le pouvoir d'établir des frais pour certains actes posés par le registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 98, 1° al. (4° à 6°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Défaut de déclarer.*

101. Commet une infraction, l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui fait défaut de présenter dans le délai applicable les déclarations suivantes dûment complétées :

1° la déclaration d'immatriculation visée à l'article 9 ;

2° la déclaration initiale visée à l'article 23.1 ;

3° la déclaration annuelle visée à l'article 26, à moins qu'il ne soit réputé avoir satisfait à son obligation conformément à l'article 26.3 ou qu'il n'en soit exempté en vertu de l'article 27 ou 28 ;

4° la déclaration modificative visée aux articles 34, 35, 37 et 38, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu de l'article 39 ou 40.

1993, c. 48, a. 101 ;2005, c. 14, a. 41.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS PÉNALES

152. Commet une infraction l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui qui fait défaut de produire dans le délai applicable les déclarations suivantes dûment complétées :

1° la déclaration d'immatriculation visée à l'article 32 ;

2° la déclaration initiale visée à l'article 38 ;

3° la déclaration de mise à jour visée à l'article 40 ;

4° la déclaration de mise à jour visée à l'article 41, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu de l'article 44 ;

5° la déclaration de mise à jour visée au premier alinéa de l'article 42, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu du deuxième alinéa de cet article ;

6° la déclaration de mise à jour visée à l'article 43 ;

7° la déclaration de mise à jour visée à l'article 45, à moins qu'il ne soit réputé avoir satisfait à son obligation conformément à l'un des articles 48, 51 ou 52 ou qu'il n'en soit exempté en vertu de l'un des articles 49 ou 50.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 152 crée une infraction pénale pour le défaut de produire les diverses déclarations requises par la loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 101 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

153. Commet une infraction l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui qui omet de se conformer dans le délai applicable à une demande faite par le registraire en vertu de l'article 73.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 153 crée une infraction pénale pour le défaut de se conformer à une demande notifiée par le registraire en vertu de l'article 73.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Fausse déclaration.*

102. Commet une infraction, l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui présente une déclaration visée aux articles 9, 23.1, 26, 33, 34, 35, 37 et 38 qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

_____

1993, c. 48, a. 102 ;2005, c. 14, a. 42.

• *Faux document.*

102.1. Commet une infraction l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui présente en vertu de l'article 26.1 un document transféré en vertu de l'article 72.1 qu'il sait faux, incomplet ou trompeur.

_____

2005, c. 14, a. 43 ;[Cet article sera remplacé par l'article 645 du chapitre 52 des lois de 2009 à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

154. Commet une infraction l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui qui produit une déclaration visée à l'un des articles 32, 38, 40 ou 41, au premier alinéa de l'article 42, à l'un des articles 43, 45 ou 46 qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 154 crée une infraction pénale lorsqu'un assujetti ou un administrateur du bien d'autrui produit une déclaration qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 102, 102.1 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Défaut quant à une déclaration de radiation.*

105. Commet une infraction, une personne visée à l'article 45 qui :

1° fait défaut de présenter, dûment complétée, la déclaration de radiation qui est prévue à cet article ;

2° présente, en vertu de cet article, une déclaration de radiation qu'elle sait fausse, incomplète ou trompeuse.

_____

1993, c. 48, a. 105 ;2005, c. 14, a. 46.

155. Commet une infraction une personne visée à l'article 55 :

1° qui fait défaut de produire, dûment complétée, la déclaration de radiation prévue à cet article ;

2° qui produit, en vertu de cet article, une déclaration de radiation qu'elle sait fausse, incomplète ou trompeuse.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 155 crée une infraction pour sanctionner l'assujetti qui néglige de produire une déclaration de radiation lorsque l'obligation d'immatriculation ne s'impose plus. Il crée également une infraction pour sanctionner ce dernier d'avoir produit une déclaration qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 105 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Défaut du liquidateur.*

104. Commet une infraction le liquidateur de la succession de l'assujetti qui :

1° fait défaut de présenter, dans le délai prévu et dûment complétée, la déclaration de radiation visée à l'article 44, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu de cette disposition ;

2° présente, en vertu de cet article une déclaration de radiation qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

_____

1993, c. 48, a. 104 ;2005, c. 14, a. 45.

156. Commet une infraction le liquidateur de la succession de l'assujetti :

1° qui fait défaut de produire, dûment complétée et dans le délai applicable, la déclaration de radiation visée à l'article 56, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu de cette disposition ;

2° qui produit, en vertu de cet article, une déclaration de radiation qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 156 crée une infraction pour sanctionner le liquidateur de la succession qui néglige de produire une déclaration de radiation ou qui produit une telle déclaration qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 104 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

157. Commet une infraction le syndic de faillite :

1° qui fait défaut de produire, dûment complétée, la déclaration de radiation visée à l'article 57 ;

2° qui produit, en vertu de cet article, une déclaration de radiation qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 157 crée une infraction pour sanctionner le syndic de faillite qui néglige de produire la déclaration de radiation. Il crée également une infraction pour sanctionner ce dernier d'avoir produit une déclaration qu'il sait fausse, incomplète ou trompeuse.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Utilisation d'un nom interdit.*

106. Commet une infraction, l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui déclare ou utilise un nom interdit en vertu des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa et du deuxième alinéa de l'article 13.

_____
1993, c. 48, a. 106.

158. Commet une infraction l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui qui déclare ou utilise un nom interdit en vertu des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 158 crée une infraction pour sanctionner l'assujetti ou l'administrateur du bien d'autrui qui déclare ou utilise un nom non conforme à certains critères.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 106 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Infraction et peine.*

107. La personne qui commet une infraction visée à l'un des articles 101 à 106 est passible d'une amende d'au moins 200 $ et d'au plus 2 000 $ s'il s'agit d'une personne physique, et d'une amende d'au moins 400 $ et d'au plus 4 000 $ s'il s'agit d'une personne morale.

• *Récidive.*

En cas de récidive, les amendes sont portées au double.

1993, c. 48, a. 107 ;2005, c. 14, a. 47.

159. La personne qui commet une infraction visée à l'un des articles 152 à 158 est passible d'une amende d'au moins 400 $ et d'au plus 4 000 $ s'il s'agit d'une personne physique, et d'une amende d'au moins 600 $ et d'au plus 6 000 $ s'il s'agit d'une personne morale.

En cas de récidive, les amendes sont portées au double.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 159 prévoit le montant des amendes applicables aux infractions commises. Il est porté au double en cas de récidive.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 107 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Ordonnance.*

108. Le juge qui impose une amende à la personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'un des articles 101 à 105 peut, en plus, lui ordonner de présenter la déclaration qu'elle aurait dû produire.

_____
1993, c. 48, a. 108.

160. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction visée à l'un des articles 152 à 157 peut rendre toute ordonnance propre à remédier au défaut visé par l'infraction.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 160 confère au tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction, le pouvoir de rendre toute ordonnance propre à remédier au défaut visé par l'infraction commise.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 108 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Infraction et peine.*

Non en vigueur.

109. Tout administrateur, dirigeant ou fondé de pouvoir d'un assujetti qui a ordonné, autorisé ou conseillé la perpétration d'une infraction visée à l'un des articles 101, 102, 102.1 ou 106, ou qui y a consenti ou autrement participé, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 200 $ et d'au plus 2 000 $.

• *Récidive.*

En cas de récidive, les amendes sont portées au double.

_____

1993, c. 48, a. 109 ;2009, c. 52, a. 646 ;[Cet article entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2009, c. 52, a. 729.].

161. Tout administrateur, dirigeant ou fondé de pouvoir d'un assujetti qui a ordonné, autorisé ou conseillé la perpétration d'une infraction visée à l'un des articles 152, 153, 154 ou 158, ou qui y a consenti ou autrement participé, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 400 $ et d'au plus 4 000 $.

En cas de récidive, les amendes sont portées au double.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 161 permet de sanctionner une personne qui, sans avoir elle-même commis l'infraction, y a participé de quelque façon.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 109 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Amende.*

27. Toute personne qui contrevient à l'article 14 commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 500 $ et d'au plus 5 000 $.

_____

1982, c. 52, a. 27 ;1997, c. 35, a. 5 ;2002, c. 45, a. 530 ;2006, c. 38, a. 12.

162. Toute personne qui contrevient à l'un des articles 126 ou 131 commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 2 000 $ et d'au plus 20 000 $.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 162 prévoit le montant des amendes dont est passible la personne reconnue coupable des infractions commises aux articles qui y sont mentionnés.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 27 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Présomption.*

110. Aux fins des poursuites intentées en vertu du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) pour sanctionner les infractions prévues par la présente section, tout renseignement concernant une personne morale assujettie, que le registraire des entreprises certifie lui provenir de l'autorité qui a constitué cette personne morale, est présumé exact en l'absence de toute preuve contraire.

_____

1993, c. 48, a. 110 ;2002, c. 45, a. 551.

163. Aux fins des poursuites intentées en vertu du Code de procédure pénale pour sanctionner les infractions prévues par le présent chapitre, tout renseignement concernant une personne morale assujettie que le registraire certifie lui provenir de l'autorité qui a constitué cette personne morale est présumé exact en l'absence de toute preuve contraire.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 163 établit le mode de preuve de certains faits pour les fins pénales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 110 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

TEXTE ACTUEL

306. La personne morale peut exercer une activité ou s'identifier sous un nom autre que le sien. Elle doit déposer un avis en ce sens auprès du registraire des entreprises ou, si elle est un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier.

_____

1991, c. 64, a. 306 ;2000, c. 42, a. 1 ;2002, c. 45, a. 157.

TEXTE REFONDU

306. La personne morale peut exercer une activité ou s'identifier sous un nom autre que le sien. Elle doit en donner avis au registraire des entreprises en lui produisant une déclaration en ce sens conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) et, si elle est un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier.

_____

1991, c. 64, a. 306 ;2000, c. 42, a. 1 ;2002, c. 45, a. 157 ;2010, c. XX, a. XX.

CODE CIVIL DU QUÉBEC

164. L'article 306 du Code civil du Québec est modifié par le remplacement des mots « déposer un avis en ce sens auprès du registraire des entreprises ou » par les mots « en donner avis au registraire des entreprises en lui produisant une déclaration en ce sens conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) et ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 306 du Code civil est modifié afin de s'assurer qu'un syndicat de copropriétaires se conforme, comme toute autre personne morale, aux dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises. Également, l'expression « déposer un avis » est remplacée par l'expression « produire une déclaration » ce qui correspond mieux à ce qui est prévu par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 306 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

358. Les administrateurs doivent déposer un avis de la dissolution auprès du registraire des entreprises ou, s'il s'agit d'un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier, et désigner, conformément aux règlements, un liquidateur qui doit procéder immédiatement à la liquidation.

À défaut de respecter ces obligations, les administrateurs peuvent être tenus responsables des actes de la personne morale, et tout intéressé peut s'adresser au tribunal pour que celui-ci désigne un liquidateur.

1991, c. 64, a. 358 ;2000, c. 42, a. 2 ;2002, c. 45, a. 158.

TEXTE REFONDU

358. Les administrateurs doivent donner un avis de la dissolution au registraire des entreprises en lui produisant une déclaration en ce sens conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) et, s'il s'agit d'un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier. De plus ils doivent désigner, conformément aux règlements, un liquidateur qui doit procéder immédiatement à la liquidation.

À défaut de respecter ces obligations, les administrateurs peuvent être tenus responsables des actes de la personne morale, et tout intéressé peut s'adresser au tribunal pour que celui-ci désigne un liquidateur.

1991, c. 64, a. 358 ;2000, c. 42, a. 2 ;2002, c. 45, a. 158.

165. L'article 358 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « déposer un avis de la dissolution auprès du registraire des entreprises ou, s'il s'agit d'un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier, et » par « donner un avis de la dissolution au registraire des entreprises en lui produisant une déclaration en ce sens conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) et, s'il s'agit d'un syndicat de copropriétaires, requérir l'inscription d'un tel avis sur le registre foncier. De plus, ils doivent ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 358 du Code civil est modifié de manière à obliger un syndicat de copropriétaires à produire un avis de dissolution non seulement au registre foncier mais également auprès du registraire des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 358, 1° al. C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

359. Un avis de la nomination du liquidateur, comme de toute révocation, est déposé au même lieu que l'avis de dissolution. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter du dépôt de l'avis.

_____
1991, c. 64, a. 359.

TEXTE REFONDU

359. Un avis de la nomination du liquidateur, comme de toute révocation, est produit au même lieu et de la même manière que l'avis de dissolution. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter du dépôt de l'avis au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____
1991, c. 64, a. 359.

166. L'article 359 de ce code est modifié par le remplacement de « déposé au même lieu que l'avis de dissolution. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter du dépôt de l'avis » par « produit au même lieu et de la même manière que l'avis de dissolution. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter du dépôt de l'avis au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 359 du Code civil est modifié afin de remplacer le mot « dépôt » par le mot « production », le dépôt des actes étant réservé au registraire des entreprises. Enfin, le nom du registre dans lequel est déposé l'avis de dissolution est précisé conformément au nom utilisé dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 359 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

364. La liquidation de la personne morale est close par le dépôt de l'avis de clôture au même lieu que l'avis de dissolution. Le cas échéant, le dépôt de cet avis opère radiation de toute inscription concernant la personne morale.

_____
1991, c. 64, a. 364.

TEXTE REFONDU

364. La liquidation de la personne morale est close par la production de l'avis de clôture au même lieu et de la même manière que l'avis de dissolution. Le cas échéant, le dépôt de cet avis au registre opère radiation de toute inscription concernant la personne morale.

_____
1991, c. 64, a. 364.

167. L'article 364 de ce code est modifié par le remplacement de « le dépôt de l'avis de clôture au même lieu que l'avis de dissolution. Le cas échéant, le dépôt de cet avis » par « la production de l'avis de clôture au même lieu et de la même manière que l'avis de dissolution. Le cas échéant, le dépôt de cet avis au registre ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification à l'article 364 du Code civil vise à remplacer le mot « dépôt » par le mot « production » et à préciser que le dépôt de l'avis se fait au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 364 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2189. La société en nom collectif ou en commandite est formée sous un nom commun aux associés.

Elle est tenue de se déclarer, de la manière prescrite par les lois relatives à la publicité légale des sociétés; à défaut, elle est réputée être une société en participation, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

_____

1991, c. 64, a. 2189.

TEXTE REFONDU

2189. La société en nom collectif ou en commandite est formée sous un nom commun aux associés.

Elle doit produire une déclaration d'immatriculation conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ; à défaut de le faire, elle est réputée être une société en participation, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

_____

1991, c. 64, a. 2189.

168. L'article 2189 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « est tenue de se déclarer, de la manière prescrite par les lois relatives à la publicité légale des sociétés ; à défaut » par « doit produire une déclaration d'immatriculation conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ; à défaut de le faire ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2189 du Code civil est modifié pour préciser que c'est conformément à la Loi sur la publicité des entreprises que la société en nom collectif ou en commandite doit produire une déclaration d'immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2189, 2° al. C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2190. La déclaration de société doit indiquer, outre les renseignements prescrits par les lois relatives à la publicité légale des sociétés, l'objet de la société et mentionner qu'aucune autre personne que celles qui y sont nommées ne fait partie de la société.

La déclaration d'une société en commandite doit, de plus, indiquer les nom et domicile des commandités et des commanditaires connus lors de la conclusion du contrat, en distinguant les premiers des seconds, et faire état du lieu où peut être consulté le registre dans lequel est inscrite l'information mise à jour concernant les nom et domicile de tous les commanditaires et tous les renseignements concernant les apports des associés au fond commun.

1991, c. 64, a. 2190.

TEXTE REFONDU

2190. *(Abrogé)*

1991, c. 64, a. 2190.

169. L'article 2190 de ce code est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2190 du Code civil est abrogé. Cet article indiquait ce que doit contenir la déclaration de société en ce qui concerne les sociétés en nom collectif et les sociétés de personnes. Il est retiré puisque c'est la législation en matière de publicité légale qui prévoit l'exigence de la déclaration d'immatriculation et son contenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2190 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2191. Lorsque la déclaration de société est incomplète, inexacte ou irrégulière, elle peut être rectifiée par un acte de régularisation.

_____

1991, c. 64, a. 2191.

2192. L'acte de régularisation qui porterait atteinte aux droits des associés ou des tiers est sans effet à leur égard, à moins qu'ils n'y aient consenti ou que le tribunal n'ait ordonné le dépôt de l'acte, après avoir entendu les intéressés et modifié, au besoin, l'acte proposé.

_____

1991, c. 64, a. 2192.

2193. La régularisation est réputée faire partie de la déclaration et avoir pris effet au même moment, à moins qu'une date ultérieure ne soit prévue à l'acte de régularisation ou au jugement.

_____

1991, c. 64, a. 2193.

TEXTE REFONDU

2191. Lorsque la société constate ou est informée que sa déclaration d'immatriculation est incomplète, inexacte ou irrégulière, celle-ci peut être corrigée par une déclaration de mise à jour produite conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1991, c. 64, a. 2191.

2192. La correction qui porterait atteinte aux droits des associés ou des tiers est sans effet à leur égard, à moins qu'ils n'y aient consenti ou que le tribunal n'ait ordonné la production de la déclaration, après avoir entendu les intéressés et modifié, au besoin, la déclaration proposée.

_____

1991, c. 64, a. 2192.

2193. La correction est réputée faire partie de la déclaration d'immatriculation et avoir pris effet au même moment, à moins qu'une date ultérieure ne soit prévue à la déclaration de mise à jour ou au jugement.

_____

1991, c. 64, a. 2193.

170. Les articles 2191 à 2193 de ce code sont remplacés par les suivants :

« **2191.** Lorsque la société constate ou est informée que sa déclaration d'immatriculation est incomplète, inexacte ou irrégulière, celle-ci peut être corrigée par une déclaration de mise à jour produite conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7).

« **2192.** La correction qui porterait atteinte aux droits des associés ou des tiers est sans effet à leur égard, à moins qu'ils n'y aient consenti ou que le tribunal n'ait ordonné la production de la déclaration, après avoir entendu les intéressés et modifié, au besoin, la déclaration proposée.

« **2193.** La correction est réputée faire partie de la déclaration d'immatriculation et avoir pris effet au même moment, à moins qu'une date ultérieure ne soit prévue à la déclaration de mise à jour ou au jugement. ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications apportées aux articles 2191, 2192 et 2193 du Code civil visent à remplacer l'acte de régularisation par la déclaration de mise à jour prévue dans la Loi sur la publicité légale des entreprises lorsqu'une correction doit être apportée à la déclaration d'immatriculation produite conformément à cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2191, 2192 et 2193 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2194. Tout changement apporté au contenu de la déclaration de société doit faire l'objet d'une déclaration modificative.

_____

1991, c. 64, a. 2194.

TEXTE REFONDU

2194. Tout changement apporté au contenu de la déclaration d'immatriculation de la société doit faire l'objet d'une mise à jour conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1991, c. 64, a. 2194.

171. L'article 2194 de ce code est modifié par le remplacement de « de société doit faire l'objet d'une déclaration modificative » par « d'immatriculation de la société doit faire l'objet d'une mise à jour conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2194 du Code civil est modifié pour remplacer la déclaration modificative par une mise à jour effectuée conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2194 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2195. La déclaration de société et la déclaration modificative sont opposables aux tiers à compter du moment où elles sont faites; elles font preuve de leur contenu, en faveur des tiers de bonne foi, tant qu'une déclaration modificative ne leur apporte pas de changement ou que la déclaration de société n'est pas radiée.

Les tiers peuvent contredire les mentions d'une déclaration par tous moyens.

_____

1991, c. 64, a. 2195.

TEXTE REFONDU

2195. Les déclarations relatives à la société sont opposables aux tiers à compter du moment où les informations qu'elles contiennent sont inscrites au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales. Elles font preuve de leur contenu en faveur des tiers de bonne foi.

Les tiers peuvent contredire les mentions d'une déclaration par tous moyens.

_____

1991, c. 64, a. 2195.

172. L'article 2195 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **2195.** Les déclarations relatives à la société sont opposables aux tiers à compter du moment où les informations qu'elles contiennent sont inscrites au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales. Elles font preuve de leur contenu en faveur des tiers de bonne foi. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2195 du Code civil est modifié pour tenir compte du fait que les déclarations sont effectuées conformément au régime de publicité légale des entreprises et que l'opposabilité ne peut être invoquée tant que les informations ne sont pas inscrites au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2195, 1° al. C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2196. Si la déclaration de société est incomplète, inexacte ou irrégulière ou si, malgré un changement intervenu dans la société, la déclaration modificative n'est pas faite, les associés sont responsables, envers les tiers, des obligations de la société qui en résultent; cependant, les commanditaires qui ne sont pas par ailleurs tenus des obligations de la société n'encourent pas cette responsabilité.

1991, c. 64, a. 2196.

TEXTE REFONDU

2196. Si la déclaration d'immatriculation de la société est incomplète, inexacte ou irrégulière ou si, malgré un changement intervenu dans la société, la mise à jour n'est pas faite, les associés sont responsables, envers les tiers, des obligations de la société qui en résultent; cependant, les commanditaires qui ne sont pas par ailleurs tenus des obligations de la société n'encourent pas cette responsabilité.

1991, c. 64, a. 2196.

173. L'article 2196 de ce code est modifié par le remplacement des mots « déclaration de société » et « déclaration modificative » par, respectivement, les mots « déclaration d'immatriculation de la société » et « mise à jour ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2196 du Code civil est modifié afin d'utiliser la même terminologie que celle employée dans la présente loi en référant à une déclaration d'immatriculation de la société et à une mise à jour.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2196 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

2235. On suit, pour la liquidation de la société, les règles prévues aux articles 358 à 364 du livre Des personnes, compte tenu des adaptations nécessaires et du fait que les avis requis par ces règles doivent être déposés conformément aux lois relatives à la publicité légale des sociétés.

_____

1991, c. 64, a. 2235.

TEXTE REFONDU

2235. On suit, pour la liquidation de la société, les règles prévues aux articles 358 à 364 du livre Des personnes, compte tenu des adaptations nécessaires et du fait que les avis requis par ces règles doivent être produits conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1991, c. 64, a. 2235.

174. L'article 2235 de ce code est modifié par le remplacement de « déposés conformément aux lois relatives à la publicité légale des sociétés » par « produits conformément à la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2235 du Code civil est modifié dans sa terminologie pour remplacer le mot « déposé » par le mot « produit », le dépôt de documents au registre étant réservé au registraire. La référence aux lois sur la publicité légale des entreprises est remplacée par une référence à la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2235 C.C.Q.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Disposition non applicable.*

6.1. Le deuxième alinéa de l'article 33 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ne s'applique pas aux fins de déterminer si une personne est un dirigeant à une date donnée.

_____

2006, c. 53, a. 3.

TEXTE REFONDU

• *Disposition non applicable.*

6.1. Le deuxième alinéa de l'article 40 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ne s'applique pas aux fins de déterminer si une personne est un dirigeant à une date donnée.

_____

2006, c. 53, a. 3.

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

175. L'article 6.1 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifié par le remplacement de « 33 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « 40 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification apportée à l'article 6.1 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles en est une de concordance. La référence à l'article 33 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., c. P-45) est remplacée par un renvoi à l'article 40 de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 6.1 L.A.T.M.P.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Demande de constitution.*

22. La demande de constitution en compagnie d'assurance est signée par chaque fondateur et présentée au ministre.

• *Contenu de la demande.*

Elle contient les renseignements prescrits par règlement et est accompagnée des statuts projetés et des autres documents prescrits par celui-ci. Le ministre peut en outre demander les documents et renseignements qu'il estime utiles à l'appréciation de la demande.

• *Copie.*

Les fondateurs transmettent à l'Autorité une copie de la demande et des autres documents visés au deuxième alinéa.

1974, c. 70, a. 22 ;1984, c. 22, a. 3 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Demande de constitution.*

22. La demande de constitution en compagnie d'assurance est signée par chaque fondateur et présentée au ministre.

• *Contenu de la demande.*

Elle contient les renseignements prescrits par règlement et est accompagnée des statuts projetés et des autres documents prescrits par celui-ci. Le ministre peut en outre demander les documents et renseignements qu'il estime utiles à l'appréciation de la demande.

• *Copie.*

Les fondateurs transmettent à l'Autorité une copie de la demande et des autres documents visés au deuxième alinéa ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement.

1974, c. 70, a. 22 ;1984, c. 22, a. 3 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90.

LOI SUR LES ASSURANCES

176. L'article 22 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est modifié par l'insertion, à la fin du troisième alinéa, des mots « ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 22 de la Loi sur les assurances est modifié afin de préciser que la demande de constitution présentée au ministre est accompagnée des droits prescrits par le règlement édicté pour l'application de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 22, 3° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Autorisation du ministre.*

23. Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'Autorité, autoriser le dépôt des statuts au registre conformément à la partie IA de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

• *Statuts et droits transmis au registraire.*

Si cette autorisation est donnée, les fondateurs peuvent transmettre les statuts, les documents qui doivent les accompagner et les droits prescrits au registraire des entreprises. Sur réception, celui-ci accomplit les formalités prévues à l'article 123.15 de cette loi pour la constitution de la compagnie et il transmet une copie certifiée des statuts et du certificat à l'Autorité.

• *Permis refusé.*

Si l'Autorité refuse de délivrer un permis à cette compagnie, son immatriculation est radiée d'office par le registraire des entreprises et les droits payés pour la constitution de la compagnie sont remboursés.

_____

1974, c. 70, a. 23 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 4 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Autorisation du ministre.*

23. Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'Autorité, autoriser le dépôt des statuts au registre conformément à la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52).

• *Statuts et droits transmis au registraire.*

Si cette autorisation est donnée, les fondateurs peuvent transmettre les statuts, les documents qui doivent les accompagner et les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) au registraire des entreprises. Sur réception, celui-ci accomplit les formalités prévues à l'article 472 de cette loi pour la constitution de la compagnie et il transmet une copie certifiée des statuts et du certificat à l'Autorité.

• *Permis refusé.*

Si l'Autorité refuse de délivrer un permis à cette compagnie, ses statuts de constitution sont annulés par le registraire des entreprises et les droits payés pour la constitution de la compagnie sont remboursés.

_____

1974, c. 70, a. 23 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 4 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 500.

177. L'article 23 de cette loi, modifié par l'article 500 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « prescrits » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » ;

2° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « son immatriculation est radiée d'office » par les mots « ses statuts de constitution sont annulés ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 23 de la Loi sur les assurances est modifié pour remplacer les droits prescrits au registraire par les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises. De plus, les statuts de constitution d'une compagnie d'assurance seront annulés advenant refus de l'Autorité des marchés financiers de délivrer un permis.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23, 2° al. et 3° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Demande d'autorisation.*

38. La demande d'autorisation adressée à l'Autorité doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de la compagnie. Elle ne peut être présentée que si:

1° elle est appuyée d'un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée extraordinaire et par les deux tiers des assurés participant aux bénéfices qui y sont présents;

2° un avis résumant sommairement le contenu du règlement a été transmis au registraire des entreprises pour dépôt au registre, accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement.

_____

1974, c. 70, a. 38 ;1982, c. 52, a. 79 ;1993, c. 48, a. 115 ;2002, c. 70, a. 20 ;2008, c. 7, a. 22.

TEXTE REFONDU

• *Demande d'autorisation.*

38. La demande d'autorisation adressée à l'Autorité doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de la compagnie et être accompagnée des droits prescrits par règlement du gouvernement. Elle ne peut être présentée que si:

1° elle est appuyée d'un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée extraordinaire et par les deux tiers des assurés participant aux bénéfices qui y sont présents;

2° un avis résumant sommairement le contenu du règlement a été transmis au registraire des entreprises pour dépôt au registre, accompagné des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1974, c. 70, a. 38 ;1982, c. 52, a. 79 ;1993, c. 48, a. 115 ;2002, c. 70, a. 20 ;2008, c. 7, a. 22.

178. L'article 38 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après le mot « compagnie », des mots « et être accompagnée des droits prescrits par règlement du gouvernement » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 38 de la Loi sur les assurances est modifié afin de prévoir que les droits payables au registraire pour l'établissement d'un certificat de modification seront prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 38 avant (1°) et (2°) L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Dispositions applicables.*

50.11. Les dispositions de la présente section s'appliquent sans préjudice des dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

_____
2002, c. 70, a. 31.

TEXTE REFONDU

• *Dispositions applicables.*

50.11. Les dispositions de la présente section s'appliquent malgré les dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____
2002, c. 70, a. 31.

179. L'article 50.11 de cette loi est modifié par le remplacement de « s'appliquent sans préjudice des dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « s'appliquent malgré les dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 50.11 de la Loi sur les assurances est modifié pour s'assurer que les dispositions de la Loi sur les assurances concernant le nom d'une compagnie d'assurance s'appliquent malgré les dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 50.11 L.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Demande commune.*

189. Les personnes morales qui fusionnent transmettent une demande commune au ministre de confirmer la convention et de plus, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat de fusion et à déposer un exemplaire des statuts de fusion au registre.

• *Convention de fusion.*

Elles transmettent un exemplaire de la convention de fusion au ministre et deux exemplaires de celle-ci à l'Autorité.

_____

1974, c. 70, a. 189 ;1984, c. 22, a. 36 ;1993, c. 48, a. 155 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 70 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Demande commune.*

189. Les personnes morales qui fusionnent transmettent une demande commune au ministre de confirmer la convention et de plus, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat de fusion et à déposer un exemplaire des statuts de fusion au registre.

• *Convention de fusion.*

Elles transmettent un exemplaire de la convention de fusion au ministre et deux exemplaires de celle-ci à l'Autorité.

Sont joints à la demande les droits prescrits par règlement du gouvernement et, dans le cas de compagnies, les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1974, c. 70, a. 189 ;1984, c. 22, a. 36 ;1993, c. 48, a. 155 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 70 ;2004, c. 37, a. 90.

180. L'article 189 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Sont joints à la demande les droits prescrits par règlement du gouvernement et, dans le cas de compagnies, les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 189 de la Loi sur les assurances est modifié pour prévoir que la demande transmise au ministre des Finances de confirmer la convention de fusion et, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat de fusion, est accompagnée des droits prescrits par règlement et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 189, 3° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Confirmation.*

191. Si le ministre accepte la demande, l'Autorité confirme cette acceptation sur les exemplaires de la convention de fusion.

• *Certificat de fusion.*

S'il s'agit d'une compagnie, l'Autorité transmet un exemplaire de la convention de fusion au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre. Celui-ci établit alors le certificat de fusion qu'il dépose au registre avec un exemplaire des statuts de fusion. Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de fusion à l'Autorité.

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de fusion indiquent les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

• *Convention de fusion.*

S'il ne s'agit pas d'une compagnie, l'Autorité transmet au registraire des entreprises un exemplaire de la convention de fusion pour qu'il le dépose au registre.

_____

1974, c. 70, a. 191 ;1982, c. 52, a. 79 ;1984, c. 22, a. 38 ;1993, c. 48, a. 156 ;2002, c. 70, a. 72 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Confirmation.*

191. Si le ministre accepte la demande, l'Autorité confirme cette acceptation sur les exemplaires de la convention de fusion.

• *Certificat de fusion.*

S'il s'agit d'une compagnie, l'Autorité transmet un exemplaire de la convention de fusion ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) visés à l'article 189 au registraire des entreprises. Celui-ci établit alors le certificat de fusion qu'il dépose au registre avec un exemplaire des statuts de fusion et de la convention de fusion. Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de fusion à l'Autorité.

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de fusion indiquent les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

• *Convention de fusion.*

S'il ne s'agit pas d'une compagnie, l'Autorité transmet au registraire des entreprises un exemplaire de la convention de fusion pour qu'il le dépose au registre.

_____

1974, c. 70, a. 191 ;1982, c. 52, a. 79 ;1984, c. 22, a. 38 ;1993, c. 48, a. 156 ;2002, c. 70, a. 72 ;2004, c. 37, a. 90.

181. L'article 191 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre. Celui-ci établit alors le certificat de fusion qu'il dépose au registre avec un exemplaire des statuts de fusion » par « ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) visés à l'article 189 au registraire des entreprises. Celui-ci établit alors le certificat de fusion qu'il dépose au registre avec un exemplaire des statuts de fusion et de la convention de fusion ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 191 de la Loi sur les assurances est modifié pour préciser que l'Autorité des marchés financiers transmet au registraire les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises dont il est fait mention à l'article 189 de la Loi sur les assurances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 191, 2° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Demande de confirmation.*

198. La personne morale demande alors au ministre de confirmer le règlement de conversion et, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat attestant la conversion.

• *Règlement de conversion.*

La demande doit être accompagnée du règlement de conversion.

• *Avis de l'Autorité.*

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis de l'Autorité.

_____

1974, c. 70, a. 198 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 39 ;1993, c. 48, a. 159 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 77 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Demande de confirmation.*

198. La personne morale demande alors au ministre de confirmer le règlement de conversion et, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat attestant la conversion.

• *Règlement de conversion.*

La demande doit être accompagnée du règlement de conversion, des droits prescrits par règlement du gouvernement et dans le cas de compagnies, des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

• *Avis de l'Autorité.*

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis de l'Autorité.

_____

1974, c. 70, a. 198 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 39 ;1993, c. 48, a. 159 ;1996, c. 63, a. 80 ;2002, c. 70, a. 77 ;2004, c. 37, a. 90.

182. L'article 198 de cette loi est modifié, dans le deuxième alinéa, par l'insertion, après le mot « conversion », de « , des droits prescrits par règlement du gouvernement et dans le cas de compagnies, des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 198 de la Loi sur les assurances est modifié pour prévoir que la demande transmise au ministre des Finances de confirmer le règlement de conversion et, dans le cas de compagnies, d'autoriser le registraire des entreprises à établir un certificat attestant la conversion, est accompagnée des droits prescrits par règlement et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 198, 2° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Certificat de conversion.*

200.0.2. Si le ministre accepte la demande d'une compagnie visée à l'article 198 et lorsque le registraire des entreprises reçoit les statuts de conversion, les documents les accompagnant et les droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la conversion en suivant la procédure prévue par l'article 123.15 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38). Celui-ci transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de conversion à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 79 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Certificat de conversion.*

200.0.2. Si le ministre accepte la demande d'une compagnie visée à l'article 198 et lorsque le registraire des entreprises reçoit les statuts de conversion, les documents les accompagnant et les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) qui sont visés au deuxième alinéa de l'article 198, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la conversion en suivant la procédure prévue par l'article 472 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52). Celui-ci transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de conversion à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 79 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 514.

183. L'article 200.0.2 de cette loi, modifié par l'article 514 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) qui sont visés au deuxième alinéa de l'article 198 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.0.2 de la Loi sur les assurances est modifié pour référer aux droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'aux droits prévus au règlement d'application de la Loi sur les assurances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.0.2 L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *non en vigueur Contenu des statuts.*

200.0.9. Les statuts de transformation contiennent les dispositions prévues par l'article 123.12 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), à l'exception de son paragraphe 3°, et celles permises par l'article 123.13 de cette loi.

• *Documents.*

Les statuts doivent être accompagnés des documents prévus par règlement du gouvernement et des autres documents prévus par l'article 123.14 de cette loi.

_____

2002, c. 70, a. 79.

TEXTE REFONDU

• *non en vigueur Contenu des statuts.*

200.0.9. Les statuts de transformation contiennent les dispositions prévues par l'article 5 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) à l'exception de son paragraphe 2° et peuvent également contenir celles permises par l'article 6 de cette loi.

• *Documents.*

Les statuts doivent être accompagnés des documents prévus par règlement du gouvernement, des autres documents prévus par l'article 8 de cette loi, des droits prescrits par règlement du gouvernement et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre le la présente loi*).

_____

2002, c. 70, a. 79 ;2009, c. 52, a. 516.

184. L'article 200.0.9 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 70 des lois de 2002 et modifié par l'article 516 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié, dans le deuxième alinéa :

1° par le remplacement des mots « et des autres » par « , des autres » ;

2° par l'insertion, après le mot « loi », de « , des droits prescrits par règlement du gouvernement et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.0.9 de la Loi sur les assurances est modifié afin de prévoir que les droits payables à l'Autorité des marchés financiers et au registraire des entreprises doivent accompagner les statuts de transformation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.0.9, 2° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de l'entrée en vigueur de l'article 200.0.9 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

TEXTE ACTUEL

• *non en vigueur Certificat de transformation.*

200.0.11. Si le ministre autorise la transformation, le registraire des entreprises, sur réception des statuts de transformation, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, établit un certificat attestant la transformation de la compagnie et la continuation de son existence en suivant la procédure prévue par l'article 123.15 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38). Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée du certificat et des statuts de transformation à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 79 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *non en vigueur Certificat de transformation.*

200.0.11. Si le ministre autorise la transformation, le registraire des entreprises, sur réception des statuts de transformation, des documents les accompagnant et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) visés au deuxième alinéa de l'article 200.0.9, établit un certificat attestant la transformation de la compagnie et la continuation de son existence en suivant la procédure prévue par l'article 472 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52). Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée du certificat et des statuts de transformation à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 79 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 517.

185. L'article 200.0.11 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 70 des lois de 2002, modifié par l'article 90 du chapitre 37 des lois de 2004 et par l'article 517 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) visés au deuxième alinéa de l'article 200.0.9 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.0.11 de la Loi sur les assurances est modifié pour référer aux droits prévus à la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'aux droits prévus au règlement d'application de la Loi sur les assurances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.0.11 L.A.

* Réf. d.a.: Date de l'entrée en vigueur de l'article 200.0.11 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

TEXTE ACTUEL

• *Certificat de continuation.*

200.0.16. À la demande d'une compagnie constituée par une loi spéciale, le registraire des entreprises établit, avec l'autorisation du ministre, un certificat de continuation afin de lui rendre applicables les dispositions de la partie IA de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi et de sa charte. Avant de donner son autorisation, le ministre prend avis de l'Autorité.

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de modification doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

• *Copie certifiée.*

Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de continuation à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 80 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Certificat de continuation.*

200.0.16. À la demande d'une compagnie constituée par une loi spéciale, le registraire des entreprises établit, avec l'autorisation du ministre, un certificat de continuation afin de lui rendre applicables les dispositions de la partie IA de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi et de sa charte. Avant de donner son autorisation, le ministre prend avis de l'Autorité.

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de continuation doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer et être accompagnés des droits prescrits par règlement du gouvernement ainsi que des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

• *Copie certifiée.*

Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de continuation à l'Autorité.

_____

2002, c. 70, a. 80 ;2004, c. 37, a. 902009, c. 52, a. 524.

186. L'article 200.0.16 de cette loi, modifié par l'article 524 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Les statuts de continuation doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer et être accompagnés des droits prescrits par règlement du gouvernement ainsi que des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.0.16 de la Loi sur les assurances est modifié afin de prévoir que les droits payables à l'Autorité des marchés financiers et au registraire des entreprises doivent accompagner les statuts de continuation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.0.16, 2° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Demande de confirmation.*

200.5. La compagnie demande au ministre de confirmer le règlement de continuation.

• *Avis de l'Autorité.*

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis de l'Autorité.

_____

1984, c. 22, a. 41 ;2002, c. 70, a. 82 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Demande de confirmation.*

200.5. La compagnie demande au ministre de confirmer le règlement de continuation. Elle doit de plus accompagner cette demande des droits prescrits par règlement du gouvernement ainsi que des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

• *Avis de l'Autorité.*

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis de l'Autorité.

_____

1984, c. 22, a. 41 ;2002, c. 70, a. 82 ;2004, c. 37, a. 90.

187. L'article 200.5 de cette loi est modifié, à la fin du premier alinéa, par l'addition de la phrase suivante : « Elle doit de plus accompagner cette demande des droits prescrits par règlement du gouvernement ainsi que des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.5 de la Loi sur les assurances est modifié afin de prévoir que les droits payables à l'Autorité des marchés financiers et au registraire des entreprises doivent accompagner la demande de confirmation du règlement de continuation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.5, 1° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Certificat de continuation.*

200.6. Si le ministre confirme le règlement, le registraire des entreprises, sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, établit un certificat attestant la continuation de l'existence de la compagnie en suivant la procédure prévue par l'article 123.15 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de continuation doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

• *Copie certifiée.*

Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de continuation à l'Autorité.

_____

1984, c. 22, a. 41 ;1993, c. 48, a. 162 ;2002, c. 70, a. 83 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Certificat de continuation.*

200.6. Si le ministre confirme le règlement, le registraire des entreprises, sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi) visés au premier alinéa de l'article 200.5, établit un certificat attestant la continuation de l'existence de la compagnie en suivant la procédure prévue par l'article 472 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52).

• *Catégories d'assurance.*

Les statuts de continuation doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

• *Copie certifiée.*

Le registraire des entreprises transmet une copie certifiée des statuts et du certificat de continuation à l'Autorité.

_____

1984, c. 22, a. 41 ;1993, c. 48, a. 162 ;2002, c. 70, a. 83 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 521.

188. L'article 200.6 de cette loi, modifié par l'article 521 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) visés au premier alinéa de l'article 200.5 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200.6 de la Loi sur les assurances est modifié pour référer aux droits prévus à la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'aux droits prévus au règlement d'application de la Loi sur les assurances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 200.6, 1° al. L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Réglementation.*

420. Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements conciliables avec la présente loi pour:

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui demande un permis, les conditions que cette personne doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

(...)

k) établir un tarif des droits exigibles pour la constitution en personne morale des compagnies et sociétés d'assurance, pour la délivrance de lettres patentes, pour le dépôt, l'examen et la certification de statuts et d'autres documents, pour la délivrance ou la remise en vigueur de permis ainsi que pour les inspections ;

(...)

aa) déterminer, pour toute personne morale agissant au Québec à titre d'assureur, comme condition de délivrance du permis visé à l'article 211, la proportion raisonnable de son actif qui doit être investi au Québec eu égard à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Québec;

(...)

av) déterminer la politique que les assureurs doivent adopter conformément à l'article 285.29 ou des éléments de cette politique.

_____

1974, c. 70, a. 420 ;1979, c. 33, a. 40 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 77 ;1985, c. 17, a. 47 ;1987, c. 54, a. 31 ;1990, c. 86, a. 50 ;1989, c. 48, a. 248 ;1993, c. 48, a. 166 ;1996, c. 63, a. 79, a. 80, a. 82 ;1997, c. 43, a. 875 ;2002, c. 45, a. 242 ;2002, c. 70, a. 150 ;2003, c. 1, a. 13 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Réglementation.*

420. Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements conciliables avec la présente loi pour:

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui demande un permis, les conditions que cette personne doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

(...)

k) établir un tarif pour des droits exigibles par l'Autorité pour le dépôt et l'examen d'une demande de constitution, de modification de statuts, de fusion, de conversion ou de continuation d'un assureur ainsi que pour le dépôt, l'examen et la délivrance de documents divers ou la remise en vigueur de permis ainsi que pour les inspections ;

(...)

aa) déterminer, pour toute personne morale agissant au Québec à titre d'assureur, comme condition de délivrance du permis visé à l'article 211, la proportion raisonnable de son actif qui doit être investi au Québec eu égard à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Québec;

(...)

av) déterminer la politique que les assureurs doivent adopter conformément à l'article 285.29 ou des éléments de cette politique.

1974, c. 70, a. 420 ;1979, c. 33, a. 40 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 77 ;1985, c. 17, a. 47 ;1987, c. 54, a. 31 ;1990, c. 86, a. 50 ;1989, c. 48, a. 248 ;1993, c. 48, a. 166 ;1996, c. 63, a. 79, a. 80, a. 82 ;1997, c. 43, a. 875 ;2002, c. 45, a. 242 ;2002, c. 70, a. 150 ;2003, c. 1, a. 13 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 523.

189. L'article 420 de cette loi, modifié par l'article 523 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *k* par le suivant :

« *k*) établir un tarif pour des droits exigibles par l'Autorité pour le dépôt et l'examen d'une demande de constitution, de modification de statuts, de fusion, de conversion ou de continuation d'un assureur ainsi que pour le dépôt, l'examen et la délivrance de documents divers ou la remise en vigueur de permis ainsi que pour les inspections ; ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 420 de la Loi sur les assurances est modifié attendu que les droits payables au registraire des entreprises seront dorénavant prévus dans la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que dans le règlement d'application de la Loi sur les assurances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 420 (k) L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

190. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 422.0.1, de ce qui suit :

« **CHAPITRE XV**

« DROITS PARTICULIERS PAYABLES AU REGISTRAIRE

« **422.0.2.** Tout avis ou autre document transmis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre en application du premier alinéa de l'article 21, des deuxième et quatrième alinéas de l'article 41, du premier alinéa de l'article 77, du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 93.20, du premier alinéa de l'un des articles 93.27 ou 93.27.2, de l'un des articles 93.117, 93.120 ou 93.214, du deuxième alinéa de l'article 93.217 ou du quatrième alinéa de l'article 191, doit être accompagné des droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour le dépôt de tout autre document.

Il en est de même d'un document visé au premier alinéa de l'article 93.202 ou à l'un des articles 93.212, 188, 197 ou 199 qui est transmis à l'Autorité pour qu'elle le transmette au registraire des entreprises. En ce cas, l'Autorité remet ces droits au registraire des entreprises. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 422.0.2 est ajouté à la Loi sur les assurances afin de prévoir que tout document ou avis visé aux dispositions énumérées doit être accompagné des droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises pour le dépôt de tout autre document.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 422.0.2 L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

• *Avis d'intention.*

21. Les fondateurs transmettent au registraire des entreprises un avis signé par eux de leur intention d'être constitués en personne morale et accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45). Ils transmettent une copie de cet avis à l'Autorité. Le registraire des entreprises dépose cet avis au registre. La demande de constitution en compagnie d'assurance doit être présentée au ministre dans les six mois suivant la date de ce dépôt.

• *Contenu.*

Cet avis doit mentionner:

1° le nom de la compagnie;

2° les nom et adresse de chaque fondateur;

3° les catégories d'assurance envisagées;

4° le lieu, au Québec, où la compagnie aura son siège;

5° le capital-actions envisagé et le surplus d'apport prévu.

_____

1974, c. 70, a. 21 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 2 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Publication d'avis de convention.*

188. Un avis de la convention accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) est transmis à l'Autorité qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre et est publié dans un quotidien atteignant toute localité où les personnes morales ont leur siège, pendant quatre semaines consécutives.

_____

1974, c. 70, a. 188 ;1993, c. 48, a. 154 ;1996, c. 63, a. 80, a. 84 ;2002, c. 45, a. 226 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Dépôt d'avis de règlement.*

197. Un avis du règlement accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) est transmis à l'Autorité qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre. Cet avis est publié dans un quotidien atteignant la localité où la personne morale a son siège, pendant quatre semaines consécutives.

_____

1974, c. 70, a. 197 ;1993, c. 48, a. 158 ;1996, c. 63, a. 80, a. 84 ;2002, c. 45, a. 228 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Contenu.*

93.187. L'état des résultats doit exposer la situation financière de la fédération et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée.

_____

1985, c. 17, a. 6 ;1993, c. 48, a. 133 ;2002, c. 70, a. 153 ;2002, c. 45, a. 243 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE ACTUEL

• *Contenu de l'état des résultats.*

93.264. L'état des résultats doit exposer la situation financière du fonds de garantie et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée.

_____

1985, c. 17, a. 6 ;1993, c. 48, a. 143 ;1996, c. 63, a. 81 ;2002, c. 70, a. 153 ;2002, c. 45, a. 243 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Contenu de l'état.*

306. Cet état doit exposer la situation financière de l'assureur et comporter les données exigées par l'article 299.

• *Informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée.

_____

1974, c. 70, a. 306 ;1993, c. 48, a. 164.

TEXTE REFONDU

• *Avis d'intention.*

21. Les fondateurs transmettent au registraire des entreprises un avis signé par eux de leur intention d'être constitués en personne morale. Ils transmettent une copie de cet avis à l'Autorité. Le registraire des entreprises dépose cet avis au registre. La demande de constitution en compagnie d'assurance doit être présentée au ministre dans les six mois suivant la date de ce dépôt.

• *Contenu.*

Cet avis doit mentionner:

1° le nom de la compagnie;

2° les nom et adresse de chaque fondateur;

3° les catégories d'assurance envisagées;

4° le lieu, au Québec, où la compagnie aura son siège;

5° le capital-actions envisagé et le surplus d'apport prévu.

_____

1974, c. 70, a. 21 ;1982, c. 52, a. 80 ;1984, c. 22, a. 2 ;2002, c. 70, a. 8 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Publication d'avis de convention.*

188. Un avis de la convention est transmis à l'Autorité qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre et est publié dans un quotidien atteignant toute localité où les personnes morales ont leur siège, pendant quatre semaines consécutives.

_____

1974, c. 70, a. 188 ;1993, c. 48, a. 154 ;1996, c. 63, a. 80, a. 84 ;2002, c. 45, a. 226 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Dépôt d'avis de règlement.*

197. Un avis du règlement est transmis à l'Autorité qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre. Cet avis est publié dans un quotidien atteignant la localité où la personne morale a son siège, pendant quatre semaines consécutives.

_____

1974, c. 70, a. 197 ;1993, c. 48, a. 158 ;1996, c. 63, a. 80, a. 84 ;2002, c. 45, a. 228 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Contenu.*

93.187. L'état des résultats doit exposer la situation financière de la fédération et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour la mise à jour annuelle de ses informations.

_____

1985, c. 17, a. 6 ;1993, c. 48, a. 133 ;2002, c. 70, a. 153 ;2002, c. 45, a. 243 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Contenu de l'état des résultats.*

93.264. L'état des résultats doit exposer la situation financière du fonds de garantie et comprendre les informations et documents qui doivent figurer dans le rapport annuel ainsi que les renseignements requis par l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour la mise à jour annuelle de ses informations.

_____

1985, c. 17, a. 6 ;1993, c. 48, a. 143 ;1996, c. 63, a. 81 ;2002, c. 70, a. 153 ;2002, c. 45, a. 243 ;2004, c. 37, a. 90.

• *Contenu de l'état.*

306. Cet état doit exposer la situation financière de l'assureur et comporter les données exigées par l'article 299.

• *Informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour la mise à jour annuelle de ses informations.

_____
1974, c. 70, a. 306 ;1993, c. 48, a. 164.

191. Cette loi est modifiée :

1° par la suppression de « et accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » dans le premier alinéa de l'article 21 ;

2° par la suppression de « accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » dans les articles 188 et 197 ;

3° par le remplacement de « Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée » par « Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour la mise à jour annuelle de ses informations » dans le deuxième alinéa des articles 93.187, 93.264 et 306.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 191 apporte des modifications de concordance à la Loi sur les assurances attendu, d'une part, l'insertion de l'article 422.0.2 à cette loi et, d'autre part, le remplacement de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., c. P-45) par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 21, 1° al., 93.187, 2° al. ; 93.264, 2° al. ; 188 ; 197 et 306, 2° al. L.A.

* Réf. d.a.: 191 (1°) : Date de la présentation du projet de loi; 191 (2° et 3°) : Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Liquidation d'une compagnie d'assurance.*

19.12. Dans le cas d'une compagnie d'assurance au sens de la Loi sur les assurances (chapitre A-32), toute décision de la Cour supérieure d'ordonner la liquidation doit faire l'objet d'un avis publié à la Gazette officielle du Québec. Les dispositions du chapitre XI du titre IV de cette loi s'appliquent alors à la liquidation.

• *Avis aux membres.*

Les membres d'une fédération ou d'un fonds de garantie au sens de cette loi doivent être avisés par le liquidateur, dans les 10 jours, de la décision de la Cour ordonnant la liquidation.

• *Liquidation d'une fédération.*

La décision de la Cour de liquider une fédération prend effet 60 jours après le dépôt de l'avis prévu au premier alinéa au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales institué par l'article 58 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

• *Conséquences d'une liquidation.*

La liquidation d'une fédération emporte celle de son fonds de placement ainsi que la liquidation du fonds de garantie qui lui est lié et, inversement, la liquidation d'un fonds de garantie emporte celle de la fédération à laquelle il est lié ainsi que celle du fonds de placement de cette dernière.

• *Liquidateur.*

Le liquidateur de la fédération assume également la liquidation du fonds de placement et du fonds de garantie selon les mêmes règles. Il en est de même pour le liquidateur du fonds de garantie qui assume la liquidation, de la fédération qui lui est liée ainsi que la liquidation du fonds de placement de cette dernière selon ces règles.

_____

2008, c. 7, a. 5.

TEXTE REFONDU

• *Liquidation d'une compagnie d'assurance.*

19.12. Dans le cas d'une compagnie d'assurance au sens de la Loi sur les assurances (chapitre A-32), toute décision de la Cour supérieure d'ordonner la liquidation doit faire l'objet d'un avis publié à la Gazette officielle du Québec. Les dispositions du chapitre XI du titre IV de cette loi s'appliquent alors à la liquidation.

• *Avis aux membres.*

Les membres d'une fédération ou d'un fonds de garantie au sens de cette loi doivent être avisés par le liquidateur, dans les 10 jours, de la décision de la Cour ordonnant la liquidation.

• *Liquidation d'une fédération.*

L'avis prévu au premier alinéa est transmis au registraire des entreprises qui le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de*

chapitre de la présente loi). La décision de la Cour de liquider une fédération prend effet 60 jours après ce dépôt.

• *Conséquences d'une liquidation.*

La liquidation d'une fédération emporte celle de son fonds de placement ainsi que la liquidation du fonds de garantie qui lui est lié et, inversement, la liquidation d'un fonds de garantie emporte celle de la fédération à laquelle il est lié ainsi que celle du fonds de placement de cette dernière.

• *Liquidateur.*

Le liquidateur de la fédération assume également la liquidation du fonds de placement et du fonds de garantie selon les mêmes règles. Il en est de même pour le liquidateur du fonds de garantie qui assume la liquidation, de la fédération qui lui est liée ainsi que la liquidation du fonds de placement de cette dernière selon ces règles.

_____
2008, c. 7, a. 5.

LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

192. L'article 19.12 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q., chapitre A-33.2) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« L'avis prévu au premier alinéa est transmis au registraire des entreprises qui le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). La décision de la Cour de liquider une fédération prend effet 60 jours après ce dépôt. ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification apportée à l'article 19.12 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers en est une de concordance, le texte proposé remplaçant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par la Loi sur la publicité légale des entreprises et modifiant le nom du registre auquel il est fait référence. Il est enfin précisé que c'est le registraire qui dépose l'avis au registre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 19.12, 3° al. L.A.M.F.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Constitution en personne morale.*

1. À la requête d'au moins cinq personnes majeures et sur paiement des droits exigibles, le registraire des entreprises peut, par ordonnance, constituer en club, jouissant de la personnalité morale, les requérants et toutes autres personnes qui par la suite en deviennent membres; un club ainsi constitué peut acquérir et posséder tous les biens qui lui sont nécessaires pour atteindre le but et la fin énoncés à l'article 2.

• *Conformité.*

Le nom d'un club doit être conforme à l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

• *Nom non conforme.*

Le registraire des entreprises refuse de constituer un club dont le nom proposé n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° de l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies.

• *Renseignements.*

Il est loisible au registraire des entreprises d'exiger des requérants tous les renseignements qu'il juge utiles avant de faire droit à leur demande.

• *Dépôt au registre.*

Le registraire des entreprises dépose l'ordonnance au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

• *Tarif.*

Un tarif des droits payables pour la constitution de tels clubs sera établi et pourra être modifié par le gouvernement, sur la recommandation du ministre; ces droits doivent être, selon l'importance du club, de 25 $ à 50 $ lorsque tous les requérants sont domiciliés au Québec et de 100 $ à 200 $ dans les autres cas.

_____

S. R. 1964, c. 204, a. 1 ;1969, c. 26, a. 22 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 111 ;1993, c. 48, a. 209 ;1999, c. 40, a. 53 ;2002, c. 45, a. 262.

TEXTE REFONDU

• *Constitution en personne morale.*

1. À la requête d'au moins cinq personnes majeures et sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises peut, par ordonnance, constituer en club, jouissant de la personnalité morale, les requérants et toutes autres personnes qui par la suite en deviennent membres; un club ainsi constitué peut acquérir et posséder tous les biens qui lui sont nécessaires pour atteindre le but et la fin énoncés à l'article 2.

• *Conformité.*

Le nom d'un club doit être conforme à l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

• *Nom non conforme.*

Le registraire des entreprises refuse de constituer un club dont le nom proposé n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° de l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies.

• *Renseignements.*

Il est loisible au registraire des entreprises d'exiger des requérants tous les renseignements qu'il juge utiles avant de faire droit à leur demande.

• *Dépôt au registre.*

Le registraire des entreprises dépose l'ordonnance au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

_____

S. R. 1964, c. 204, a. 1 ;1969, c. 26, a. 22 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 111 ;1993, c. 48, a. 209 ;1999, c. 40, a. 53 ;2002, c. 45, a. 262.

LOI SUR LES CLUBS DE CHASSE ET DE PÊCHE

193. L'article 1 de la Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « droits exigibles » par « droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » ;

2° par la suppression du sixième alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de la Loi sur les clubs de chasse et de pêche est modifié afin que les droits payables pour la constitution d'un club soient dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que par la Loi sur les clubs de chasse et de pêche et le tarif afférent.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 1° al. et 6° al. L.C.C.P.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Procédure:*

1. Dix, ou un plus grand nombre de personnes, domiciliées dans quelque partie du Canada, qui désirent se former en association, cercle ou club, dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, ou dans le but de développer et d'encourager le tourisme, ou en société musicale ou en association d'automobilistes, peuvent être constituées en personne morale, en procédant de la manière suivante:

• *consentement municipal;*

1° en obtenant, dans ce but, l'assentiment et l'autorisation du conseil municipal du lieu de leur domicile, s'il est situé au Québec, ou de l'endroit où cette association aura son siège au Québec;

• *déclaration;*

2° en signant une déclaration en double, dans laquelle elles mentionnent le nom de l'association, l'objet pour lequel elles veulent être constituées en personne morale et l'endroit où cette association aura son siège;

• *déclaration et certificat.*

3° en transmettant au registraire des entreprises la déclaration et le certificat d'approbation du conseil municipal. Le registraire des entreprises dépose un exemplaire de la déclaration et le certificat au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et remet le second exemplaire de la déclaration à l'association.

_____

S. R. 1964, c. 298, a. 1 ;1969, c. 26, a. 115 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 113 ;1993, c. 48, a. 211 ;1999, c. 40, a. 54 ;2002, c. 45, a. 265.

TEXTE REFONDU

• *Procédure:*

1. Dix, ou un plus grand nombre de personnes, domiciliées dans quelque partie du Canada, qui désirent se former en association, cercle ou club, dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, ou dans le but de développer et d'encourager le tourisme, ou en société musicale ou en association d'automobilistes, peuvent être constituées en personne morale, en procédant de la manière suivante:

• *consentement municipal;*

1° en obtenant, dans ce but, l'assentiment et l'autorisation du conseil municipal du lieu de leur domicile, s'il est situé au Québec, ou de l'endroit où cette association aura son siège au Québec;

• *déclaration;*

2° en signant une déclaration, dans laquelle elles mentionnent le nom de l'association, l'objet pour lequel elles veulent être constituées en personne morale et l'endroit où cette association aura son siège;

• *déclaration et certificat.*

3° en transmettant au registraire des entreprises la déclaration et le certificat d'approbation du conseil municipal. Le registraire des entreprises dépose la déclaration et le certificat au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) et remet un exemplaire de la déclaration à l'association.

S. R. 1964, c. 298, a. 1 ;1969, c. 26, a. 115 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 113 ;1993, c. 48, a. 211 ;1999, c. 40, a. 54 ;2002, c. 45, a. 265.

LOI SUR LES CLUBS DE RÉCRÉATION

194. L'article 1 de la Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23) est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 2°, des mots « en double » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, de « un exemplaire de la déclaration et le certificat au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et remet le second » par « la déclaration et le certificat au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) et remet un ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de la Loi sur les clubs de récréation est modifié de concordance avec le remplacement de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par la Loi sur la publicité légale des entreprises. Également, dans l'hypothèse où les documents sont envoyés au moyen de divers supports autres que le papier, la notion d'exemplaire et de double est retirée.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1 (2°) et (3°) L.C.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

130. La signification à une personne morale se fait soit à son siège, soit à l'un de ses établissements au Québec ou à celui de son agent dans le district où la cause d'action a pris naissance, en s'adressant à l'un de ses dirigeants ou à une personne ayant la garde de l'établissement.

À défaut de tel siège ou établissement, la signification peut être faite à l'un de ses dirigeants ou à toute personne apparaissant comme telle au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou encore à son fondé de pouvoir désigné en vertu de l'article 4 de cette loi.

La signification à des personnes qui agissent illégalement comme personnes morales se fait à l'une d'elles, ou à leur principal établissement d'entreprise.

_____

1965 (1re sess.), c. 80, a. 130 ;1975, c. 83, a. 14 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 114 ;1992, c. 57, a. 220 ;1993, c. 48, a. 216 ;1999, c. 40, a. 56.

TEXTE REFONDU

130. La signification à une personne morale se fait soit à son siège, soit à l'un de ses établissements au Québec ou à celui de son agent dans le district où la cause d'action a pris naissance, en s'adressant à l'un de ses dirigeants ou à une personne ayant la garde de l'établissement.

À défaut de tel siège ou établissement, la signification peut être faite à l'un de ses dirigeants ou à toute personne apparaissant comme telle au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ou encore à son fondé de pouvoir désigné en vertu de cette loi.

La signification à des personnes qui agissent illégalement comme personnes morales se fait à l'une d'elles, ou à leur principal établissement d'entreprise.

_____

1965 (1re sess.), c. 80, a. 130 ;1975, c. 83, a. 14 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 114 ;1992, c. 57, a. 220 ;1993, c. 48, a. 216 ;1999, c. 40, a. 56.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

195. L'article 130 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou encore à son fondé de pouvoir désigné en vertu de l'article 4 » par « Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ou encore à son fondé de pouvoir désigné en vertu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 130 du Code de procédure civile est modifié pour remplacer le renvoi à l'article 4 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises qu'il est proposé d'édicter.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 130, 2° al. C.P.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

RÈGLEMENTS

S. R. 1964, c. 271, a. 23 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1972, c. 61, a. 10 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 11 ;1980, c. 28, a. 8 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 122, a. 138 ;1993, c. 48, a. 248 ;2002, c. 45, a. 278.

TEXTE REFONDU

DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS

22.1. Les droits et frais à payer lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui doit être fait par le registraire des entreprises, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque en vertu de la présente partie, sont prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la présente partie ne sont livrées qu'après que tous les droits exigibles ont été dûment payés..

LOI SUR LES COMPAGNIES

196. L'intitulé de la section X de la partie I de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est remplacé par ce qui suit :

« DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS

« **22.1.** Les droits et frais à payer lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui doit être fait par le registraire des entreprises, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque en vertu de la présente partie, sont prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7).

Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la présente partie ne sont livrées qu'après que tous les droits exigibles ont été dûment payés. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'intitulé de la section X de la partie I de la Loi sur les compagnies est modifié pour ajouter les droits à payer.

L'article 22.1 est ajouté pour prévoir que les droits et frais payables pour l'application de la partie I de la Loi sur les compagnies seront ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

R? 23/11/2010 12h29T?
V? DOSSIER: REQ
NIN LC-22.1

RÉFÉRENCES

* Réf.: Intitulé, partie I, section X et 22.1 L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi

TEXTE ACTUEL

• *Tarif des droits.*

23. 1° Le gouvernement peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs des droits et honoraires payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui doit être fait par le registraire des entreprises, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la présente partie.

• *Droits à payer.*

1.1° Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer pour :

1° la réservation d'un nom ainsi que pour la recherche et l'établissement d'un rapport de recherche ;

2° une demande visée à l'article 18.1 ou 221.1 ;

3° une demande visée à l'article 28.2.

• *Variation.*

2° S'il le juge à propos, le gouvernement peut graduer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente.

• *Paiement.*

3° Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la présente partie, ne sont livrées qu'après que tous les droits et honoraires exigibles ont été dûment payés.

• *Réglementation.*

4° Le gouvernement peut, par règlement :

1° déterminer les autorités publiques visées au paragraphe 6° de l'article 9.1 ;

1.1° déterminer les cas où le nom d'une compagnie laisse croire qu'elle est liée à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement, pour l'application du paragraphe 7° de l'article 9.1 ;

1.2° déterminer les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° à 9° de l'article 9.1 ;

1.3° déterminer la période pour laquelle un nom peut être réservé pour l'application du premier alinéa de l'article 9.2 ;

2° déterminer des normes, modalités et exigences concernant l'énonciation des objets et pouvoirs et du capital-actions dans toute requête, demande ou document adressés au registraire des entreprises ; et

3° adopter toutes autres dispositions pour assurer l'exécution de la présente partie.

TEXTE ACTUEL

• *Publication d'un avis.*

5° Les règlements du gouvernement, autres que ceux concernant les droits à payer, ne peuvent être adoptés que moyennant un préavis de 30 jours publié à la Gazette officielle du Québec et en reproduisant le texte.

• *Entrée en vigueur des règlements.*

Ces règlements entrent en vigueur à la date de la publication à la Gazette officielle du Québec d'un avis indiquant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

S. R. 1964, c. 271, a 23 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1972, c. 61, a. 10 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 11 ;1980, c. 28, a. 8 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 122, a. 138 ;1993, c. 48, a. 248 ;2002, c. 45, a. 278.

TEXTE REFONDU

• *Tarif des droits.*

23. 1° Le gouvernement peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs des droits et honoraires payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui doit être fait par le registraire des entreprises, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la présente partie.

• *Réglementation.*

4° Le gouvernement peut, par règlement :

1° déterminer les autorités publiques visées au paragraphe 6° de l'article 9.1 ;

1.1° déterminer les cas où le nom d'une compagnie laisse croire qu'elle est liée à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement, pour l'application du paragraphe 7° de l'article 9.1 ;

1.2° déterminer les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° à 9° de l'article 9.1 ;

1.3° déterminer la période pour laquelle un nom peut être réservé pour l'application du premier alinéa de l'article 9.2 ;

2° déterminer des normes, modalités et exigences concernant l'énonciation des objets et pouvoirs et du capital-actions dans toute requête, demande ou document adressés au registraire des entreprises ; et

3° adopter toutes autres dispositions pour assurer l'exécution de la présente partie.

• *Publication d'un avis.*

5° Les règlements du gouvernement ne peuvent être adoptés que moyennant un préavis de 30 jours publié à la Gazette officielle du Québec et en reproduisant le texte.

• *Entrée en vigueur des règlements.*

Ces règlements entrent en vigueur à la date de la publication à la Gazette officielle du Québec d'un avis indiquant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

S. R. 1964, c. 271, a 23 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1972, c. 61, a. 10 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 11 ;1980, c. 28, a. 8 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 122, a. 138 ;1993, c. 48, a. 248 ;2002, c. 45, a. 278.

197. L'article 23 de cette loi est modifié :

1° par la suppression des paragraphes 1 à 3 ;

2° par la suppression, dans le paragraphe 5, de « , autres que ceux concernant les droits à payer, ».

NOTE EXPLICATIVE

Le pouvoir réglementaire en matière de droits et de frais est supprimé puisque les droits et frais seront dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23 (1°) (1.1°) (2°) (3°) (5°) L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Entrée en vigueur des règlements.*

25. Les règlements concernant les droits à payer et les formules adoptés en vertu de la présente partie entrent en vigueur à la date de leur publication à la Gazette officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

_____

1972, c. 61, a. 11 ;1979, c. 31, a. 12.

TEXTE REFONDU

25. *(Abrogé).*

_____

1972, c. 61, a. 11 ;1979, c. 31, a. 12.

198. L'article 25 de cette loi est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 de la Loi sur les compagnies est supprimé attendu la suppression du pouvoir règlementaire de déterminer les droits et frais payables au registraire et le fait que les formules sont fournies ou autorisées par le registraire aux termes de la Loi sur les compagnies plutôt que déterminées par règlement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25 L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Connaissance des tiers.*

123.30. Les tiers ne sont pas présumés avoir connaissance des informations contenues dans un document relatif à la compagnie, autres que celles visées à l'article 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), du seul fait de son dépôt au registre ou du fait que ce document peut être consulté dans les bureaux de la compagnie.

_____

1979, c. 31, a. 27 ;1980, c. 28, a. 14 ;1993, c. 48, a. 275.

TEXTE REFONDU

• *Connaissance des tiers.*

123.30. Les tiers ne sont pas présumés avoir connaissance des informations contenues dans un document relatif à la compagnie, autres que celles visées à l'article 98 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), du seul fait de son dépôt au registre ou du fait que ce document peut être consulté dans les bureaux de la compagnie.

_____

1979, c. 31, a. 27 ;1980, c. 28, a. 14 ;1993, c. 48, a. 275.

199. L'article 123.30 de cette loi est modifié par le remplacement de « 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « 98 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 123.30 de la Loi sur les compagnies est modifié pour remplacer le renvoi à l'article 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la disposition correspondante dans la Loi sur la publicité légale des entreprises quant à l'opposabilité de certaines informations apparaissant au registre des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123.30 L.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Refus d'enregistrement.*

123.160. Le registraire des entreprises refuse de délivrer le certificat approprié, si le statut ou le document :

1° ne contient pas les énonciations légalement exigées par la présente loi ;

2° n'est pas présenté en la forme et teneur prescrites par règlement du gouvernement et sur les formules prescrites par le registraire des entreprises ;

3° n'est pas accompagné des droits ou des documents prescrits ; ou

4° prévoit un nom non conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 9.1 ;

5° n'est pas accompagné du rapport de recherche visé au paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 123.14.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 295 ;2002, c. 45, a. 278.

TEXTE REFONDU

• *Refus d'enregistrement.*

123.160. Le registraire des entreprises refuse de délivrer le certificat approprié, si le statut ou le document :

1° ne contient pas les énonciations légalement exigées par la présente loi ;

2° n'est pas présenté en la forme et teneur prescrites par règlement du gouvernement et sur les formules prescrites par le registraire des entreprises ;

3° n'est pas accompagné des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ou des documents prescrits ; ou

4° prévoit un nom non conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 9.1 ;

5° n'est pas accompagné du rapport de recherche visé au paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 123.14.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 295 ;2002, c. 45, a. 278.

200. L'article 123.160 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 3° et après le mot « droits », de « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 123.30 de la Loi sur les compagnies est modifié pour référer non pas aux droits prescrits, mais au droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123.160 (3°) L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Réglementation.*

123.169. Le gouvernement peut, par règlement :

1° établir les droits à payer et en fixer le montant pour le dépôt, l'examen ou la certification de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le registraire des entreprises en vertu de la présente partie ;

1.1° établir les droits à payer pour la réservation d'un nom ainsi que pour la recherche et l'établissement d'un rapport de recherche ;

1.2° établir les droits à payer pour une demande visée à l'article 123.27.1 ;

2° déterminer la forme et la teneur des statuts, certificats et autres documents dont le dépôt est requis en vertu de la présente partie ;

3° déterminer les autorités publiques visées au paragraphe 6° de l'article 9.1 ;

3.1° déterminer les cas où le nom d'une compagnie laisse croire qu'elle est liée à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement, pour l'application du paragraphe 7° de l'article 9.1 ;

3.2° déterminer les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° à 9° de l'article 9.1 ;

3.3° déterminer la période pour laquelle un nom peut être réservé pour l'application du premier alinéa de l'article 9.2 ;

4° déterminer la nature des documents qui doivent être déposés auprès du registraire des entreprises et le nombre d'exemplaires de chacun de ces documents ;

5° (paragraphe abrogé) ;

6° adopter toute autre disposition pour mettre à exécution la présente partie.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1987, c. 68, a. 67 ;1993, c. 48, a. 299 ;2002, c. 45, a. 278.

TEXTE REFONDU

• *Réglementation.*

123.169. Le gouvernement peut, par règlement :

1° (paragraphe supprimé) ;

1.1° (paragraphe supprimé) ;

1.2° (paragraphe supprimé) ;

2° déterminer la forme et la teneur des statuts, certificats et autres documents dont le dépôt est requis en vertu de la présente partie ;

3° déterminer les autorités publiques visées au paragraphe 6° de l'article 9.1 ;

3.1° déterminer les cas où le nom d'une compagnie laisse croire qu'elle est liée à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement, pour l'application du paragraphe 7° de l'article 9.1 ;

3.2° déterminer les critères dont il faut tenir compte pour l'application des paragraphes 7° à 9° de l'article 9.1 ;

3.3° déterminer la période pour laquelle un nom peut être réservé pour l'application du premier alinéa de l'article 9.2 ;

4° déterminer la nature des documents qui doivent être déposés auprès du registraire des entreprises et le nombre d'exemplaires de chacun de ces documents ;

5° (paragraphe abrogé) ;

6° adopter toute autre disposition pour mettre à exécution la présente partie.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1987, c. 68, a. 67 ;1993, c. 48, a. 299 ;2002, c. 45, a. 278.

201. L'article 123.169 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes 1°, 1.1° et 1.2°.

NOTE EXPLICATIVE

Le pouvoir réglementaire d'établir les droits à payer est supprimé attendu que les droits payables seront prévus dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123.169 (1°) (1.1°) (1.2°) L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Règlements déclarés applicables.*

123.170. Le gouvernement peut, au lieu d'adopter des règlements applicables à la présente partie, déclarer applicables les règlements adoptés en vertu des articles 23 à 25 avec ou sans modification.

• *Avis préalable.*

Les règlements du gouvernement, autres que ceux établissant ou modifiant des droits à payer, ne peuvent être adoptés que moyennant un préavis de trente jours publié dans la Gazette officielle du Québec et en reproduisant le texte.

• *Entrée en vigueur.*

Ces règlements entrent en vigueur à la date de publication dans la Gazette officielle du Québec d'un avis indiquant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;2002, c. 70, a. 163.

TEXTE REFONDU

• *Règlements déclarés applicables.*

123.170. Le gouvernement peut, au lieu d'adopter des règlements applicables à la présente partie, déclarer applicables les règlements adoptés en vertu de l'article 23 avec ou sans modification.

• *Avis préalable.*

Les règlements du gouvernement ne peuvent être adoptés que moyennant un préavis de trente jours publié dans la Gazette officielle du Québec et en reproduisant le texte.

• *Entrée en vigueur.*

Ces règlements entrent en vigueur à la date de publication dans la Gazette officielle du Québec d'un avis indiquant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;2002, c. 70, a. 163.

202. L'article 123.170 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « des articles 23 à 25 » par « de l'article 23 » ;

2° par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « , autres que ceux établissant ou modifiant des droits à payer, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 123.170 de la Loi sur les compagnies est modifié attendu la suppression du pouvoir réglementaire d'établir ou de modifier des droits à payer et vu l'abrogation proposée de l'article 25.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123.170, 1° et 2° al. L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

203. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 123.171, du suivant :

« **123.171.1.** Les droits à payer pour les mesures que peut ou doit prendre le registraire des entreprises en vertu de la présente partie sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 123.171.1 de la Loi sur les compagnies est ajouté afin de prévoir que les droits payables au registraire pour les mesures qu'il peut ou doit prendre en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies seront dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que dans un règlement pris pour l'application de la Loi sur les compagnies.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123.171.1 L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

DU TARIF DES DROITS ET DES RÈGLEMENTS

S. R. 1964, c. 271, a. 124 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 29.

TEXTE REFONDU

DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS

S. R. 1964, c. 271, a. 124 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 29.

204. L'intitulé de la section III de la partie II de cette loi est remplacé par le suivant :

« DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS ».

NOTE EXPLICATIVE

L'intitulé est modifié pour supprimer les mots « Du tarif ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Intitulé, section III, partie II L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Paiement des honoraires.*

128. Les actes qui doivent être faits par le registraire des entreprises ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la présente partie ne le sont qu'après que tous les droits et honoraires exigibles ont été payés.

S. R. 1964, c. 271, a. 125 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1982, c. 52, a. 138 ;2002, c. 45, a. 278.

TEXTE REFONDU

• *Paiement des honoraires.*

128. Les actes qui doivent être faits par le registraire des entreprises ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la présente partie ne le sont qu'après que tous les droits et frais exigibles ont été payés.

S. R. 1964, c. 271, a. 125 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1982, c. 52, a. 138 ;2002, c. 45, a. 278.

205. L'article 128 de cette loi est modifié par le remplacement du mot « honoraires » par le mot « frais ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 128 de la Loi sur les compagnies est modifié pour remplacer le terme «honoraires» par celui de «frais».

RÉFÉRENCES

* Réf.: 128 L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

DU TARIF DES DROITS

S. R. 1964, c. 271, a. 232 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 33.

TEXTE REFONDU

DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS

S. R. 1964, c. 271, a. 232 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 33.

206. L'intitulé de la section V de la partie III de cette loi est remplacé par le suivant :

« DROITS À PAYER ET RÈGLEMENTS ».

NOTE EXPLICATIVE

L'intitulé de la section V de la partie III de la Loi sur les compagnies est modifié afin de référer également aux habilitations réglementaires dont il est question dans la section V.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Intitulé, section V, partie III L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

• *Réservation.*

9.2. Le registraire des entreprises peut, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, réserver un nom pour la période qui y est déterminée.

• *Rapport de recherche.*

Il peut également, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, effectuer une recherche et établir un rapport de recherche des noms utilisés et déclarés au registre par toute personne, société ou par tout groupement.

_____

1993, c. 48, a. 236 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement d'un nom.*

18.1. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises de délivrer des lettres patentes supplémentaires pour changer le nom d'une compagnie qui n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 244 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Attestation.*

28.2. Le registraire des entreprises doit, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, attester qu'une compagnie est ou n'est pas dissoute.

_____

1993, c. 48, a. 253 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement de nom.*

123.27.1. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'ordonner à une compagnie de changer son nom s'il n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 273 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement de nom.*

221.1 Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'émettre des lettres patentes supplémentaires pour changer le nom d'une personne morale qui n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 316 ;1999, c. 40, a. 70 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Devoirs du registraire des entreprises.*

123.15. Le registraire des entreprises doit, sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement:

1° inscrire sur chaque exemplaire des statuts la mention «déposés» et la date du dépôt;

2° établir le certificat approprié en deux exemplaires et annexer à chacun un exemplaire des statuts;

3° déposer au registre un exemplaire du certificat et des statuts ainsi que les documents les accompagnant;

4° expédier à la compagnie ou à son représentant un exemplaire du certificat et des statuts;

5° (paragraphe abrogé).

1979, c. 31, a. 27 ;1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 267 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la modification.*

123.105. Sur réception des statuts de modification, des documents les accompagnant, le cas échéant, et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la modification.*

123.109. Sur réception des statuts confirmant un compromis ou un arrangement et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 280 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant fusion.*

123.119. Sur réception des statuts de fusion, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la fusion en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la continuation.*

123.136. Sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la continuation de l'existence de la compagnie en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Dépôt auprès du registraire des entreprises.*

123.142. Les statuts modifiant l'illégalité ou l'irrégularité ou insérant la disposition requise par la présente loi doivent être déposés chez le registraire des entreprises en deux exemplaires signés par l'un des administrateurs.

• *Certificat attestant la modification.*

Sur réception des statuts modifiés, d'une copie du jugement, le cas échéant, et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 129, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Dispositions applicables.*

127. Les articles 23 à 25 s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à la présente partie.

S. R. 1964, c. 271, a. 124 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 29.

TEXTE ACTUEL

• *Dispositions applicables.*

233. Les articles 23 à 25 s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à la présente partie.

_____

S. R. 1964, c. 271, a. 232 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 33.

TEXTE REFONDU

• *Réservation.*

9.2. Le registraire des entreprises peut, sur demande et sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), réserver un nom pour la période qui y est déterminée.

• *Rapport de recherche.*

Il peut également, sur demande et sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), effectuer une recherche et établir un rapport de recherche des noms utilisés et déclarés au registre par toute personne, société ou par tout groupement.

_____

1993, c. 48, a. 236 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement d'un nom.*

18.1. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises de délivrer des lettres patentes supplémentaires pour changer le nom d'une compagnie qui n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 244 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Attestation.*

28.2. Le registraire des entreprises doit, sur demande et sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), attester qu'une compagnie est ou n'est pas dissoute.

_____

1993, c. 48, a. 253 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement de nom.*

123.27.1. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises d'ordonner à une compagnie de changer son nom s'il n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 273 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Changement de nom.*

221.1 Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises d'émettre des lettres patentes supplémentaires pour changer le nom d'une personne morale qui n'est pas conforme à l'article 9.1.

_____

1993, c. 48, a. 316 ;1999, c. 40, a. 70 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Devoirs du registraire des entreprises.*

123.15. Le registraire des entreprises doit, sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*):

1° inscrire sur chaque exemplaire des statuts la mention «déposés» et la date du dépôt;

2° établir le certificat approprié en deux exemplaires et annexer à chacun un exemplaire des statuts;

3° déposer au registre un exemplaire du certificat et des statuts ainsi que les documents les accompagnant;

4° expédier à la compagnie ou à son représentant un exemplaire du certificat et des statuts;

5° (paragraphe abrogé).

_____

1979, c. 31, a. 27 ;1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 267 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la modification.*

123.105. Sur réception des statuts de modification, des documents les accompagnant, le cas échéant, et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la modification.*

123.109. Sur réception des statuts confirmant un compromis ou un arrangement et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;1993, c. 48, a. 280 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant fusion.*

123.119. Sur réception des statuts de fusion, des documents les accompagnant et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises établit un certificat attestant la fusion en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Certificat attestant la continuation.*

123.136. Sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises établit un certificat attestant la continuation de l'existence de la compagnie en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Dépôt auprès du registraire des entreprises.*

123.142. Les statuts modifiant l'illégalité ou l'irrégularité ou insérant la disposition requise par la présente loi doivent être déposés chez le registraire des entreprises en deux exemplaires signés par l'un des administrateurs.

• *Certificat attestant la modification.*

Sur réception des statuts modifiés, d'une copie du jugement, le cas échéant, et des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), le registraire des entreprises établit un certificat attestant la modification en suivant la procédure prévue par l'article 123.15.

_____

1980, c. 28, a. 14 ;1982, c. 52, a. 129, a. 139 ;2002, c. 45, a. 278.

• *Dispositions applicables.*

127. Les articles 22.1 et 23 s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à la présente partie.

_____

S. R. 1964, c. 271, a. 124 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 29.

• *Dispositions applicables.*

233. Les articles 22.1 et 23 s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à la présente partie.

_____

S. R. 1964, c. 271, a. 232 ;1966-67, c. 72, a. 23 ;1975, c. 76, a. 11 ;1979, c. 31, a. 33.

207. Cette loi est modifiée :

1° par le remplacement des mots « prescrits par règlement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » partout où ils se trouvent dans l'article 9.2 et dans les articles 18.1, 28.2, 123.27.1 et 221.1 ;

2° par le remplacement des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans ce qui précède le paragraphe 1° de l'article 123.15, dans les articles 123.105, 123.109, 123.119 et 123.136 et dans le deuxième alinéa de l'article 123.142 ;

3° par le remplacement de « 23 à 25 » par « 22.1 et 23 » dans les articles 127 et 233.

NOTE EXPLICATIVE

Les droits actuellement prescrits par règlement pris pour l'application de la Loi sur les compagnies seront prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises, d'où cet article qui corrige en conséquence les renvois dans plusieurs dispositions de la Loi sur les compagnies. Le paragraphe 3° de cet article remplace les renvois aux articles 23 à 25 attendu les modifications apportées par les articles 196 à 198 de la présente loi.

R? 23/11/2010 13h32T?
V? DOSSIER: REQ
NIN LC-Omnibus

RÉFÉRENCES

* Réf.: 9.2, 18.1, 28.2, 123.15 avant (1°), 123.27.1, 123.105, 123.109, 123.119, 123.136, 123.142, 2° al., 127, 221.1 et 233 L.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

DU TARIF D'HONORAIRES

S. R. 1964, c.307, a. 12.

TEXTE REFONDU

DROITS À PAYER

S. R. 1964, c.307, a. 12.

LOI SUR LES COMPAGNIES DE CIMETIÈRE

208. L'intitulé de la section IV de la Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40) est remplacé par le suivant :

« DROITS À PAYER ».

NOTE EXPLICATIVE

L'intitulé de la section IV de la Loi sur les compagnies de cimetière est modifié pour remplacer le terme « honoraires » par le terme « droits » utilisé dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Intitulé, section IV L.C.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Honoraires.*

12. Le gouvernement peut en tout temps et à différentes reprises établir, changer et régler les honoraires payables pour l'émission des lettres patentes prévues par les dispositions de la présente loi.

_____

S. R. 1964, c. 307, a. 12.

TEXTE REFONDU

12. Les droits à payer pour l'émission des lettres patentes prévues par les dispositions de la présente loi sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

S. R. 1964, c. 307, a. 12.

209. L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **12.** Les droits à payer pour l'émission des lettres patentes prévues par les dispositions de la présente loi sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). » .

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 de la Loi sur les compagnies de cimetière est modifié afin que les droits payables au registraire pour l'émission des lettres patentes soient dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12 L.C.C.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Avis.*

4. Avis de la présentation de la requête doit être tramsmis au registraire des entreprises, accompagné des droits prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45). Le registraire des entreprises dépose cet avis au registre constitué en vertu de cette loi. Avis de la présentation de cette requête doit aussi être publié quatre fois dans un journal publié dans le district judiciaire dans lequel se réunissent les membres de l'Église, ou, s'il n'existe pas de journal dans ce district, dans un journal publié dans le district le plus rapproché où il en existe un.

_____

S. R. 1964, c.305, a. 4 ;1968, c. 23, a. 8 ;1993, c. 48, a. 353 ;2002, c. 45, a. 293.

TEXTE REFONDU

• *Avis.*

4. Avis de la présentation de la requête doit être tramsmis au registraire des entreprises, accompagné des droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour le dépôt de tout autre document. Le registraire des entreprises dépose cet avis au registre constitué en vertu de cette loi. Avis de la présentation de cette requête doit aussi être publié quatre fois dans un journal publié dans le district judiciaire dans lequel se réunissent les membres de l'Église, ou, s'il n'existe pas de journal dans ce district, dans un journal publié dans le district le plus rapproché où il en existe un.

_____

S. R. 1964, c.305, a. 4 ;1968, c. 23, a. 8 ;1993, c. 48, a. 353 ;2002, c. 45, a. 293.

LOI SUR LA CONSTITUTION DE CERTAINES ÉGLISES

210. L'article 4 de la Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63) est modifié par le remplacement de « prescrits par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour le dépôt de tout autre document ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 4 de la Loi sur la constitution de certaines Églises est modifié pour référer aux droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que de référer au règlement pris pour l'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales

RÉFÉRENCES

* Réf.: 4 L.C.C.E.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Non conforme.*

15. Le nom de la coopérative doit être conforme aux dispositions de l'article 13 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

1982, c. 26, a. 15 ;1993, c. 48, a. 360 ;1995, c. 67, a. 166 ;2003, c. 18, a. 11.

• *Refus de délivrer les statuts ou documents.*

272. Le ministre doit notamment refuser la délivrance des statuts ou de documents :

1° qui ne contiennent pas les énonciations exigées par la présente loi ;

2° (paragraphe abrogé) ;

3° qui ne sont pas accompagnés des droits prescrits ou des documents requis ;

4° qui prévoient un nom non conforme à l'un des articles 16, 221.6.1, 221.7, 226.2, 231 ou à l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

1982, c. 26, a. 272 ;1993, c. 48, a. 379 ;1995, c. 67, a. 160 ;2003, c. 18, a. 159.

TEXTE REFONDU

• *Non conforme.*

15. Le nom de la coopérative doit être conforme aux dispositions de l'article 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1982, c. 26, a. 15 ;1993, c. 48, a. 360 ;1995, c. 67, a. 166 ;2003, c. 18, a. 11.

• *Refus de délivrer les statuts ou documents.*

272. Le ministre doit notamment refuser la délivrance des statuts ou de documents :

1° qui ne contiennent pas les énonciations exigées par la présente loi ;

2° (paragraphe abrogé) ;

3° qui ne sont pas accompagnés des droits prescrits ou des documents requis ;

4° qui prévoient un nom non conforme à l'un des articles 16, 221.6.1, 221.7, 226.2, 231 ou à l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1982, c. 26, a. 272 ;1993, c. 48, a. 379 ;1995, c. 67, a. 160 ;2003, c. 18, a. 159.

LOI SUR LES COOPÉRATIVES

211. La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par le remplacement de « 13 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans l'article 15 et le paragraphe 4° de l'article 272.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 15 et le paragraphe 4° de l'article 272 de la Loi sur les coopératives sont modifiés pour remplacer le renvoi à l'article 13 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la disposition correspondante dans la Loi sur la publicité légale des entreprises quant aux critères que doit satisfaire le nom de la coopérative.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 15 et 272 (4°) L.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Renseignements.*

85.3.2 Pour l'application du paragraphe b de l'article 85.3.1, les renseignements qui doivent être consignés dans le document rempli par le contribuable sont les suivants :

a) le nom, l'adresse, la date de naissance et le numéro d'assurance sociale du particulier qui livre le bien au contribuable auquel ce paragraphe *b* réfère ;

b) la description de la marchandise acquise, le prix d'achat et le mode de paiement ;

c) dans le cas où le particulier qui livre le bien au contribuable n'est pas le vendeur du bien, le nom du vendeur, son adresse ainsi que son numéro d'assurance sociale ou son numéro d'entreprise attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), selon le cas.

• *Corroboration.*

Le particulier visé au paragraphe a du premier alinéa doit présenter l'une des pièces suivantes aux fins de corroborer son nom, son adresse et son numéro d'assurance sociale et le document contenant ces renseignements doit faire état de la pièce utilisée à cette fin :

a) sa carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec ;

b) son certificat de naissance ;

c) son permis de conduire délivré par la Société de l'assurance automobile du Québec ;

d) le certificat d'immatriculation du véhicule utilisé pour le transport du bien délivré par la Société de l'assurance automobile du Québec.

_____

2001, c. 51, a. 22 ;2005, c. 14, a. 51.

• *Définitions:*

905.0.3. Dans le présent titre, l'expression :

• *«année déterminée»;*

«année déterminée» pour un régime d'épargne-invalidité d'un bénéficiaire désigne l'année civile donnée au cours de laquelle un médecin, autorisé à exercer sa profession conformément aux lois d'une province ou de la juridiction dans laquelle le bénéficiaire réside, atteste par écrit que l'état de santé du bénéficiaire est tel que, selon son avis professionnel, il est peu probable qu'il survive plus de cinq années, ainsi que chacune des cinq années civiles suivant l'année civile donnée, mais ne comprend pas une année civile antérieure à celle au cours de laquelle l'attestation est fournie à l'émetteur du régime ;

(...)

• *«numéro d'entreprise»;*

«numéro d'entreprise» désigne soit le numéro d'entreprise attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), soit le numéro d'entreprise, au sens du paragraphe 1 de l'article 248 de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 (5e suppl.)) ;

(...)

TEXTE ACTUEL

• *«titulaire»;*

«titulaire» d'un régime d'épargne-invalidité, à un moment quelconque, désigne l'une des personnes suivantes :

a) une personne qui a, à ce moment, des droits à titre de personne avec laquelle l'émetteur a conclu le régime ;

b) une personne qui a, à ce moment, des droits à titre de successeur ou de cessionnaire d'une personne visée au paragraphe a ou au présent paragraphe ;

c) le bénéficiaire du régime lorsqu'il n'est pas, à ce moment, une personne visée à l'un des paragraphes a et b et qu'il a le droit en vertu du régime de prendre des décisions, seul ou avec d'autres titulaires du régime, concernant le régime, sauf si son seul droit à cet égard consiste à ordonner que des paiements d'aide à l'invalidité soient faits conformément au sous-paragraphe iii du paragraphe n du premier alinéa de l'article 905.0.6.

2009, c. 15, a. 168.

TEXTE REFONDU

• *Renseignements.*

85.3.2 Pour l'application du paragraphe b de l'article 85.3.1, les renseignements qui doivent être consignés dans le document rempli par le contribuable sont les suivants :

a) le nom, l'adresse, la date de naissance et le numéro d'assurance sociale du particulier qui livre le bien au contribuable auquel ce paragraphe *b* réfère ;

b) la description de la marchandise acquise, le prix d'achat et le mode de paiement ;

c) dans le cas où le particulier qui livre le bien au contribuable n'est pas le vendeur du bien, le nom du vendeur, son adresse ainsi que son numéro d'assurance sociale ou son numéro d'entreprise du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), selon le cas.

• *Corroboration.*

Le particulier visé au paragraphe a du premier alinéa doit présenter l'une des pièces suivantes aux fins de corroborer son nom, son adresse et son numéro d'assurance sociale et le document contenant ces renseignements doit faire état de la pièce utilisée à cette fin :

a) sa carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec ;

b) son certificat de naissance ;

c) son permis de conduire délivré par la Société de l'assurance automobile du Québec ;

d) le certificat d'immatriculation du véhicule utilisé pour le transport du bien délivré par la Société de l'assurance automobile du Québec.

2001, c. 51, a. 22 ;2005, c. 14, a. 51.

• *Définitions:*

905.0.3. Dans le présent titre, l'expression :

• *«année déterminée»;*

«année déterminée» pour un régime d'épargne-invalidité d'un bénéficiaire désigne l'année civile donnée au cours de laquelle un médecin, autorisé à exercer sa profession conformément aux lois d'une province ou de la juridiction dans laquelle le bénéficiaire réside, atteste par écrit que l'état de santé du bénéficiaire est tel que, selon son avis professionnel, il est peu probable qu'il survive plus de cinq années, ainsi que chacune des cinq années civiles suivant l'année civile donnée, mais ne comprend pas une année civile antérieure à celle au cours de laquelle l'attestation est fournie à l'émetteur du régime ;

(...)

• *«numéro d'entreprise»;*

«numéro d'entreprise» désigne soit le numéro d'entreprise du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), soit le numéro d'entreprise, au sens du paragraphe 1 de l'article 248 de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 (5e suppl.)) ;

(...)

• *«titulaire»;*

«titulaire» d'un régime d'épargne-invalidité, à un moment quelconque, désigne l'une des personnes suivantes :

a) une personne qui a, à ce moment, des droits à titre de personne avec laquelle l'émetteur a conclu le régime ;

b) une personne qui a, à ce moment, des droits à titre de successeur ou de cessionnaire d'une personne visée au paragraphe a ou au présent paragraphe ;

c) le bénéficiaire du régime lorsqu'il n'est pas, à ce moment, une personne visée à l'un des paragraphes a et b et qu'il a le droit en vertu du régime de prendre des décisions, seul ou avec d'autres titulaires du régime, concernant le régime, sauf si son seul droit à cet égard consiste à ordonner que des paiements d'aide à l'invalidité soient faits conformément au sous-paragraphe iii du paragraphe n du premier alinéa de l'article 905.0.6.

_____

2009, c. 15, a. 168.

LOI SUR LES IMPÔTS

212. La Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifiée par le remplacement de « attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans le paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 85.3.2 et dans la définition de l'expression « numéro d'entreprise » de l'article 905.0.3.

NOTE EXPLICATIVE

Les articles 85.3.2 et 905.0.3 de la Loi sur les impôts sont modifiés pour préciser que le numéro d'entreprise attribué est le numéro d'entreprise du Québec communément appelé NEQ. De plus, la modification vise à remplacer le renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 85.3.2, 1° al. (c) et 905.0.3 L.I.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Urgence.*

119. Doit être instruit et jugé d'urgence :

1° un recours formé en vertu de l'article 68 de la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01), portant sur le retrait de la reconnaissance par le ministre d'un fabricant ou d'un grossiste en médicaments ;

2° un recours formé en vertu de l'article 53.13 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), portant sur une indemnité provisionnelle ;

3° (paragraphe abrogé) ;

4° un recours formé en vertu de l'article 21 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (chapitre P-38.001) concernant une personne gardée en établissement de santé ou de services sociaux ;

5° un recours formé en vertu de l'article 21.1 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), portant sur une ordonnance de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ;

5.1° un recours formé en vertu de l'article 57 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2), portant sur la suspension, la révocation, le non-renouvellement ou le refus de cession ou de transport d'un permis d'exploitation de services ambulanciers ou sur le refus de cession ou de transport de la propriété d'actions ;

5.2° un recours formé en vertu de l'article 346.0.16 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), portant sur le refus d'une demande de certificat ou sur la suspension, la révocation ou le non-renouvellement d'un certificat de conformité ;

6° un recours formé en vertu de l'article 453 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou en vertu de l'article 182.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5), portant sur la décision d'évacuer et de reloger des personnes hébergées dans une installation où des activités sont exercées sans permis ;

7° un recours formé en vertu de l'article 202.6.11 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) à la suite d'une décision de suspendre un permis ou le droit d'en obtenir un pour une période de 30 ou de 60 jours pour un excès de vitesse ou de 90 jours pour présence d'alcool dans l'organisme.

_____

1996, c. 54, a. 119 ;1996, c. 26, a. 85 ;1997, c. 75, a. 59 ;2001, c. 29, a. 19 ;2001, c. 60, a. 166 ;2002, c. 22, a. 9 ;2002, c. 69, a. 128 ;2005, c. 32, a. 245 ;2008, c. 14, a. 116.

TEXTE REFONDU

• *Urgence.*

119. Doit être instruit et jugé d'urgence :

1° un recours formé en vertu de l'article 68 de la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01), portant sur le retrait de la reconnaissance par le ministre d'un fabricant ou d'un grossiste en médicaments ;

2° un recours formé en vertu de l'article 53.13 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), portant sur une indemnité provisionnelle ;

3° (paragraphe abrogé) ;

4° un recours formé en vertu de l'article 21 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (chapitre P-38.001) concernant une personne gardée en établissement de santé ou de services sociaux ;

5° un recours formé en vertu de l'article 21.1 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), portant sur une ordonnance de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ;

5.0.1° un recours formé en vertu du premier alinéa de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) portant sur l'annulation d'une inscription ou du dépôt au registre des entreprises de l'un des documents mentionnés à l'article 132 de cette loi, la rectification ou la suppression d'une information inexacte qui apparaît à ce registre, le remplacement ou la modification d'un nom utilisé ou le refus d'immatriculer ou de déposer à ce registre une déclaration ou un document au motif que le nom déclaré n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17 de cette loi ;

5.0.2° un recours formé en vertu du deuxième alinéa de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises portant sur le remplacement, la modification ou l'annulation d'un nom, la radiation d'une immatriculation, le refus d'immatriculer, la révocation de la radiation d'une immatriculation, le refus de déposer au registre des entreprises une déclaration ou un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 de cette loi ou le refus d'inscrire à ce registre un nom utilisé ;

5.1° un recours formé en vertu de l'article 57 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2), portant sur la suspension, la révocation, le non-renouvellement ou le refus de cession ou de transport d'un permis d'exploitation de services ambulanciers ou sur le refus de cession ou de transport de la propriété d'actions ;

5.2° un recours formé en vertu de l'article 346.0.16 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), portant sur le refus d'une demande de certificat ou sur la suspension, la révocation ou le non-renouvellement d'un certificat de conformité ;

6° un recours formé en vertu de l'article 453 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou en vertu de l'article 182.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5), portant sur la décision d'évacuer et de reloger des personnes hébergées dans une installation où des activités sont exercées sans permis ;

7° un recours formé en vertu de l'article 202.6.11 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) à la suite d'une décision de suspendre un permis ou le droit d'en obtenir un pour une période de 30 ou de 60 jours pour un excès de vitesse ou de 90 jours pour présence d'alcool dans l'organisme.

1996, c. 54, a. 119 ;1996, c. 26, a. 85 ;1997, c. 75, a. 59 ;2001, c. 29, a. 19 ;2001, c. 60, a. 166 ;2002, c. 22, a. 9 ;2002, c. 69, a. 128 ;2005, c. 32, a. 245 ;2008, c. 14, a. 116.

LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

213. L'article 119 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5°, des suivants :

« 5.0.1 un recours formé en vertu du premier alinéa de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) portant sur l'annulation d'une inscription ou du dépôt au registre des entreprises de l'un des documents mentionnés à l'article 132 de cette loi, la rectification ou la suppression d'une information inexacte qui figure à ce registre, le remplacement ou la modification d'un nom utilisé ou le refus d'immatriculer ou de déposer à ce registre une déclaration ou un document au motif que le nom déclaré n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 17 de cette loi ;

« 5.0.2° un recours formé en vertu du deuxième alinéa de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises portant sur le remplacement, la modification ou l'annulation d'un nom, la radiation d'une immatriculation, le refus d'immatriculer, la révocation de la radiation d'une immatriculation, le refus de déposer au registre des entreprises une déclaration ou un document transféré en application d'une entente conclue conformément à l'un des articles 117 ou 118 de cette loi ou le refus d'inscrire à ce registre un nom utilisé ; ».

R? 23/11/2010 13h15T?
V? DOSSIER: REQ
NIN LJA-119

NOTE EXPLICATIVE

L'article 119 de la Loi sur la justice administrative est modifié pour ajouter aux recours qui doivent être jugés d'urgence devant le Tribunal administratif, ceux qui sont formés en vertu de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises, en contestation des décisions du registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 119 (5.0.1°) (5.0.2°) L.J.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

ANNEXE IV

LA SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

La section des affaires économiques connaît des recours formés en vertu :

1° de l'article 13.2 de la Loi sur les agents de voyages (chapitre A-10) ;

1.1° de l'article 48 de la Loi sur l'aquaculture commerciale (chapitre A-20.2) ;

2° de l'article 45 de la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (chapitre A-23.001) ;

3° (paragraphe abrogé) ;

4° de l'article 366 de la Loi sur les assurances (chapitre A-32) ;

4.0.1° de l'article 17 de la Loi sur le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (chapitre B-7.1) ;

4.1° (paragraphe abrogé) ;

5° de l'article 154 de la Loi sur le cinéma (chapitre C-18.1) ;

6° du paragraphe 2° de l'article 560 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

7° de l'article 123.145 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ;

7.1° de l'article 25.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) ;

8° de l'article 26 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (chapitre D-8.1) ;

9° de l'article 15 de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (chapitre E-14.2) ;

9.1° (paragraphe abrogé) ;

10° (paragraphe abrogé) ;

11° de l'article 26 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (chapitre M-5) ;

12° de l'article 22 de la Loi sur les mesureurs de bois (chapitre M-12.1) ;

13° des articles 36.14 et 36.16 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) ;

13.1° de l'article 191.1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1) ;

14° de l'article 21 de la Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques (chapitre P-9.01) ;

14.1° de l'article 51.1 de la Loi sur les producteurs agricoles (chapitre P-28) ;

15° de l'article 17 de la Loi sur les produits alimentaires (chapitre P-29) ;

15.1° (paragraphe abrogé) ;

15.2° (paragraphe abrogé) ;

16° de l'article 339 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) ;

17° de l'article 55.35 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (chapitre P-42) ;

18° de l'article 35 de la Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1) ;

19° de l'article 36 de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (chapitre R-2.2) ;

19.1° de l'article 40.1 de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (chapitre R-6.1) ;

20° (paragraphe abrogé) ;
20.1° de l'article 243 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) ;

20.2° de l'article 22.3 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17) ;

21° de l'article 53.1 de la Loi sur la sécurité dans les sports (chapitre S-3.1) ;

22° de l'article 36 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (chapitre S-13) ;

22.1° de l'article 5.7 de la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (chapitre S-23) ;

22.2° de l'article 18 de la Loi sur les sociétés d'horticulture (chapitre S-27) ;

23° de l'article 251 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.01) ;

24° de l'article 22 de la Loi sur la transformation des produits marins (chapitre T-11.01) ;

24.1° de l'article 85 de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) ;

25° de l'article 51 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ;

26° (paragraphe abrogé) ;

27° (paragraphe abrogé) ;

28° de l'article 23.1 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (chapitre D-8.3) ;

29° de l'article 38 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (chapitre P-30.3) ;

30° (paragraphe abrogé).

1996, c. 54, annexe IV ;1997, c. 43, a. 873 ;1997, c. 20, a. 16 ;1997, c. 64, a. 20 ;1998, c. 40, a. 172 ;1999, c. 32, a. 32 ;1999, c. 50, a. 68 ;2000, c. 26, a. 64 ;2000, c. 49, a. 28 ;2000, c. 53, a. 65 ;2001, c. 38, a. 98 ;2000, c. 10, a. 22 ;2002, c. 22, a. 28 ;2003, c. 23, a. 72 ;2004, c. 37, a. 82 ;2005, c. 17, a. 30 ;2005, c. 39, a. 52 ;2005, c. 10, a. 68 ;2007, c. 3, a. 68 ;2009, c. 48, a. 25.

TEXTE REFONDU

ANNEXE IV

LA SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

La section des affaires économiques connaît des recours formés en vertu :

1° de l'article 13.2 de la Loi sur les agents de voyages (chapitre A-10) ;

1.1° de l’article 48 de la Loi sur l’aquaculture commerciale (chapitre A-20.2) ;

2° de l’article 45 de la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (chapitre A-23.001) ;

3° (paragraphe abrogé) ;

4° de l’article 366 de la Loi sur les assurances (chapitre A-32) ;

4.0.1° de l’article 17 de la Loi sur le Bureau d’accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (chapitre B-7.1) ;

4.1° (paragraphe abrogé) ;

5° de l’article 154 de la Loi sur le cinéma (chapitre C-18.1) ;

6° du paragraphe 2° de l’article 560 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

7° de l’article 123.145 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ;

7.1° de l’article 25.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) ;

8° de l’article 26 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (chapitre D-8.1) ;

9° de l’article 15 de la Loi sur les établissements d’hébergement touristique (chapitre E-14.2) ;

9.1° (paragraphe abrogé) ;

10° (paragraphe abrogé) ;

11° de l’article 26 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (chapitre M-5) ;

12° de l’article 22 de la Loi sur les mesureurs de bois (chapitre M-12.1) ;

13° des articles 36.14 et 36.16 de la Loi sur le ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (chapitre M-14) ;

13.1° de l’article 191.1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1) ;

14° de l’article 21 de la Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques (chapitre P-9.01) ;

14.1° de l’article 51.1 de la Loi sur les producteurs agricoles (chapitre P-28) ;

15° de l’article 17 de la Loi sur les produits alimentaires (chapitre P-29) ;

15.1° (paragraphe abrogé) ;

15.2° (paragraphe abrogé) ;

16° de l’article 339 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) ;

17° de l’article 55.35 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (chapitre P-42) ;

17.1° de l’article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l’année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ;

18° de l’article 35 de la Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1) ;

19° de l’article 36 de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (chapitre R-2.2) ;

19.1° de l’article 40.1 de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (chapitre R-6.1) ;

20° (paragraphe abrogé) ;
20.1° de l’article 243 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) ;

20.2° de l’article 22.3 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17) ;

21° de l’article 53.1 de la Loi sur la sécurité dans les sports (chapitre S-3.1) ;

22° de l’article 36 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (chapitre S-13) ;

22.1° de l’article 5.7 de la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (chapitre S-23) ;

22.2° de l’article 18 de la Loi sur les sociétés d’horticulture (chapitre S-27) ;

23° de l’article 251 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d’épargne (chapitre S-29.01) ;

24° de l’article 22 de la Loi sur la transformation des produits marins (chapitre T-11.01) ;

24.1° de l’article 85 de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) ;

25° de l’article 51 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ;

26° (paragraphe abrogé) ;

27° (paragraphe abrogé) ;

28° de l’article 23.1 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d’oeuvre (chapitre D-8.3) ;

29° de l’article 38 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (chapitre P-30.3) ;

30° (paragraphe abrogé).

_____
1996, c. 54, annexe IV ;1997, c. 43, a. 873 ;1997, c. 20, a. 16 ;1997, c. 64, a. 20 ;1998, c. 40, a. 172 ;1999, c. 32, a. 32 ;1999, c. 50, a. 68 ;2000, c. 26, a. 64 ;2000, c. 49, a. 28 ;2000, c. 53, a. 65 ;2001, c. 38, a. 98 ;2000, c. 10, a. 22 ;2002, c. 22, a. 28 ;2003, c. 23, a. 72 ;2004, c. 37, a. 82 ;2005, c. 17, a. 30 ;2005, c. 39, a. 52 ;2005, c. 10, a. 68 ;2007, c. 3, a. 68 ;2009, c. 48, a. 25.

214. L'annexe IV de cette loi, modifiée par l'article 594 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifiée par l'insertion, après le paragraphe 17°, du suivant :

« 17.1° de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ; ».

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe IV de la Loi sur la justice administrative, laquelle établie la compétence de la section des affaires économiques du Tribunal administratif du Québec, est modifiée pour ajouter à sa compétence d'attribution les recours formés en vertu de l'article 139 de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Annexe IV (17.1°) L.J.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Administration.*

2. Le ministre du Revenu est chargé de la direction et de l'administration du ministère du Revenu.

• *Application des lois et règlements.*

Il est également chargé de l'application des lois fiscales, de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2), de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), des dispositions des autres lois mentionnées à l'annexe I de la Loi sur le registraire des entreprises à l'égard desquelles des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises, des dispositions relatives à l'administration provisoire de biens prévues à l'article 77 de la Loi sur le curateur public (chapitre C-81) et des règlements adoptés en vertu de ces lois ou dispositions de lois. Il assume de plus toute autre responsabilité que lui confie le gouvernement dont, notamment, celles relatives à l'application de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants, à l'application de toute entente conclue entre le gouvernement et une communauté mohawk concernant l'application d'une loi fiscale et à l'application, dans la mesure prévue à un accord conclu en vertu de l'article 9.0.1, de toute loi du Parlement du Canada ou de tout règlement adopté en vertu d'une telle loi et mentionnés dans cet accord.

_____

1972, c. 22, a. 2 ;1990, c. 60, a. 46 ;1995, c. 18, a. 93 ;1995, c. 63, a. 267 ;1999, c. 53, a. 7 ;2005, c. 44, a. 46 ;2006, c. 38, a. 41.

TEXTE REFONDU

• *Administration.*

2. Le ministre du Revenu est chargé de la direction et de l'administration du ministère du Revenu.

• *Application des lois et règlements.*

Il est également chargé de l'application des lois fiscales, de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2), de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), des dispositions des autres lois mentionnées à l'annexe III de cette loi à l'égard desquelles des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises, des dispositions relatives à l'administration provisoire de biens prévues à l'article 77 de la Loi sur le curateur public (chapitre C-81) et des règlements adoptés en vertu de ces lois ou dispositions de lois. Il assume de plus toute autre responsabilité que lui confie le gouvernement dont, notamment, celles relatives à l'application de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants, à l'application de toute entente conclue entre le gouvernement et une communauté mohawk concernant l'application d'une loi fiscale et à l'application, dans la mesure prévue à un accord conclu en vertu de l'article 9.0.1, de toute loi du Parlement du Canada ou de tout règlement adopté en vertu d'une telle loi et mentionnés dans cet accord.

_____

1972, c. 22, a. 2 ;1990, c. 60, a. 46 ;1995, c. 18, a. 93 ;1995, c. 63, a. 267 ;1999, c. 53, a. 7 ;2005, c. 44, a. 46 ;2006, c. 38, a. 41.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

215. L'article 2 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), des dispositions des autres lois mentionnées à l'annexe I de la Loi sur le registraire des entreprises » par « Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7), des dispositions des autres lois mentionnées à l'annexe III de cette loi ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié pour référer à la Loi sur la publicité légale des entreprises laquelle remplace la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et la Loi sur le registraire des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2, 2° al. L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Nomination des fonctionnaires et employés.*

5. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère du Revenu, dont le registraire des entreprises, sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

• *Opposition du sous-ministre.*

Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le sous-ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi du ministère du Revenu soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), à la Loi sur les stupéfiants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre N-1) ou à la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

• *Décision motivée.*

Le sous-ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'au président du Conseil du trésor si un concours a été tenu.

• *Appel à la Commission de la fonction publique.*

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du sous-ministre peut interjeter appel devant la Commission de la fonction publique par une demande écrite qui doit être reçue à la Commission dans les 30 jours de l'expédition de la décision. La Commission entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné compétence en cette matière à une autre personne conformément à l'article 70 de la Loi sur la fonction publique.

_____

1972, c. 22, a. 5 ;1978, c. 15, a. 140 ;1982, c. 38, a. 19 ;1983, c. 55, a. 145 ;1990, c. 4, a. 586 ;1996, c. 35, a. 19 ;1997, c. 3, a. 78 ;1998, c. 16, a. 263 ;2000, c. 8, a. 242 ;2006, c. 38, a. 42.

TEXTE REFONDU

• *Nomination des fonctionnaires et employés.*

5. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère du Revenu sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

• *Opposition du sous-ministre.*

Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le sous-ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi du ministère du Revenu soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), à la Loi sur les stupéfiants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre N-1) ou à la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

• *Décision motivée.*

Le sous-ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'au président du Conseil du trésor si un concours a été tenu.

• *Appel à la Commission de la fonction publique.*

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du sous-ministre peut interjeter appel devant la Commission de la fonction publique par une demande écrite qui doit être reçue à la Commission dans les 30 jours de l'expédition de la décision. La Commission entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné compétence en cette matière à une autre personne conformément à l'article 70 de la Loi sur la fonction publique.

_____

1972, c. 22, a. 5 ;1978, c. 15, a. 140 ;1982, c. 38, a. 19 ;1983, c. 55, a. 145 ;1990, c. 4, a. 586 ;1996, c. 35, a. 19 ;1997, c. 3, a. 78 ;1998, c. 16, a. 263 ;2000, c. 8, a. 242 ;2006, c. 38, a. 42.

216. L'article 5 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « , dont le registraire des entreprises, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié attendu que le registraire est nommé en cette qualité en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que suivant la Loi sur la fonction publique.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 5, 1° al. L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Suspension des mesures de recouvrement d'un montant impayé.*

12.0.2. Le ministre ne peut, à l'égard d'un montant impayé, avant l'expiration du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'envoi d'une cotisation émise en application des articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), d'une cotisation ou d'une détermination émise en application de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), d'une cotisation émise en application de l'un des articles 57.5 et 57.6 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), d'une cotisation relative à un montant à payer en vertu de l'un des articles 34.1.1 et 37.6 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), d'une cotisation émise en application des articles 358 à 360 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), d'une imposition émise en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) lorsque le particulier est tenu d'acquitter le montant autrement qu'à titre d'employeur, d'une cotisation émise en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011) autrement qu'à titre d'employeur, ou d'une décision rendue en application de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (chapitre R-20.1) :

a) entamer une poursuite devant un tribunal ;

b) délivrer un certificat en vertu de l'article 13 ;

c) exiger qu'une personne fasse un versement en vertu des articles 15 et 15.2 ;

d) (paragraphe abrogé) ;

e) (paragraphe abrogé) ;

f) (paragraphe abrogé) ;

g) (paragraphe abrogé) ;

h) inscrire une hypothèque légale à l'égard de ce montant.

• *Grande société.*

Lorsque le débiteur est une grande société, le présent article ne s'applique qu'à la moitié du montant impayé.

• *Application.*

Le présent article ne s'applique pas :

a) à une cotisation émise relativement à l'impôt à payer en application de l'article 26 de la Loi sur les impôts à l'égard de l'aliénation d'un bien québécois imposable ;

b) aux montants qu'une personne est tenue d'acquitter à titre de mandataire du ministre ;

c) aux pénalités payables pour défaut de remettre ou de payer un montant visé aux paragraphes *a* et *b* du présent alinéa ;

d) aux intérêts payables sur l'un des montants visés aux paragraphes *a* à *c* du présent alinéa.

2000, c. 36, a. 3 ;2001, c. 52, a. 5 ;2002, c. 46, a. 8 ;2004, c. 4, a. 18 ;2004, c. 21, a. 505 ;2001, c. 9, a. 131 ;2005, c. 14, a. 52 ;2007, c. 12, a. 305.

TEXTE REFONDU

• *Suspension des mesures de recouvrement d'un montant impayé.*

12.0.2. Le ministre ne peut, à l'égard d'un montant impayé, avant l'expiration du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'envoi d'une cotisation émise en application des articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), d'une cotisation ou d'une détermination émise en application de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), d'une cotisation émise en application de l'article 85 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), d'une cotisation relative à un montant à payer en vertu de l'un des articles 34.1.1 et 37.6 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), d'une cotisation émise en application des articles 358 à 360 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), d'une imposition émise en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) lorsque le particulier est tenu d'acquitter le montant autrement qu'à titre d'employeur, d'une cotisation émise en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011) autrement qu'à titre d'employeur, ou d'une décision rendue en application de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (chapitre R-20.1) :

a) entamer une poursuite devant un tribunal ;

b) délivrer un certificat en vertu de l'article 13 ;

c) exiger qu'une personne fasse un versement en vertu des articles 15 et 15.2 ;

d) (paragraphe abrogé) ;

e) (paragraphe abrogé) ;

f) (paragraphe abrogé) ;

g) (paragraphe abrogé) ;

h) inscrire une hypothèque légale à l'égard de ce montant.

• *Grande société.*

Lorsque le débiteur est une grande société, le présent article ne s'applique qu'à la moitié du montant impayé.

• *Application.*

Le présent article ne s'applique pas :

a) à une cotisation émise relativement à l'impôt à payer en application de l'article 26 de la Loi sur les impôts à l'égard de l'aliénation d'un bien québécois imposable ;

b) aux montants qu'une personne est tenue d'acquitter à titre de mandataire du ministre ;

c) aux pénalités payables pour défaut de remettre ou de payer un montant visé aux paragraphes *a* et *b* du présent alinéa ;

d) aux intérêts payables sur l'un des montants visés aux paragraphes *a* à *c* du présent alinéa.

2000, c. 36, a. 3 ;2001, c. 52, a. 5 ;2002, c. 46, a. 8 ;2004, c. 4, a. 18 ;2004, c. 21, a. 505 ;2001, c. 9, a. 131 ;2005, c. 14, a. 52 ;2007, c. 12, a. 305.

217. L'article 12.0.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « l'un des articles 57.5 et 57.6 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « l'article 85 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification apportée à l'article 12.0.2 de la Loi sur le ministère du Revenu en est une de concordance attendu le remplacement des articles 57.5 à 57.7 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par les articles 83 à 85 de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12.0.2, 1° al. L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Renseignements d'identification.*

58.1.1. Les renseignements d'identification auxquels réfère le premier alinéa de l'article 58.1 et qui concernent la personne tenue de produire une déclaration, un rapport ou un autre document exigible en vertu d'une loi fiscale ou une autre personne visée dans cette déclaration, ce rapport ou cet autre document sont les suivants :

a) son nom ;

b) sa date de naissance ;

c) son adresse ;

d) son occupation ;

e) son numéro d'assurance sociale ;

f) son numéro d'entreprise attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ;

g) son numéro d'entreprise, au sens du paragraphe 1 de l'article 248 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5e supplément) ;

h) son numéro d'inscription attribué en vertu de l'article 415 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) ;

i) tout autre moyen d'identification que le ministre utilise à l'égard d'une personne.

_____

2001, c. 51, a. 237 ;2005, c. 14, a. 53.

TEXTE REFONDU

• *Renseignements d'identification.*

58.1.1. Les renseignements d'identification auxquels réfère le premier alinéa de l'article 58.1 et qui concernent la personne tenue de produire une déclaration, un rapport ou un autre document exigible en vertu d'une loi fiscale ou une autre personne visée dans cette déclaration, ce rapport ou cet autre document sont les suivants :

a) son nom ;

b) sa date de naissance ;

c) son adresse ;

d) son occupation ;

e) son numéro d'assurance sociale ;

f) son numéro d'entreprise du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ;

g) son numéro d'entreprise, au sens du paragraphe 1 de l'article 248 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5e supplément) ;

h) son numéro d'inscription attribué en vertu de l'article 415 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) ;

i) tout autre moyen d'identification que le ministre utilise à l'égard d'une personne.

_____
2001, c. 51, a. 237 ;2005, c. 14, a. 53.

218. L'article 58.1.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *f*, de « attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 58.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié pour préciser que le numéro d'entreprise attribué est le numéro d'entreprise du Québec communément appelé NEQ. La référence à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est remplacée par une référence à la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 58.1.1(f) L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein du ministère du Revenu, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution ;

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'application des articles 2 à 6, à l'égard de l'administration ou de la direction du ministère du Revenu, et des articles 71.3.1 à 71.3.3, à l'égard d'une infraction pénale ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration du ministre pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe b, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

(...)

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 62, a. 7 ;2005, c. 15, a. 162 ;2006, c. 38, a. 43 ;2007, c. 14, a. 2 ;2009, c. 19, a. 13.

TEXTE REFONDU

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein du ministère du Revenu, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution ;

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de cette loi ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'application des articles 2 à 6, à l'égard de l'administration ou de la direction du ministère du Revenu, et des articles 71.3.1 à 71.3.3, à l'égard d'une infraction pénale ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration du ministre pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe b, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

(...)

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 62, a. 7 ;2005, c. 15, a. 162 ;2006, c. 38, a. 43 ;2007, c. 14, a. 2 ;2009, c. 19, a. 13.

219. L'article 69.0.0.7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe v du paragraphe *b* du premier alinéa, de « Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1) » par « Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » et des mots « ces lois » par les mots « cette loi ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.7 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié pour référer à la Loi sur la publicité légale des entreprises, laquelle remplace la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et la Loi sur le registraire des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.7, 1° al. (b)(v) L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Communication de renseignements.*

69.1. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, aux personnes mentionnées au deuxième alinéa et pour les seules fins prévues à cet alinéa.

• *Personnes visées et fins prévues.*

Les personnes qui ont ainsi droit à une telle communication sont les suivantes :

a) le contrôleur des finances, à l'égard de l'exercice des pouvoirs visés aux articles 18 et 22 de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01) ;

(...)

h) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (chapitre D-8.3), de sa masse salariale, de ses dépenses de formation admissibles au sens des règlements de la Commission des partenaires du marché du travail pris en application de cette loi, de sa cotisation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre, du code d'activité économique qui lui a été attribué par le ministre, du nombre de déclarations relatives à ses employés transmises au ministre et du numéro d'entreprise qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ;

(...)

w) la Commission de la santé et de la sécurité du travail, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) portant sur les versements périodiques que doivent payer les employeurs au ministre.

_____

1985, c. 25, a. 174 ;1993, c. 64, a. 213 ;1993, c 79, a. 44 ;1994, c. 46, a. 13 ;1995, c. 1, a. 213 ;1995, c. 36, a. 14 ;1995, c. 43, a. 50 ;1995, c. 63, a. 277 ;1995, c. 69, a. 22 ;1996, c. 12, a. 18 ;1996, c. 33, a. 4 ;1997, c. 3, a. 104 ;1997, c. 20, a. 14 ;1997, c. 57, a. 43 ;1997, c. 85, a. 775 ;1997, c. 63, a. 119 ;1997, c. 85, a. 355 ;1997, c. 63, a. 119 ;1997, c. 90, a. 14 ;1998, c. 16, a. 278 ;1998, c. 44, a. 48 ;1998, c. 36, a. 182 ;1999, c. 43, a. 15 ;1999, c. 65, a. 41 ;1999, c. 89, a. 53 ;2000, c. 15, a. 135 ;2001, c. 44, a. 30 ;2002, c. 5, a. 12 ;2002, c. 23, a. 73 ;2002, c. 27, a. 33, a. 41 ;2002, c. 62, a. 9 ;2003, c. 8, a. 6 ;2003, c. 19, a. 250 ;2004, c. 10, a. 1 ;2005, c. 2, a. 6 ;2005, c. 13, a. 80 ;2005, c. 14, a. 54 ;2005, c. 23, a. 266 ;2005, c. 28, a. 195 ;2005, c. 13, a. 95 ;2005, c. 39, a. 49 ;2006, c. 3, a. 35 ;2006, c. 32, a. 11 ;2005, c. 15, a. 163 ;2006, c. 38, a. 44 ;2007, c. 3, a. 63, a. 68 ;2009, c. 19, a. 15.

TEXTE REFONDU

• *Communication de renseignements.*

69.1. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, aux personnes mentionnées au deuxième alinéa et pour les seules fins prévues à cet alinéa.

• *Personnes visées et fins prévues.*

Les personnes qui ont ainsi droit à une telle communication sont les suivantes :

a) le contrôleur des finances, à l'égard de l'exercice des pouvoirs visés aux articles 18 et 22 de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01) ;

(...)

h) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (chapitre D-8.3), de sa masse salariale, de ses dépenses de formation admissibles au sens des règlements de la Commission des partenaires du marché du travail pris en application de cette loi, de sa cotisation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre, du code d'activité économique qui lui a été attribué par le ministre, du nombre de déclarations relatives à ses employés transmises au ministre et du numéro d'entreprise du Québec qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ;

(...)

w) la Commission de la santé et de la sécurité du travail, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) portant sur les versements périodiques que doivent payer les employeurs au ministre.

1985, c. 25, a. 174 ;1993, c. 64, a. 213 ;1993, c 79, a. 44 ;1994, c. 46, a. 13 ;1995, c. 1, a. 213 ;1995, c. 36, a. 14 ;1995, c. 43, a. 50 ;1995, c. 63, a. 277 ;1995, c. 69, a. 22 ;1996, c. 12, a. 18 ;1996, c. 33, a. 4 ;1997, c. 3, a. 104 ;1997, c. 20, a. 14 ;1997, c. 57, a. 43 ;1997, c. 85, a. 775 ;1997, c. 63, a. 119 ;1997, c. 85, a. 355 ;1997, c. 63, a. 119 ;1997, c. 90, a. 14 ;1998, c. 16, a. 278 ;1998, c. 44, a. 48 ;1998, c. 36, a. 182 ;1999, c. 43, a. 15 ;1999, c. 65, a. 41 ;1999, c. 89, a. 53 ;2000, c. 15, a. 135 ;2001, c. 44, a. 30 ;2002, c. 5, a. 12 ;2002, c. 23, a. 73 ;2002, c. 27, a. 33, a. 41 ;2002, c. 62, a. 9 ;2003, c. 8, a. 6 ;2003, c. 19, a. 250 ;2004, c. 10, a. 1 ;2005, c. 2, a. 6 ;2005, c. 13, a. 80 ;2005, c. 14, a. 54 ;2005, c. 23, a. 266 ;2005, c. 28, a. 195 ;2005, c. 13, a. 95 ;2005, c. 39, a. 49 ;2006, c. 3, a. 35 ;2006, c. 32, a. 11 ;2005, c. 15, a. 163 ;2006, c. 38, a. 44 ;2007, c. 3, a. 63, a. 68 ;2009, c. 19, a. 15.

220. L'article 69.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *h* du deuxième alinéa, de « qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « du Québec qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié pour préciser que le numéro d'entreprise attribué est le numéro d'entreprise du Québec communément appelé NEQ. La référence à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est remplacée par une référence à la Loi sur la publicité légale des entreprises

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.1, 2° al. (h) L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

221. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 97.11, de ce qui suit :

« **SECTION II.2**

« FONDS INSTITUÉ PAR DÉCRET

« **97.12.** Malgré l'article 5, le deuxième alinéa de l'article 46 et l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001), le ministre du Revenu et le ministre des Finances peuvent conclure une entente ayant pour objet de verser directement dans un fonds institué par décret, au sein du ministère du Revenu, une partie des droits et frais que le registraire des entreprises reçoit en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ou d'une loi prévoyant des droits ou des frais à lui être versés.

Un tel fonds est constitué, en outre des sommes prévues par le décret qui l'institue, de celles provenant de la partie des droits et frais, dont le montant est déterminé dans l'entente, à l'exception des intérêts que ces sommes produisent. Ce fonds est affecté notamment au financement des activités du registraire des entreprises. ».

NOTE EXPLICATIVE

Cet article, de droit nouveau, permet au ministre des Finances et au ministre du Revenu de conclure une entente pour permettre à ce dernier de verser directement dans un fonds constitué par décret une partie des droits et des frais reçus par le registraire. Ce fonds servira notamment à financer les activités du registraire.

R? 23/11/2010 14h10T?
V? DOSSIER: REQ
NIN LMR-97.12

RÉFÉRENCES

* Réf.: Section II.2, chapitre V et 97.12 L.M.R.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Avis d'opposition.*

93.1.1. Une personne peut s'opposer à une cotisation prévue par une loi fiscale en notifiant au ministre, dans les 90 jours de la date de l'envoi de l'avis de cotisation, un avis d'opposition exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

• *Opposition d'un particulier.*

Dans le cas d'une cotisation relative au salaire admissible d'une personne visée à l'article 51 de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), ou au revenu d'entreprise d'un travailleur autonome, émise en application du chapitre IV de cette loi, d'une cotisation émise en application des articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), d'une cotisation prévue par la Loi sur les impôts (chapitre I-3), d'une cotisation émise en application de l'article 57.5 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), d'une cotisation relative à un montant à payer en vertu de l'un des articles 34.1.1 et 37.6 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), d'une imposition relative aux gains d'un travail autonome émise en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'une cotisation émise en application des articles 358 à 360 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), un particulier ou une fiducie testamentaire peut également s'opposer à une cotisation pour une année d'imposition dans l'année qui suit la date d'échéance de production, au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts, qui lui est applicable pour cette année.

1997, c. 85, a. 358 ;1999, c. 83, a. 280 ;1999, c. 89, a. 53 ;2001, c. 52, a. 18 ;2004, c. 4, a. 37 ;2005, c. 14, a. 55 ;2005, c. 38, a. 336.

• *Division des petites créances.*

93.2. Un particulier peut interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec au lieu d'exercer un autre recours auprès de cette cour, lorsque cet appel sommaire a pour objet :

a) dans le cas de l'application, pour une année d'imposition, de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ;

i. une réduction, dans le calcul du revenu ou du revenu imposable, qui n'excède pas 15 000 $ et n'a pas pour origine une perte, subie dans l'année ou dans une autre année d'imposition, dont le montant excède 15 000 $; ou

ii. une réduction de l'impôt calculé en vertu du livre V qui n'excède pas 4 000 $ et n'a pas pour origine une perte décrite dans le sous-paragraphe i ;

(...)

o) une cotisation émise en application de l'article 57.5 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

1983, c. 47, a. 2 ;1987, c. 81, a. 1 ;1988, c. 21, a. 66 ;1991, c. 7, a. 7 ;1991, c. 13, a. 5 ;1991, c. 67, a. 601 ;1993, c. 15, a. 97 ;1994, c. 46, a. 14 ;1995, c. 43, a. 51 ;2001, c. 52, a. 21 ;2005, c. 13, a. 81 ;2005, c. 14, a. 56 ;2007, c. 3, a. 68.

TEXTE REFONDU

• *Avis d'opposition.*

93.1.1. Une personne peut s'opposer à une cotisation prévue par une loi fiscale en notifiant au ministre, dans les 90 jours de la date de l'envoi de l'avis de cotisation, un avis d'opposition exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

• *Opposition d'un particulier.*

Dans le cas d'une cotisation relative au salaire admissible d'une personne visée à l'article 51 de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), ou au revenu d'entreprise d'un travailleur autonome, émise en application du chapitre IV de cette loi, d'une cotisation émise en application des articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), d'une cotisation prévue par la Loi sur les impôts (chapitre I-3), d'une cotisation émise en application de l'article 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), d'une cotisation relative à un montant à payer en vertu de l'un des articles 34.1.1 et 37.6 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), d'une imposition relative aux gains d'un travail autonome émise en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'une cotisation émise en application des articles 358 à 360 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), un particulier ou une fiducie testamentaire peut également s'opposer à une cotisation pour une année d'imposition dans l'année qui suit la date d'échéance de production, au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts, qui lui est applicable pour cette année.

_____

1997, c. 85, a. 358 ;1999, c. 83, a. 280 ;1999, c. 89, a. 53 ;2001, c. 52, a. 18 ;2004, c. 4, a. 37 ;2005, c. 14, a. 55 ;2005, c. 38, a. 336.

• *Division des petites créances.*

93.2. Un particulier peut interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec au lieu d'exercer un autre recours auprès de cette cour, lorsque cet appel sommaire a pour objet :

a) dans le cas de l'application, pour une année d'imposition, de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ;

i. une réduction, dans le calcul du revenu ou du revenu imposable, qui n'excède pas 15 000 $ et n'a pas pour origine une perte, subie dans l'année ou dans une autre année d'imposition, dont le montant excède 15 000 $; ou

ii. une réduction de l'impôt calculé en vertu du livre V qui n'excède pas 4 000 $ et n'a pas pour origine une perte décrite dans le sous-paragraphe i ;

(...)

o) une cotisation en application de l'article 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1983, c. 47, a. 2 ;1987, c. 81, a. 1 ;1988, c. 21, a. 66 ;1991, c. 7, a. 7 ;1991, c. 13, a. 5 ;1991, c. 67, a. 601 ;1993, c. 15, a. 97 ;1994, c. 46, a. 14 ;1995, c. 43, a. 51 ;2001, c. 52, a. 21 ;2005, c. 13, a. 81 ;2005, c. 14, a. 56 ;2007, c. 3, a. 68.

222. Cette loi est modifiée par le remplacement de « 57.5 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans le deuxième alinéa de l'article 93.1.1 et dans le paragraphe *o* de l'article 93.2.

NOTE EXPLICATIVE

La modification apportée au deuxième alinéa de l'article 93.1.1 et dans le paragraphe *o* de l'article 93.2 de la Loi sur le ministère du Revenu en est une de concordance, attendu que le contenu de l'article 57.5 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales se retrouvera à l'article 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93.1.1, 2° al. et 93.2 (o) L.M.R.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Honoraire.*

7. Il est payé pour l'approbation de ce règlement par le registraire des entreprises l'honoraire exigible pour l'approbation prévue à l'article 21 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

_____

S. R. 1964, c. 275, a. 7 ;1968, c. 73, a. 2 ;1968, c. 74, a. 2 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 217 ;2002, c. 45, a. 547.

TEXTE REFONDU

7. Les droits à payer pour l'approbation d'un règlement de changement de nom ou de transfert de siège sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

S. R. 1964, c. 275, a. 7 ;1968, c. 73, a. 2 ;1968, c. 74, a. 2 ;1975, c. 76, a. 11 ;1981, c. 9, a. 24 ;1982, c. 52, a. 217 ;2002, c. 45, a. 547.

LOI SUR LES POUVOIRS SPÉCIAUX DES PERSONNES MORALES

223. L'article 7 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16) est remplacé par le suivant :

« **7.** Les droits à payer pour l'approbation d'un règlement de changement de nom ou de transfert de siège sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 7 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales est modifié afin que les droits payables pour l'approbation d'un règlement de changement de nom ou de transfert de siège soient dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que par la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf. : 7 L.P.S.P.M.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Honoraire.*

21. Il est payé, pour la confirmation de ce règlement, le même honoraire que celui payable sur les lettres patentes supplémentaires, accordées et émises en vertu de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

_____

S. R. 1964, c. 275, a. 20.

TEXTE REFONDU

21. Les droits à payer pour la confirmation d'un règlement modifiant le capital-actions sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

S. R. 1964, c. 275, a. 20.

224. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **21.** Les droits à payer pour la confirmation d'un règlement modifiant le capital-actions sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 21 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales est modifié afin que les droits payables pour la confirmation d'un règlement modifiant le capital-actions soient dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que par la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 21 L.P.S.P.M.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Honoraire.*

25. Il est payé, pour l'approbation de ce règlement, l'honoraire exigible sur des lettres patentes supplémentaires délivrées en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

1968, c. 73, a. 5.

TEXTE REFONDU

25. Les droits à payer pour l'approbation d'un règlement modifiant la valeur des immeubles sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1968, c. 73, a. 5.

225. L'article 25 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **25.** Les droits à payer pour l'approbation d'un règlement modifiant la valeur des immeubles sont ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales est modifié afin que les droits payables pour l'approbation d'un règlement modifiant la valeur des immeubles soient dorénavant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que par la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25 L.P.S.P.M.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Conditions.*

7. Une personne inscrite ne peut mettre en circulation ou exploiter un véhicule lourd sur un chemin ouvert à la circulation publique que si :

1° elle a fourni, le cas échéant, les nom et adresse de chacun de ses administrateurs et tout autre renseignement requis par la Commission selon les conditions qu'elle établit ;

2° elle a effectué, selon la fréquence, les conditions et les modalités établies par la Commission, la mise à jour de son inscription et le paiement des frais fixés par règlement du gouvernement ;

3° il s'est écoulé cinq ans depuis la date d'une déclaration de culpabilité pour un acte criminel relié à l'utilisation d'un véhicule lourd pour laquelle elle n'a pas obtenu de pardon ;

4° lorsque la loi l'exige, elle est titulaire d'un permis visé à l'article 50.0.6 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1), elle est inscrite au registre établi par l'article 58 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et elle est inscrite en vertu de l'article 290 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) ;

5° elle a acquitté, le cas échéant, toute amende pour laquelle aucun appel n'est interjeté qui lui a été imposée en vertu de la présente loi, de la Loi sur les transports (chapitre T-12), du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), d'une disposition législative ou réglementaire visée à l'article 519.65 du même code et ayant fait l'objet d'une entente avec la Société ou qui a été imposée hors Québec où une mesure semblable est appliquée.

• *Suspension.*

Lorsque la Commission est informée qu'une personne inscrite ne satisfait pas à l'une des conditions visées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa, elle indique au registre que le droit de cette personne de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd est suspendu.

_____

1998, c. 40, a. 7 ;2005, c. 39, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Conditions.*

7. Une personne inscrite ne peut mettre en circulation ou exploiter un véhicule lourd sur un chemin ouvert à la circulation publique que si :

1° elle a fourni, le cas échéant, les nom et adresse de chacun de ses administrateurs et tout autre renseignement requis par la Commission selon les conditions qu'elle établit ;

2° elle a effectué, selon la fréquence, les conditions et les modalités établies par la Commission, la mise à jour de son inscription et le paiement des frais fixés par règlement du gouvernement ;

3° il s'est écoulé cinq ans depuis la date d'une déclaration de culpabilité pour un acte criminel relié à l'utilisation d'un véhicule lourd pour laquelle elle n'a pas obtenu de pardon ;

4° lorsque la loi l'exige, elle est titulaire d'un permis visé à l'article 50.0.6 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1), elle est immatriculée en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) et elle est inscrite en vertu de l'article 290 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) ;

5° elle a acquitté, le cas échéant, toute amende pour laquelle aucun appel n'est interjeté qui lui a été imposée en vertu de la présente loi, de la Loi sur les transports (chapitre T-12), du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), d'une disposition législative ou réglementaire visée à l'article

519.65 du même code et ayant fait l'objet d'une entente avec la Société ou qui a été imposée hors Québec où une mesure semblable est appliquée.

• *Suspension.*

Lorsque la Commission est informée qu'une personne inscrite ne satisfait pas à l'une des conditions visées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa, elle indique au registre que le droit de cette personne de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd est suspendu.

_____

1998, c. 40, a. 7 ;2005, c. 39, a. 7.

LOI CONCERNANT LES PROPRIÉTAIRES, LES EXPLOITANTS ET LES CONDUCTEURS DE VÉHICULES LOURDS

226. L'article 7 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (L.R.Q., chapitre P-30.3) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4° du premier alinéa, de « inscrite au registre établi par l'article 58 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « immatriculée en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 7 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds est modifié afin de remplacer le renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises et pour y apporter une modification terminologique adaptée à celle utilisée dans cette dernière loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 7, 1° al. (4°) L.P.E.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Refus d'inscrire ou radiation.*

16.1. La Commission doit refuser d'inscrire ou radier l'inscription d'un intermédiaire en services de transport dont la situation correspond à l'un ou l'autre des cas suivants :

1° il a été déclaré coupable depuis moins de cinq ans d'un acte criminel relié à l'exercice de ses activités d'intermédiaire en services de transport ;

2° bien que la loi l'exige, il n'est pas inscrit au registre établi par l'article 58 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ni inscrit en vertu de l'article 290 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) ;

3° il n'a pas acquitté une amende imposée en vertu de la présente loi, de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2).

_____

2005, c. 39, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Refus d'inscrire ou radiation.*

16.1. La Commission doit refuser d'inscrire ou radier l'inscription d'un intermédiaire en services de transport dont la situation correspond à l'un ou l'autre des cas suivants :

1° il a été déclaré coupable depuis moins de cinq ans d'un acte criminel relié à l'exercice de ses activités d'intermédiaire en services de transport ;

2° bien que la loi l'exige, il n'est pas immatriculé en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ni inscrit en vertu de l'article 290 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) ;

3° il n'a pas acquitté une amende imposée en vertu de la présente loi, de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2).

_____

2005, c. 39, a. 12.

227. L'article 16.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « inscrit au registre établi par l'article 58 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « immatriculé en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 16.1 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds est modifié afin de remplacer le renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises et pour y apporter une modification terminologique adaptée à celle utilisée dans cette dernière loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 16.1 (2°) L.P.E.C.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Contenu de la déclaration.*

17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

2° être dressée en double exemplaire ;

3° être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 17 ;1997, c. 89, a. 3 ;2005, c. 14, a. 3.

TEXTE REFONDU

• *Contenu de la déclaration.*

17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

2° être dressée en double exemplaire ;

3° être accompagnée des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1993, c. 48, a. 17 ;1997, c. 89, a. 3 ;2005, c. 14, a. 3.

LOI SUR LA PUBLICITÉ LÉGALE DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, DES SOCIÉTÉS ET DES PERSONNES MORALES

228. L'article 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45), tel qu'il se lisait avant d'être remplacé par l'article 604 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3°, de « prescrits par règlement » par « prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié, dans son paragraphe 3°, pour renvoyer aux droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'au règlement pris pour l'application de Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 17 (3°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être complétée par l'assujetti ou une personne autorisée ;

2° être conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prescrits par règlement.

_____

2005, c. 14, a. 6.

TEXTE REFONDU

• *Déclaration initiale.*

23.1. La déclaration initiale doit :

1° être signée par l'assujetti, son représentant ou, lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif, par l'un des fondateurs ;

2° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ;

3° être produite au registraire des entreprises dans les 60 jours de la date de l'immatriculation sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif.

• *Déclaration tardive.*

Lorsque la déclaration est produite après le délai prévu au paragraphe 3°, elle doit de plus être accompagnée des droits prévus à cet effet par l'annexe IV de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de ce délai.

_____

2005, c. 14, a. 6 ;2009, c. 52, a. 610.

229. L'article 23.1 de cette loi, modifié par l'article 610 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « des droits prescrits par règlement » par « des droits prévus à cet effet par l'annexe IV de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de ce délai ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 23.1 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour prévoir que la déclaration initiale doit être accompagnée d'une pénalité égale aux droits annuels d'immatriculation prévus à cet effet par l'annexe IV de la Loi sur la publicité légale des entreprises applicables à la forme juridique de l'assujetti, si elle est produite tardivement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23.1, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Refus de déposer.*

24. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration initiale lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 24 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Refus de déposer.*

24. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration initiale lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas produite suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation ;

4° n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 23.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prévus à l'article 23.1 s'ils sont exigibles.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 24 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 7 ;2009, c. 52, a. 611.

230. L'article 24 de cette loi, modifié par l'article 611 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5° du premier alinéa, de « des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles » par « des droits prévus à l'article 23.1 s'ils sont exigibles ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 24 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour remplacer le renvoi aux droits prescrits par règlement par la pénalité prévue à l'article 23.1 de cette loi si elle est exigible.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 24, 1° al. (5°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Déclaration annuelle.*

30. La déclaration annuelle est dressée en simple exemplaire suivant la forme et la teneur prévue pour la déclaration d'immatriculation.

• *Droits.*

Lorsque la déclaration est produite après la période déterminée, elle doit, de plus, être accompagnée des droits prescrits par règlement.

1993, c. 48, a. 30 ;2001, c. 20, a. 8 ;2005, c. 14, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Déclaration annuelle.*

30. La déclaration annuelle est dressée suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation.

• *Droits.*

Lorsque la déclaration est produite après la période déterminée, elle doit, de plus, être accompagnée d'une pénalité égale à 50 % des droits annuels d'immatriculation prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de ce délai.

Toutefois, le deuxième alinéa ne s'applique pas à un assujetti qui a déclaré, dans sa déclaration de revenus, que ses informations sont à jour en application de l'article 26.1.

1993, c. 48, a. 30 ;2001, c. 20, a. 8 ;2005, c. 14, a. 12 ;2009, c. 52, a. 614.

231. L'article 30 de cette loi, modifié par l'article 52 du chapitre 38 des lois de 2006 et par l'article 614 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « des droits prescrits par règlement » par « d'une pénalité égale à 50 % des droits annuels d'immatriculation prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) applicables à sa forme juridique le jour suivant l'expiration de ce délai » ;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Toutefois, le deuxième alinéa ne s'applique pas à un assujetti qui a déclaré, dans sa déclaration de revenus, que ses informations sont à jour en application de l'article 26.1. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 30 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour prévoir que la déclaration annuelle doit être accompagnée de la pénalité prévue par la loi lorsqu'elle est produite tardivement plutôt que de référer aux droits prévus au règlement pris pour l'application de cette loi.

Une modification est aussi ajoutée pour prévoir que, quoique produite tardivement, la déclaration faite par l'assujetti, dans sa déclaration de revenus, que les informations au registre sont à

jour, n'a pas à être accompagnée de la pénalité mentionnée au deuxième alinéa de l'article 30.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 30, 2° et. 3° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Refus de déposer.*

31. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration annuelle lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 15 ;

4° n'est pas conforme aux dispositions de l'article 57.1 ;

5° n'est pas accompagnée des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles.

• *Refus de déposer.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 28 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article ou aux dispositions de l'article 30.1, ou, s'il s'agit du document produit par un assujetti et transféré en vertu de l'article 72.1, lorsque le document n'indique pas le numéro du document de référence transmis au préalable par le ministre.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____

1993, c. 48, a. 31 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 14 ;2006, c. 38, a. 53.

TEXTE REFONDU

• *Refus de déposer.*

31. Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre la déclaration annuelle lorsqu'elle :

1° ne contient pas une information visée à l'un des articles 10 à 12, si elle est exigible ;

2° contient un nom qui n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13 ;

3° n'est pas produite suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation ;

4° n'est pas signée par l'assujetti ou son représentant ;

5° n'est pas accompagnée de la pénalité prévue à l'article 30 si elle est exigible.

• *Refus de déposer.*

Il refuse aussi de déposer au registre le document visé à l'article 28 lorsque celui-ci n'est pas conforme aux dispositions des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article ou aux dispositions de l'article 30.1.

• *Refus motivé.*

Le registraire des entreprises informe l'assujetti des motifs de son refus.

_____
1993, c. 48, a. 31 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 14 ;2006, c. 38, a. 53 ;2009, c. 52, a. 616.

232. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 616 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5° du premier alinéa, de « des droits prescrits par règlement, s'ils sont exigibles » par « de la pénalité prévue à l'article 30 si elle est exigible ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 31 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour prévoir que la déclaration annuelle doit être accompagnée de la pénalité prévue à l'article 30 plutôt que des droits prescrits par règlement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 31, 1° al. (5°) L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Paiement des droits.*

57.3. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au registraire des entreprises au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période durant laquelle il doit produire sa déclaration annuelle ;

2° celle de la présentation d'une déclaration de radiation, d'un document visé à l'article 53 ou de tout autre document entraînant la radiation de son immatriculation.

• *Pénalité.*

L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation conformément au premier alinéa doit payer en plus une pénalité équivalant à 50% de ces droits.

_____

2005, c. 14, a. 26.

TEXTE REFONDU

• *Paiement des droits.*

57.3. L'assujetti paie les droits annuels d'immatriculation au registraire des entreprises au plus tard à la première des dates suivantes :

1° celle à laquelle se termine la période durant laquelle il doit produire sa déclaration annuelle ;

2° celle de la présentation d'une déclaration de radiation, d'un document visé à l'article 53 ou de tout autre document entraînant la radiation de son immatriculation.

• *Pénalité.*

L'assujetti qui omet de payer les droits annuels d'immatriculation conformément au premier alinéa doit payer en plus une pénalité égale à 5 % des droits impayés et une pénalité additionnelle de 1 % de ces droits pour chaque mois entier de retard, jusqu'à concurrence de 12 mois.

_____

2005, c. 14, a. 26.

233. L'article 57.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « équivalant à 50 % de ces droits » par « égale à 5 % des droits impayés et une pénalité additionnelle de 1 % de ces droits pour chaque mois entier de retard, jusqu'à concurrence de 12 mois ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 57.3 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié afin de remplacer, dans le deuxième alinéa, le montant actuel de la pénalité exigible suite au défaut de payer les droits annuels d'immatriculation dans les délais prévus, par une pénalité égale à 5 % des droits impayés et une pénalité additionnelle de 1 % de ces droits pour chaque mois entier de retard, jusqu'à concurrence de 12 mois.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 57.3, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Communication du registre.*

73.3. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique la totalité des informations contenues au registre et les modifications subséquentes qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Restrictions.*

Le ministère, l'organisme ou l'entreprise du gouvernement qui reçoit les informations contenues au registre conformément au premier alinéa ne peut, à partir de ces informations :

1° effectuer pour un tiers un regroupement d'informations ;

2° effectuer pour ses propres fins un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement d'informations est effectué aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

• *Avis.*

Une entente visée au premier alinéa doit être soumise à la Commission d'accès à l'information pour avis. L'article 70 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels s'applique à un telle entente compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 71.

TEXTE REFONDU

• *Communication du registre.*

73.3. Le ministre peut conclure une entente écrite avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement pour que le registraire des entreprises lui communique la totalité des informations contenues au registre et les modifications subséquentes qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise.

• *Habilitation.*

Tout ministère, tout organisme ou toute entreprise du gouvernement est habilité à conclure une telle entente avec le ministre.

• *Restrictions.*

Le ministère, l'organisme ou l'entreprise du gouvernement qui reçoit les informations contenues au registre conformément au premier alinéa ne peut, à partir de ces informations :

1° effectuer pour un tiers un regroupement d'informations ;

2° effectuer pour ses propres fins un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement d'informations est effectué aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

2005, c. 14, a. 37 ;2006, c. 38, a. 71.

234. L'article 73.3 de cette loi est modifié par la suppression du dernier alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 73.3 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié afin de retirer l'exigence de soumettre les ententes à l'avis de la Commission d'accès à l'information.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 73.3, 4° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la sanction de la présente loi.

TEXTE ACTUEL

• *Transmission d'informations.*

77. Le registraire des entreprises peut fournir à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des frais que le ministre détermine avec l'approbation du gouvernement, un regroupement d'informations contenues aux états des informations.

• *Restriction.*

Les nom et adresse d'une personne physique ne peuvent toutefois faire partie d'un regroupement ni lui servir de base, sauf lorsque le regroupement est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

1993, c. 48, a. 77 ;1994, c. 14, a. 33 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 75.

TEXTE REFONDU

• *Transmission d'informations.*

77. Le registraire des entreprises peut fournir à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) que le ministre détermine avec l'approbation du gouvernement, un regroupement d'informations contenues aux états des informations.

• *Restriction.*

Les nom et adresse d'une personne physique ne peuvent toutefois faire partie d'un regroupement ni lui servir de base, sauf lorsque le regroupement est demandé par un ministère ou un organisme du gouvernement aux fins prévues aux paragraphes 1° à 3° du second alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

1993, c. 48, a. 77 ;1994, c. 14, a. 33 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 75.

235. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « frais que le ministre détermine avec l'approbation du gouvernement » par « droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 77 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour référer aux droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 77, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Demande de changement de nom.*

83. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'ordonner à un assujetti de changer le nom qu'il utilise aux fins de l'exercice de ses activités, autre que celui sous lequel il a été constitué, ou de cesser d'utiliser tout nom, s'il n'est pas conforme à la loi ou aux règlements.

• *Exception.*

Le premier alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui s'immatricule volontairement et qui, à cette fin, ne déclare que ses nom de famille et prénom.

1993, c. 48, a. 83 ;2002, c. 45, a. 551.

TEXTE REFONDU

• *Demande de changement de nom.*

83. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises d'ordonner à un assujetti de changer le nom qu'il utilise aux fins de l'exercice de ses activités, autre que celui sous lequel il a été constitué, ou de cesser d'utiliser tout nom, s'il n'est pas conforme à la présente loi.

• *Exception.*

Le premier alinéa ne s'applique pas à la personne physique qui s'immatricule volontairement et qui, à cette fin, ne déclare que ses nom de famille et prénom.

1993, c. 48, a. 83 ;2002, c. 45, a. 551 ;2009, c. 52, a. 640.

236. L'article 83 de cette loi, modifié par l'article 640 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « prescrits par règlement » par « prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour prévoir que les droits payables seront ceux prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 83, 1° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Demande d'annulation.*

84. Un intéressé peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises d'annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration, d'un avis effectué en vertu du deuxième alinéa de l'article 43, d'un avis de clôture ou de liquidation effectué en vertu de l'article 53 ou d'un document effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72, 72.1 ou 73 lorsque la présentation de la déclaration, de l'avis ou du document qui y a donné lieu a été faite sans droit.

1993, c. 48, a. 84 ;2005, c. 14, a. 39.

TEXTE REFONDU

• *Demande d'annulation.*

84. Un intéressé peut, sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises d'annuler une inscription ou le dépôt au registre d'une déclaration, d'un avis effectué en vertu du deuxième alinéa de l'article 43, d'un avis de clôture ou de liquidation effectué en vertu du premier alinéa de l'article 53, d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) ou d'un document effectué à la suite de son transfert en vertu de l'article 72 ou 73 lorsque la présentation de la déclaration, de l'avis ou du document qui y a donné lieu a été faite sans droit.

1993, c. 48, a. 84 ;2005, c. 14, a. 39 ;2009, c. 52, a. 641.

237. L'article 84 de cette loi, modifié par l'article 641 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « prescrits par règlement » par « prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 84 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié pour prévoir que les droits payables seront ceux prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 84 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Droits prescriptibles.*

98. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer pour :

1° l'immatriculation des assujettis ainsi que pour le dépôt de documents au registre, autre que celui d'un acte constitutif, d'une déclaration modificative ou d'une déclaration de radiation ;

2° la production de la déclaration initiale et de la déclaration annuelle après le délai prescrit ;

3° la révocation de la radiation effectuée d'office ;

4° la consultation, la manutention et l'expédition des documents déposés au registre ;

5° la consultation du registre ou l'envoi de documents qui y sont déposés, par un moyen de télécommunication ;

6° la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et pour leur certification ;

7° la délivrance d'attestations ;

8° la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises ;

9° une demande visée à l'un des articles 83 à 85.

• *Droits à payer.*

Le gouvernement peut aussi, par règlement, prescrire les droits annuels d'immatriculation à payer ainsi que les droits à payer pour qu'un document produit soit, sur demande, traité de façon prioritaire.

_____

1993, c. 48, a. 98 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 40.

TEXTE REFONDU

• *Droits prescriptibles.*

98. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les frais à payer pour :

4° la consultation du registre dans les cas qui y sont déterminés ;

5° la transmission des documents qui y sont déposés par un moyen de télécommunication ;

5.1° la manutention et la transmission des documents déposés au registre selon le support requis par le demandeur ;

6° la délivrance de copies ou d'extraits d'un document déposé au registre et pour leur certification ;

7° la délivrance d'attestations ;

8° la location d'un casier dans les bureaux désignés par le registraire des entreprises ;

9° une demande visée à l'un des articles 83 à 85.

_____

1993, c. 48, a. 98 ;2001, c. 20, a. 8 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 40 ;2009, c. 52, a. 644.

238. L'article 98 de cette loi, modifié par l'article 79 du chapitre 38 des lois de 2006 et par l'article 644 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, du mot « droits » par le mot « frais » ;

2° par la suppression des paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa ;

3° par le remplacement des paragraphes 4° et 5° du premier alinéa par les suivants :

« 4° la consultation du registre dans les cas qui y sont déterminés ;

« 5° la transmission des documents qui y sont déposés par un moyen de télécommunication ;

« 5.1° la manutention et la transmission des documents déposés au registre selon le support requis par le demandeur ; » ;

4° par la suppression du deuxième alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 98 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est modifié

afin de supprimer le pouvoir de prescrire les droits ou pénalités payables. Les droits payables seront prévus dans la Loi sur la publicité légale des entreprises. Les pénalités payables seront prévues dans la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 98, 1° al. (1° à 5.1°) et 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Droits exigibles.*

526. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer en vertu de l'un des articles 517, 521, 524, 532 ou 534.

• *Critères.*

Les droits peuvent varier selon :

1° les catégories d'assujettis visés à l'article 2 ;

2° la qualité de ces assujettis ;

3° l'état ou la forme juridique qu'ils empruntent ;

4° les activités qu'ils exercent ou les entreprises qu'ils exploitent ;

5° les activités qu'ils exercent ou les entreprises qu'ils exploitent ;

_____

1993, c. 48, a. 526.

TEXTE REFONDU

526. *(Abrogé).*

_____

1993, c. 48, a. 526.

239. L'article 526 de cette loi est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

Le pouvoir réglementaire de fixer les droits à payer en vertu de l'un des articles 517, 521, 524, 532 ou 534 est supprimé puisque les droits et frais payables au registraire seront regroupés dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 526 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

• *Révocation d'office.*

54. Le registraire des entreprises peut, sur demande et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50.

• *Paiement des droits.*

La demande de révocation doit être accompagnée des droits prescrits par règlement.

1993, c. 48, a. 54 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Droits annuels d'immatriculation.*

57.2. L'assujetti qui est immatriculé le 1er janvier de chaque année doit payer les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement qui sont applicables à la forme juridique de l'assujetti à cette date.

• *Obligation.*

Cette obligation naît à compter de la deuxième année suivant celle de la première immatriculation de l'assujetti.

• *Exemption.*

Malgré le premier alinéa, l'assujetti dont l'immatriculation est radiée après le 31 décembre d'une année est exempté de payer les droits annuels d'immatriculation pour l'année suivante si le document dont le dépôt au registre a entraîné la radiation de son immatriculation a été présenté dûment complété au registraire des entreprises avant le 1er janvier de cette année suivante.

2005, c. 14, a. 26 ;2006, c. 38, a. 60.

• *Demande de révocation de radiation.*

57.4. Malgré les articles 57.2 et 57.3, lorsque l'assujetti ou son représentant présente une demande de révocation de radiation en vertu de l'article 54, il doit aussi payer au registraire des entreprises les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement pour l'année en cours, ceux à l'égard des années écoulées depuis la radiation jusqu'à la présentation de cette demande ainsi que la pénalité correspondante prévue au deuxième alinéa de l'article 57.3.

2005, c. 14, a. 26.

• *Copie certifiée.*

80. Le registraire des entreprises doit aussi, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, certifier conforme la copie ou l'extrait qu'il délivre.

1993, c. 48, a. 80 ;1997, c. 89, a. 11 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Attestation.*

81. Le registraire des entreprises doit, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, attester qu'une personne, une société ou un groupement est ou n'est pas :

1° immatriculé ;

2° en défaut de déposer une déclaration annuelle ;

3° en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38 ;

4° en voie de dissolution ;

5° radié.

• *Période de dépôt de la déclaration annuelle.*

Dans le cas d'une personne morale visée à l'article 26.1, l'attestation prévue au paragraphe 2° du premier alinéa est délivrée en considérant que la période de dépôt de la déclaration annuelle pour l'année en cours est la même que celle de l'année précédente sauf si la personne morale confirme, par écrit, au registraire des entreprises, sa période de dépôt de la déclaration annuelle pour cette année.

_____

1993, c. 48, a. 81 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 77.

• *Rectification ou suppression.*

85. Un intéressé autre que l'assujetti peut, sur paiement des droits prescrits par règlement, demander au registraire des entreprises de rectifier ou de supprimer une information inexacte qui apparaît au registre.

_____

1993, c. 48, a. 85 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Rapport exigible.*

532. Le rapport détaillé mentionné à l'article 4 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22) relatif à toute année antérieure à 1994 qui n'est pas produit le 1er janvier 1994 demeure exigible. Les droits applicables à ce rapport sont prescrits par règlement.

_____

1993, c. 48, a. 532.

• *Reprise d'existence.*

534. Malgré tout délai prévu par la loi au moment de la dissolution, le registraire des entreprises peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prescrits par règlement, faire reprendre l'existence d'une corporation dissoute avant le 1er janvier 1994 en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ou en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22), en déposant au registre un arrêté à cet effet.

• *Reprise d'existence.*

Il en est de même d'une corporation dissoute par la publication d'un avis de dissolution visée à l'un des articles 527 ou 528.

• *Date.*

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation de la corporation. Celle-ci reprend son existence à compter de la date de ce dépôt.

• *Droits acquis.*

Sous réserve des droits acquis par toute personne, la corporation est réputée n'avoir jamais été dissoute.

_____

1993, c. 48, a. 534 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Transmission à l'aide de casiers.*

76. Le registraire des entreprises peut, à la demande d'une personne et sur paiement des droits prescrits par règlement, transmettre les documents qu'il délivre en les déposant dans des casiers qu'il rend accessibles.

_____

1993, c. 48, a. 76 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 74.

• *Paiement de droits.*

79. Sur paiement des droits prescrits par règlement, le registraire des entreprises doit délivrer à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un document déposé au registre.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre relativement à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié conformément à l'article 80 est réputé conforme.

_____

1993, c. 48, a. 79 ;2001, c. 20, a. 5 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Registres et archives à caractère public.*

517. Le registraire des entreprises conserve et tient ouverts à l'examen du public les registres et les archives à caractère public tenus par lui en vertu d'une loi visée à l'annexe I ou d'une loi d'intérêt privé, avant le 1er janvier 1994.

• *Copies de documents.*

Sur paiement des droits prescrits par règlement, il peut délivrer, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit de l'accès à un dossier, ou de la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document, relatifs à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime du dossier, de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié par le registraire des entreprises est réputé conforme.

• *Authenticité.*

Une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement, le cas échéant.

• *Dispositions continuées en vigueur.*

L'article 123.30, le paragraphe 2° de l'article 123.31 de l'article 123.32 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1993 continuent de s'appliquer aux documents enregistrés par le registraire des entreprises, en vertu de la partie IA de cette loi, dans les registres visés au premier alinéa.

_____

1993, c. 48, a. 517 ;2001, c. 20, a. 7 ;2002, c. 45, a. 551.

TEXTE REFONDU

• *Révocation d'office.*

54. Le registraire des entreprises peut, sur demande et aux conditions qu'il détermine, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50.

• *Paiement des droits.*

La demande de révocation doit être accompagnée des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1993, c. 48, a. 54 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Droits annuels d'immatriculation.*

57.2. L'assujetti qui est immatriculé le 1er janvier de chaque année doit payer les droits annuels d'immatriculation prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) qui sont applicables à la forme juridique de l'assujetti à cette date.

• *Obligation.*

Cette obligation naît à compter de la deuxième année suivant celle de la première immatriculation de l'assujetti.

• *Exemption.*

Malgré le premier alinéa, l'assujetti dont l'immatriculation est radiée après le 31 décembre d'une année est exempté de payer les droits annuels d'immatriculation pour l'année suivante si le document dont le dépôt au registre a entraîné la radiation de son immatriculation a été présenté dûment complété au registraire des entreprises avant le 1er janvier de cette année suivante.

_____

2005, c. 14, a. 26 ;2006, c. 38, a. 60.

• *Demande de révocation de radiation.*

57.4. Malgré les articles 57.2 et 57.3, lorsque l'assujetti ou son représentant présente une demande de révocation de radiation en vertu de l'article 54, il doit aussi payer au registraire des entreprises les droits annuels d'immatriculation prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour l'année en cours, ceux à l'égard des années écoulées depuis la radiation jusqu'à la présentation de cette demande ainsi que la pénalité correspondante prévue au deuxième alinéa de l'article 57.3.

_____

2005, c. 14, a. 26.

• *Copie certifiée.*

80. Le registraire des entreprises doit aussi, sur demande et sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), certifier conforme la copie ou l'extrait qu'il délivre.

_____

1993, c. 48, a. 80 ;1997, c. 89, a. 11 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Attestation.*

81. Le registraire des entreprises doit, sur demande et sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), attester qu'une personne, une société ou un groupement est ou n'est pas :

1° immatriculé ;

2° en défaut de déposer une déclaration annuelle ;

3° en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38 ;

4° en voie de dissolution ;

5° radié.

• *Période de dépôt de la déclaration annuelle.*

Dans le cas d'une personne morale visée à l'article 26.1, l'attestation prévue au paragraphe 2° du premier alinéa est délivrée en considérant que la période de dépôt de la déclaration annuelle pour l'année en cours est la même que celle de l'année précédente sauf si la personne morale confirme, par écrit, au registraire des entreprises, sa période de dépôt de la déclaration annuelle pour cette année.

_____

1993, c. 48, a. 81 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 77.

• *Rectification ou suppression.*

85. Un intéressé autre que l'assujetti peut, sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises de rectifier ou de supprimer une information inexacte qui apparaît au registre.

_____

1993, c. 48, a. 85 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Rapport exigible.*

532. Le rapport détaillé mentionné à l'article 4 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22) relatif à toute année antérieure à 1994 qui n'est pas produit le 1er janvier 1994 demeure exigible. Les droits applicables à ce rapport sont prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1993, c. 48, a. 532.

• *Reprise d'existence.*

534. Malgré tout délai prévu par la loi au moment de la dissolution, le registraire des entreprises peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), faire reprendre l'existence d'une corporation dissoute avant le 1er janvier 1994 en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ou en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22), en déposant au registre un arrêté à cet effet.

• *Reprise d'existence.*

Il en est de même d'une corporation dissoute par la publication d'un avis de dissolution visée à l'un des articles 527 ou 528.

• *Date.*

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation de la corporation. Celle-ci reprend son existence à compter de la date de ce dépôt.

• *Droits acquis.*

Sous réserve des droits acquis par toute personne, la corporation est réputée n'avoir jamais été dissoute.

_____

1993, c. 48, a. 534 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Transmission à l'aide de casiers.*

76. Le registraire des entreprises peut, à la demande d'une personne et sur paiement des frais prescrits par règlement, transmettre les documents qu'il délivre en les déposant dans des casiers qu'il rend accessibles.

_____

1993, c. 48, a. 76 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 74.

• *Paiement de droits.*

79. Sur paiement des frais prescrits par règlement, le registraire des entreprises doit délivrer à toute personne qui lui en fait la demande une copie ou un extrait d'un document déposé au registre.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre relativement à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié conformément à l'article 80 est réputé conforme.

_____

1993, c. 48, a. 79 ;2001, c. 20, a. 5 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Registres et archives à caractère public.*

517. Le registraire des entreprises conserve et tient ouverts à l'examen du public les registres et les archives à caractère public tenus par lui en vertu d'une loi visée à l'annexe I ou d'une loi d'intérêt privé, avant le 1er janvier 1994.

• *Copies de documents.*

Sur paiement des frais prescrits par règlement, il peut délivrer, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit de l'accès à un dossier, ou de la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document, relatifs à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime du dossier, de l'extrait ou de la copie

qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié par le registraire des entreprises est réputé conforme.

• *Authenticité.*

Une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement, le cas échéant.

• *Dispositions continuées en vigueur.*

L'article 123.30, le paragraphe 2° de l'article 123.31 de l'article 123.32 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1993 continuent de s'appliquer aux documents enregistrés par le registraire des entreprises, en vertu de la partie IA de cette loi, dans les registres visés au premier alinéa.

_____

1993, c. 48, a. 517 ;2001, c. 20, a. 7 ;2002, c. 45, a. 551.

240. Cette loi est modifiée :

1° par le remplacement des mots « prescrits par règlement » par « prévus par l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans le deuxième alinéa de l'article 54, le premier alinéa de l'article 57.2, l'article 57.4, l'article 80, le premier alinéa de l'article 81 et les articles 85, 532 et 534 ;

2° par le remplacement du mot « droits » par le mot « frais » dans l'article 76, le premier alinéa de l'article 79 et le deuxième alinéa de l'article 517.

NOTE EXPLICATIVE

Cette disposition vient remplacer, dans plusieurs articles de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, la mention référant à des droits prescrits par règlement par un renvoi à la Loi sur la publicité légale des entreprises. Enfin, le mot « droits » est remplacé par le mot « frais » dans certaines dispositions.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 54, 2° al., 57.2, 1° al., 57.4, 76, 79, 1° al., 80, 81, 1° al., 85, 517, 2° al., 532 et 534 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Prescription.*

122. 1° L'action civile résultant d'une convention collective ou de la présente loi se prescrit par 12 mois à compter de chaque échéance. Au cas d'absence ou de fausse inscription dans le registre obligatoire, le système d'enregistrement ou la liste de paye, de remise clandestine, d'omission de tenir le registre obligatoire ou la liste de paye ou de transmettre à la Commission le rapport mensuel obligatoire, la prescription ne court à l'encontre des recours de la Commission qu'à compter de la date où la Commission a connaissance des faits qui donnent lieu à l'action civile.

• *Dates d'échéance.*

Aux fins des recours de la Commission relatifs à la perception des indemnités, des congés et des contributions ou cotisations des employeurs et des salariés aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, la date d'échéance mentionnée ci-dessus est le 1er décembre suivant pour toutes les indemnités ou contributions exigibles à compter du 1er janvier jusqu'au 30 avril précédent, et le 1er juillet suivant pour toutes celles exigibles à compter du 1er mai jusqu'au 31 décembre précédent.

• *Interruption de la prescription.*

Cependant, une réclamation transmise par la Commission à un employeur, par lettre recommandée ou certifiée, interrompt la prescription pour le montant de la réclamation et dans ce cas, l'action se prescrit de nouveau par six mois, à compter de la mise à la poste de cette lettre; aucune lettre subséquente adressée pour la même réclamation n'a l'effet d'interrompre la prescription.

• *Congédiement illégal. Peine.*

2° Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie, suspend ou met à pied un salarié :

a) à l'occasion d'un renseignement fourni aux représentants à la Commission et ayant trait à une convention collective, à une entente, à un règlement ou à une infraction aux dispositions de la présente loi ;

b) à l'occasion d'une plainte, d'une dénonciation ou d'une poursuite pénale à ce sujet ou d'un témoignage dans une poursuite ou requête s'y rapportant ;

c) dans l'intention de le réengager à un emploi inférieur et d'éluder ainsi une clause d'une convention collective en payant un salaire moindre,

commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 $ à 2 500 $ et, en cas de récidive, d'une amende de 1 600 $ à 5 000 $.

• *Dommages pouvant être réclamés.*

3° Tout salarié congédié, suspendu ou mis à pied en violation du paragraphe 2, ou dans le but de l'obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu'il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l'employait, à titre de dommages-intérêts punitifs, l'équivalent de trois mois de salaire. La preuve que le salarié n'est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l'employait.

• *Infraction et peine.*

4° Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application de la présente loi, d'une convention collective ou d'un règlement, transmet sciemment quelque renseignement ou rapport faux ou inexact,

ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet une infraction et est passible :

a) dans le cas d'un individu, d'une amende de 800 $ à 1 600 $;

b) dans le cas de toute autre personne ou d'une association, d'une amende de 1 600 $ à 3 200 $;

c) pour une première récidive, d'une amende égale au double des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas ;

d) pour toute autre récidive, d'une amende égale au triple des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas.

• *Infraction et peine.*

5° Quiconque, au moyen d'avantages ayant une valeur pécuniaire, accorde ou accepte une remise en réduction du salaire rendu obligatoire, ou participe à une semblable remise, commet une infraction et est passible des amendes prévues à l'article 119.1.

• *Force probante de copies certifiées.*

6° Dans toute action civile prise en vertu de la présente loi, il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, d'un registre, d'une ordonnance ou d'un document quelconque en la possession de la Commission, mais une copie ou un extrait dûment certifié par une personne désignée par la Commission fait preuve de la teneur de l'original et le certificat apposé à cette copie ou à cet extrait établit, jusqu'à preuve du contraire, la signature et l'autorité de l'employé de la Commission qui l'a donnée.

• *Copies certifiées.*

La Commission désigne les personnes qui peuvent délivrer des copies certifiées conformes de documents, lors d'une poursuite pénale.

• *Responsabilité.*

7° Dans le cas d'une faillite ou d'une ordonnance de mise en liquidation d'une personne morale, ou dans le cas de sa dissolution par l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), les administrateurs de cette personne morale sont personnellement et solidairement responsables du paiement du salaire dû aux salariés de la personne morale jusqu'à concurrence de six mois de salaire, pourvu qu'une réclamation de cette dette soit déposée dans l'année de la faillite, de l'ordonnance de liquidation ou de la dissolution.

• *Bref d'exécution insatisfait.*

Il en est de même, lorsqu'après jugement rendu contre une personne morale, le bref d'exécution est rapporté insatisfait en tout ou en partie si les administrateurs sont poursuivis dans l'année du jugement reconnaissant l'exigibilité du salaire.

• *Remboursement de salaire perdu.*

8° Dans les cas visés au paragraphe 7, la Commission rembourse au salarié le salaire qu'il a perdu.

• *Déduction.*

La Commission doit toutefois, sur demande du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, déduire de ce remboursement le montant remboursable en vertu de l'article 90 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1). La Commission remet le montant ainsi déduit au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

_____

1968, c. 45, a. 57 ;1971, c. 46, a. 3 ;1975, c. 51, a. 29 ;1975, c. 19, a. 16 ;1975, c. 83, a. 84 ;1983, c. 13, a. 10 ;1986, c. 58, a. 100 1986, c. 89, a. 50 ;1988, c. 35, a. 17 ;1988, c. 51, a. 125 ;1990, c. 4, a. 787 ;1991, c. 33, a. 129 ;1992, c. 42, a. 19 ;1992, c. 44, a. 81 ;1992, c. 61, a. 538 ;1994, c. 12, a. 55 ;1993, c. 61, a. 61 ;1995, c. 51, a. 50 ;1997, c. 63, a. 128 ;1998, c. 46, a. 121 ;1998, c. 36, a. 192 ;2001, c. 44, a. 30 ;2005, c. 15, a. 171 ;2009, c. 57, a. 15.

TEXTE REFONDU

• *Prescription.*

122. 1° L'action civile résultant d'une convention collective ou de la présente loi se prescrit par 12 mois à compter de chaque échéance. Au cas d'absence ou de fausse inscription dans le registre obligatoire, le système d'enregistrement ou la liste de paye, de remise clandestine, d'omission de tenir le registre obligatoire ou la liste de paye ou de transmettre à la Commission le rapport mensuel obligatoire, la prescription ne court à l'encontre des recours de la Commission qu'à compter de la date où la Commission a connaissance des faits qui donnent lieu à l'action civile.

• *Dates d'échéance.*

Aux fins des recours de la Commission relatifs à la perception des indemnités, des congés et des contributions ou cotisations des employeurs et des salariés aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, la date d'échéance mentionnée ci-dessus est le 1er décembre suivant pour toutes les indemnités ou contributions exigibles à compter du 1er janvier jusqu'au 30 avril précédent, et le 1er juillet suivant pour toutes celles exigibles à compter du 1er mai jusqu'au 31 décembre précédent.

• *Interruption de la prescription.*

Cependant, une réclamation transmise par la Commission à un employeur, par lettre recommandée ou certifiée, interrompt la prescription pour le montant de la réclamation et dans ce cas, l'action se prescrit de nouveau par six mois, à compter de la mise à la poste de cette lettre; aucune lettre subséquente adressée pour la même réclamation n'a l'effet d'interrompre la prescription.

• *Congédiement illégal. Peine.*

2° Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie, suspend ou met à pied un salarié :

a) à l'occasion d'un renseignement fourni aux représentants à la Commission et ayant trait à une convention collective, à une entente, à un règlement ou à une infraction aux dispositions de la présente loi ;

b) à l'occasion d'une plainte, d'une dénonciation ou d'une poursuite pénale à ce sujet ou d'un témoignage dans une poursuite ou requête s'y rapportant ;

c) dans l'intention de le réengager à un emploi inférieur et d'éluder ainsi une clause d'une convention collective en payant un salaire moindre,

commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 $ à 2 500 $ et, en cas de récidive, d'une amende de 1 600 $ à 5 000 $.

• *Dommages pouvant être réclamés.*

3° Tout salarié congédié, suspendu ou mis à pied en violation du paragraphe 2, ou dans le but de l'obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu'il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l'employait, à titre de dommages-intérêts punitifs, l'équivalent de trois mois de salaire. La preuve que le salarié n'est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l'employait.

• *Infraction et peine.*

4° Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application de la présente loi, d'une convention collective ou d'un règlement, transmet sciemment quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet une infraction et est passible :

a) dans le cas d'un individu, d'une amende de 800 $ à 1 600 $;

b) dans le cas de toute autre personne ou d'une association, d'une amende de 1 600 $ à 3 200 $;

c) pour une première récidive, d'une amende égale au double des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas ;

d) pour toute autre récidive, d'une amende égale au triple des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas.

• *Infraction et peine.*

5° Quiconque, au moyen d'avantages ayant une valeur pécuniaire, accorde ou accepte une remise en réduction du salaire rendu obligatoire, ou participe à une semblable remise, commet une infraction et est passible des amendes prévues à l'article 119.1.

• *Force probante de copies certifiées.*

6° Dans toute action civile prise en vertu de la présente loi, il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, d'un registre, d'une ordonnance ou d'un document quelconque en la possession de la Commission, mais une copie ou un extrait dûment certifié par une personne désignée par la Commission fait preuve de la teneur de l'original et le certificat apposé à cette copie ou à cet extrait établit, jusqu'à preuve du contraire, la signature et l'autorité de l'employé de la Commission qui l'a donnée.

• *Copies certifiées.*

La Commission désigne les personnes qui peuvent délivrer des copies certifiées conformes de documents, lors d'une poursuite pénale.

• *Responsabilité.*

7° Dans le cas d'une faillite ou d'une ordonnance de mise en liquidation d'une personne morale, ou dans le cas de sa dissolution par l'application des dispositions du quatrième alinéa de l'article 59

de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), les administrateurs de cette personne morale sont personnellement et solidairement responsables du paiement du salaire dû aux salariés de la personne morale jusqu'à concurrence de six mois de salaire, pourvu qu'une réclamation de cette dette soit déposée dans l'année de la faillite, de l'ordonnance de liquidation ou de la dissolution.

• *Bref d'exécution insatisfait.*

Il en est de même, lorsqu'après jugement rendu contre une personne morale, le bref d'exécution est rapporté insatisfait en tout ou en partie si les administrateurs sont poursuivis dans l'année du jugement reconnaissant l'exigibilité du salaire.

• *Remboursement de salaire perdu.*

8° Dans les cas visés au paragraphe 7, la Commission rembourse au salarié le salaire qu'il a perdu.

• *Déduction.*

La Commission doit toutefois, sur demande du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, déduire de ce remboursement le montant remboursable en vertu de l'article 90 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1). La Commission remet le montant ainsi déduit au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

_____

1968, c. 45, a. 57 ;1971, c. 46, a. 3 ;1975, c. 51, a. 29 ;1975, c. 19, a. 16 ;1975, c. 83, a. 84 ;1983, c. 13, a. 10 ;1986, c. 58, a. 100 1986, c. 89, a. 50 ;1988, c. 35, a. 17 ;1988, c. 51, a. 125 ;1990, c. 4, a. 787 ;1991, c. 33, a. 129 ;1992, c. 42, a. 19 ;1992, c. 44, a. 81 ;1992, c. 61, a. 538 ;1994, c. 12, a. 55 ;1993, c. 61, a. 61 ;1995, c. 51, a. 50 ;1997, c. 63, a. 128 ;1998, c. 46, a. 121 ;1998, c. 36, a. 192 ;2001, c. 44, a. 30 ;2005, c. 15, a. 171 ;2009, c. 57, a. 15.

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

241. L'article 122 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa du paragraphe 7, de « du deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) » par « du quatrième alinéa de l'article 59 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa du paragraphe 7 de l'article 122 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction est modifié pour remplacer le renvoi au deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la disposition correspondante de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 122, 1° al. (7°), L.R.T.F.P.G.M.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Dispositions applicables.*

39. La Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) s'applique à une société d'économie mixte.

_____
1997, c. 41, a. 39.

TEXTE REFONDU

39. *(Abrogé).*

_____
1997, c. 41, a. 39.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE DANS LE SECTEUR MUNICIPAL

242. L'article 39 de la Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (L.R.Q., chapitre S-25.01) est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 39 de la Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal est abrogé puisque le champ d'application du régime de publicité légale a été prévu directement dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 39 L.S.E.M.S.M.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Requérants.*

12. La demande de constitution d'une société doit être présentée par au moins sept requérants.

1987, c. 95, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Requérants.*

12. La demande de constitution d'une société doit être présentée par au moins sept requérants.

Sont joints à la demande de constitution les statuts de constitution, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1987, c. 95, a. 12 ;2009, c. 52, a. 668.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

243. L'article 12 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01), modifié par l'article 668 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « prescrits en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié dans son deuxième alinéa afin que les droits payables au registraire des entreprises soient ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12, 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Lettres patentes.*

16. Le ministre, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'Autorité, autorise cette dernière à délivrer des lettres patentes pour constituer la société.

• *Dépôt au registre.*

L'Autorité transmet les lettres patentes au registraire des entreprises pour qu'il les dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

1987, c. 95, a. 16 ;1993, c. 48, a. 470 ;2002, c. 45, a. 570 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Lettres patentes.*

16. Le ministre, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'Autorité, autorise la constitution de la société.

• *Dépôt au registre.*

Lorsque cette autorisation est accordée, l'Autorité transmet au registraire des entreprises les statuts de constitution, les documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits visés au deuxième alinéa de l'article 12.

1987, c. 95, a. 16 ;1993, c. 48, a. 470 ;2002, c. 45, a. 570 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 669.

244. L'article 16 de cette loi, modifié par l'article 669 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « prescrits » par « visés au deuxième alinéa de l'article 12 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 16 de Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin de prévoir que ce sont les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises qui sont transmis au registraire des entreprises par l'Autorité des marchés financiers.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 16, 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Modifications aux lettres patentes.*

18. Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'Autorité, autoriser cette dernière à délivrer des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires à une société du Québec constituée avant le 18 mai 1988 qui en fait la demande :

1° pour remplacer les dispositions de sa loi constitutive par les dispositions correspondantes de la présente loi ou, sous réserve des dispositions de la présente loi, par celles de la Partie II de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ;

2° pour abroger des dispositions de sa loi constitutive pour lesquelles il n'existe aucune disposition correspondante dans la présente loi et dans la Partie II de la Loi sur les compagnies.

• *Dépôt des lettres patentes.*

L'Autorité transmet les lettres patentes ainsi qu'un avis indiquant la date de leur prise d'effet au registraire des entreprises pour qu'il les dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. L'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de la prise d'effet des lettres patentes délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles remplacent ou abrogent.

_____

1987, c. 95, a. 18 ;1993, c. 48, a. 471 ;2002, c. 45, a. 571 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

18. Les statuts de modification d'une société du Québec ne peuvent être transmis au registraire des entreprises sans l'autorisation de l'Autorité. Il en est de même des statuts de refonte et d'une demande d'annulation des statuts.

La demande d'autorisation contient les renseignements prescrits par règlement. Sont joints à cette demande les statuts ou la demande d'annulation, signés par la personne qui y est autorisée, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*). L'Autorité peut en outre demander les documents et renseignements qu'elle estime utiles à l'examen de la demande.

L'Autorité peut, si elle l'estime opportun, autoriser la transmission au registraire des entreprises de statuts de modification, de statuts de refonte ou d'une demande d'annulation de statuts, des documents qui doivent être joints ainsi que les droits.

L'Autorité ne peut, cependant, faire droit à une demande relative à l'annulation de statuts de fusion ou de continuation que si elle y est préalablement autorisée par le ministre.

En outre, l'Autorité peut demander la refonte des statuts d'une société.

_____

1987, c. 95, a. 18 ;1993, c. 48, a. 471 ;2002, c. 45, a. 571 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 672.

245. L'article 18 de cette loi, remplacé par l'article 672 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « prescrits en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » ;

2° par l'insertion, à la fin du troisième alinéa, de « , des documents qui doivent leur être joints ainsi que les droits ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 18 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin que les droits payables au registraire des entreprises soient ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises et que ces droits accompagnent la demande.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 18, 2° al. et 3° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Signature.*

19. La requête visée à l'article 18 doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de la société; elle ne peut être présentée à l'Autorité que si :

1° elle est appuyée d'un règlement approuvé par au moins les 2/3 des voix exprimées par les actionnaires lors d'une assemblée convoquée à cette fin ;

2° un avis résumant sommairement le contenu du règlement a été transmis à l'Autorité, accompagné des droits prescrits par règlement, et qui a été transmis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, au moins une semaine avant la présentation de la requête.

1987, c. 95, a. 19 ;1993, c. 48, a. 472 ;2002, c. 45, a. 572 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

19. La demande d'autorisation visée à l'article 18 doit être signée par la personne qui signe les statuts ou la demande d'annulation des statuts ; elle ne peut être présentée à l'Autorité que si un avis résumant sommairement le contenu des statuts ou de la demande d'annulation a été transmis à l'Autorité, accompagné des droits. Cet avis doit être transmis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre, au moins une semaine avant la présentation de la requête.

1987, c. 95, a. 19 ;1993, c. 48, a. 472 ;2002, c. 45, a. 572 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 673 ;2009, c. 52, a. 673.

246. L'article 19 de cette loi, remplacé par l'article 673 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par la suppression des mots « prescrits par règlement ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 19 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour retirer la référence à des droits prescrits par règlement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 19 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Règlement de conversion.*

22. Toute société qui désire être convertie doit adopter un règlement à cette fin.

• *Contenu du règlement.*

Ce règlement indique :

1° le nom de la société issue de la conversion ;

2° la localité au Québec où sera situé le siège de la société issue de la conversion ;

3° la localité au Québec où sera situé le principal centre de décision de la société issue de la conversion ;

4° les activités envisagées ;

5° les nom, profession, citoyenneté et adresse des premiers membres du conseil d'administration ainsi que le mode d'élection des administrateurs subséquents ;

6° le nombre d'actions constituant son capital-actions, la valeur nominale de chaque action, le cas échéant, ainsi que le mode de conversion du capital-actions ;

7° la description du capital-actions autorisé de la société issue de la conversion.

_____

1987, c. 95, a. 22.

TEXTE REFONDU

• *Règlement de conversion.*

22. Les statuts de conversion de la société ne peuvent être déposés au registre à moins que le ministre n'ait préalablement autorisé la conversion.

• *Contenu du règlement.*

En plus des mentions que doivent contenir les statuts de constitution d'une société du Québec et à l'exception de celles relatives aux fondateurs, les statuts de conversion contiennent :

1° le nom de la société issue de la conversion ;

2° la localité au Québec où sera situé le siège de la société issue de la conversion ;

3° la localité au Québec où sera situé le principal centre de décision de la société issue de la conversion ;

4° les activités envisagées ;

5° les nom, profession, citoyenneté et adresse des premiers membres du conseil d'administration ainsi que le mode d'élection des administrateurs subséquents ;

6° le nombre d'actions constituant son capital-actions, la valeur nominale de chaque action, le cas échéant, ainsi que le mode de conversion du capital-actions ;

7° la description du capital-actions autorisé de la société issue de la conversion.

1987, c. 95, a. 22 ;2009, c. 52, a. 677.

247. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 677 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « La société doit établir des statuts de conversion; ils » par « Les statuts de conversion de la société ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 22 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est reformulé pour préciser que les statuts ne peuvent être déposés au registre à moins que le ministre n'ait préalablement autorisé la conversion.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 22, 1° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Copie conforme.*

25. La société transmet à l'Autorité, dans les six mois de la date du dépôt de l'avis au registre, une copie certifiée conforme du règlement approuvant la conversion et une requête demandant au ministre de confirmer la conversion.

1987, c. 95, a. 25 ;1993, c. 48, a. 474 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

25. La société transmet à l'Autorité, dans les six mois de la date du dépôt de l'avis au registre, les statuts de conversion, signés par l'administrateur ou le dirigeant qui y est autorisé, une copie certifiée conforme de la résolution spéciale autorisant la conversion, une requête demandant au ministre d'autoriser la conversion, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1987, c. 95, a. 25 ;1993, c. 48, a. 474 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 680.

248. L'article 25 de cette loi, remplacé par l'article 680 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement de « prescrits par règlement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin que les droits payables au registraire des entreprises soient ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Date de conversion.*

29. La conversion est confirmée dès la date des lettres patentes.

1987, c. 95, a. 29.

TEXTE REFONDU

29. Lorsque le ministre accorde la requête, l'Autorité transmet au registraire des entreprises les statuts de conversion, les documents qui doivent y être joints ainsi que les droits visés à l'article 25.

1987, c. 95, a. 29 ;2009, c. 52, a. 682.

249. L'article 29 de cette loi, remplacé par l'article 682 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement des mots « et les documents qui doivent y être joints » par « , les documents qui doivent y être joints ainsi que les droits visés à l'article 25 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 29 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour ajouter les droits payables au registraire des entreprises aux documents qui sont transmis par l'Autorité des marchés financiers au registraire des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 29 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Dépôt au registre.*

30. L'Autorité transmet les lettres patentes au registraire des entreprises pour qu'il les dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

_____

1987, c. 95, a. 30 ;1993, c. 48, a. 475 ;2002, c. 45, a. 574 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

30. Le registraire des entreprises établit un certificat attestant la conversion en suivant la procédure prévue à l'article 472 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52). Il transmet une copie des statuts et du certificat de conversion à l'Autorité.

_____

1987, c. 95, a. 30 ;1993, c. 48, a. 475 ;2002, c. 45, a. 574 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 683.

250. L'article 30 de cette loi, remplacé par l'article 683 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement de « 474 » par « 472 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 30 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin de corriger le renvoi à l'article 474 de la Loi sur les sociétés par actions par un renvoi à la procédure prévue à l'article 472 de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 30 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Fusion.*

34. Les sociétés du Québec peuvent fusionner.

1987, c 95, a. 34.

TEXTE REFONDU

34. Une société du Québec ne peut fusionner autrement qu'avec une ou plusieurs autres sociétés du Québec.

Les statuts de fusion ne peuvent être déposés au registre à moins que le ministre n'ait préalablement autorisé la fusion.

1987, c 95, a. 34 ;2009, c. 52, a. 685.

251. L'article 34 de cette loi, remplacé par l'article 685 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié, dans le deuxième alinéa, par la suppression de « prévus par la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 34 de la Loi sur les sociétés de fiducies et les sociétés d'épargne est modifié pour supprimer la référence à la Loi sur les sociétés par actions compte tenu que la fusion des sociétés est prévue par la Loi sur les sociétés de fiducies et les sociétés d'épargne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 34, 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Transmission à l'Autorité.*

38. Les sociétés fusionnantes transmettent à l'Autorité, dans les six mois de la date du dépôt de l'avis au registre, les exemplaires de la convention, une copie certifiée conforme de chacun des règlements approuvant la fusion et une requête commune demandant au ministre de confirmer la fusion.

_____

1987, c. 95, a. 38 ;1993, c. 48, a. 477 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Transmission à l'Autorité.*

38. Les sociétés fusionnantes transmettent à l'Autorité, dans les six mois de la date du dépôt de l'avis au registre, les exemplaires de la convention, une copie certifiée conforme de chacune des résolutions approuvant la fusion, une requête commune demandant au ministre d'autoriser la fusion, les statuts de fusion, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé de chacune des sociétés fusionnantes, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

_____

1987, c. 95, a. 38 ;1993, c. 48, a. 477 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 687.

252. L'article 38 de cette loi, modifié par l'article 687 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement de « prescrits en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 38 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin que les droits payables au registraire des entreprises soient ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 38 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Dépôt au registre.*

43. L'Autorité transmet les lettres patentes au registraire des entreprises pour qu'il les dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

1987, c. 95, a. 43 ;1993, c. 48, a. 478 ;2002, c. 45, a. 576 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

43. Lorsque le ministre accorde la requête, l'Autorité transmet au registraire des entreprises les statuts de fusion, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits visés à l'article 38.

1987, c. 95, a. 43 ;1993, c. 48, a. 478 ;2002, c. 45, a. 576 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 690.

253. L'article 43 de cette loi, remplacé par l'article 690 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement du mot « prescrits » par « visés à l'article 38 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 43 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour référer aux droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'aux droits prévus par règlement pris pour l'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 43 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Existence continuée.*

47. Toute société extra-provinciale peut continuer son existence en une société d'épargne ou de fiducie selon qu'elle est une société d'épargne ou de fiducie comme si elle avait été constituée en vertu de la présente loi si elle est habilitée à le faire en vertu de la loi qui la régit.

1987, c. 95, a. 47.

TEXTE REFONDU

• *Existence continuée.*

47. Toute société extra-provinciale peut continuer son existence en une société d'épargne ou de fiducie selon qu'elle est une société d'épargne ou de fiducie comme si elle avait été constituée en vertu de la présente loi si elle est habilitée à le faire en vertu de la loi qui la régit.

Les statuts de continuation ne peuvent être déposés au registre à moins que le ministre n'ait préalablement autorisé la continuation.

1987, c. 95, a. 47 ;2009, c. 52, a. 692.

254. L'article 47 de cette loi, modifié par l'article 692 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié, dans le deuxième alinéa, par la suppression de « prévus par la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 47 de la Loi sur les sociétés de fiducies et les sociétés d'épargne est modifié pour supprimer la référence à la Loi sur les sociétés par actions compte tenu que la continuation des sociétés est prévue par la Loi sur les sociétés de fiducies et les sociétés d'épargne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 47, 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Avis et droits.*

50. La société transmet un avis du règlement à l'Autorité, accompagné des droits prescrits par règlement, qui le fait paraître pendant quatre semaines consécutives dans un quotidien publié dans la localité où la société a son siège. L'Autorité transmet l'avis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

1987, c. 95, a. 50 ;1993, c. 48, a. 479 ;2002, c. 45, a. 577 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

50. La société transmet un avis du règlement à l'Autorité qui le fait paraître pendant quatre semaines consécutives dans un quotidien publié dans la localité où la société a son siège. L'Autorité transmet l'avis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre.

1987, c. 95, a. 50 ;1993, c. 48, a. 479 ;2002, c. 45, a. 577 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c 52, a. 708.

255. L'article 50 de cette loi, modifié par l'article 708 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par la suppression de « , accompagné des droits prescrits par règlement, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 50 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour retirer la référence aux droits prescrits par règlement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 50 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Copie conforme.*

51. La société transmet à l'Autorité, dans les six mois de la publication de l'avis et de la date de son dépôt au registre, une copie certifiée conforme du règlement approuvant la continuation et une requête demandant au ministre d'autoriser celle-ci.

1987, c. 95, a. 51 ;1993, c. 48, a. 480 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Copie conforme.*

51. La société transmet à l'Autorité, dans les six mois de la publication de l'avis et de la date de son dépôt au registre, une copie certifiée conforme du règlement approuvant la continuation, une requête demandant au ministre d'autoriser celle-ci, les statuts de continuation, signés par l'administrateur ou le dirigeant qui y est autorisé, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

1987, c. 95, a. 51 ;1993, c. 48, a. 480 ;2002, c. 45, a. 611 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 693.

256. L'article 51 de cette loi, modifié par l'article 693 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement de « prescrits en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 51 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin que les droits payables au registraire des entreprises soient ceux prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 51 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Date de la continuation.*

55. La continuation a lieu dès la date des lettres patentes.

1987, c. 95, a. 55.

TEXTE REFONDU

55. Lorsque le ministre accorde la requête, l'Autorité transmet au registraire des entreprises les statuts de continuation, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits visés à l'article 51.

1987, c. 95, a. 55 ;2009, c. 52, a. 695

257. L'article 55 de cette loi, remplacé par l'article 695 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par le remplacement de « prescrits en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » par « visés à l'article 51 ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 55 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour référer aux droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt qu'aux droits prévus par règlement pris en application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 55 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Conditions préalables.*

155. La cession ou l'achat doit se faire selon les conditions suivantes :

1° le cédant et le cessionnaire préparent en deux exemplaires une convention portant sur les conditions et les modalités de la transaction laquelle doit être approuvée par au moins les 2/3 des voix exprimées lors de l'assemblée générale des actionnaires de chacune des sociétés convoquée à cette fin ;

2° l'approbation des actionnaires doit être attestée sur chacun des exemplaires par le secrétaire de chacune des sociétés ;

3° un avis de la convention est publié dans un quotidien publié dans les localités où les sociétés ont leur siège ;

3.1° un avis de la convention est transmis à l'Autorité, accompagné des droits prescrits par règlement, qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ;

4° le cessionnaire doit être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi pour exercer les affaires de l'entreprise cédée ;

5° le cessionnaire doit assumer les obligations du cédant ;

6° les requérants doivent établir à la satisfaction du ministre :

a) qu'il est opportun pour la commodité du public que la cession ou l'achat ait lieu ;

b) que la cession ou l'achat n'est pas de nature à affecter la sécurité des déposants ou des bénéficiaires ;

7° lorsqu'une société d'épargne achète les biens ou l'entreprise d'une société de fiducie, des ententes doivent être conclues à la satisfaction de l'Autorité afin que les affaires de la société de fiducie qui ne peuvent être légalement continuées par une société d'épargne, sauf les dépôts, soient transférées à une autre société de fiducie du Québec titulaire d'un permis et apte à exercer ces affaires.

_____

1987, c. 95, a. 155 ;1993, c. 48, a. 483 ;2002, c. 45, a. 583 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Conditions préalables.*

155. La cession ou l'achat doit se faire selon les conditions suivantes :

1° le cédant et le cessionnaire préparent en deux exemplaires une convention portant sur les conditions et les modalités de la transaction laquelle doit être approuvée par une résolution spéciale lors de l'assemblée générale des actionnaires de chacune des sociétés convoquée à cette fin ;

2° l'approbation des actionnaires doit être attestée sur chacun des exemplaires par le secrétaire de chacune des sociétés ;

3° un avis de la convention est publié dans un quotidien publié dans les localités où les sociétés ont leur siège ;

3.1° un avis de la convention est transmis à l'Autorité qui le transmet au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre ;

4° le cessionnaire doit être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi pour exercer les affaires de l'entreprise cédée ;

5° le cessionnaire doit assumer les obligations du cédant ;

6° les requérants doivent établir à la satisfaction du ministre :

a) qu'il est opportun pour la commodité du public que la cession ou l'achat ait lieu ;

b) que la cession ou l'achat n'est pas de nature à affecter la sécurité des déposants ou des bénéficiaires ;

7° lorsqu'une société d'épargne achète les biens ou l'entreprise d'une société de fiducie, des ententes doivent être conclues à la satisfaction de l'Autorité afin que les affaires de la société de fiducie qui ne peuvent être légalement continuées par une société d'épargne, sauf les dépôts, soient transférées à une autre société de fiducie du Québec titulaire d'un permis et apte à exercer ces affaires.

_____

1987, c. 95, a. 155 ;1993, c. 48, a. 483 ;2002, c. 45, a. 583 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 704.

258. L'article 155 de cette loi, modifié par l'article 704 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par la suppression, dans le paragraphe 3.1°, de « , accompagné des droits prescrits par règlement, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 155 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour retirer la référence aux droits prescrits par le règlement pris en application de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 155 (3.1°) L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Attribution d'office.*

234. À défaut par la société de changer son nom dans le délai prévu, l'Autorité peut d'office lui attribuer un autre nom s'il s'agit d'une société du Québec ou suspendre ou annuler son permis s'il s'agit d'une société extra-provinciale.

• *Lettres patentes supplémentaires.*

Lorsque l'Autorité attribue d'office un nom à la société du Québec, elle produit en deux exemplaires des lettres patentes supplémentaires et en transmet un exemplaire au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

_____

1987, c. 95, a. 234 ;1993, c. 48, a. 487 ;2002, c. 45, a. 594 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

234. À défaut par la société de changer son nom dans le délai prévu, l'Autorité demande au registraire des entreprises de remplacer son nom par un autre nom ou une désignation numérique s'il s'agit d'une société du Québec. La demande est accompagnée des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*). Dans le cas d'une société extraprovinciale, l'Autorité peut suspendre ou annuler son permis.

Lorsque le registraire des entreprises remplace le nom d'une société du Québec, il établit un certificat attestant le changement et le dépose au registre. Il transmet un exemplaire du certificat à la société ou à son représentant. Une copie du certificat est transmise à l'Autorité.

Le changement prend effet à compter de la date figurant sur le certificat.

_____

1987, c. 95, a. 234 ;1993, c. 48, a. 487 ;2002, c. 45, a. 594 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 706.

259. L'article 234 de cette loi, remplacé par l'article 706 du chapitre 52 des lois de 2009, est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa, après la première phrase, de la suivante : « La demande est accompagnée des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7). ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 234 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin d'exiger, lorsqu'une demande de remplacement de nom est transmise au registraire des entreprises, les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 234, 1° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Changement de nom.*

236. Si une société extra-provinciale qui est titulaire d'un permis change son nom, elle doit transmettre à l'Autorité une copie certifiée conforme du document constatant que ce changement a été obtenu légalement.

• *Avis.*

L'Autorité modifie le permis en conséquence et transmet un avis du changement de nom au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

_____

1987, c. 95, a. 236 ;1993, c. 48, a. 488 ;1997, c. 43, a. 875 ;2002, c. 45, a. 595 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Changement de nom.*

236. Si une société extra-provinciale qui est titulaire d'un permis change son nom, elle doit transmettre à l'Autorité une copie certifiée conforme du document constatant que ce changement a été obtenu légalement et y joindre les droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour le dépôt de tout autre document.

• *Avis.*

L'Autorité modifie le permis en conséquence et transmet, avec les droits, un avis du changement de nom au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre.

_____

1987, c. 95, a. 236 ;1993, c. 48, a. 488 ;1997, c. 43, a. 875 ;2002, c. 45, a. 595 ;2004, c. 37, a. 90 ;2009, c. 52, a. 708.

260. L'article 236 de cette loi, modifié par l'article 708 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « et y joindre les droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour le dépôt de tout autre document » ;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa, après le mot « transmet », de « , avec les droits, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 236 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour préciser que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises doivent accompagner le document constatant le changement de nom qui sera déposé au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 236, 1° et 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Préparation de l'état annuel.*

293. La société doit préparer annuellement un état exposant la situation de ses affaires arrêté à la date de clôture de son dernier exercice financier. Cet état est présenté sur le formulaire de l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée.

• *Transmission.*

La société transmet cet état à l'Autorité, accompagné du rapport du vérificateur sur cet état, dans les deux mois suivant la date à laquelle l'état annuel est arrêté ou à toute date ultérieure agréée par l'Autorité.

• *Informations.*

L'Autorité transmet au registraire des entreprises les informations visées au deuxième alinéa.

_____

1987, c. 95, a. 293 ;1993, c. 48, a. 489 ;2002, c. 45, a. 599 ;2004, c. 37, a. 90.

TEXTE REFONDU

• *Préparation de l'état annuel.*

293. La société doit préparer annuellement un état exposant la situation de ses affaires arrêté à la date de clôture de son dernier exercice financier. Cet état est présenté sur le formulaire de l'Autorité.

• *Mise à jour des informations.*

Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale.

• *Transmission.*

La société transmet cet état à l'Autorité, accompagné du rapport du vérificateur sur cet état, dans les deux mois suivant la date à laquelle l'état annuel est arrêté ou à toute date ultérieure agréée par l'Autorité.

• *Informations.*

L'Autorité transmet au registraire des entreprises les informations visées au deuxième alinéa.

_____

1987, c. 95, a. 293 ;1993, c. 48, a. 489 ;2002, c. 45, a. 599 ;2004, c. 37, a. 90.

261. L'article 293 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée » par « Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 293 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié en raison du remplacement de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 293, 2° al. L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Réglementation.*

351. Le gouvernement peut également déterminer par règlement :

1° les droits exigibles pour la constitution de sociétés en personne morale, la délivrance de lettres patentes, de lettres patentes supplémentaires et de permis ;

(...)

35° la politique que les sociétés doivent adopter conformément à l'article 153.1 ou des éléments de cette politique.

_____

1987, c. 95, a. 351 ;1999, c. 40, a. 304 ;2002, c. 45, a. 608 ;2004, c. 37, a. 90 ;2006, c. 50, a. 138 ;2008, c. 7, a. 133.

TEXTE REFONDU

• *Réglementation.*

351. Le gouvernement peut également déterminer par règlement :

1° les droits exigibles pour la délivrance de permis ;

(...)

35° la politique que les sociétés doivent adopter conformément à l'article 153.1 ou des éléments de cette politique.

_____

1987, c. 95, a. 351 ;1999, c. 40, a. 304 ;2002, c. 45, a. 608 ;2004, c. 37, a. 90 ;2006, c. 50, a. 138 ;2008, c. 7, a. 133 ;2009, c. 52, a. 707.

262. L'article 351 de cette loi, modifié par l'article 707 du chapitre 52 des lois de 2009, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° les droits exigibles pour la délivrance de permis ; ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 351 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié pour supprimer l'habilitation réglementaire en matière de droits payables puisque ces droits seront maintenant établis en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 351 (1°) L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

263. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 381, du suivant :

« **381.1.** Doivent être joints au document transmis au registraire des entreprises pour qu'il le dépose au registre en application de l'article 169.1 ou 169.2 les droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) pour le dépôt de tout autre document.

Il en est de même d'un document visé à l'un des articles 13, 19, 24, 37, 50, 97, au paragraphe 3.1° de l'article 155 et à l'article 163 qui est transmis à l'Autorité pour qu'elle le transmette au registraire des entreprises. En ce cas, l'Autorité remet ces droits au registraire des entreprises. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 381.1 est ajouté à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne afin de prévoir l'obligation de joindre à un document qui doit être déposé au registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales, les droits prévus à l'annexe I de la Loi sur la publicité légale des entreprises pour le dépôt de tout autre document.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 381.1 L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

• *Obligation d'immatriculation.*

20.1. Malgré le paragraphe 1° de l'article 2 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), une personne physique qui exploite un point de vente de tabac, sous un nom comprenant son nom de famille et son prénom, est assujettie à l'obligation d'immatriculation.

_____

2005, c. 29, a. 24.

TEXTE REFONDU

• *Obligation d'immatriculation.*

20.1. *(Abrogé).*

_____

2005, c. 29, a. 24.

LOI SUR LE TABAC

264. L'article 20.1 de la Loi sur le tabac (L.R.Q., chapitre T-0.01) est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 20.1 de la Loi sur le tabac est supprimé.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 20.1 L.T.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

52. L'article 30 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

53. L'article 31 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe 5° du premier alinéa ;

2° par la suppression, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, des mots « du Revenu ».

54. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant :

« **32.1.** L'assujetti qui omet de satisfaire à son obligation de mise à jour annuelle pendant la période de dépôt de la déclaration annuelle encourt une pénalité égale à 50 % des droits annuels d'immatriculation ou de ceux qui seraient applicables si l'article 57.2 se lisait en faisant abstraction de son deuxième alinéa.

De plus, l'assujetti qui encourt la pénalité prévue au premier alinéa et qui omet, dans les délais prévus à l'un des articles 57.3, 57.5 et 57.6, de payer les droits annuels d'immatriculation visés à l'article 57.2, encourt une pénalité égale à 5 % de ces droits et une pénalité additionnelle de 1 % de ces droits pour chaque mois entier de retard, jusqu'à concurrence de 12 mois. ».

57. L'article 47 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 4°.

61. L'article 57.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « registraire des entreprises » par le mot « ministre » ;

62. L'article 57.4 de cette loi est remplacé par le suivant ;

« **57.4.** Malgré les articles 57.2 et 57.3, lorsque l'assujetti ou son représentant présente une demande de révocation de radiation en vertu de l'article 54, il doit aussi payer au ministre les droits annuels d'immatriculation prescrits par règlement pour l'année en cours ainsi que ceux à l'égard des années écoulées depuis la radiation jusqu'à la présentation de cette demande ainsi qu'un montant de 25 % de ces droits pour chacune de ces années écoulées et, le cas échéant, pour l'année en cours. ».

65. L'article 57.7 de cette loi est abrogé.

79. L'article 98 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « et de la déclaration annuelle ».

82. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 539, du suivant :

« **539.1.** Malgré l'article 1 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), l'article 32.1 et le chapitre IV.2 constituent une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu.

Les articles 1000 à 1010, 1037 et 1052 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'article 32.1 et au chapitre IV.2. ».

95. La déclaration visée à l'article 26 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) relative à une année donnée postérieure à l'année 2005 mais antérieure à l'année (indiquer ici l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi) qui n'a pas été présentée avant le 1er janvier (indiquer ici l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi) doit, lorsque présentée après la période déterminée, être accompagnée des droits prescrits par règlement correspondant à ceux applicables pour l'année donnée lors de la production d'une déclaration annuelle après la période déterminée.

L'article 31 de cette loi s'applique, tel qu'il se lisait le 31 décembre (indiquer ici l'année qui précède l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi) à une déclaration visée au premier alinéa.

Une déclaration annuelle, présentée par une personne morale, dont la période de dépôt touche à la fois l'année (indiquer ici l'année qui précède l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi) et l'année (indiquer ici l'année qui comprend la date de l'entrée en

vigueur de l'article 54 de la présente loi) est considérée être relative à l'année (indiquer ici l'année qui précède l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi) pour l'application du présent article.

96. À l'égard des droits annuels d'immatriculation pour l'année ou une année antérieure à l'année (indiquer ici l'année qui comprend la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 de la présente loi), la pénalité payable par un assujetti non visé à l'article 26.1 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) qui a omis de payer ces droits conformément au premier alinéa de l'article 57.3 de cette loi et par un assujetti qui présente une demande en vertu de l'article 57.4 de cette loi, correspond à 50 % de ces droits.

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE REGISTRAIRE DES ENTREPRISES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

265. L'article 52, le paragraphe 1° de l'article 53 et les articles 54, 57, 61, 62, 65, 79, 82, 95 et 96 de la Loi modifiant la Loi sur le registraire des entreprises et d'autres dispositions législatives (2006, chapitre 38) sont abrogés.

NOTE EXPLICATIVE

Les articles mentionnés à l'article 265 sont abrogés.

RÉFÉRENCES

* Réf.: L.Q. 2006, c. 38, a. 52, 53 (1°), 54, 57, 61, 62, 65, 79, 82, 95 et 96.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

99. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er avril 2007, à l'exception de celles :

1° des articles 47, 51, 55, 56, 60 et 97 qui entreront en vigueur le 6 décembre 2006 ;

2° de l'article 52, du paragraphe 1° de l'article 53, des articles 54, 57, 61, 62, 65, 79, 82, 95 et 96 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

Toutefois, lorsque l'article 51 remplace, dans le deuxième alinéa de l'article 28 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45), les mots « ministre du Revenu » par le mot « ministre », il s'applique à compter du 1er avril 2007.

TEXTE REFONDU

99. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er avril 2007, à l'exception de celles des articles 47, 51, 55, 56, 60 et 97 qui entreront en vigueur le 6 décembre 2006.

Toutefois, lorsque l'article 51 remplace, dans le deuxième alinéa de l'article 28 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45), les mots « ministre du Revenu » par le mot « ministre », il s'applique à compter du 1er avril 2007.

266. L'article 99 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **99.** Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er avril 2007, à l'exception de celles des articles 47, 51, 55, 56, 60 et 97 qui entreront en vigueur le 6 décembre 2006. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 99 de la Loi modifiant la loi sur le registraire des entreprises et d'autres dispositions législatives est modifié pour y retrancher les dispositions qui n'entreront jamais en vigueur.

RÉFÉRENCES

* Réf.: L.Q., 2006, c. 38, a. 99, 1° al.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

12. Les tiers ne sont pas présumés avoir connaissance des informations contenues dans un document relatif à la société, autres que celles visées à l'article 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, du seul fait de son dépôt au registre des entreprises ou du fait que ce document peut être consulté dans les bureaux de la société.

TEXTE REFONDU

12. Les tiers ne sont pas présumés avoir connaissance des informations contenues dans un document relatif à la société, autres que celles visées à l'article 98 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), du seul fait de son dépôt au registre des entreprises ou du fait que ce document peut être consulté dans les bureaux de la société.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

267. L'article 12 de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) est modifié par le remplacement de « 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) » par « 98 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 de la Loi sur les sociétés par actions est modifié pour remplacer le renvoi à l'article 82 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales par un renvoi à la disposition correspondante de la Loi sur la publicité légale des entreprises quant à l'opposabilité de certaines informations apparaissant au registre des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

470. La forme des statuts et des autres documents qui doivent être produits au registraire des entreprises ainsi que les modalités de leur transmission sont déterminées par le ministre en fonction du support ou de la technologie utilisé.

TEXTE REFONDU

470. La forme des statuts et des autres documents qui doivent être produits au registraire des entreprises ainsi que les modalités de leur transmission sont déterminées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

268. L'article 470 de cette loi est modifié par le remplacement de « le ministre en fonction du support ou de la technologie utilisé » par « la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 470 de la Loi sur les sociétés par actions est modifié pour référer à la Loi sur la publicité légale des entreprises, laquelle énoncera les règles applicables à ce sujet.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 470 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

471. Lorsqu'ils sont transmis séparément, un document annexé à un autre ou un document dont la loi exige qu'il soit joint à un autre sont réputés avoir été reçus par le registraire des entreprises au moment où il reçoit le dernier d'entre eux.

TEXTE REFONDU

471. (Abrogé).

269. L'article 471 de cette loi est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 471 de la Loi sur les sociétés par actions, qui prévoit des règles en matière de transmission de documents, est abrogé puisque c'est la Loi sur la publicité légale des entreprises qui énoncera les règles applicables à ce sujet.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 471 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

474. Le registraire des entreprises refuse d'établir le certificat approprié si les statuts :

1° ne contiennent pas les mentions exigées par la présente loi ;

2° ne sont pas produits en la forme déterminée par le ministre.

Il refuse également d'établir un certificat, si :

1° les statuts prévoient un nom qui n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 16 ;

2° les documents exigés par la présente loi ne lui ont pas été transmis ;

3° les droits déterminés par règlement du gouvernement n'ont pas été versés.

TEXTE REFONDU

474. Le registraire des entreprises refuse d'établir le certificat approprié si les statuts :

1° ne contiennent pas les mentions exigées par la présente loi ;

2° ne sont pas produits en la forme exigée par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

Il refuse également d'établir un certificat, si :

1° les statuts prévoient un nom qui n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 16 ;

2° les documents exigés par la présente loi ne lui ont pas été transmis ;

3° les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises n'ont pas été versés.

270. L'article 474 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « déterminée par le ministre » par « exigée par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3° du deuxième alinéa, des mots « déterminés par règlement du gouvernement » par les mots « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 474 de la Loi sur les sociétés par actions est modifié, de concordance avec les modifications apportées aux articles 268 et 275 de la présente loi pour référer à la Loi sur la publicité légale des entreprises. Celle-ci énoncera les règles applicables quant à la forme des statuts et des autres documents qui doivent être produits au registraire des entreprises et regroupera les droits qui doivent lui être transmis.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 474, 1° al. (2°) et 2° al. (3°) L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

478. La forme des documents établis par le registraire des entreprises ainsi que les modalités de leur transmission sont déterminées par le ministre, en fonction du support ou de la technologie utilisé.

TEXTE REFONDU

478. La forme des documents établis par le registraire des entreprises ainsi que les modalités de leur transmission sont déterminées par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

271. L'article 478 de cette loi est modifié par le remplacement de « le ministre, en fonction du support ou de la technologie utilisé » par « la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 478 de la Loi sur les sociétés par actions est modifié pour référer à la Loi sur la publicité légale des entreprises qui énoncera les règles applicables au sujet de la forme des documents établis par le registraire des entreprises ainsi que des modalités de leur transmission.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 478 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

SECTION II

TRANSMISSION DE DOCUMENTS TECHNOLOGIQUES

479. Les modalités de signature des documents technologiques produits au registraire des entreprises, y compris ce qui peut en tenir lieu, sont déterminées par le ministre.

480. Un document transmis au registraire des entreprises sur un support faisant appel à la technologie de l'information par un intermédiaire ou un représentant de toute personne tenue de le signer est présumé valablement signé si l'intermédiaire ou le représentant concerné s'est assuré au préalable de l'identité et du consentement de cette personne à cette transmission.

481. Le ministre peut exiger d'un intermédiaire, qui transmet régulièrement des demandes au registraire des entreprises, qu'un document à produire en vertu de la présente loi soit transmis sur un support ou par un mode de transmission spécifique, selon les modalités et conditions qu'il détermine.

On entend par « intermédiaire » une personne ou un groupement de personnes qui, dans le cadre de ses activités, agit pour le compte d'autrui pour dresser ou transmettre des documents relatifs aux personnes morales ou destinés à être déposés au registre des entreprises.

482. Le moment à compter duquel un document technologique est considéré reçu par le registraire des entreprises est établi par le ministre, en fonction du support et du mode de transmission utilisés.

488. Le gouvernement peut, par règlement, fixer les droits à payer pour :

1° la réservation d'un nom en application de l'article 17 ;

2° la présentation de toute demande de changement de nom en application de l'article 25 ;

3° la transmission au registraire des entreprises de documents à l'égard desquels celui-ci délivre un certificat ou pour toute autre mesure qu'il peut ou doit prendre pour l'application de la présente loi.

Ce règlement peut prévoir des droits différents selon la nature des documents, leur support et leur mode de transmission, ou selon qu'un traitement prioritaire est accordé, lorsqu'un tel traitement est demandé.

TEXTE REFONDU

SECTION II (Abrogée).

479. (Abrogé).

480. (Abrogé).

481. (Abrogé).

482. (Abrogé).

488. (Abrogé).

272. La section II du chapitre XVIII de cette loi, comprenant les articles 479 à 482, ainsi que l'article 488 de cette loi sont abrogés.

NOTE EXPLICATIVE

Les articles 479 à 482 de la Loi sur les sociétés par actions en matière de transmission de documents technologiques sont abrogés, ces règles étant regroupées dans la Loi sur la publicité légale des entreprises. Il en est de même de l'article 488 de cette loi qui disposait de certains pouvoirs réglementaires en matière de droits payables au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 479 à 482 et 488 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

495. Pour l'application des articles 8, 243, 268, 291, 299, 367, 470, 474, 478, 479, 481 et 482, les pouvoirs confiés au ministre sont exercés par le ministre du Revenu.

TEXTE REFONDU

495. Pour l'application des articles 8, 243, 268, 291, 299 et 367, les pouvoirs confiés au ministre sont exercés par le ministre du Revenu.

273. L'article 495 de cette loi est modifié par le remplacement de « , 367, 470, 474, 478, 479, 481 et 482 » par « et 367 ».

NOTE EXPLICATIVE

La référpnce, dans l'article 495 de la Loi sur les sociétés par actions, aux articles 470, 474, 478, 479, 481 et 482, est supprimée pour tenir compte des modifications apportées à ces dispositions, lesquelles suppriment les renvois au ministre ou abrogent, selon le cas, lesdits articles.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 495 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

598. L'article 2 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) est modifié par l'ajout, à la fin du paragraphe 4° du premier alinéa, de « , sauf si elle continue son existence sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec et qu'aucune des circonstances visées au paragraphe 5° ne lui est applicable ».

599. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant :

« **2.1.** Sauf pour l'application du deuxième alinéa de l'article 19, l'expression « personne morale constituée au Québec » comprend la personne morale constituée sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec qui a continué son existence sous le régime de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52). ».

600. L'article 9 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Si l'original de l'acte constitutif n'est pas disponible, le registraire des entreprises dépose au registre une copie certifiée conforme de celui-ci. ».

601. L'article 10 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin du paragraphe 2° du deuxième alinéa, de « ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ».

602. L'article 12 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans les paragraphes 1° et 2° et après le mot « État », de « , de la province ou du territoire » ;

2° par l'ajout, après le paragraphe 4°, du suivant :

« 5° une mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52). ».

603. Les articles 15 et 16 de cette loi sont abrogés.

604. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **17.** La déclaration d'immatriculation doit :

1° être produite en la forme déterminée par le ministre ;

2° être signée par l'assujetti ou son représentant ;

3° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ;

4° être accompagnée des droits prescrits par règlement du gouvernement. ».

605. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3° du premier alinéa, de « l'article 15 ou 17 » par « l'un des paragraphes 1°, 2° ou 4° de l'article 17. ».

606. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant :

« 2° n'est pas produit en la forme déterminée par le ministre. ».

607. L'article 21 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le mot « registre », de « la date de l'immatriculation ainsi que » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

608. L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **22.** Le registraire des entreprises dépose la déclaration d'immatriculation au registre. ».

609. L'article 23 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **23.** Lorsque l'immatriculation s'effectue sur dépôt au registre de son acte constitutif, la personne morale doit produire au registraire des entreprises une déclaration initiale suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation. ».

610. L'article 23.1 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

« 1° être signée par l'assujetti, son représentant ou, lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif, par l'un des fondateurs ;

« 2° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ; » ;

2° par l'ajout, à la fin du paragraphe 3°, des mots « sauf lorsqu'elle est jointe à l'acte constitutif ».

611. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 3° et 4° du premier alinéa par les suivants :

« 3° n'est pas produite suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation ;

« 4° n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 23.1 ; ».

612. L'article 26.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **26.1.** L'assujetti qui est tenu de produire au ministre une déclaration de revenus en vertu de l'article 1000 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ou, s'il est une personne physique qui exploite une entreprise individuelle, serait tenu de la produire s'il avait un impôt à payer en vertu de la partie I de cette loi peut, pendant la période de dépôt de la déclaration annuelle, déclarer dans sa déclaration de revenus que les informations le concernant contenues au registre et visées aux articles 10 et 12 sont, ou non, à jour.

Lorsque l'assujetti déclare que ces informations sont à jour, le registraire des entreprises inscrit à l'état des informations qu'il a satisfait à son obligation de mise à jour annuelle pour l'année en cours.

Lorsqu'il déclare que ces informations ne sont pas à jour, l'assujetti doit produire une déclaration annuelle conformément à l'article 26. ».

613. L'article 28 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

614. L'article 30 de cette loi, modifié par l'article 52 du chapitre 38 des lois de 2006, est de nouveau modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots « en simple exemplaire » et par le remplacement du mot « prévue » par le mot « prévues ».

615. L'article 30.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « règlement » par les mots « le ministre » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

616. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 53 du chapitre 38 des lois de 2006, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des paragraphes 3° et 4° du premier alinéa par les suivants :

« 3° n'est pas produite suivant la forme et la teneur prévues pour la déclaration d'immatriculation ;

« 4° n'est pas signée par l'assujetti ou son représentant ; » ;

2° par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « , ou, s'il s'agit du document produit par un assujetti et transféré en vertu de l'article 72.1, lorsque le document n'indique pas le numéro du document de référence transmis au préalable par le ministre ».

617. L'article 33 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « , 72.1 ».

618. L'article 34 de cette loi est modifié :

1° par l'ajout, à la fin du paragraphe 6°, de « ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs » ;

2° par l'ajout, après le paragraphe 14°, du suivant :

« 15° la mention indiquant l'existence ou non d'une convention unanime des actionnaires ayant pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs des administrateurs en vertu de la Loi sur les sociétés par actions. ».

619. L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement de « l'article 123.129 ou 123.130 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) »par « la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) ».

620. L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La personne morale est exemptée de produire une telle déclaration lorsqu'en application d'une autre loi, un avis à cet effet a été transmis au registraire des entreprises. ».

621. L'article 39 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

622. L'article 41 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° être produite en la forme déterminée par le ministre ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe 3° par les suivants :

« 3° être signée par l'assujetti ou son représentant ;

« 4° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre. » ;

3° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« De même, un document transféré en application de l'un des articles 72 ou 73 doit être dressé suivant les normes établies aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa ».

623. L'article 41.1 de cette loi est abrogé.

624. L'article 42 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le paragraphe 3° du premier alinéa et après le mot « dispositions », de « de l'un des paragraphes 1° à 3° » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « , à celles du paragraphe 2° de l'article 41 ou à celles de l'article 41.1 » par « ou à celles du paragraphe 2° de l'article 41 ».

625. L'article 43 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa :

1° 1° par la suppression des mots « un exemplaire de » ;

2° par le remplacement de « , et remet le second exemplaire à l'assujetti ou, s'il s'agit d'un document visé à l'article 40, procède à son dépôt » par « ou le document visé à l'article 40 ».

626. L'article 47 de cette loi, modifié par l'article 57 du chapitre 38 des lois de 2006, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

« 1° être produite en la forme déterminée par le ministre ;

« 2° être signée par l'assujetti ou son représentant ;

« 2.1° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ; ».

627. L'article 49 de cette loi est modifié par la suppression des mots « un exemplaire de »et de « , et remet le second exemplaire à l'assujetti dont l'immatriculation a été radiée ».

628. L'article 53 de cette loi est modifié par l'ajout de l'alinéa suivantL :

« Lorsque la dissolution de la personne morale s'effectue en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le registraire des entreprises radie d'office son immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution ou du jugement prononçant la dissolution. Toutefois, lorsque ce jugement prononce également la liquidation, il radie l'immatriculation sur dépôt du certificat de dissolution. » .

629. L'intitulé du chapitre IV.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« TRANSMISSION DE DOCUMENTS ».

630. L'article 57.1 de cette loi est abrogé.

631. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 57.1, de ce qui suit :

« **SECTION I**

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« **57.1.0.1.** Sauf dans la mesure prévue par la loi, la forme et les modalités de transmission des déclarations et des autres documents qui doivent être produits au registraire des entreprises, ou lui être transférés, sont déterminées par le ministre en fonction du support ou de la technologie utilisé.

« **57.1.0.2.** Lorsqu'ils sont transmis séparément, un document annexé à un autre ou un document dont la loi exige qu'il soit joint à un autre, sont réputés avoir été reçus par le registraire des entreprises au moment où il reçoit le dernier d'entre eux. « 57.1.0.3. La forme et les modalités de transmission des documents établis par le registraire en vertu de la loi sont déterminées par le ministre.

« **57.1.0.3.** La forme et les modalités de transmission des documents établis par le registraire en vertu de la loi sont déterminées par le ministre.

« **SECTION II**

« TRANSMISSION DE DOCUMENTS TECHNOLOGIQUES

« **57.1.0.4.** Les modalités de signature des documents technologiques produits au registraire des entreprises, y compris ce qui peut en tenir lieu, sont également déterminées par le ministre.

« **57.1.0.5.** Est présumé autorisé à dresser, signer et transmettre un document au nom d'une personne tenue de le produire et de le signer en vertu de la présente loi, celui qui vérifie l'identité de cette personne par tout moyen raisonnable et qui transmet au registraire des entreprises ce document sur un support faisant appel à la technologie.

Lorsqu'un représentant de la personne tenue de signer un document confie à un tiers la transmission du document dans les circonstances décrites au premier alinéa, il appartient à ce représentant de procéder à la vérification d'identité visée à cet alinéa.

« **57.1.0.6.** Le ministre peut exiger d'un intermédiaire qui transmet régulièrement des demandes au registraire des entreprises qu'un document à produire en vertu de la présente loi soit transmis

sur un support ou par un mode de transmission spécifique, selon les modalités et conditions qu'il détermine.

On entend par « intermédiaire » une personne ou un groupement de personnes qui, dans le cadre de ses activités, agit pour le compte d'autrui pour dresser ou transmettre des documents relatifs aux personnes morales ou destinés à être déposés au registre.

« **57.1.0.7.** Le ministre établit, en fonction du support et du mode de transmission utilisés, le moment à compter duquel un document technologique est considéré reçu par le registraire des entreprises.

« **SECTION III**

« RENONCIATION À LA PRODUCTION DE DOCUMENTS »

632. L'article 61 de cette loi est modifié par la suppression de « , 72.1 ».

633. L'article 62 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans le premier alinéa, de « , 72.1 ;

2° par l'ajout, à la fin du paragraphe 6° du deuxième alinéa, de « ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs » ;

3° par l'insertion, dans les paragraphes 14° et 15° du deuxième alinéa et après le mot « État » de « , de la province ou du territoire ».

634. L'article 63 de cette loi est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « en autant d'exemplaires qu'il le juge nécessaire ».

635. L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement de « d'information »par les mots « et au moyen des technologies ».

636. L'article 70 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de « de l'article 53 » par « du premier alinéa de l'article 53, d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » ;

2° par la suppression de « , 72.1 ».

637. L'article 72.1 de cette loi est abrogé.

638. L'article 74 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Elle peut aussi se faire à distance. ».

639. L'article 82 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans le premier alinéa, de « , 72.1 » ;

2° par l'ajout, à la fin du paragraphe 6° du deuxième alinéa, des mots « ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration en vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue en application de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52), le nom et le domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs » ;

3° par l'insertion, dans les paragraphes 13° et 14° du deuxième alinéa et après le mot « État », de « , de la province ou du territoire ».

640. L'article 83 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « loi ou aux règlements »par les mots « présente loi ».

641. L'article 84 de cette loi est modifié :

TEXTE ACTUEL

1° par le remplacement de « de l'article 53 » par « du premier alinéa de l'article 53, d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52) » ;

2° par la suppression de « , 72.1 ».

642. L'article 87 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « , signée ».

643. L'article 97 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 5° du premier alinéa.

644. L'article 98 de cette loi, modifié par l'article 79 du chapitre 38 des lois de 2006, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe 8° du premier alinéa, du mot « du » par les mots « désignés par le ».

645. L'article 102.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **102.1.** Commet une infraction l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui fait une déclaration, en application de l'article 26.1, qu'il sait fausse ou trompeuse. ».

646. L'article 109 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa, par l'insertion après « 102 » de « , 102.1 ».

TEXTE REFONDU

598. – 646. (Abrogés).

274. Les articles 598 à 646 de cette loi sont abrogés.

NOTE EXPLICATIVE

Les articles 598 à 646 de la Loi sur les sociétés par actions modifient la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Ces articles sont abrogés puisque cette dernière loi est remplacée par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 598 à 646 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

9. Les statuts, signés par les fondateurs, les documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement sont transmis au registraire des entreprises.

17. Le registraire des entreprises peut, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement, réserver un nom pour une période de 90 jours.

Il refuse toutefois de réserver un nom qui n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 16.

Une mention indiquant qu'un nom est réservé est portée au registre des entreprises.

25. Toute personne intéressée peut, sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement, demander au registraire des entreprises d'imposer à une société le remplacement ou la modification de son nom s'il n'est pas conforme aux dispositions de l'article 16.

Avant de rendre sa décision, le registraire des entreprises doit, conformément à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3), aviser les personnes visées et leur donner l'occasion de présenter leurs observations.

244. Les statuts de modification, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

255. La demande de correction, les autres documents qui doivent y être joints, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

263. Les statuts de refonte, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

Les statuts de refonte contiennent le texte des statuts refondus.

268. La demande d'annulation, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

Lorsque l'annulation ne risque pas de porter atteinte aux droits des créanciers ou des actionnaires de la société, une déclaration à cet effet, signée par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à la signer, doit être jointe à la demande d'annulation. Toutefois, si l'annulation risque de porter atteinte aux droits des actionnaires mais que ceux-ci l'ont autorisée en application de l'article 266, la résolution des actionnaires est jointe à la demande.

Lorsque l'annulation risque de porter atteinte aux droits des créanciers ou des actionnaires de la société et que ces derniers ne l'ont pas autorisée, un jugement autorisant l'annulation doit être joint à la demande.

Sont également joints à la demande d'annulation :

1° une copie des statuts à annuler ;

2° tout autre document que peut exiger le ministre, le cas échéant.

285. Les statuts de fusion, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé de chacune des sociétés fusionnantes, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

292. Les statuts de continuation, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

299. L'autorisation du registraire des entreprises est sujette à la présentation d'une demande par la société à laquelle sont joints :

1° une déclaration, signée par l'administrateur ou le dirigeant qui est autorisé à la signer, attestant que les actionnaires de la société ne subiront aucun préjudice par suite de la continuation ;

TEXTE ACTUEL

2° une copie certifiée de la résolution spéciale qui autorise la société à demander la continuation ;

3° tout autre document que peut exiger le ministre ;

4° les droits prescrits par règlement du gouvernement.

367. La demande de reconstitution ou, selon le cas, le jugement ordonnant la reconstitution, les documents que peut exiger le ministre, le cas échéant, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

419. Les statuts d'arrangement, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prescrits par règlement du gouvernement, sont transmis au registraire des entreprises.

Les documents exigés en vertu de l'article 8, ainsi qu'une copie du jugement du tribunal, sont joints aux statuts.

604. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant :

« 17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être produite en la forme déterminée par le ministre ;

2° être signée par l'assujetti ou son représentant ;

3° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ;

4° être accompagnée des droits prescrits par règlement du gouvernement. ».

TEXTE REFONDU

9. Les statuts, signés par les fondateurs, les documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) sont transmis au registraire des entreprises.

17. Le registraire des entreprises peut, sur demande et sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), réserver un nom pour une période de 90 jours.

Il refuse toutefois de réserver un nom qui n'est pas conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° ou 8° de l'article 16.

Une mention indiquant qu'un nom est réservé est portée au registre des entreprises.

25. Toute personne intéressée peut, sur paiement des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), demander au registraire des entreprises d'imposer à une société le remplacement ou la modification de son nom s'il n'est pas conforme aux dispositions de l'article 16.

Avant de rendre sa décision, le registraire des entreprises doit, conformément à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3), aviser les personnes visées et leur donner l'occasion de présenter leurs observations.

244. Les statuts de modification, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

255. La demande de correction, les autres documents qui doivent y être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

263. Les statuts de refonte, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

Les statuts de refonte contiennent le texte des statuts refondus.

268. La demande d'annulation, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

Lorsque l'annulation ne risque pas de porter atteinte aux droits des créanciers ou des actionnaires de la société, une déclaration à cet effet, signée par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à la signer, doit être jointe à la demande d'annulation. Toutefois, si l'annulation risque de porter atteinte aux droits des actionnaires mais que ceux-ci l'ont autorisée en application de l'article 266, la résolution des actionnaires est jointe à la demande.

Lorsque l'annulation risque de porter atteinte aux droits des créanciers ou des actionnaires de la société et que ces derniers ne l'ont pas autorisée, un jugement autorisant l'annulation doit être joint à la demande.

Sont également joints à la demande d'annulation :

1° une copie des statuts à annuler ;

2° tout autre document que peut exiger le ministre, le cas échéant.

285. Les statuts de fusion, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé de chacune des sociétés fusionnantes, les autres documents qui doivent leur être joints, le cas échéant, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

292. Les statuts de continuation, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

299. L'autorisation du registraire des entreprises est sujette à la présentation d'une demande par la société à laquelle sont joints :

1° une déclaration, signée par l'administrateur ou le dirigeant qui est autorisé à la signer, attestant que les actionnaires de la société ne subiront aucun préjudice par suite de la continuation ;

2° une copie certifiée de la résolution spéciale qui autorise la société à demander la continuation ;

3° tout autre document que peut exiger le ministre ;

4° les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*).

367. La demande de reconstitution ou, selon le cas, le jugement ordonnant la reconstitution, les documents que peut exiger le ministre, le cas échéant, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

419. Les statuts d'arrangement, signés par l'administrateur ou le dirigeant autorisé à les signer, les autres documents qui doivent leur être joints, ainsi que les droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), sont transmis au registraire des entreprises.

Les documents exigés en vertu de l'article 8, ainsi qu'une copie du jugement du tribunal, sont joints aux statuts.

604. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant :

« 17. La déclaration d'immatriculation doit :

1° être produite en la forme déterminée par le ministre ;

2° être signée par l'assujetti ou son représentant ;

3° être transmise selon les modalités déterminées par le ministre ;

4° être accompagnée des droits prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*). ».

275. Cette loi est modifiée par le remplacement des mots « prescrits par règlement du gouvernement » par « prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) » dans l'article 9, le premier alinéa des articles 17 et 25, les articles 244 et 255, le premier alinéa des articles 263 et 268, les articles 285 et 292, le paragraphe 4° de l'article 299, l'article 367, le premier alinéa de l'article 419 et dans l'article 604, au paragraphe 4° de l'article 17 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45), qu'il édicte.

NOTE EXPLICATIVE

Certains articles de la Loi sur les sociétés par actions sont modifiés afin de prévoir que les droits payables au registraire seront prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises plutôt que par le règlement d'application de la Loi sur les sociétés par actions.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 9, 17, 1° al., 25, 1° al., 244, 255, 263, 1° al., 268, 1° al., 285, 292, 299 (4°), 367, 419, 1° al., 604 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

729. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

TEXTE REFONDU

729. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement à l'exception de l'article 612 qui entrera en vigueur le (indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi).

276. L'article 729 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot « gouvernement », de « à l'exception de l'article 612 qui entrera en vigueur le 16 mars 2010 ».

NOTE EXPLICATIVE

La disposition d'entrée en vigueur de la Loi sur les sociétés par actions est modifiée afin de prévoir que son article 612, lequel remplace l'article 26.1 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, entre en vigueur dès la présentation de la présente loi, soit le 16 mars 2010.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 729 L.S.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

88. Les droits exigibles en vertu du présent règlement sont ceux prévus dans le tableau qui suit :

Tarif		
Acte	**Droits payables**	
	à l'Autorité des marchés financiers	**au Ministre du Revenu**
Constitution d'une compagnie d'assurance	5 000 $	
Constitution d'une société mutuelle d'assurance	5 000 $	
Constitution d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance	5 000 $	
Constitution d'un fonds de garantie	5 000 $	
Constitution d'un fonds pour assurer la responsabilité professionnelle des membres d'un ordre professionnel régi par le Code des professions	5 000 $	
Dépôt de statuts et délivrance d'un certificat de constitution d'une compagnie d'assurance		500 $
Délivrance de lettres patentes supplémentaires à une compagnie d'assurance	2 500 $	
Dépôt des statuts de modification d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de modification	2 500 $	
Modification des statuts d'une société mutuelle d'assurance et délivrance d'un certificat de modification	2 500 $	
Modification des statuts d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance	2 500 $	
Modification des statuts d'un fonds de garantie	2 500 $	
Modification des statuts d'une société de secours mutuels	2 500 $	
Fusion ou conversion d'une compagnie d'assurance ou d'une société mutuelle d'assurance	2 500 $	
Dépôt de statuts de fusion ou de conversion d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de fusion ou de conversion		500 $
Dépôt de statuts de continuation d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de continuation conformément aux articles 200.0.15, 200.0.16 ou 200.6 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32)	2 500 $	500 $

TEXTE REFONDU

Délivrance d'un permis initial à une compagnie d'assurance, à une société mutuelle d'assurance, à un ordre professionnel	2 500 $	
Délivrance d'un permis initial à une société de secours mutuel après fusion	2 500 $	
Délivrance d'un permis modifié pour y indiquer les catégories d'assurance	500 $	
Examen de la demande et remise en vigueur d'un permis d'assureur	2 500 $	
Copie certifiée d'un permis d'assureur	75 $	
Copie certifiée de la désignation d'un représentant au Québec ou d'un fondé de pouvoir	75 $	
Changement de désignation d'un représentant au Québec ou d'un fondé de pouvoir	200 $	
Attestation d'un document par l'Autorité des marchés financiers	100 $	

D. 887-2009, a. 88.

TEXTE REFONDU

88. Les droits exigibles en vertu du présent règlement sont ceux prévus dans le tableau qui suit et sont payables à l'Autorité des marchés financiers :

Tarif	
Acte	**Droits payables à l'Autorité des marchés financiers**
Constitution d'une compagnie d'assurance	5 000 $
Constitution d'une société mutuelle d'assurance	5 000 $
Constitution d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance	5 000 $
Constitution d'un fonds de garantie	5 000 $
Constitution d'un fonds pour assurer la responsabilité professionnelle des membres d'un ordre professionnel régi par le Code des professions	5 000 $
Dépôt de statuts et délivrance d'un certificat de constitution d'une compagnie d'assurance	
Délivrance de lettres patentes supplémentaires à une compagnie d'assurance	2 500 $

Dépôt des statuts de modification d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de modification	2 500 $
Modification des statuts d'une société mutuelle d'assurance et délivrance d'un certificat de modification	2 500 $
Modification des statuts d'une fédération de sociétés mutuelles d'assurance	2 500 $
Modification des statuts d'un fonds de garantie	2 500 $
Modification des statuts d'une société de secours mutuels	2 500 $
Fusion ou conversion d'une compagnie d'assurance ou d'une société mutuelle d'assurance	2 500 $
Dépôt de statuts de fusion ou de conversion d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de fusion ou de conversion	
Dépôt de statuts de continuation d'une compagnie d'assurance et délivrance d'un certificat de continuation conformément aux articles 200.0.15, 200.0.16 ou 200.6 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32)	2 500 $
Délivrance d'un permis initial à une compagnie d'assurance, à une société mutuelle d'assurance, à un ordre professionnel	2 500 $
Délivrance d'un permis initial à une société de secours mutuel après fusion	2 500 $
Délivrance d'un permis modifié pour y indiquer les catégories d'assurance	500 $
Examen de la demande et remise en vigueur d'un permis d'assureur	2 500 $
Copie certifiée d'un permis d'assureur	75 $
Copie certifiée de la désignation d'un représentant au Québec ou d'un fondé de pouvoir	75 $
Changement de désignation d'un représentant au Québec ou d'un fondé de pouvoir	200 $
Attestation d'un document par l'Autorité des marchés financiers	100 $

D. 887-2009, a. 88.

RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ASSURANCES

277. L'article 88 du Règlement d'application de la Loi sur les assurances, approuvé par le décret nº 887-2009 (2009, G.O. 2, 4471), est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le tableau par ce qui suit :

« **88.** Les droits exigibles en vertu du présent règlement sont ceux prévus dans le tableau qui suit et sont payables à l'Autorité des marchés financiers : » ;

2° par la suppression, dans le tableau, de la colonne intitulée « au Ministre du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

Le Règlement d'application de la Loi sur les assurances est modifié afin de retrancher du tableau des droits payables, ceux payables au ministre du Revenu puisque les droits payables en ce qui concerne les responsabilités confiées au registraire des entreprises sont regroupés dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 88 R.A.L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

89. Les droits prévus par le présent règlement aux fins mentionnées à l'article 88 sont les seuls exigibles.

_____
D. 887-2009, a. 89.

TEXTE REFONDU

89. (*Abrogé*).

_____
D. 887-2009, a. 89.

278. L'article 89 de ce règlement est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 89 du Règlement d'application de la Loi sur les assurances est abrogé, de concordance avec la modification prévue à l'article 277 de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 89 R.A.L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

90. Tout chèque en paiement des droits prévus dans le présent chapitre doit être transmis avec la demande à laquelle il se rattache à l'Autorité des marchés financiers ou, s'ils sont payables au ministre du Revenu, au registraire des entreprises.

_____

D. 887-2009, a. 90.

TEXTE REFONDU

90. Tout paiement des droits prévus par la Loi sur les assurances et le présent chapitre doit être transmis avec la demande à laquelle il se rattache et être fait à l'Autorité des marchés financiers ou, s'il s'agit d'un droit prévu par la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), au registraire des entreprises.

_____

D. 887-2009, a. 90.

279. L'article 90 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **90.** Tout paiement des droits prévus par la Loi sur les assurances et le présent chapitre doit être transmis avec la demande à laquelle il se rattache et être fait à l'Autorité des marchés financiers ou, s'il s'agit d'un droit prévu par la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7), au registraire des entreprises. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 90 du Règlement d'application de la Loi sur les assurances est reformulé pour tenir compte qu'une partie des droits exigibles seront maintenant prévus par la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 90 R.A.L.A.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

TEXTE ACTUEL

14. Pour la délivrance de lettres patentes de constitution, de conversion, de fusion ou de continuation de sociétés, les droits exigibles sont de 0,0003444 $ par dollar de capital-actions autorisé.

Aux fins du premier alinéa, les actions d'une valeur nominale inférieure à 1 $ sont évaluées à 1 $ et les actions sans valeur nominale sont évaluées selon la considération totale pour laquelle elles peuvent être émises; si cette considération n'est pas mentionnée dans la requête ou le règlement, elles sont évaluées à 100 $ chacune.

_____

D. 719-88, a. 14 ;D. 273-93, a. 1 ;D. 280-2000, a. 1.

15. Pour la délivrance de lettres patentes supplémentaires, les droits exigibles sont de 351 $ sauf dans les cas de changement de nom, d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises et dans les cas de subdivision d'actions sans valeur nominale.

Pour la délivrance de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires en vertu de l'article 18 de la Loi, les droits exigibles sont de 351 $.

_____

D. 719-88, a. 15 ;D. 273-93, a. 2 ;D. 280-2000, a. 1.

16. Dans le cas de changement de nom, les droits exigibles sont de 148 $.

_____

D. 719-88, a. 16 ;D. 273-93, a. 3 ;D. 280-2000, a. 1.

17. Dans le cas d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises, les droits exigibles sont de 0,0003444 $ par dollar d'augmentation du capital-actions autorisé.

Si la considération totale pour laquelle les actions sans valeur nominale peuvent être émises n'est pas mentionnée dans la requête ou le règlement, elles sont évaluées à 100 $ chacune.

_____

D. 719-88, a. 17 ;D. 273-93, a. 4 ;D. 280-2000, a. 1.

18. Dans le cas de subdivision d'actions sans valeur nominale, les droits exigibles sont calculés de la manière prévue à l'article 17. À cette fin, la considération totale pour laquelle les nouvelles actions non émises peuvent l'être, remplace l'augmentation mentionnée à l'article 17.

_____

D. 719-88, a. 18.

19. Lorsque les lettres patentes supplémentaires ont pour but d'effectuer plus d'un changement, seul le plus élevé des droits prévus est payable.

_____

D. 719-88, a. 19.

TEXTE REFONDU

14. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 14 ;D. 273-93, a. 1 ;D. 280-2000, a. 1.

15. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 15 ;D. 273-93, a. 2 ;D. 280-2000, a. 1.

16. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 16 ;D. 273-93, a. 3 ;D. 280-2000, a. 1.

17. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 17 ;D. 273-93, a. 4 ;D. 280-2000, a. 1.

18. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 18.

19. (*Abrogé*).

_____

D. 719-88, a. 19.

R? 23/11/2010 15h20T?
V? DOSSIER: REQ
NIN RALSFSE-14-19

RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

280. Les articles 14 à 19 du Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, approuvé par le décret nº 719-88 (1988, G.O. 2, 2833), sont abrogés.

NOTE EXPLICATIVE

Le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié afin d'en retirer les droits payables pour la délivrance de lettre patentes, lettres patentes supplémentaires, changement de nom, etc. Ces droits seront dorénavant payables au registraire des entreprises et regroupés dans la Loi sur la publicité légale des entreprises.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 14 à 19 R.A.L.S.F.S.E.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

281. La présente loi remplace la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) et la Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 281 prévoit que la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et la Loi sur le registraire des entreprises sont remplacées par la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

282. Dans toute autre loi, y compris dans toute loi modifiée par la présente loi, dans tout règlement, ainsi que dans tout document, à moins que le contexte ne s'y oppose et compte tenu des adaptations nécessaires :

1° un renvoi à une disposition de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ou de la Loi sur le registraire des entreprises est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi ;

2° un renvoi général à la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ou à la Loi sur le registraire des entreprises est un renvoi à la présente loi ;

3° un renvoi au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est un renvoi au registre visé au chapitre II de la présente loi ;

4° l'expression « registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales » est remplacée par l'expression « registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 282 fait en sorte que les renvois actuellement faits dans toute autre loi, dans tout règlement ainsi que dans tout document,

à une disposition de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (LPL) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (LRE) deviennent des renvois aux dispositions correspondantes de la présente loi et un renvoi général à la LPL ou à la LRE devient un renvoi à la présente loi.

Il prévoit également qu'un renvoi au « registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales » devient un renvoi au registre visé au chapitre II de la présente loi et que l'expression « registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales » est remplacée par l'expression « registre des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

283. Toute entente conclue en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ou de la Loi sur le registraire des entreprises avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 281*) est réputée une entente conclue en vertu de la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 283 prévoit qu'une entente conclue en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ou de la Loi sur le registraire des entreprises avant la date de l'entrée en vigueur de la disposition qui remplace ces deux lois c'est-à-dire avant le 14 février 2011, est réputée une entente conclue en vertu de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

284. Les droits payables au registraire des entreprises du 1er janvier 2006 au 15 mars 2010 sont prévus à l'annexe IV.

Les sommes payées au registraire durant cette période à titre de droits, tarifs, honoraires ou frais pour un objet mentionné à l'annexe IV sont réputées des droits validement perçus en vertu du premier alinéa. Ces sommes appartiennent au gouvernement.

Les droits exigibles qui n'ont pas été payés le 15 mars 2010 sont recouvrables, sans autre formalité, en vertu de la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 284 introduit l'annexe IV de la loi. Cette annexe dresse la liste des droits payables au registraire entre le 1er janvier 2006 et la date précédant la date de l'entrée en vigueur de l'article 75, soit le 15 mars 2010 relatif aux droits et frais payables.

Le deuxième alinéa confirme rétroactivement les sommes payées au registraire en vertu de dispositions réglementaires durant cette période.

Le troisième alinéa prévoit que les droits qui n'auraient pas été payés avant la date de présentation de la présente loi demeurent recouvrables.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date de la présentation du projet de loi.

285. Toute déclaration, avis ou autre document devant être présenté, produit ou déposé en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 281*) et qui ne l'a pas été à cette date demeure exigible.

Les droits qui leur sont applicables sont ceux prévus à l'un des paragraphes 1° et 3° à 6° de la rubrique « Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des personnes morales » de l'annexe IV, selon la forme juridique de l'assujetti au moment où ces droits sont devenus exigibles. Ils sont payables au moment de la production du document.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 285 prévoit que tout document devant être présenté, produit ou déposé en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (LPL) avant la date fixée par le gouvernement pour l'entrée en vigueur de l'article 281 (14 février 2011) et qui ne l'a pas été à cette date, demeure exigible.

Le deuxième alinéa précise que les droits qui lui sont applicables sont ceux prévus à l'annexe IV, selon la forme juridique de l'assujetti au moment où ces droits sont devenus exigibles. Ils sont payables au moment de la production du document.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Personne ou société visée.*

1. La présente loi s'applique à toute personne ou société à qui l'obligation d'immatriculation s'impose ainsi qu'à celle dont l'immatriculation n'est pas radiée.

• *Groupement.*

Elle s'applique également à la personne ou au groupement qui s'immatricule volontairement, jusqu'à la radiation de son immatriculation.

_____

1993, c. 48, a. 1.

286. Un groupement de biens immatriculé avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 22*) continue d'être un assujetti au sens de la présente loi jusqu'à la radiation de son immatriculation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 286 prévoit qu'un groupement de biens immatriculé avant la date fixée par le gouvernement pour l'entrée en vigueur de l'article 22 continue d'être un assujetti jusqu'à la radiation de son immatriculation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 1, 2° al. L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

287. Malgré l'article 41, l'assujetti n'est pas tenu de déclarer avant la production de sa première mise à jour annuelle suivant l'entrée en vigueur des dispositions qui les exigent :

1° les informations visées au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 33 quant au nom et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument les pouvoirs du conseil d'administration ;

2° les informations visées au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 33 ;

3° les informations visées aux paragraphes 7° à 9° du deuxième alinéa de l'article 33 relatives au code d'activité ;

4° les informations visées au paragraphe 1° de l'article 34 quant aux nom et domicile des trois commanditaires ayant fourni le plus grand apport à la société en commandite ;

5° les informations visées à l'article 43.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 287 prévoit qu'un assujetti ayant de nouvelles informations à déclarer, telles les noms et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument les pouvoirs du conseil d'administration, la date de l'entrée en fonction des administrateurs ou des tiers qui assument les pouvoirs des administrateurs, la fin de leur charge, les informations relatives au code correspondant à chacune de ses deux principales activités, les nom et domicile des trois

principaux commanditaires, ou le fait qu'il est en faillite doit déclarer l'information lors de la production de sa première mise à jour annuelle qui suit la date de l'entrée en vigueur de chacune de ces dispositions.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Assujetti en défaut.*

50. Le registraire des entreprises peut radier d'office l'immatriculation de l'assujetti qui est en défaut de déposer deux déclarations annuelles consécutives ou qui ne se conforme pas à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38, en déposant un arrêté à cet effet au registre. Il transmet une copie de cet arrêté à l'assujetti.

• *Dissolution.*

La radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec emporte sa dissolution.

• *Présomption.*

Cette personne morale est toutefois réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

_____

1993, c. 48, a. 50 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 24.

288. Le registraire peut, à la demande d'un assujetti ou d'une personne intéressée, révoquer la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, aux conditions prévues, selon le cas, à l'un des articles 63 ou 64 de la présente loi.

Les dispositions des articles 66 et 67 de la présente loi s'appliquent à une telle révocation, compte tenu des adaptations nécessaires.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 288 confère au registraire le pouvoir de révoquer, à la demande d'un assujetti ou d'une personne intéressée, la radiation d'office qu'il a effectuée en vertu de l'article 50 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (LPL), aux conditions prévues, selon le cas, à l'article 63 ou 64 de la présente loi.

Le deuxième alinéa rend applicables les articles 66 et 67 à une telle révocation, compte tenu des adaptations nécessaires.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 50 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Dissolution d'une personne morale.*

527. Le registraire des entreprises peut dissoudre une personne morale constituée en vertu des lois du Québec avant le 1er juillet 1994 qui n'a pas déposé sa déclaration d'immatriculation dans le délai prévu à l'article 520 en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*. À compter de la publication de cet avis, la personne morale qui n'a pas remédié à son défaut est dissoute.

• *Préavis.*

La publication de cet avis doit être précédée de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, au moins 60 jours auparavant, d'un préavis de dissolution.

_____

1993, c. 48, a. 527 ;2002, c. 45, a. 551.

289. Le registraire peut dissoudre une personne morale de droit privé constituée au Québec avant le 1er juillet 1994 qui a omis de produire une déclaration d'immatriculation en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*. À compter de la publication de cet avis, la personne morale qui n'a pas remédié à son défaut est dissoute.

La publication de cet avis doit être précédée de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, au moins 60 jours auparavant, d'un préavis de dissolution.

NOTE EXPLICATIVE

Cet article vise à maintenir le pouvoir actuel du registraire de dissoudre une personne morale de droit privé qui n'est toujours pas immatriculée malgré l'obligation qui lui était faite de produire une déclaration d'immatriculation, au plus tard le 1er janvier 1995, en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 527 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Assujetti en défaut.*

50. Le registraire des entreprises peut radier d'office l'immatriculation de l'assujetti qui est en défaut de déposer deux déclarations annuelles consécutives ou qui ne se conforme pas à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 38, en déposant un arrêté à cet effet au registre. Il transmet une copie de cet arrêté à l'assujetti.

• *Dissolution.*

La radiation de l'immatriculation d'une personne morale constituée au Québec emporte sa dissolution.

• *Présomption.*

Cette personne morale est toutefois réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

_____

1993, c. 48, a. 50 ;2002, c. 45, a. 551 ;2005, c. 14, a. 24.

• *Dissolution d'une personne morale.*

527. Le registraire des entreprises peut dissoudre une personne morale constituée en vertu des lois du Québec avant le 1er juillet 1994 qui n'a pas déposé sa déclaration d'immatriculation dans le délai prévu à l'article 520 en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*. À compter de la publication de cet avis, la personne morale qui n'a pas remédié à son défaut est dissoute.

• *Préavis.*

La publication de cet avis doit être précédée de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, au moins 60 jours auparavant, d'un préavis de dissolution.

_____

1993, c. 48, a. 527 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Procédures.*

528. Les procédures de dissolution entreprises en vertu des articles 93.114 à 93.117 de la Loi sur les assurances (chapitre A-32), en vertu des articles 321 à 327 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4.1), en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), en vertu des articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2) ou en vertu des articles 6 à 15 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22), avant le 1er janvier 1994, sont continuées en vertu de ces dispositions telles qu'elles existaient avant cette date.

• *Dispositions continuées en vigueur.*

Les articles 93.114 à 93.117 de la Loi sur les assurances, les articles 321 à 327 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, les articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies, les articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives et la Loi concernant les renseignements sur les compagnies tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1993 continuent de s'appliquer aux personnes morales visées à l'article 520 jusqu'au 1er janvier 1995.

• *Radiation d'une immatriculation.*

Toutefois, lorsqu'une personne morale s'immatricule au registre avant la publication de l'avis de dissolution à la *Gazette officielle du Québec*, la radiation de cette immatriculation conformément à l'un des articles 50 à 53 remplace cette publication.

_____

1993, c. 48, a. 528.

290. Une personne morale dissoute dans les cas visés à l'article 289 de la présente loi ou à l'un des articles 50, 527 ou 528 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales est réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 290 prévoit qu'une personne morale dissoute dans les situations visées à l'article 289 de la présente loi ou l'un des articles 50, 527 ou 528 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, est réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire ou administrative.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 50, 527, 528 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Dissolution d'une personne morale.*

527. Le registraire des entreprises peut dissoudre une personne morale constituée en vertu des lois du Québec avant le 1er juillet 1994 qui n'a pas déposé sa déclaration d'immatriculation dans le délai prévu à l'article 520 en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*. À compter de la publication de cet avis, la personne morale qui n'a pas remédié à son défaut est dissoute.

• *Préavis.*

La publication de cet avis doit être précédée de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, au moins 60 jours auparavant, d'un préavis de dissolution.

_____

1993, c. 48, a. 527 ;2002, c. 45, a. 551.

• *Procédures.*

528. Les procédures de dissolution entreprises en vertu des articles 93.114 à 93.117 de la Loi sur les assurances (chapitre A-32), en vertu des articles 321 à 327 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4.1), en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), en vertu des articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2) ou en vertu des articles 6 à 15 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22), avant le 1er janvier 1994, sont continuées en vertu de ces dispositions telles qu'elles existaient avant cette date.

• *Dispositions continuées en vigueur.*

Les articles 93.114 à 93.117 de la Loi sur les assurances, les articles 321 à 327 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, les articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies, les articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives et la Loi concernant les renseignements sur les compagnies tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1993 continuent de s'appliquer aux personnes morales visées à l'article 520 jusqu'au 1er janvier 1995.

• *Radiation d'une immatriculation.*

Toutefois, lorsqu'une personne morale s'immatricule au registre avant la publication de l'avis de dissolution à la *Gazette officielle du Québec*, la radiation de cette immatriculation conformément à l'un des articles 50 à 53 remplace cette publication.

_____

1993, c. 48, a. 528.

• *Reprise d'existence.*

534. Malgré tout délai prévu par la loi au moment de la dissolution, le registraire des entreprises peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prescrits par règlement, faire reprendre l'existence d'une corporation dissoute avant le 1er janvier 1994 en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ou en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22), en déposant au registre un arrêté à cet effet.

• *Reprise d'existence.*

Il en est de même d'une corporation dissoute par la publication d'un avis de dissolution visée à l'un des articles 527 ou 528.

• *Date.*

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation de la corporation. Celle-ci reprend son existence à compter de la date de ce dépôt.

• *Droits acquis.*

Sous réserve des droits acquis par toute personne, la corporation est réputée n'avoir jamais été dissoute.

_____
1993, c. 48, a. 534 ;2002, c. 45, a. 551.

291. Sous réserve des dispositions de la loi relatives à la reconstitution d'une compagnie dissoute, le registraire peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prévus par la présente loi, faire reprendre l'existence d'une compagnie dissoute avant le 1er janvier 1994 en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22). Le registraire dépose au registre un arrêté à cet effet.

Il en est de même d'une personne morale dissoute dans les cas visés à l'article 289 de la présente loi ou à l'un des articles 527 ou 528 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation de la personne morale. Celle-ci reprend son existence à compter de la date de ce dépôt.

Sous réserve des droits acquis par toute personne, la personne morale est réputée n'avoir jamais été dissoute.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 291 permet de demander au registraire la reprise d'existence d'une personne morale dissoute par le seul effet de la loi et ce, sous réserve des dispositions de la loi particulière qui lui est applicable en ce qui a trait à la reconstitution d'une compagnie.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 527, 528 et 534 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Appel.*

90. Il peut être interjeté appel d'une décision du registraire des entreprises prise en vertu de l'article 70 ou de la section I.

• *Appel.*

Il peut également être interjeté appel du refus du registraire des entreprises d'immatriculer un assujetti ou de déposer au registre un document, au motif que le nom qu'il déclare n'est pas conforme aux dispositions de l'un des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 13.

• *Exécution malgré l'appel.*

L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision prise en vertu de l'article 18, 19, 24, 31, 42 ou 48.

_____

1993, c. 48, a. 90 ; 1997, c. 89, a. 12 ; 2002, c. 45, a. 551.

292. Un recours introduit devant la Cour du Québec en vertu de l'article 90 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 139*), dont l'audition n'a pas été entreprise, est continué, sans autre formalité, devant la section des affaires économiques du Tribunal administratif du Québec.

Si l'audition d'un tel recours a déjà été entreprise, le recours est continué devant la Cour du Québec, à moins que les parties ne consentent à une nouvelle audition devant le Tribunal administratif du Québec ou encore n'acceptent de poursuivre l'audition devant ce tribunal et de s'en tenir alors, quant à la preuve testimoniale déjà introduite, aux notes et au procès-verbal d'audience ou, le cas échéant, aux notes sténographiques ou à l'enregistrement des débats.

Le greffier de la Cour du Québec est tenu de transmettre le dossier relatif aux recours visés au premier alinéa au secrétaire du Tribunal, au plus tard le (*indiquer ici la date qui suit de 60 jours celle de l'entrée en vigueur de l'article 139*). De même, il doit transférer sans délai un dossier relatif à un recours visé au deuxième alinéa qui est continué devant le Tribunal administratif du Québec.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 292 résulte du remplacement de l'appel devant la Cour du Québec des décisions du registraire en vertu de l'article 90 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, par un recours devant le Tribunal

administratif du Québec (TAQ), tel que prévu à l'article 139 de la présente loi.

Il vise à régler le sort des affaires pendantes devant la Cour du Québec lors de l'entrée en vigueur de l'article 139 de la présente loi (14 février 2011). Les premier et deuxième alinéas prévoient les règles transitoires applicables aux recours introduits devant la Cour du Québec avant la date de l'entrée en vigueur de l'article 139.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 90 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Déclaration d'immatriculation.*

523. Les dispositions du chapitre II s'appliquent à une déclaration d'immatriculation présentée en vertu de l'article 519 ou 520.

• *Déclaration réputée conforme.*

La déclaration d'immatriculation d'une personne physique visée au paragraphe 1° de l'article 2 et exploitant une entreprise le 31 décembre 1993 ou celle d'une société visée au paragraphe 2° de l'article 2 et existant le 31 décembre 1993 qui contient un nom comprenant l'expression « enregistré », « et compagnie », une abréviation de ces expressions ou tout autre mot ou phrase indiquant une pluralité de membres ou qu'une ou plusieurs personnes se servent du nom d'une autre personne conformément à l'article 1834*b* du Code civil du Bas Canada ou à l'article 10 de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (chapitre D-1) est réputée ne pas contrevenir au paragraphe 4° de l'article 13.

_____

1993, c. 48, a. 523.

293. Le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 17 ne s'applique pas au nom utilisé au Québec par une personne physique visée au paragraphe 1° de l'article 21 qui exploitait une entreprise le 31 décembre 1993, ou par une société de personnes visée au paragraphe 2° du même article et existant le 31 décembre 1993, si ce nom comprenait à cette date, conformément à l'article 1834*b* du Code civil du Bas Canada ou à l'article 10 de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1), l'expression « enregistré », « et compagnie », une abréviation de l'une ou l'autre de ces expressions ou tout autre mot ou phrase indiquant une pluralité de membres ou qu'une ou plusieurs personnes se servent du nom d'une autre personne.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 293 vise à maintenir les droits acquis d'un assujetti quant aux noms qu'il utilise, qui seraient autrement non conformes aux dispositions du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 17.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 523 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Registres et archives à caractère public.*

517. Le registraire des entreprises conserve et tient ouverts à l'examen du public les registres et les archives à caractère public tenus par lui en vertu d'une loi visée à l'annexe I ou d'une loi d'intérêt privé, avant le 1er janvier 1994.

• *Copies de documents.*

Sur paiement des droits prescrits par règlement, il peut délivrer, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

• *Informations faisant l'objet d'une dispense.*

Lorsqu'il s'agit de l'accès à un dossier, ou de la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document, relatifs à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97, le registraire des entreprises supprime du dossier, de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations en faisant l'objet. L'extrait ou la copie ainsi délivré qui est certifié par le registraire des entreprises est réputé conforme.

• *Authenticité.*

Une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement, le cas échéant.

• *Dispositions continuées en vigueur.*

L'article 123.30, le paragraphe 2° de l'article 123.31 de l'article 123.32 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1993 continuent de s'appliquer aux documents enregistrés par le registraire des entreprises, en vertu de la partie IA de cette loi, dans les registres visés au premier alinéa.

_____

1993, c. 48, a. 517 ;2001, c. 20, a. 7 ;2002, c. 45, a. 551.

294. Le registraire conserve et tient ouverts à l'examen du public les registres et les archives à caractère public tenus par lui, avant le 1er janvier 1994, en vertu d'une loi visée à l'annexe V ou d'une loi d'intérêt privé.

Sur paiement des droits prévus par la présente loi, il peut délivrer à toute personne qui en fait la demande des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

Lorsqu'il s'agit de l'accès à un dossier, ou de la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document, relatifs à un assujetti qui s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales ou en vertu du paragraphe 2° de l'article 149 de la présente loi, le registraire supprime du dossier, de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations faisant l'objet de la dispense.

Il en est de même de toute information personnelle pour laquelle le registraire empêche la consultation en application de l'article 100 de la présente loi.

Une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement, le cas échéant.

Les tiers de bonne foi ne sont pas présumés avoir connaissance du contenu d'un document enregistré en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du seul fait de son enregistrement. Ils peuvent présumer que les documents contiennent des renseignements véridiques.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 294 maintient l'obligation pour le registraire de conserver les registres qu'il tenait avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (LPL).

Le deuxième alinéa confère au registraire le pouvoir de délivrer, sur paiement des droits prévus par la présente loi, des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

Les troisième et quatrième alinéas, de droit nouveau, prévoient que le registraire doit supprimer du dossier, de l'extrait ou de la copie qu'il délivre les informations à l'égard desquelles un assujetti s'est prévalu d'une dispense établie par règlement en vertu du troisième alinéa de l'article 97 de la LPL ou en vertu du paragraphe 2° de l'article 149 de la présente loi, ainsi que les informations pour lesquelles le registraire empêche la consultation en application de l'article 100.

Le cinquième alinéa prévoit qu'une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement.

Quant au dernier alinéa, il prévoit la règle de preuve applicable eu égard aux documents corporatifs enregistrés en vertu de certaines dispositions de la Loi sur les compagnies avant l'entrée en vigueur de la LPL.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 517 L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales

Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales(L.R.Q., c. P-45, a. 97 à 99 et 526)

SECTION I

NOM

1. La personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec ne peut ajouter, dans le nom qu'elle utilise ou à la suite de ce nom, un mot ou une expression indiquant une pluralité de membres, sauf s'il y a indication de son métier ou de sa profession.

La société en nom collectif indique correctement sa forme juridique si elle utilise dans son nom ou à la suite de son nom les mots « société en nom collectif » ou si elle utilise, seulement à la suite de son nom, le sigle « S.E.N.C. ». Si elle est à responsabilité limitée, la société en nom collectif indique correctement sa forme juridique si elle utilise dans son nom ou à la suite de son nom les mots « société en nom collectif à responsabilité limitée » ou si elle utilise, seulement à la suite de son nom, le sigle « S.E.N.C.R.L. ».

La société en commandite indique correctement sa forme juridique si elle utilise dans son nom ou à la suite de son nom les mots «société en commandite» ou si elle utilise, seulement à la suite de son nom, le sigle «S.E.C.».

_____

D. 1856-93, a. 1 ;D. 939-94, a. 1 ;D. 1414-2001, a. 1 ;D. 1186-2005, a. 1.

2. Les autorités publiques visées au paragraphe 6 de l'article 13 de la Loi sont les suivantes :

1° le souverain régnant, le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur ;

2° le Sénat, la Chambre des communes et l'Assemblée nationale ;

3° les ministères du gouvernement du Canada ou du Québec et les organismes qui en sont mandataires ;

4° les organismes dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F- 3.1.1) ;

5° les organismes visés par la Loi sur l'emploi dans la fonction publique (L.R.C., 1985, c. P-33) ;

6° les organismes dont la majorité des membres ou la majorité des membres du conseil d'administration est nommée par le gouvernement du Canada ou du Québec ;

7° les organismes dont le personnel est nommé suivant un règlement approuvé par le gouvernement du Canada ou du Québec ;

8° les organismes dont toutes les actions votantes font partie du domaine public fédéral ou québécois ;

9° les municipalités constituées en vertu d'une loi générale ou spéciale ;

10° les organismes dont la majorité des membres ou la majorité des membres du conseil d'administration est nommée par une ou plusieurs municipalités ;

11° les organismes mandataires de municipalités au sens de la Loi sur les régimes de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3) ;

12° les organismes supra-municipaux au sens de la Loi sur les régimes de retraite des élus municipaux ;

13° les organismes dont la majorité des membres ou la majorité des membres du conseil d'administration est nommée par un organisme supra-municipal au sens de la Loi sur les régimes de retraite des élus municipaux ;

14° l'Administration régionale crie et l'Administration régionale Kativik ;

15° les agences de la santé et des services sociaux ;

15.1° les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ;

16° les établissements publics au sens des paragraphes 3 et 4 de l'article 98 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ;

17° les établissements publics au sens du paragraphe *a* de l'article 10 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5) ;

18° les commissions scolaires et les commissions scolaires régionales régies par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) ainsi que le conseil scolaire de l'île de Montréal ;

19° la Commission scolaire crie, la Commission scolaire Kativik et le Comité naskapi de l'éducation régis par la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., c. I-14) ;

20° les collèges d'enseignement général et professionnel ;

21° l'Université du Québec, ses universités constituantes et les instituts de recherche et écoles supérieures au sens de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1) ;

22° les ordres professionnels au sens du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

23° les gouvernements des autres États et leurs représentations diplomatiques, consulaires ou commerciales ;

24° les organisations internationales gouvernementales.

D. 1856-93, a. 2 ;L.Q., 1994, c. 40, a. 457 ;D. 1186-2005, a. 2 ;L.Q. 2005, c. 32, a. 309.

3. Le nom d'un assujetti laisse croire que l'assujetti est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement s'il laisse supposer que l'assujetti :

1° contrôle ou parraine l'autre personne, société ou groupement ;

2° est contrôlé ou parrainé par l'autre personne, société ou groupement ;

3° est affilié à l'autre personne, société ou groupement ;

4° exerce son activité avec le concours, l'approbation ou l'autorisation de l'autre personne, société ou groupement.

D. 1856-93, a. 3.

4. Pour déterminer si un nom laisse croire qu'un assujetti est lié à une autre personne, à une autre société ou à un autre groupement dans les cas mentionnés à l'article précédent ou prête à confusion avec un nom utilisé par une autre personne, une autre société ou un autre groupement au Québec, on doit tenir compte des critères suivants :

1° le caractère distinctif de chaque nom et de chacun de leurs éléments, leur ressemblance visuelle ou phonétique et la ressemblance entre les idées évoquées par les noms ;

2° la manière dont chaque nom est utilisé.

D. 1856-93, a. 4.

5. Si le nom est susceptible de laisser croire à un lien ou de prêter à confusion en vertu des critères mentionnés à l'article précédent, on doit alors tenir compte aussi de la notoriété de chaque nom ainsi que de la concurrence ou de la probabilité de concurrence entre les personnes, sociétés ou groupements que ces noms désignent, eu égard :

1° à leurs objets ou activités ;

2° aux biens ou services qu'ils produisent ou offrent, à la quantité de ceux-ci ou aux moyens par lesquels ils sont produits ou offerts ;

3° aux territoires où ils exercent leurs activités et au nombre de personnes qu'ils desservent.

_____

D. 1856-93, a. 5.

SECTION II

SUPPORT DES DOCUMENTS, DISPOSITION ET FORME DU TEXTE

6. Tout document produit sur support papier, même s'il s'agit d'une annexe à une formule fournie ou autorisée, doit respecter les conditions de forme suivantes :

1° être constitué de feuilles de papier de qualité Bond numéro 7, de format 216 mm sur 280 mm ou de format 216 mm sur 355 mm et dont la masse varie entre 75 et 90 g/m à la rame ;

2° contenir une marge minimale de 25 mm en haut et en bas ainsi qu'une marge minimale de 15 mm à gauche et à droite.

_____

D. 1856-93, a. 6 ;D. 939-94, a. 2 ;D. 1186-2005, a. 3.

7. Tout document sur support papier doit être lisible et propre à être photocopié et microfilmé. Il doit être dactylographié ou imprimé, à l'exception de celui produit par une personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec ou par une société. Tous les espaces pertinents doivent être remplis et contenir un maximum de 6 caractères au centimètre, si le texte est dactylographié ou imprimé.

Il doit aussi contenir une rubrique pour chaque sujet traité.

Les requêtes, les lettres patentes, les statuts ou leurs annexes sur support papier doivent être rédigés uniquement au recto.

Les déclarations, les copies des jugements et les autres documents sur support papier peuvent être rédigés au recto et au verso.

_____

D. 1856-93, a. 7 ;D. 939-94, a. 3 ;D. 1186-2005, a. 4.

8. Un document ne peut contenir que :

1° des lettres en caractères latins sans accent, à l'exclusion des lettres doubles, hormis la lettre double « Æ » ;

1.1° des lettres en caractères latins avec accent ou signe diacritique parmi les suivantes : À Â Á Å Ã Ä É È Ê Ë Î Ï Ì Í Ô Ó Ò Ö Õ Ù Û Ü Ú Ý Ç Ñ ;

2° des chiffres en caractères arabes ou romains ;

3° des signes ou des symboles parmi les suivants : Ð Ø ! ¡ @ « » " # $ % & ' ( ) * + , . - _ / \ | : ; = [ ] { } ? < > ® ° ¢ ©.

_____

D. 1856-93, a. 8 ;D. 1186-2005, a. 5.

SECTION III

DROITS À PAYER ET FRAIS D'AVIS

9. Les droits pour le dépôt d'une déclaration d'immatriculation sont les suivants :

1° 212 $ pour une personne morale à but lucratif ;

2° 43 $ pour une société ;

3° 32 $ pour une personne morale sans but lucratif et pour une personne physique ;

4° 32 $ pour toute autre personne ou regroupement.

D. 1856-93, a. 9 ;D. 276-2000, a. 1.

9.1. Les droits annuels d'immatriculation pour tout assujetti qui est immatriculé le 1er janvier sont les suivants :

1° 79 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 48 $ pour une société ;

3° 38 $ pour une coopérative ;

4° 32 $ pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels ;

5° 32 $ pour toute autre personne ou groupement.

D. 1186-2005, a. 6.

10. Les droits pour la production de la déclaration initiale après le délai prescrit sont les suivants :

1° 73 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 38 $ pour une coopérative ;

3° 32 $ pour une personne morale sans but lucratif et pour une société de secours mutuels ;

4° 32 $ pour tout autre personne ou groupement.

D. 1856-93, a.10 ;D. 276-2000, a. 1.

11. Les droits pour la production de la déclaration annuelle après la période prescrite sont les suivants :

1° 39,50 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 24 $ pour une société ;

3° 19 $ pour une coopérative ;

4° 16 $ pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels ;

5° 16 $ pour toute autre personne ou groupement.

_____

D. 1856-93, a.11 ;D. 1039-95, a. 1 ;D. 276-2000, a. 1 ;D. 1414-2001, a. 2 ;D. 1186-2005, a. 7.

12. (Supprimé).

_____

D. 1856-93, a.12 ;D. 1414-2001, a. 3 ;D. 1186-2005, a. 8.

13. Les droits pour une demande de révocation de radiation sont les suivants :

1° 159 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 120 $ pour une société ;

3° 80 $ pour une coopérative, une personne morale sans but lucratif, une personne physique et pour une société de secours mutuels ;

4° 80 $ pour tout autre personne ou groupement.

_____

D. 1856-93, a.13 ;D. 276-2000, a. 2 ;D. 650-2001, a. 1.

14. Les droits pour le dépôt de tout autre document sont de 20 $.

_____

D. 1856-93, a. 14.

15. Les droits pour la consultation d'un document déposé au registre sont de 6 $ et de 5 $ pour la manutention, le cas échéant.

_____

D. 1856-93, a. 15.

16. Les droits pour la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre sont de 1,52 $ par page.

_____

D. 1856-93, a. 16 ;D. 650-2001, a. 2.

16.1. Abrogé.

_____

D. 950-95, a. 1 ;D. 276-2000, a. 3.

16.2. Les droits à payer pour la consultation du registre au moyen de la téléphonie sont de 4 $ par dossier.

_____

D. 950-95, a. 1.

17. Les droits pour l'envoi d'un document par un moyen de télécommunication sont de 5 $, en sus des droits prévus à l'article 16.

_____

D. 1856-93, a. 17.

18. Les droits pour la certification d'un document sont de 28,69 $.

_____

D. 1856-93, a. 18 ;D. 276-2000, a. 4 ;D. 650-2001, a. 3.

19. Les droits pour la délivrance d'une attestation donnée en vertu de l'article 81 de la Loi sont de 19,56 $.

_____

D. 1856-93, a. 19 ;D. 276-2000, a. 4 ;D. 650-2001, a. 4.

20. Les droits pour la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises sont de 102 $ par année.

_____

D. 1856-93, a. 20 ;D. 276-2000, a. 4 ;D. 1186-2005, a. 9.

21. Lorsqu'une demande est présentée en vertu des articles suivants de la Loi, les droits sont de :

1° 212 $ pour une demande présentée en vertu de l'article 83 ;

2° 80 $ pour une demande présentée en vertu de l'article 84 ;

3° 80 $ pour une demande présentée en vertu de l'article 85.

_____

D. 1856-93, a. 21 ;D. 276-2000, a. 4.

22. Les droits sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

Lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé pour le traitement d'un document pouvant être déposé sans frais au registre, les droits sont les suivants :

1° 39,50 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 24 $ pour une société ;

3° 19 $ pour une coopérative ;

4° 16 $ pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels ;

5° 16 $ pour toute autre personne ou groupement.

_____

D. 1856-93, a. 22 ;D. 1186-2005, a. 10.

23. (Abrogé).

_____

D. 1856-93, a. 23 ;D. 276-2000, a. 5 ;D. 309-2002, a. 1.

SECTION IV

PÉRIODES DE DÉPÔT DES DÉCLARATIONS ANNUELLES

24. La période de dépôt de la déclaration annuelle des personnes morales tenues de produire une déclaration de revenus en vertu de l'article 1000 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) débute le jour suivant la date de la fin de leur année d'imposition et elle est d'une durée de 6 mois.

Celle des personnes physiques et des sociétés débute le 1er janvier et se termine le 15 juin.

Celle des autres assujettis débute le 15 mai et se termine le 15 novembre.

_____

D. 1856-93, a. 24 ;D. 939-94, a. 4 ;D. 1000-95, a. 1 ;D. 1186-2005, a. 11.

SECTION V

ÉTAT DES INFORMATIONS

25. L'état des informations contient, relativement à chaque assujetti immatriculé, ou qui l'a déjà été, les éléments suivants lorsqu'ils lui sont applicables :

1° son numéro d'entreprise ;

2° la date de son immatriculation ;

3° une mention que cette immatriculation est radiée en précisant, s'il y a lieu, que la radiation fut effectuée d'office, ainsi que la date de la radiation ;

4° son nom ;

5° tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque ;

6° la dernière date à laquelle il a changé un nom ainsi que le nom qui, à cette occasion, a été changé ;

7° son domicile ;

8° son domicile élu et le nom du destinataire ;

9° le nom et l'adresse de tout établissement au Québec, en précisant ceux du principal ;

10° par ordre décroissant, la nature de ses 2 principales activités et de celles de chacun de ses établissements ;

10.1° toute autre activité exercée dans ses établissements et qui doit être déclarée en vertu d'une loi ;

11° le nom et l'adresse de son fondé de pouvoir ;

12° le nom, l'adresse et la qualité de toute personne chargée, à titre d'administrateur du bien d'autrui, d'administrer l'ensemble de ses biens ;

13° la date du dépôt de sa dernière déclaration annuelle ;

13.1° l'année pour laquelle la personne morale est réputée avoir satisfait à son obligation de mise à jour annuelle en application de l'article 26.3 de la Loi ;

14° la tranche de salariés établie en fonction du nombre de salariés dont le lieu de travail est situé au Québec ;

15° la date à laquelle il doit cesser d'exister ;

16° une mention indiquant qu'il est une personne physique qui exploite une entreprise individuelle ;

17° à l'exception des commanditaires, le nom et le domicile d'au moins 3 associés ;

18° le nom et le domicile des 3 principaux associés commanditaires connus lors de la conclusion du contrat, par ordre décroissant, avec mention de celui qui fournit le plus grand apport ;

19° l'adresse du lieu où est tenu le registre relatif aux commanditaires ;

20° l'objet de la société ;

21° une mention indiquant que la responsabilité de certains ou de l'ensemble de ses associés est limitée, lorsque la société en nom collectif est à responsabilité limitée ou lorsque la société n'est pas constituée au Québec ;

21.1° la date à laquelle la société en nom collectif devient ou cesse d'être à responsabilité limitée ;

22° sa forme juridique, la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

23° le nom de l'État où il a été constitué et la date de sa constitution, sauf s'il est issu d'une fusion ou d'une scission ;

24° le nom de l'État où la dernière fusion ou scission dont il est issu s'est réalisée et la date de cette fusion ou scission ;

25° le nom, le numéro d'entreprise et le domicile de toute personne morale partie à la dernière fusion ou scission à laquelle il a été partie ;

26° la date de sa continuation ou autre transformation ;

27° le nom et le domicile d'au moins 3 administrateurs et la fonction occupée par chacun ;

28° le nom et le domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, lorsqu'ils ne sont pas membres du conseil d'administration, en précisant les fonctions qu'ils occupent ;

29° le nom et le domicile des 3 actionnaires qui détiennent le plus de voix, par ordre d'importance, avec mention de celui qui détient la majorité absolue ;

30° une mention à l'effet que la personne morale a déclaré avoir décidé de se dissoudre ou de demander sa dissolution, de se liquider ou de demander sa liquidation.

Le cas échéant, l'état des informations doit indiquer, au moyen d'une mention, que les informations déclarées n'y apparaissent pas toutes.

_____

D. 1856-93, a. 25 ;D. 939-94, a. 5 ;D. 1414-2001, a. 4 ;D. 1186-2005, a. 12.

SECTION V.1

ASSUJETTIS DISPENSÉS DE DÉSIGNER UN FONDÉ DE POUVOIR

_____

D. 661-96, a. 1.

25.1. Sont dispensés de l'obligation de désigner un fondé de pouvoir conformément à l'article 4 de la loi, les assujettis établis en Ontario, dont le domicile est situé au Canada, qui sont des entrepreneurs en construction visés par l'Entente Québec-Ontario sur les achats gouvernementaux et la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction du 24 décembre 1993 où par toute entente subséquente conclue entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario en matière de mobilité dans l'industrie de la construction, à l'exception des sociétés en commandite.

_____

D. 661-96, a. 1.

SECTION V.2

ASSUJETTIS DISPENSÉS DE DÉCLARER CERTAINES INFORMATIONS

_____

D. 661-96, a. 1.

25.2. Sont dispensés de déclarer les informations visées au paragraphe 4 du premier alinéa et aux paragraphes 1 et 6 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi, les assujettis dont les activités consistent à offrir des services d'hébergement pour des personnes victimes de violence.

Les assujettis visés au premier alinéa sont également dispensés de déclarer le domicile des personnes visées aux paragraphes 2 et 3 du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi.

_____

D. 430-2002, a. 1 ;D. 548-2004, a. 1.

SECTION VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATIVES ET FINALES

26. Les droits pour la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document en vertu de l'article 517 de la Loi sont de 1,52 $ par page.

Les droits pour la certification d'un document par le registraire des entreprises sont de 28,69 $.

Les droits pour la délivrance d'une attestation donnée en vertu de l'article 517 de la Loi sont de 19,56 $.

_____

D. 1856-93, a. 26 ;D. 276-2000, a. 6 ;D. 650-2001, a. 5 ;D. 1186-2005, a. 13.

27. Les droits pour le dépôt de la déclaration visée à l'article 521 de la Loi sont de 79 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance.

Ils sont de 32 $ pour une personne morale sans but lucratif et pour une société de secours mutuels.

_____

D. 1856-93, a. 27 ;D. 276-2000, a. 6.

28. Les droits visés à l'article 524 de la Loi, lorsque l'immatriculation a lieu durant la période prescrite par les articles 519 et 520, sont les suivants :

1° 79 $ pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance ;

2° 48 $ pour une société ;

3° 38 $ pour une coopérative ;

4° 32 $ pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels.

_____

D. 1856-93, a. 28 ;D. 276-2000, a. 6.

29. Les droits visés à l'article 532 pour la production d'un rapport annuel non produit avant le remplacement de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22), sont les suivants :

1° 84 $ dans le cas d'une personne morale à but lucratif ;

2° 40 $ dans le cas d'une personne morale sans but lucratif.

_____

D. 1856-93, a. 29 ;D. 276-2000, a. 6.

30. Les droits pour la reprise d'existence en vertu de l'article 534 de la Loi sont de 308 $ pour une personne morale à but lucratif et de 132 $ pour une personne morale sans but lucratif.

_____

D. 1856-93, a. 30 ;D. 276-2000, a. 6 ;D. 650-2001, a. 6.

31. Les droits prévus aux articles 26 à 30 sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

_____
D. 1856-93, a. 31.

32. (Abrogé).

_____
D. 1856-93, a. 32 ;D. 276-2000, a. 7 ;D. 309-2002, a. 1.

33. Omis.

_____
D. 1856-93, a. 33.

34. Omis.

_____
D. 1856-93, a. 34.

35. Omis.

_____
D. 1856-93, a. 35.

36. Omis.

_____
D. 1856-93, a. 36.

37. La Formule de déclaration de nom d'emprunt d'une coopérative (1985, G.O., 1, 5656) est abrogée.

_____
D. 1856-93, a. 37.

38. Omis.

_____
D. 1856-93, a. 38.

295. Les dispositions du Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, approuvé par le décret nº 1856-93 (1993, G.O. 2, 9039) telles qu'elles se lisaient le (*indiquer ici la date qui précède la date de l'entrée en vigueur de l'article 281*) demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou remplacées par un règlement pris par le ministre conformément à la présente loi, à l'exception des sections II et VI, qui sont abrogées, et de la section III, qui est remplacée par la suivante :

« FRAIS À PAYER

« **9.** Les frais exigibles en vertu du présent règlement sont ceux prévus dans le tableau suivant :

Consultation d'un document déposé au registre	5 $
Consultation du registre au moyen de la téléphonie	6 $ par dossier
Copie ou extrait d'un document déposé au registre	5 $ par document
Envoi d'un document par un moyen de télécommunication	5 $
Manutention	5 $ ».

R? 24/11/2010 09h01T?
V? DOSSIER: REQ
NIN P-45.1.-295

NOTE EXPLICATIVE

L'article 295 maintient en vigueur les sections I, IV, V, V.I et V.2 du Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RALPL). Il abroge par ailleurs les sections II et VI et remplace la section III du RALPL.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / R.A.L.P.L.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement ; Date de la présentation du projet de loi lorsqu'il remplace la section III du règlement.

296. Dans la mesure où ils entrent en vigueur avant le *(indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 216 du chapitre 52 des lois de 2009*), le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 33 et le paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 98 doivent, jusqu'à cette date, se lire sans les mots « ou, si tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada, les nom et domicile des actionnaires ou des tiers qui assument ces pouvoirs ».

De même, dans la mesure où ils entrent en vigueur avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du premier alinéa de l'article 335 du chapitre 52 des lois de 2009*), le deuxième alinéa de l'article 96 et le deuxième alinéa de l'article 132 doivent, jusqu'à cette date, se lire sans les mots « ou d'un avis de liquidation produit en vertu de la Loi sur les sociétés par actions ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 296 vise à assurer la concordance entre l'entrée en vigueur de certaines dispositions du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 33 et du paragraphe 6° de l'article 98 de la présente loi et l'entrée en vigueur de l'article 216 de la Loi sur les sociétés par actions (LSA). Il vise également à assurer la concordance entre l'entrée en vigueur de certaines dispositions des articles 96 et 132 et l'entrée en vigueur du premier alinéa de l'article 335 de la LSA.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

297. Un renvoi à la Loi sur les sociétés par actions dans le paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 21 et dans le deuxième alinéa de l'article 41 doit, dans la mesure où ces dispositions entrent en vigueur avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 281 du chapitre 52 des lois de 2009*), se lire, jusqu'à cette date, comme un renvoi à la Loi sur les compagnies.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 297 vise à assurer la concordance entre l'entrée en vigueur des renvois faits à certaines dispositions de la Loi sur les sociétés par actions (LSA) dans la présente loi et l'entrée en vigueur des dispositions concernées de la LSA.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

TEXTE ACTUEL

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein du ministère du Revenu, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution ;

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'application des articles 2 à 6, à l'égard de l'administration ou de la direction du ministère du Revenu, et des articles 71.3.1 à 71.3.3, à l'égard d'une infraction pénale ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration du ministre pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe b, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

(...)

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 62, a. 7 ;2005, c. 15, a. 162 ;2006, c. 38, a. 43 ;2007, c. 14, a. 2 ;2009, c. 19, a. 13.

TEXTE REFONDU

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein du ministère du Revenu, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution ;

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1) ainsi que des articles mentionnés à l'article 299 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ou de ces dispositions législatives ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'application des articles 2 à 6, à l'égard de l'administration ou de la direction du ministère du Revenu, et des articles 71.3.1 à 71.3.3, à l'égard d'une infraction pénale ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration du ministre pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe b, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

(...)

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 62, a. 7 ;2005, c. 15, a. 162 ;2006, c. 38, a. 43 ;2007, c. 14, a. 2 ;2009, c. 19, a. 13.

298. Le sous-paragraphe v du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) doit se lire, pour la période comprise entre le 19 mai 2010 et le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 219*), comme suit :

« v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1) ainsi que des articles mentionnés à l'article 301 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ou de ces dispositions législatives ; ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 298 vise à permettre l'utilisation d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal pour l'application ou l'exécution des dispositions de la présente loi relatives aux droits payables au registraire, pour la période comprise entre la date de la sanction de la présente loi et la date de l'entrée en vigueur de l'article 219 qui modifie le sous-paragraphe v du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 de la Loi sur le ministère du Revenu (LMR).

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire / 69.0.0.7, 1° al. (b) (v) L.M.R.

* Réf. d.a.: Date de la sanction de la présente loi.

299. Le gouvernement peut, par règlement pris dans un délai d'un an suivant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 281*), édicter toute autre mesure transitoire nécessaire à l'application de la présente loi.

Un tel règlement n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 18 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 299 confère au gouvernement le pouvoir d'édicter, par règlement, toute autre mesure transitoire nécessaire à l'application de la présente loi et soustrait un tel règlement de l'obligation de publication prévue à l'article 18 de la Loi sur les règlements.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

• *Ministre responsable.*

539. Le ministre du Revenu est chargé de l'application de la présente loi.

_____

1993, c. 48, a. 539 ;D. 556-2003 ;2005, c. 14, a. 49 ;2006, c. 38, a. 81.

• *Ministre responsable.*

33. Le ministre du Revenu est chargé de l'application de la présente loi.

_____

1982, c. 52, a. 33 ;1990, c. 4, a. 497 ;2006, c. 38, a. 12.

300. Le ministre du Revenu est chargé de l'application de la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 300 prévoit que le ministre du Revenu est chargé de l'application de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 539 L.P.L. / 33 L.R.E.

* Réf. d.a.: Date de la sanction de la présente loi.

301. Les dispositions des articles 75 à 78, 176 à 178, 180 à 183, 186 à 190, du paragraphe 1° de l'article 191, des articles 193, 196 à 198, 200 à 210, 221, 223 à 225, 228 à 231, 235 à 240, 255, 258, 260, 263, 276 à 279, 284 et 295, lorsqu'il remplace la section III du règlement, ainsi que les annexes I, II et IV, ont effet depuis le 16 mars 2010.

Toutefois, pour la période comprise entre le 16 mars 2010 et le (*indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur de l'article 281*), un renvoi à l'annexe I ou à l'annexe II dans l'un de ces articles est un renvoi à l'annexe IV.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 301 prévoit que les dispositions relatives aux droits à payer au registraire ont effet depuis la date de la présentation de la présente loi (16 mars 2010). Le deuxième alinéa prévoit une règle transitoire pour les renvois à l'annexe I ou à l'annexe II qu'il faut lire comme un renvoi à l'annexe IV entre le 16 mars 2010 et le 13 février 2011.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Disposition finale.

* Réf. d.a.: Date fixée par le gouvernement.

302. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception :

1° de celles de l'article 184 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 200.0.9 de la Loi sur les assurances*) ;

2° de celles de l'article 185 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 200.0.11 de la Loi sur les assurances*) ;

3° de celles des articles 234, 298 et 300 qui entrent en vigueur le 19 mai 2010.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 302 fixe les dates d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article 301 qui sont relatives aux droits à payer au registraire.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Disposition finale.

* Réf. d.a..

ANNEXE I
(Article 75, premier alinéa, et article 76)

Droits relatifs au régime de publicité

Déclaration d'immatriculation	
• personne morale à but lucratif	300 $
• société de personnes	48 $
• personne morale sans but lucratif, personne physique et toute autre personne ou groupement de personnes	32 $
Droits annuels d'immatriculation	
• personne morale à but lucratif et société mutuelle d'assurance	79 $
• société de personnes	48 $
• coopérative	38 $
• personne morale sans but lucratif, personne physique, société de secours mutuels et toute autre personne ou groupement de personnes	32 $
Révocation de radiation	100 $
Reprise d'existence	100 $
Dépôt de tout autre document	40 $
Recours pour changement de nom	500 $
Annulation d'une inscription ou du dépôt d'une déclaration ou d'un avis	100 $

Rectification ou suppression d'une information inexacte au registre	100 $
Certification d'un document	30 $
Attestation	20 $
Regroupement d'informations contenues aux états des informations	100 $
• Si la demande excède 500 dossiers	0,20 $ par dossier supplémentaire
• Si le résultat du regroupement d'informations est produit ou communiqué autrement qu'en mode technologique	25 $

ANNEXE II
(Article 75, deuxième alinéa)

Droits exigibles par renvoi à la présente loi

Établissement d'un rapport de recherche en regard d'un nom ou d'une version, incluant la réservation d'un nom	
• personne morale avec ou sans capital-actions	20 $
Réservation d'un nom	20 $
Certificat de constitution ou de reconstitution	
• compagnie d'assurance	500 $
• autres	300 $
Certificat de fusion ou conversion	
• compagnie d'assurance	500 $
• autres	300 $
Certificat de continuation	
• compagnie d'assurance	500 $
• autres	200 $
Certificat de modification, de correction de statuts, de refonte, d'arrangement ou d'annulation de statuts	155 $
Demande d'autorisation de continuation sous le régime d'une autre autorité législative que le Québec	200 $
Demande de correction de statuts	155 $

Lettres patentes	
• personne morale sans capital-actions	150 $
• personne morale régie par la partie II de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)	500 $
• personne morale avec capital-actions	500 $
Lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion	
• personne morale sans capital-actions	200 $
• personne morale avec capital-actions	500 $
Lettres patentes supplémentaires	
• personne morale sans capital-actions	50 $
• compagnie d'assurance	500 $
• personne morale avec capital-actions	150 $
Constitution d'un club de chasse et de pêche par ordonnance	150 $
Recours pour changement de nom	500 $
Approbation d'un règlement de changement de nom ou d'ajout, d'abandon ou de modification de la version ou de transfert de siège	
• personne morale avec capital-actions	150 $
• personne morale sans capital-actions	50 $
Confirmation d'un règlement modifiant le capital-actions	150 $
Approbation d'un règlement concernant la valeur des immeubles	

• personne morale avec capital-actions	150 $
• personne morale sans capital-actions	100 $
Certification d’un document	30 $
Attestation	20 $

ANNEXE III
(Articles 124, 125, 128 et 144)

Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)

Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)

Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40)

Loi sur les compagnies de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-40.1)

Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)

Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)

Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)

Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)

Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)

Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16)

Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45)

Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1)

Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31)

Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

Loi sur les sociétés par actions (2009, chapitre 52)

ANNEXE IV
(Article 285)

PERSONNES MORALES RÉGIES PAR LA PARTIE IA DE LA LOI SUR LES COMPAGNIES

1° Pour la délivrance :

a) d'un certificat de constitution en personne morale, 300 $;

b) d'un certificat de fusion, 482 $;

c) d'un certificat de continuation, 197 $;

d) d'un certificat de modification, 140 $.

2° Pour une demande de réservation d'un nom ou d'une version, pour la recherche effectuée et l'établissement d'un rapport de recherche, 37 $.

3° Lorsque le nom ou la version demandée n'a pas fait l'objet d'une réservation, pour la recherche effectuée et l'établissement d'un rapport de recherche à l'égard de chacun des noms ou versions proposés, 37 $.

4° Pour la certification d'une copie conforme d'un document, 28,69 $.

5° Pour une attestation qu'une compagnie est ou n'est pas dissoute, 19,56 $.

6° Pour la manutention d'un document, 5 $.

7° Pour une demande en vertu de l'article 123.27.1 de la Loi sur les compagnies, 212 $.

Les droits prévus sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

PERSONNES MORALES RÉGIES PAR LES PARTIES I, II ET III DE LA LOI SUR LES COMPAGNIES

SECTION I

PERSONNES MORALES AVEC CAPITAL-ACTIONS

1° Pour une demande de lettres patentes :

a) 351 $ lorsque le capital proposé est de 40 000 $ ou moins ;

b) 351 $ et de 1,45 $ pour chaque 1 000 $ ou fraction de 1 000 $ en excédent de 40 000 $, lorsque le capital proposé excède 40 000 $, mais ne dépasse pas 100 000 $;

c) 438 $ et de 0,76 $ pour chaque 1 000 $ ou fraction de 1 000 $ en excédent de 100 000 $, lorsque le capital proposé excède 100 000 $, mais ne dépasse pas 500 000 $;

d) 742 $ et de 0,37 $ pour chaque 1 000 $ ou fraction de 1 000 $ en excédent de 500 000 $, lorsque le capital proposé excède 500 000 $, mais ne dépasse pas 2 000 000 $;

e) 1 297 $ et de 0,29 $ pour chaque 1 000 $ ou fraction de 1 000 $ en excédent de 2 000 000 $ lorsque le capital proposé excède 2 000 000 $.

Les actions d'une valeur nominale inférieure à 1 $ sont évaluées à 1 $ et les actions sans valeur nominale sont évaluées selon la considération totale pour laquelle elles peuvent être émises; si cette considération n'est pas mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, elles sont évaluées à 100 $ chacune.

2° Pour une demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de compagnies, droits calculés de la même façon qu'une demande de lettres patentes.

3° Pour une demande de lettres patentes supplémentaires, 351 $, sauf :

a) dans le cas de changement de nom ou d'ajout, d'abandon ou de modification de la version, 176 $;

b) dans le cas d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises, droits calculés en considérant le montant de l'augmentation comme le capital proposé lors d'une demande de lettres patentes ;

c) dans le cas de demande de subdivision d'actions sans valeur nominale, droits calculés comme lors d'une demande de lettres patentes, en tenant compte de la considération totale pour laquelle les nouvelles actions non émises peuvent être émises; si cette considération n'est pas mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, elles sont évaluées à 100 $ chacune.

Lorsque les lettres patentes supplémentaires ont pour but d'effectuer plus d'un changement, seul le plus élevé des droits prévus est payable.

4° Pour la production aux fins d'approbation d'un règlement de changement de nom ou d'ajout, d'abandon ou de modification de la version en vertu de l'article 21 de la Loi sur les compagnies, 176 $.

SECTION II

PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS

1° Pour une demande de lettres patentes constituant une personne morale sans capital-actions, 145 $.

2° Pour une demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de personnes morales sans but lucratif, 174 $.

3° Pour une demande de lettres patentes supplémentaires d'une personne morale sans capital-actions, 65 $.

4° Pour la production aux fins d'approbation d'un règlement de changement de nom ou d'ajout, d'abandon ou de modification de la version en vertu des articles 21 et 224 de la Loi sur les compagnies, 65 $.

SECTION III

DIVERS

1° Lorsque le nom ou la version demandée n'a pas fait l'objet d'une réservation à l'occasion d'une demande de lettres patentes, de lettres patentes supplémentaires ou du dépôt d'un règlement, pour la recherche effectuée et l'établissement d'un rapport de recherche en regard d'un nom ou d'une version :

a) pour une personne morale sans capital-actions, 21 $;

b) pour une personne morale avec capital-actions, 37 $.

Ces droits sont exigibles pour la recherche effectuée et l'établissement d'un rapport de recherche à l'égard de chacun des noms ou versions proposés.

2° Pour une demande de réservation d'un nom ou d'une version et l'établissement d'un rapport de recherche, 37 $.

3° Pour la certification d'une copie conforme d'un document, 28,69 $.

4° Pour une attestation qu'une personne morale est ou n'est pas dissoute, 19,56 $.

5° Pour une demande en vertu des articles 18.1 et 221.1 de la Loi sur les compagnies, 212 $.

6° Pour la manutention d'un document, 5 $.

Des lettres patentes en vertu de la partie II de la Loi sont considérées comme des lettres patentes supplémentaires émises à une compagnie avec capital-actions.

Les droits sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

COMPAGNIES DE CIMETIÈRE

Pour une demande de lettres patentes, 145 $.

CLUBS DE CHASSE ET DE PÊCHE

Pour une demande de constitution d'un club de chasse et de pêche faite :

a) par cinq requérants domiciliés au Québec, 25 $;

b) par plus de cinq requérants domiciliés au Québec, 50 $;

c) par cinq requérants dont un au moins n'est pas domicilié au Québec, 100 $;

d) par plus de cinq requérants dont aucun d'entre eux n'est domicilié au Québec, 200 $.

PUBLICITÉ LÉGALE DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, DES SOCIÉTÉS ET DES PERSONNES MORALES

1° Pour le dépôt d'une déclaration d'immatriculation :

a) pour une personne morale à but lucratif, 212 $;

b) pour une société de personnes, 43 $;

c) pour une personne morale sans but lucratif et pour une personne physique, 32 $;

d) pour toute autre personne ou regroupement, 32 $.

2° Les droits annuels d'immatriculation pour tout assujetti qui est immatriculé le 1er janvier :

a) pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance, 79 $;

b) pour une société de personnes, 48 $;

c) pour une coopérative, 38 $;

d) pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels, 32 $;

e) pour toute autre personne ou groupement, 32 $.

3° Pour la production de la déclaration initiale après le délai applicable :

a) pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance, 73 $;

b) pour une coopérative, 38 $;

c) pour une personne morale sans but lucratif et pour une société de secours mutuels, 32 $;

d) pour toute autre personne ou groupement, 32 $.

4° Pour la production de la déclaration annuelle après la période applicable :

a) pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance, 39,50 $;

b) pour une société de personnes, 24 $;

c) pour une coopérative, 19 $;

d) pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels, 16 $;

e) pour toute autre personne ou groupement, 16 $.

5° Pour une demande de révocation de radiation :

a) pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance, 159 $;

b) pour une société de personnes, 120 $;

c) pour une coopérative, une personne morale sans but lucratif, une personne physique et pour une société de secours mutuels, 80 $;

d) pour toute autre personne ou groupement, 80 $.

6° Pour le dépôt de tout autre document, 20 $.

7° Pour la consultation d'un document déposé au registre, 6 $.

8° Pour la manutention, 5 $.

9° Pour la délivrance d'une copie ou d'un extrait d'un document déposé au registre, 1,52 $ par page.

10° Pour la consultation du registre au moyen de la téléphonie, 4 $ par dossier.

11° Pour l'envoi d'un document par un moyen de télécommunication, 5 $.

12° Pour la certification d'un document, 28,69 $.

13° Pour la délivrance d'une attestation donnée en vertu de l'un des articles 81 ou 517 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45), 19,56 $.

14° Pour la location d'un casier dans les bureaux du registraire des entreprises, 102 $ par année.

15° Pour une demande présentée en vertu de l'article 83 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, 212 $.

16° Pour une demande présentée en vertu de l'article 84 ou 85 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, 80 $.

17° Pour une demande d'un regroupement d'informations contenues aux états des informations, 100 $.

Par contre, lorsque cette demande nécessite le traitement d'un nombre de dossiers d'assujettis immatriculés figurant à l'état des informations qui, calculé à 0,20 $ par dossier, excède 100 $, les droits sont ceux résultant de ce calcul.

18° En sus, pour toute demande d'un regroupement d'informations :

a) si le résultat du regroupement d'informations est produit sur un support informatique, 10 $;

b) si le résultat du regroupement d'informations est communiqué autrement qu'en mode télématique, 10 $;

c) si le regroupement d'informations est produit sur papier, 0,05 $ par feuille imprimée.

19° Pour la production d'un rapport annuel visé à l'article 532 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales :

a) pour une personne morale à but lucratif, 84 $;

b) pour une personne morale sans but lucratif, 40 $.

20° Pour la reprise d'existence visée à l'article 534 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales :

a) pour une personne morale à but lucratif, 308 $;

b) pour une personne morale sans but lucratif, 132 $.

Les droits sont majorés de 50 % lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé.

Lorsque, sur demande, un traitement prioritaire est accordé pour le traitement d'un document pouvant être déposé sans frais au registre :

1° pour une personne morale à but lucratif et pour une société mutuelle d'assurance, 39,50 $;

2° pour une société de personnes, 24 $;

3° pour une coopérative, 19 $;

4° pour une personne morale sans but lucratif, une personne physique et une société de secours mutuels, 16 $;

5° pour toute autre personne ou groupement, 16 $.

COMPAGNIES D'ASSURANCES DEPUIS LE 10 SEPTEMBRE 2009

1° Pour le dépôt de statuts et la délivrance d'un certificat de constitution d'une compagnie d'assurance, 500 $.

2° Pour la délivrance de lettres patentes supplémentaires à une compagnie d'assurance, 500 $.

3° Pour le dépôt de statuts de modification d'une compagnie d'assurance et la délivrance d'un certificat de modification, 500 $.

4° Pour le dépôt de statuts de fusion ou de conversion d'une compagnie d'assurance et la délivrance d'un certificat de fusion ou de conversion, 500 $.

5° Pour le dépôt de statuts de continuation d'une compagnie d'assurance et la délivrance d'un certificat de continuation conformément aux articles 200.0.15, 200.0.16 ou 200.6 de la Loi sur les assurances, 500 $.

ANNEXE V
(Article 294)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1)

Loi sur les cercles agricoles (L.R.Q., chapitre C-9)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)

Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)

Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40)

Loi sur les compagnies de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-40.1)

Loi sur les compagnies de fidéicommis (L.R.Q., chapitre C-41)

Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42)

Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)

Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)

Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46)

Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)

Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)

Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)

Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3)

Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)

Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)

Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Loi sur les fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre F-3.2.0.4)

Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)

Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16)

Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)

Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23)

Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25)

Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27)

Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)

Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30)

Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31)

Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32)

Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Loi sur les syndicats d’élevage (L.R.Q., chapitre S-39)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

TABLE DES MATIÈRES

		ARTICLES
CHAPITRE I	REGISTRAIRE DES ENTREPRISES	1-11
CHAPITRE II	REGISTRE DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET DES PERSONNES MORALES	12-16
CHAPITRE III	NOM	17-20
CHAPITRE IV	IMMATRICULATION, MISE À JOUR ET RADIATION	21-74
SECTION I	IMMATRICULATION	21-38
SECTION II	MISE À JOUR DES INFORMATIONS	39-53
SECTION III	RADIATION DE L'IMMATRICULATION	54-67
	§1.— *Radiation sur production d'une déclaration*	54-58
	§2.— *Radiation d'office*	59-62
	§3.— *Révocation de la radiation*	63-67
SECTION IV	DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCLARATIONS	68-74
CHAPITRE V	DROITS, FRAIS ET PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES	75-89
SECTION I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	75-79
SECTION II	DROITS ANNUELS D'IMMATRICULATION	80-85
SECTION III	PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES	86-89

CHAPITRE VI	PUBLICITÉ	90-108
CHAPITRE VII	POUVOIRS DU MINISTRE ET ADMINISTRATION	109-123
SECTION I	GESTION DES DOCUMENTS	109-115
	§1.— *Dispositions générales*	109-111
	§2.— *Transmission de documents technologiques*	112-115
SECTION II	CONCLUSION D'ENTENTES	116-123
CHAPITRE VIII	INSPECTION ET ENQUÊTE	124-131
CHAPITRE IX	RECOURS	132-147
SECTION I	RECOURS ADMINISTRATIFS	132-138
SECTION II	RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	139-141
SECTION III	PROCÉDURE ET PREUVE APPLICABLES À UN RECOURS ADMINISTRATIF, CIVIL ET PÉNAL	142-147
CHAPITRE X	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	148-151
CHAPITRE XI	DISPOSITIONS PÉNALES	152-163
CHAPITRE XII	DISPOSITIONS MODIFICATIVES	164-280
CHAPITRE XIII	DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES	281-302
ANNEXE I		
ANNEXE II		
ANNEXE III		
ANNEXE IV		
ANNEXE V		